

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY (arrivé à 19h48 à la délibération 9753) - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD - CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE - Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY - Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL - Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO - Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA - Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE - Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE - Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

N°	Objet de la délibération	Rapporteur	Vote
9745	Direction générale – Société publique locale (SPL) Isère Aménagement - Rapport d'activité annuel (exercice 2024)	Luc Rémond	Prend acte
9746	Direction générale – Société économique mixte (SEM) Territoires 38 - Rapport d'activité annuel (exercice 2024)	Luc Rémond	Prend acte
9747	Finances – Budget annexe «Voreppe Énergies Renouvelables» - Tarifs au 1er octobre 2025	Jean-Louis Soubeyroux	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9748	Finances – Budget principal de la Ville - Reprise de provision	Luc Rémond	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9749	Ressources humaines – Modification du tableau des effectifs	Anne Gérin	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9750	Ressources humaines – Modification du RIFSEEP sur les retenues maladie ordinaire	Anne Gérin	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9751	Ressources humaines – Régime indemnitaire hors RIFSEEP – Filière Culturelle – Modification de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves sur les retenues maladie ordinaire	Anne Gérin	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9752	Ressources humaines – Régime indemnitaire hors RIFSEEP – Filière Police municipale – Modification de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sur les retenues maladie ordinaire	Anne Gérin	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9753	Espace public – Approbation du plan de zonage et du règlement relatif aux eaux pluviales de la CAPV	Anne Platel	Adoptée Pour : 28 Opposition : Abstention : 1
9754	Espace public – Coupe et mise à la vente de bois sur les parcelles D, E, F et H du plan de gestion de l'Office national des forêts (ONF)	Anne Platel	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9755	Espace public – Validation de l'AVP et Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la ville et le SMMAG – Rue des Martyrs	Anne Platel	Adoptée Pour : 23 Opposition : Abstention : 6
9756	Foncier – Mise à jour du tableau de classement de la voirie communale	Anne Platel	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9757	Espace Public - Finances – Fixation des tarifs - Redevance d'occupation du domaine public - Réseaux publics de transport et de distribution d'électricité	Anne Platel	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9758	Espace Public - Finances – Fixation des tarifs - Redevance d'occupation du domaine public - Réseaux publics de distribution de Gaz	Anne Platel	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9759	Espace Public - Finances – Fixation des tarifs - Redevance d'occupation du domaine public - Réseaux de télécommunications	Anne Platel	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9760	Associations - Attribution des subventions projets 2025	Anne Gérin	Adoptée



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

@voreppe
@VoreppeOfficiel

			Pour : 29 Opposition : Abstention :
9761	Jeunesse – Subventions aux clubs sportifs dans le cadre des animations estivales 2025	Nadine Benvenuto	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :
9762	Jeunesse – Règlement intérieur de l'accompagnement à la scolarité et actualisation des tarifs	Nadine Benvenuto	Adoptée Pour : 29 Opposition : Abstention :

Le Maire,
Luc RÉMOND



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9745 - Direction Générale – Société publique locale (SPL) Isère Aménagement - Rapport d'activité annuel (exercice 2024)

Monsieur Luc Rémond, Maire, expose au Conseil municipal :

Le 13 juillet 2010, la Société Isère Aménagement a été créée à l'initiative du Département de l'Isère, de Grenoble Alpes Métropole et de 9 autres collectivités.

En application de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires doivent se prononcer sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'administration, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société. S'agissant des collectivités actionnaires non directement représentées au Conseil d'administration, leur représentant au sein de l'assemblée spéciale assure la communication de leur rapport aux mêmes fins aux organes délibérants des



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

DE250925DG9745

1/2

collectivités et groupements qui en sont membres.

La production du rapport précité a pour objet de renforcer l'information et le contrôle du Conseil municipal sur la SPL Isère Aménagement, et de vérifier que la société agit en cohérence avec les orientations et les actions conduites par la Commune.

Après avoir rappelé les engagements de la collectivité, le rapporteur expose le bilan de l'exercice écoulé et les perspectives de la société.

La commission Ressources et moyens, économie, intercommunalité et nouvelles technologies a pris acte de ce rapport le 3 septembre 2025.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** de prendre acte de ce rapport annuel de la SPL Isère Aménagement au titre de l'exercice 2024.

Le public en sera avisé par voie d'affichage en Mairie et lieux habituels pendant un mois.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

RAPPORT DE GESTION

SUR L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	3
PREMIÈRE PARTIE : RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE	4
1 - L'ACTIONNARIAT	4
2 - LA GOUVERNANCE	9
3 - LES DIRIGEANTS.....	9
4 - LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	10
5 - PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ.....	11
6 - LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE.....	11
7 - LES CONTRÔLES EXTERNES	11
8 - LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX.....	11
DEUXIÈME PARTIE : LA PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE	12
1 - PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS	12
2 - EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS.....	12
2.1 Résultat de l'exercice.....	12
2.2 Compte de résultat de la société – Partie fonctionnement	13
2.3 Soldes intermédiaires de gestion – Partie fonctionnement.....	16
2.4 Ratios d'analyse financière – Partie fonctionnement	16
3 - INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT	18
4 - DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT	19
5 - AFFECTATION DU RÉSULTAT	19
6 - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS.....	19
TROISIÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULÉ.....	20
7 - LE CHIFFRE D'OPÉRATIONS	20
8 - LES CONCESSIONS D'AMÉNAGEMENT	20
8.1 Les contrats de concession	20
8.2 Les dépenses d'aménagement	21
8.3 Les commercialisations.....	21
8.4 Concessions de travaux	24
9 - LES MANDATS.....	24
10 - ÉTUDES / AMO	25
11 - LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT	26
12 - L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR	26
13 - LES ÉVÈNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	26
QUATRIÈME PARTIE : LES MANDATAIRES SOCIAUX	27
ANNEXE	29
A – TABLEAU DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	29

PRÉAMBULE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale mixte en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte notamment de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31/12/2024, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

L'exercice social couvre 12 mois. Il commence le premier janvier.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

PREMIÈRE PARTIE : RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT DE L'ENTREPRISE

1 - L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

ISÈRE AMENAGEMENT

1 180 000 euros divisé en 11 800 actions de 100 euros.

ACTIONNAIRES ET ADMINISTRATEURS	%	Nb actions
Département de l'Isère, - représenté au Conseil d'administration par : - o Monsieur Jean-Pierre BARBIER, - o Madame Anne GÉRIN, - o Madame Joëlle HOURS, - o Monsieur Franck LONGO, - o Monsieur Cyrille MADINIER, - o Madame Sandrine MARTIN-GRAND, - o Madame Annick MERLE, - o Monsieur Bernard PERAZIO, - o Madame Sophie ROMERA, - o Monsieur Christophe SUSZYLO, - représenté à l'Assemblée générale par Madame Sandrine MARTIN-GRAND	51.36 %	6 060
Grenoble Alpes Métropole, - représentée au Conseil d'administration par : - o Madame Christine GARNIER, - o Monsieur Jean-Yves PORTA, - o Monsieur Eric ROSSETTI, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Yves PORTA	19.32 %	2 280
Département des Hautes-Alpes, - représenté à l'Assemblée spéciale par Monsieur Jean-Marie BERNARD, - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Marie BERNARD.	1.02 %	120
Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, (CAPV) - représentée au Conseil d'administration par Madame Adrienne PERVÈS, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Adrienne PERVÈS.	3.22 %	380
Communauté d'agglomération Vienne Condrieu - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Thierry KOVACS, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Thierry KOVACS.	1.02 %	120
Communauté d'agglomération Porte de l'Isère (CAPI) - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Jean-Pierre GIRARD, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Marguerite BACCAM	1.02 %	120

Communauté de Communes des Balcons du Dauphiné, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Christian GIROUD - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Christian GIROUD	1.02 %	120
Communauté de Communes Bièvre-Est, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Antoine REBOUL - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Antoine REBOUL.	1.02 %	120
Communauté de Communes Bièvre Isère Communauté, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Martial SIMONDANT, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Martial SIMONDANT.	1.02 %	120
Communauté de communes entre Bièvre et Rhône, (EBER) - représentée à l'Assemblée spéciale par Madame Sylvie DEZARNAUD, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Sylvie DEZARNAUD.	1.02 %	120
Communauté de Communes Le Grésivaudan, - représentée à l'Assemblée spéciale par Madame Martine KOHLY, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Martine KOHLY.	1.02 %	120
Communauté de Communes Les Vals du Dauphiné, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Jean-Paul BONNETAIN, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Paul BONNETAIN.	1.02 %	120
Communauté de Communes Saint-Marcellin-Vercors-Isère, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur André ROUX, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur André ROUX.	1.02 %	120
EPAGE de la Bourbre, - représenté à l'Assemblée spéciale par Monsieur André GUICHERD - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur André GUICHERD	1.02 %	120
Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise (SMMAG) (ex SMTG) - représenté à l'Assemblée spéciale par Monsieur Laurent THOVISTE, - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Laurent THOVISTE.	1.02 %	120
Syndicat Mixte des Bassins Hydrauliques de l'Isère (SYMBHI), - représenté à l'Assemblée spéciale par Monsieur Gilles STRAPPAZZON, - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Gilles STRAPPAZZON.	1.02 %	120
Syndicat Mixte de la ZIP de Salaise-Sablons (INSPIRA), - représenté au Conseil d'administration par Monsieur Robert DURANTON, - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Robert DURANTON.	3.22 %	380
Commune de Biviers, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Thierry FEROTIN, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Thierry FEROTIN.	0.13 %	15
Commune de Bourg d'Oisans, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Georges GOFFMAN, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Georges GOFFMAN.	0.25 %	30
Commune de Briançon, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Arnaud MURGIA, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Arnaud MURGIA.	0.25 %	30
Commune de Claix, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Patrick ROUSSET, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Patrick ROUSSET.	0.25 %	30

Commune de Corenc, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Bernard MORIN, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Xavier CASSACI.	0.25 %	30
Commune de Crémieu, - représentée à l'Assemblée spéciale par Madame Isabelle FLORES, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Isabelle FLORES.	0.25 %	30
Commune de Crolles, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Patrick PEYRONNARD, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Patrick AYACHE.	0.25 %	30
Commune d'Echirolles, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Daniel BESSIRON, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Laetitia RABIH.	0.25 %	60
Commune d'Eybens, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Nicolas RICHARD, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Nicolas RICHARD.	0.25 %	30
Commune de Fontaine, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Franck LONGO, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Franck LONGO.	0.25 %	30
Commune de Grenoble, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Pierre-André JUVEN, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Pierre-André JUVEN.	1.02 %	120
Commune de La Tour du Pin - représentée à l'Assemblée spéciale par Madame Corinne HONNET, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Corinne HONNET.	0.25 %	30
Commune de La Tronche - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Pierre DESPRES, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Pierre DESPRES.	0.51 %	60
Commune de Le Cheylas - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Roger COHARD, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Roger COHARD.	0.13 %	15
Commune de Montbonnot, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Dominique BONNET, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Dominique BONNET.	0.13 %	15
Commune de Noyarey - représentée à l'Assemblée spéciale par Madame Nathalie GOIX, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Nathalie GOIX.	0.25 %	30
Commune du Péage de Roussillon - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur André MONDANGE, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Louis MERCIER.	0.25 %	30
Commune du Poisat - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Hervé FANTON, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Hervé FANTON.	0.25 %	30
Commune de Pont-de-Claix, - représentée au Conseil d'administration par Monsieur Sam TOSCANO, en tant que représentant de l'Assemblée spéciale, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Sam TOSCANO.	0.38 %	45

Commune de Saint-Egrève, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Laurent AMADIEU, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Laurent AMADIEU.	0.25 %	30
Commune de Saint-Jean-de-Bournay, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Franck POURRAT, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Franck POURRAT.	0.25 %	30
Commune de Saint-Marcellin, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Christian DREYER, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Christian DREYER.	0.25 %	30
Commune de Saint-Martin d'Hères, - représentée au Conseil d'administration par Monsieur Brahim CHERAA, en tant que représentant de l'Assemblée spéciale, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Brahim CHERAA.	0.51 %	60
Commune de Saint-Maximin, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Olivier ROZIAU, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Olivier ROZIAU.	0.13 %	15
Commune de Saint-Paul de Varces, - représentée à l'Assemblée spéciale par Madame Cécile CURTET, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Cécile CURTET.	0.25 %	30
Commune de Saint-Pierre-de-Chartreuse, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Stéphane GUSMEROLI, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Stéphane GUSMEROLI.	0.25 %	30
Commune de Sassenage, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER.	0.25 %	30
Commune de Seyssins, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Fabrice HUGELÉ, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Fabrice HUGELÉ.	0.13 %	15
Commune de Susville, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Emile BUCH, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Emile BUCH.	0.25 %	30
Commune de Tencin, - représentée à l'Assemblée spéciale par Madame France DENANS, - représentée à l'Assemblée générale par Madame France DENANS.	0.25 %	30
Commune de Vif, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Guy GENET, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Guy GENET.	0.25 %	30
Commune de Villard-Bonnot, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Hervé LENOIRE, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Hervé LENOIRE.	0.25 %	30
Commune de Villard de Lans, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Serge BIRGÉ, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Serge BIRGÉ.	0.25 %	30
Commune de Voiron, - représentée à l'Assemblée spéciale par Monsieur Antony MOREAU, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Julien POLAT.	0.25 %	30



Commune de Voreppe,	0.25 %	30
- représentée au Conseil d'administration par Monsieur Olivier GOY, en tant que représentant de l'Assemblée spéciale		
- représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Olivier GOY.		
TOTAL	100%	11 800

La société est composée de :

- 52 actionnaires, dont 4 directement représentés au Conseil d'administration et 48 représentés par les délégués de l'Assemblée spéciale.
- 18 administrateurs.

Il y a eu 5 nouveaux actionnaires en 2024 : les communes de Biviers, Fontaine, Saint-Maximin, Seyssins et du Versoud.

2 - LA GOUVERNANCE

Conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce, le Conseil d'administration a procédé au choix de l'une des deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce.

Par délibération en date du 13 juillet 2010, le Conseil d'administration a décidé d'opter pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Par délibération en date du 10 février 2017, le Conseil d'administration a décidé d'unifier les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil d'administration a décidé de conserver l'unification des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

3 - LES DIRIGEANTS

Le Département de l'Isère représenté par Madame Sandrine MARTIN-GRAND a été désignée Présidente du Conseil d'administration.

Président(e)	Représentant(e)	Date du CA	Entrée en fonction	Départ
Département de l'Isère	Monsieur Christian COIGNÉ	9 juin 2015	9 juin 2015	28 septembre 2021
Département de l'Isère	Madame Sandrine MARTIN-GRAND	28 septembre 2021	28 septembre 2021	

Par délibération en date du 28 septembre 2021, Madame Sandrine MARTIN-GRAND a été désignée Présidente et Directrice Générale, pour la durée de son mandat électif.

Directeur/Trice Général(e)	Date du CA	Entrée en fonction	Départ
Monsieur Christian COIGNÉ	10 février 2017	10 février 2017	28 septembre 2021
Madame Sandrine MARTIN-GRAND	28 septembre 2021	28 septembre 2021	

Conformément à l'article 21.2 des statuts, la Directrice Générale est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Elle exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

La Directrice Générale représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes de la Directrice Générale qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers sût que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'elle ne pouvait l'ignorer compte-tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

Directeur Général Délégué

Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil d'administration a renouvelé la désignation de Monsieur Christian BREUZA dans ces fonctions de Directeur Général Délégué, décidée par le Conseil d'administration du 10 février 2017, jusqu'au terme du mandat de la Présidente Directrice Générale.

Directeur Général Délégué	Date du CA	Entrée en fonction	Départ
Monsieur Christian BREUZA	28 septembre 2021	10 février 2017	

Conformément aux dispositions de l'article 21.4 des statuts, le Conseil d'administration a fixé, par délibération en date du 28 septembre 2021, les limitations de pouvoirs du Directeur Général Délégué qui s'exerceront selon les modalités suivantes :

Autorisation préalable du Directeur Général :

- Les projets de transaction (valant règlement amiable d'un litige) d'un montant supérieur à 100 000 €,
- Les placements financiers hors comptes à terme, SICAV monétaires et parts sociales de banques,
- La souscription de tout emprunt, contrat de crédit-bail et/ou tout remboursement anticipé de dettes contractées par la société, d'un montant supérieur ou égal à 500 000 €,
- Pour les opérations d'aménagement, toute acquisition et toute cession de terrain ou d'immeuble et d'une manière générale toute opération constitutive de droit réel immobilier d'un montant supérieur ou égal à 5 000 000 € HT,
- Tout marché de fournitures courantes et services, ou de prestations intellectuelles, d'un montant supérieur ou égal à 500 000 € HT,
- Tout marché de travaux d'un montant supérieur ou égal à 5 000 000 € HT,
- Toute prise ou renonciation d'engagement sous forme de caution, aval ou garantie.

4 - LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les tableaux ci-dessous récapitulent les mandats des Commissaires aux comptes.

Nous vous informons qu'aucun mandat des Commissaires aux comptes n'est parvenu à son terme, ayant été renouvelé pour 6 exercices jusqu'à l'approbation des comptes 2028, par l'Assemblée Générale des actionnaires du 2 mai 2023.

Commissaires aux comptes	Durée du mandat	AGO					
		1	2	3	4	5	6
Titulaire : EUREX AUDIT RHONE ALPES Représenté par Madame Géraldine MADRIGAL	6 exercices	09/04/24	08/04/25				

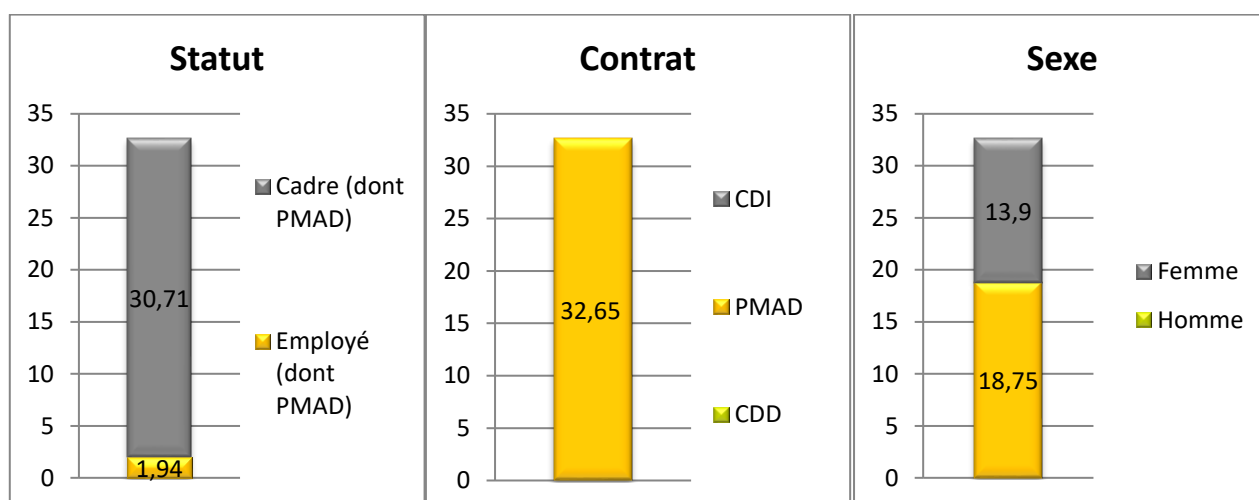
Supplément :								
Cabinet AUDIT EUREX	6 exercices	09/04/24	08/04/25					
M. Philippe JULITA								

5 - PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ

L'analyse de l'effectif de la société intègre le personnel mis à disposition (PMAD).

Au 31 décembre 2024, la société dispose uniquement d'effectifs mis à disposition par le Groupement d'Employeurs, soit 63 personnes représentant 32,65 équivalent temps plein (ETP), ces chiffres étant issus des temps passés.

Au 31 décembre 2024, la répartition des personnels (en ETP) par statut, type de contrat et sexe s'établit comme suit :



L'âge moyen de l'effectif est de 40 ans.

6 - LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE

Depuis le mois d'avril 2024, ISÈRE Aménagement partage ses locaux au sein du GIE ELEGIA situé dans l'immeuble LE ZENTO à GRENOBLE (38000) au 4 rue Léon Sestier.

7 - LES CONTRÔLES EXTERNES

- Par courrier du 2 septembre 2024, la Direction départementale des finances publiques a notifié à la société un avis d'examen de la comptabilité portant sur les exercices 2018 à 2023, pour procéder à l'examen des déclarations fiscales relatives aux droits et taxes de mutation. Au 31 décembre 2024, la procédure est en cours.

8 - LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX

Au cours de l'exercice écoulé, les administrateurs n'ont bénéficié d'aucun avantage, ni reçu aucune rémunération ou jeton de présence.

DEUXIÈME PARTIE : LA PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

1 - PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion les résultats les plus significatifs, dans les domaines comptables et financiers.

En annexe des comptes annuels, figure le compte de résultat de la société ventilé par activité. Compte tenu de l'activité spécifique des SPL, cette présentation doit vous permettre une analyse pertinente de l'activité intrinsèque de notre société, dont les valeurs sont présentées dans la colonne « fonctionnement ».

Les autres colonnes vous permettent par ailleurs d'isoler les différents flux financiers propres à chacune des activités de la SPL.

Conformément aux normes comptables, on désignera par « Chiffre d'affaires comptable » la somme de la production vendue de biens (produits de cessions de charges foncières) et de la production vendue de services (rémunérations sur mandats et études).

Par convenance, on utilisera le terme de « Chiffre d'affaires » pour désigner la somme des rémunérations perçues par Isère Aménagement (sur les concessions, les mandats et les études) et les éventuels autres produits.

2 - EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

2.1 Résultat de l'exercice

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2024, les résultats économiques et financiers concernant la société et ses opérations sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires comptable HT s'établit à 15 686 941 euros, décomposés comme suit :
 - o Production vendue de services 4 630 517 euros,
 - o Production vendue de biens : 11 056 424 euros ;
- La production stockée en concessions s'élève à 3 830 797 euros ;
- Les reprises sur provisions (fonctionnement et concessions) s'élèvent à 3 140 822 euros ;
- Le total des produits d'exploitation s'élève ainsi à 22 658 563 euros ;
- Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 22 619 611 euros ;
- Le résultat d'exploitation est de 38 952 euros ;
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 71 033 euros, dont 3 053 euros au titre de l'intéressement ;
- Le montant des charges sociales s'élève à 28 652 euros.

Il est précisé que la société a supporté 2 290 683 euros de dépenses réaffectées par le Groupement d'Intérêt Economique ELEGIA et 3 042 285 euros de charges pour le personnel mis à disposition par le Groupement d'employeurs ELEGIA.

Compte tenu d'un résultat financier positif de 51 567 euros, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à 90 519 euros.

Avec un résultat exceptionnel de 154 euros et l'impôt sur les bénéfices qui s'élève à 33 369 euros, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 57 304 euros.

Au 31/12/2024, le montant des fonds propres s'élève à 2 716 755 euros pour la partie fonctionnement et le total du bilan de la société s'élève à 137 245 882 euros.

Au cours de cet exercice, la société n'a pas contracté de nouvel emprunt. Le montant du poste emprunt et dettes s'établit à 21 462 040 euros.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

2.2 Compte de résultat de la société – Partie fonctionnement

Les analyses qui suivent portent exclusivement sur les données issues de la colonne « fonctionnement » du compte de résultat. Ces analyses doivent vous permettre d'évaluer la santé financière de notre société et de juger de son potentiel de développement.

2.2.a Les produits d'exploitation

ISÈRE Aménagement intervient suivant 3 modes opératoires : les études/AMO, les mandats et les concessions d'aménagement. D'un point de vue comptable, seules les rémunérations sur les études et les mandats sont considérées comme de la production vendue et intégrées à ce titre au chiffre d'affaires comptable.

Lorsqu'ISÈRE Aménagement intervient dans le cadre d'une concession d'aménagement, la société impute ses charges en compte de fonctionnement (salaires et autres charges) et effectue un transfert de charges vers le compte de l'opération.

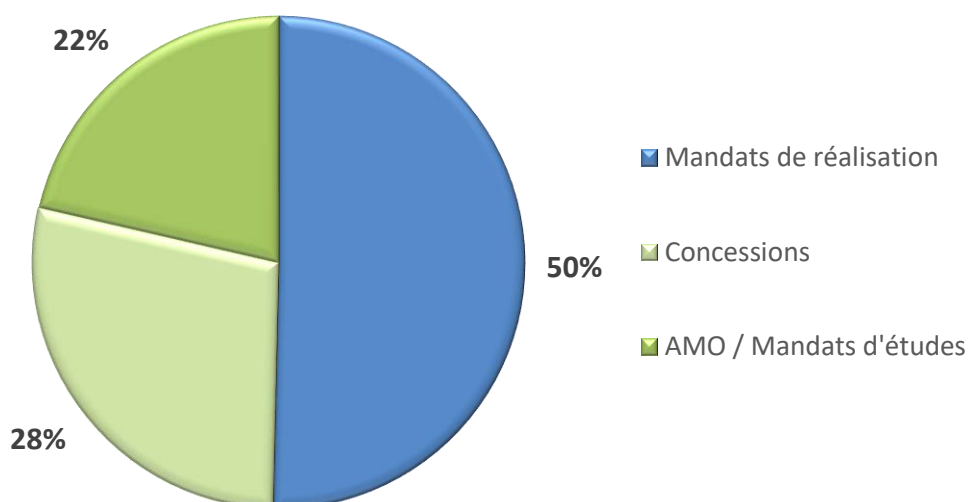
Au 31/12/2024, le montant total des produits d'exploitation s'établit à 5 494 171 euros, avec la répartition suivante :

- Production vendue de services : 3 948 987 euros, décomposés comme suit :
 - o 1 171 203 euros de rémunération sur des études / AMO,
 - o 2 756 623 euros de rémunération sur mandats de réalisation,
 - o 21 161 euros de rémunération sur des autres prestations de services,
- Transfert de charges : 1 545 182 euros de rémunération sur concessions.
- Autres produits : 2 euros.

En conséquence, la rémunération globale perçue par la société (chiffre d'affaires) s'établit à 5 494 171 euros pour l'exercice.

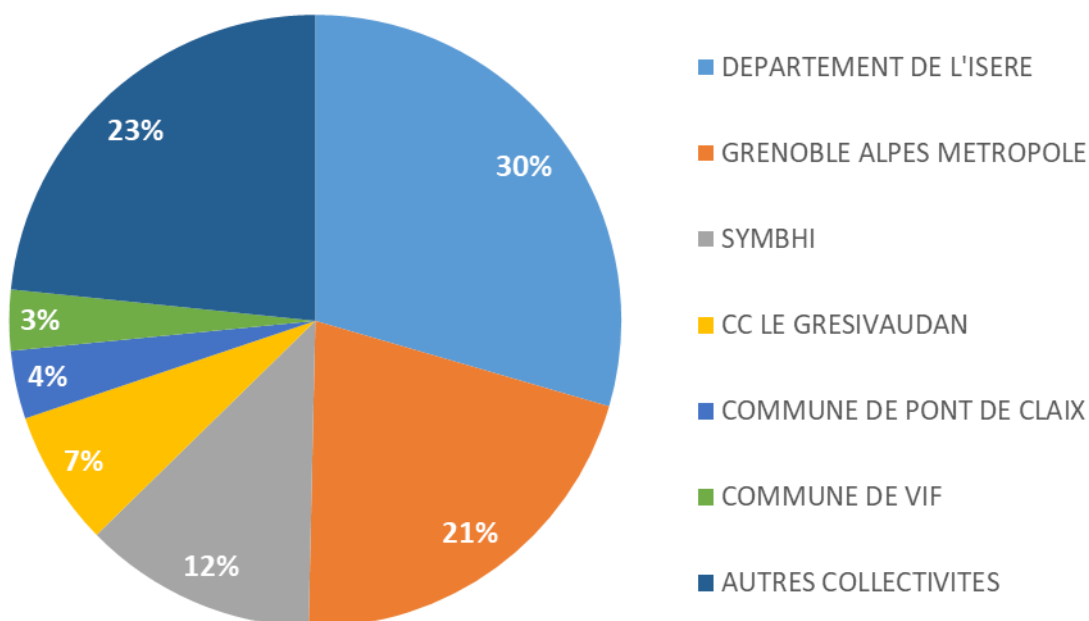
Le chiffre d'affaires est composé à 50% de la rémunération issue des mandats, à 28% de la rémunération issue des concessions d'aménagement et à 22% de celle des études et AMO.

Composition du chiffre d'affaires 2024



Par client, il est notamment composé à 30% de rémunérations sur des contrats avec le Département de l'Isère, 21% avec Grenoble Alpes Métropole, 12% avec le SYMBHI, 7% avec la Communauté de Communes du Grésivaudan, 4% avec la Commune de Pont de Claix, 3% avec la Commune de Vif et de 23% avec les autres collectivités actionnaires.

Composition du chiffre d'affaires 2024 par actionnaire

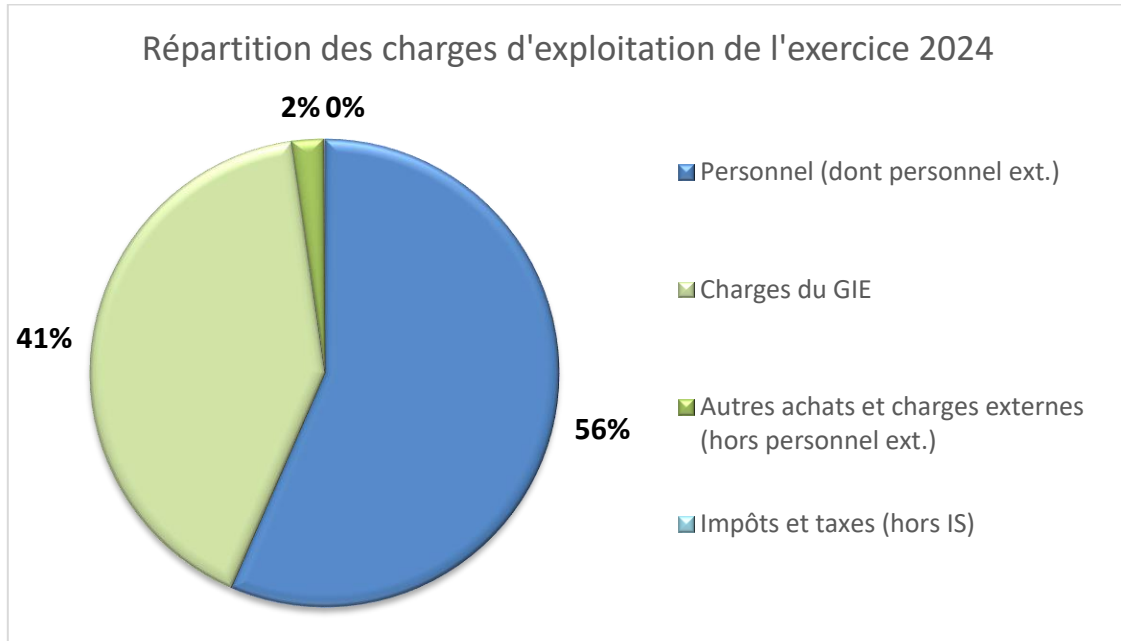


2.2.b Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation comprennent les charges de personnel, les autres charges et achats externes, les dotations aux amortissements et provisions, ainsi que les impôts et taxes.

Au 31/12/2024, elles s'élèvent à 5 557 154 euros.

Ce montant représente environ 101% du chiffre d'affaires.



Premier poste des charges d'exploitation (56% en 2024), les charges de personnel propres dont le montant s'élève à 99 685 euros et celui du personnel mis à disposition à 3 042 285 euros. Les principaux ratios de productivité 2024 s'établissent comme suit :

- Chiffre d'affaires / ETP : 168 K€,
- Chiffre d'affaires / Responsable d'opérations : 108 K€,
- Charges de personnel * / Chiffre d'affaires : 80%.

* Les charges de personnel sont retraitées de manière à intégrer en complément des salariés de la société et ceux mis à disposition par le Groupement d'employeurs, la part de charges de personnel refacturée par le GIE (1 271 732 euros représentant 18,41 ETP, soit 50% des charges de personnel du GIE).

Second poste des charges d'exploitation (41% en 2024), la contribution aux charges du GIE ELEGIA qui s'élève à 2 290 683 euros, correspondant à 52% de l'ensemble des charges du GIE.

Les « autres achats et charges externes » comprennent (hors charges du GIE et du personnel mis à disposition) les frais d'assurances, honoraires (Commissaire aux comptes, expert-comptable, avocats, prestataires pour des prestations sous traitées sur les missions de programmation, ...), frais de publicité, de déplacement, de réception, ainsi que les frais bancaires. Ces charges de fonctionnement s'établissent à 119 447 euros pour l'exercice 2024.

Les impôts et taxes s'élèvent à 5 052 euros en 2024. Sont intégrées : la taxe d'apprentissage, la participation à la formation continue, la cotisation sur la valeur ajoutée, la cotisation foncière des entreprises et la taxe sur les salaires.

Les dotations aux amortissements s'établissent à 0 euro. Les dépenses de matériel informatique, licences et mobilier, sont portées par le GIE et refacturées par ailleurs.

2.3 Soldes intermédiaires de gestion – Partie fonctionnement

En vue d'une analyse plus approfondie des chiffres que nous venons de vous présenter, nous avons souhaité vous préciser les principaux soldes intermédiaires de gestion, adaptés aux spécificités d'une SPL. Ceux-ci permettent notamment de comprendre la formation du résultat de la société et apportent un éclairage sur sa productivité.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'élève pour l'exercice à un montant de – 62 983 euros. Il mesure la performance économique de la société, c'est-à-dire celle que réalise sa seule exploitation, avant prise en compte de décisions politiques ou d'incidences fiscales qui n'affectent, elles, que le résultat final. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
EBE	420 016 €	118 623 €	-19 234 €	-40 564 €	-62 983 €

Comparativement à l'EBE, le résultat d'exploitation (REX) intègre les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation. Il s'établit à – 62 983 euros pour l'exercice. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
REX	388 861 €	118 840 €	19 234 €	-40 564 €	-62 983 €

La capacité d'autofinancement (CAF), qui quantifie le potentiel de l'entreprise à dégager des ressources par son activité au cours de l'exercice, s'élève à 90 673 euros. L'évolution de cet indicateur sur les 6 derniers exercices est rappelée dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
CAF	438 721 €	144 536 €	44 182 €	121 044 €	90 673 €

2.4 Ratios d'analyse financière – Partie fonctionnement

Nous complétons cette présentation par quelques ratios classiques d'analyse financière de rentabilité qui permettent :

- une comparaison sectorielle par rapport aux sociétés du même secteur d'activité,
- un suivi historique de la performance de la société.

Le taux d'EBE ou taux de marge brute d'exploitation (EBE/Chiffre d'affaires), qui permet de mesurer la performance économique de l'entreprise, est de - 1,15% pour l'exercice. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'EBE	9,32%	2,76%	-0,45%	-0,87%	-1,15%

Le taux de marge nette (Résultat net/Chiffre d'affaires), qui permet d'apprécier le résultat net généré par la société en termes de chiffre d'affaires, s'élève à 1,04 %. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de marge nette	6,71%	2,35%	0,61%	2,00%	1,04%

Le taux de rentabilité financière (Résultat net/Capitaux propres), qui mesure la capacité des capitaux investis par les actionnaires à dégager du profit, s'établit à 2,11 % pour l'exercice.

L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
Rentabilité financière	12,41%	3,97%	1,01%	3,48%	2,11%

3 - INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L 441-6-1 al.1 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 à la clôture de l'exercice, des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Factures reçues et émises en 2024 ayant connu un retard de paiement en cours de l'exercice

	Article D. 441 II.- 1° : Factures <u>reçues</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D. 441 II.- 2° : Factures <u>émises</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	2284					1282	504					292
Montant cumulé des factures concernées TTC	37 734 897,21	11 261 360,34	1 551 115,80	134 041,86	121 220,56	13 067 738,56	18 740 085,42	11 828 434,87	3 696 347,94	687 950,96	298 694,92	16 511 428,69
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	74,28%	22,17%	3,05%	0,26%	0,24%	25,72%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année							53,16%	33,55%	10,49%	1,95%	0,85%	46,84%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)						☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)					

4 - DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge des dépenses non déductibles fiscalement.

5 - AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 57 303,58 euros de la manière suivante :

ORIGINE : Résultat bénéficiaire de l'exercice, soit 57 303,58 euros.

AFFECTATION : Dotation aux réserves et report à nouveau

- A la réserve légale, 5% du bénéfice, soit 2 865,18 euros,
- En autres réserves, le solde, soit 54 438,40 euros.

Après affectation du résultat, les capitaux propres s'élèveront à 3 243 662 euros.

6 - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des quatre précédents exercices.

TROISIÈME PARTIE : L'ACTIVITÉ OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULÉ

L'activité opérationnelle de la société se mesure à partir :

- D'une part, des dépenses d'investissement (chiffre d'opérations) enregistrées lors de l'exercice sur les concessions d'aménagement et les mandats ;
- Et d'autre part, des commercialisations de charges foncières dans les concessions.

7 - LE CHIFFRE D'OPÉRATIONS

Le chiffre d'opérations de l'exercice 2024, constitué des dépenses d'acquisitions foncières, d'études et de travaux (hors rémunération de l'aménageur, frais financiers et frais divers) sur les concessions et les mandats, s'élève à 36 514 263 euros HT. L'historique et la répartition de cet indicateur sont détaillés dans le tableau suivant :

	Chiffre d'opérations (€ HT)				
	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL GENERAL	63 976 276	39 943 782	48 142 457	41 934 398	36 514 263
Concession	11 327 829	11 638 222	10 829 030	7 394 211	11 502 650
1 ACQUISITIONS	5 205 175	2 056 924	1 692 725	1 825 558	2 239 318
2 ETUDES ET HONORAIRES	550 742	361 551	447 131	364 280	687 141
3 TRAVAUX	4 324 758	8 046 502	7 523 433	4 223 824	7 345 941
4 HONORAIRES SUR TRAVAUX	1 247 154	1 173 245	1 165 742	980 548	1 230 250
Mandat	52 648 447	28 305 560	37 313 427	34 540 187	25 011 614
1 ACQUISITIONS	-	-	-	-	-
2 ETUDES ET HONORAIRES	771 599	707 717	1 189 675	2 254 434	2 146 771
3 TRAVAUX	48 276 977	25 200 090	32 636 020	29 704 313	19 683 703
4 HONORAIRES SUR TRAVAUX	3 599 871	2 397 753	3 487 731	2 581 440	3 181 140

Pour ce qui concerne les acquisitions, nous retenons systématiquement, dans le chiffre d'opérations, le montant effectivement « réglé » sur l'exercice et non le montant figurant dans les actes, afin de tenir compte des règlements.

8 - LES CONCESSIONS D'AMÉNAGEMENT

8.1 Les contrats de concession

En 2024, ISÈRE Aménagement s'est vu confier un nouveau contrat de concession :

N°	Opération	Concédant	Date de convention	Rémunération
1154	Requalification du site de l'ancien hôpital à Voiron	Commune de Voiron	25/01/2024	668 642 € HT sur 10 ans

8.2 Les dépenses d'aménagement

Pour 2024, les dépenses d'investissement sur les concessions s'élèvent à 11 502 650 euros HT, décomposées comme suit :

	Constaté 2024
Acquisitions	2 239 318
Etudes et honoraires	1 917 391
Travaux	7 345 941
TOTAL	11 502 650

Les principales dépenses d'investissement ont été réalisées sur les opérations suivantes :

Opérations	Montant
1143 ZAC des Minotiers	3 021 052
1073 ZAC Portes du Vercors	2 694 223
1144 CCT Beaurepaire ZAC Champlard	1 504 763
1152 ZAC Cœur de Ville quartier du 15/9 à Briançon	1 117 021
1031 Concession de travaux SYMBHI	682 246
1053 Aménagement zone Sous le Pré à Vif	535 543
1075 ZAC du Saut du Moine à Champagnier	531 086
1153 Extension Parc des Fontaines à Bernin	289 222
1074 ZIP SALAISE SABLONS	270 737
1071 ZAC Ecoquartier Daudet SMH	207 422

8.3 Les commercialisations

8.3.a Logements

Les actes de ventes :

En 2024, nous avons signé sept actes de vente représentant un total de 259 logements :

	Concession	Quantité	Prix
Logements (nb)	LE CHEVALEMENT	4	62 722
	QUARTIER 15-9	86	800 000
	QUARTIER 15-9	43	878 602
	SOUS LE PRE	12	321 648
	SOUS LE PRE	50	1 224 300
	SOUS LE PRE	34	464 100
	MINOTIERS	30	401 730
Total Logements (nb)		259	4 153 102

Les promesses de ventes :

En 2024, on comptabilise dix programmes représentant un total de 346 logements :

	Concession	Quantité	Prix
Logements (nb)	SOUS LE PRE	32	884 260
	SOUS LE PRE	22	331 800
	SOUS LE PRE	10	289 940
	SOUS LE PRE	6	88 200
	FRICHE ALLIANCE VIZILLE	50	705 000
	PORTE DU VERCORS	41	1 081 500
	PORTE DU VERCORS	36	950 905
	PORTE DU VERCORS	39	535 742
	PORTE DU VERCORS	80	2 081 100
	MINOTIERS	30	401 730
Total Logements (nb)		346	7 350 177

8.3.b Bureaux

Les actes de ventes :

Au cours de l'année 2024, nous avons signé un acte de vente :

	Concession	Quantité	Prix
Bureaux (m ²)	MINOTIERS	1 062	106 200
Total Bureaux (m ²)		1 062	106 200

Les promesses de ventes :

En 2024, nous avons signé une promesse de vente :

	Concession	Quantité	Prix
Bureaux (m ²)	MINOTIERS	1 062	106 200
Total Bureaux (m ²)		1 062	106 200

8.3.c Commerces

Les actes de ventes :

En 2024, nous n'avons pas signé d'acte de vente.

Les promesses de ventes :

En 2024, nous avons signé trois promesses de vente :

	Concession	Quantité	Prix
Commerces (m ²)	PORTE DU VERCORS	340	68 000
	PORTE DU VERCORS	407	81 400
	PORTE DU VERCORS	1 300	260 000
Total Commerces (m ²)		2 047	409 400

8.3.d Activités économiques

Les actes de ventes :

En 2024, quatre actes de vente ont été signés représentant au total 1,9 ha :

	Concession	Quantité	Prix
Activités (ha)	SAUT DU MOINE	1,4	811 800
	INSPIRA	0,6	63 281
	INSPIRA	0,0	3 002
	INSPIRA	0,0	10 330
Total Activités (ha)		1,9	888 413

Les promesses de ventes :

En 2024, deux promesses de vente ont été signées, représentant 1 ha :

	Concession	Quantité	Prix
Activités (ha)	PAPETERIES	0,4	334 480
	INSPIRA	0,6	63 281
Total Activités (ha)		1,0	397 761

8.3.e Tableaux de synthèse

Actes de vente

Catégorie	Unité	Budget 2024	Atterrissage 2024	Situation au 31 décembre 2024	% d'exécution
Logements	Nombre	332	251	259	78%
Commerces	m² SP	0	0	0	
Bureaux	m² SP	1 070	1 070	1 062	99%
Activités économiques	Ha	1,4	2,0	1,9	137%

Logements	€	5 582 746	4 123 280	4 153 102	74%
Commerces	€	0	0	0	
Bureaux	€	107 000	106 200	106 200	99%
Activités économiques	€	811 800	888 413	888 413	109%
Total	€	6 501 546	5 117 893	5 147 715	79%

Promesses de vente

Catégorie	Unité	Budget 2024	Atterrissage 2024	Situation au 31 décembre 2024	% d'exécution
Logements	Nombre	213	243	346	162%
Commerces	m² SP	1 685	450	2 047	121%
Bureaux	m² SP	1 070	1 070	1 062	99%
Activités économiques	Ha	0,0	1,9	0,98	100%

Logements	€	4 415 570	5 133 030	7 350 177	166%
Commerces	€	329 000	89 400	409 400	124%
Bureaux	€	107 000	106 200	106 200	99%
Activités économiques	€	0	411 094	397 761	100%
Total	€	4 851 570	5 739 724	8 263 538	170%

Au 31/12/2024, le stock de promesses de vente s’élève à environ 13,1 M€ HT.

8.4 Concessions de travaux

Les travaux pour la construction d’un ensemble immobilier sur la commune de Saint Martin d’Hères pour le compte du SYMBHI ont démarré en avril 2024. La livraison du bâtiment est attendue pour fin 2025.

En 2024, la Société ISÈRE Aménagement s’est vue confier la concession de travaux pour la construction de la maison de santé pluridisciplinaire pour le compte de la Commune d’Eybens. Les travaux ont débuté fin février 2024 et la réception du bâtiment est prévue pour juillet 2026.

9 - LES MANDATS

En 2024, ISÈRE Aménagement s’est vue confier les nouveaux mandats suivants représentant un total de rémunérations futures de 2 914 214 euros :

N°	Mandat	Mandant	Date de convention	Rémunération
2488	MR Tourbière de la RNR du Grand Lemps	Département de l’Isère	02/01/2024	54 983 € HT sur 1 an
2491	Mandat de réalisation de réparation d'ouvrages en Matheysine 2023/2025	Département de l’Isère	29/04/2024	171 251 € HT sur 3 ans
2492	MR pour la pose d'échelles limnimétriques sur la Gresse & la Lignarre	SYMBHI	18/03/2024	13 346 € HT sur 1 an
2493	MR Place d'Armes	Commune de Saint Marcellin	25/07/2024	52 925,5 € HT sur 3 ans
2494	Aire d'accueil des gens du voyage Montbonnot	Communauté de Communes du Grésivaudan	14/06/2024	296 396 € HT sur 5 ans
2495	Aire d'accueil des gens du voyage Le Versoud	Communauté de Communes du Grésivaudan	10/06/2024	213 279 € HT sur 4 ans
2496	Etudes et réparation d'ouvrages d'art Trièves	Département de l’Isère	28/11/2024	298 987,31 € HT sur 4 ans
2497	Etudes et réparation d'ouvrages d'art Sud Grésivaudan	Département de l’Isère	19/11/2024	264 507,1 € HT sur 5 an
2498	Réhabilitation phase 2 collège M. Bouvier Les Abrets	Département de l’Isère	19/11/2024	416 964,5 € HT sur 7 ans
2499	Réhabilitation phase 2 collège C. Munch Grenoble	Département de l’Isère	19/11/2024	494 515 € HT sur 8 ans
2500	Réhabilitation phase 2 collège Les Mattons Vizille	Département de l’Isère	19/11/2024	471 131 € HT sur 8 ans
2501	MR travaux mairie et école Saint Maximin	Commune de Saint Maximin	08/07/2024	165 928,5 € HT sur 6 ans

Le montant des dépenses d'investissement au 31/12/2024 s'élève à 25 011 614 € HT (hors honoraires du mandataire et frais divers).

Ce montant des dépenses d'investissement se répartit comme suit :

Constaté 2024	
Acquisitions	-
Etudes et honoraires	5 327 910
Travaux	19 683 703
TOTAL	25 011 614

Les principales dépenses d'investissement ont été réalisées sur les opérations suivantes :

Opérations	Montant
2423 Restructuration du collège Edouard Vaillant	2 521 492
2129 ME travaux sécurisation prioritaires Romanche Oisans	1 722 549
2432 MR Quartier Champ de la cour à Voreppe	1 356 458
2485 MR Aménagement du Champ de Mars	1 325 548
2459 Réparation et entretien ouvrages d'art Territoire de la Math	1 250 092
2483 MR musée des minéraux Bourg d'Oisans	1 075 006
2453 MR restructuration collège de Montalieu Vercieu	898 209
2456 Amgt et réhabilitation paysagère du col de Lautaret	867 682
2452 MR restructuration collège de Crolles	735 237
2461 Réparation d'ouvrages d'art	723 474

10 - ÉTUDES / AMO

En 2024, ISÈRE Aménagement s'est vue confier les nouvelles opérations suivantes représentant un total de rémunérations futures de 790 471 euros :

N°	Mandat	Maître d'ouvrage	Date de convention	Rémunération
2302	Site Bergès - Potentiel d'évolution des bâtiments	Communauté de Communes le Grésivaudan	17/05/2024	71 656 € HT sur 1 an
2303	ME préfiguration SPV projets PV aéroport Grenoble Alpes Isère	Département de l'Isère	01/02/2024	40 000 € HT sur 1 an
2304	ME entretien ouvrages "ponts suspendus"	Département de l'Isère	09/08/2024	149 901 € HT sur 2 ans
3317	Etude de faisabilité restructuration de l'école	Commune de Saint Paul de Varcès	23/01/2024	7 521 € HT sur 1 an
3318	Etude de programmation pour la restructuration du CTM d'Eybens	Grenoble Alpes Métropole	19/08/2024	20 320 € HT sur 1 an
3319	Prog. Collège des Collines	Département de l'Isère	20/11/2024	29 154 € HT sur 1 an
3320	PRG collège Pompidou à Claix	Département de l'Isère	13/09/2024	28 392 € HT sur 1 an

3321	Prog. Collège Les Dauphins	Département de l'Isère	04/12/2024	28 392 € HT sur 1 an
3322	Prog. Collège de l'Isle	Département de l'Isère	20/11/2024	29 154 € HT sur 1 an
3323	Prog. Collège DA Ravier	Département de l'Isère	20/11/2024	29 154 € HT sur 1 an
3324	Prog. Collège S. de Beauvoir	Département de l'Isère	20/11/2024	29 154 € HT sur 1 an
3325	Prog. Collège les Pierres Plantes	Département de l'Isère	20/11/2024	29 154 € HT sur 1 an
3326	Prog. Collège Ph. Cousteau	Département de l'Isère	20/11/2024	29 154 € HT sur 1 an
3328	AMO Borne IRVE Métro/SMMAG 2024/2025	Grenoble Alpes Métropole	03/01/2024	132 273 € HT sur 2 ans
3330	PRG et AMO choix MOE extension gymnase de Saulaie	Commune de Saint Marcellin	26/09/2024	33 737 € HT sur 1 an
3331	PRG travaux siège CC Les Vals du Dauphiné à La Tour du Pin	Communauté de Communes Les Vals du Dauphiné	26/11/2024	32 788 € HT sur 1 an
3334	GAM plan d'alignement Nicolas Chorie	Grenoble Alpes Métropole	25/11/2024	54 800 € HT sur 2 ans
3335	Hangar Maraicher à Pontcharra	Communauté de Communes le Grésivaudan	16/09/2024	19 008 € HT sur 2 ans

11 - LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

12 - L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Le budget prévisionnel 2025 approuvé par le conseil d'administration du 17 décembre 2024 est prévu positif avec un résultat de 137 K€ après impôts.

13 - LES ÉVÈNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, il convient de souligner les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi :

- Néant.

QUATRIÈME PARTIE : LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés au cours de l'exercice 2024 dans tout type de société anonyme par chacun des mandataires sociaux de la société, telle que cette information nous a été communiquée.

Mandataires sociaux	Fonction/Mandat
Mme Sandrine MARTIN-GRAND	Présidente Directrice Générale d'ISÈRE Aménagement (SPL) Administratrice de TERRITOIRES 38 (SEM), Administratrice de ELEGIA (GIE), Administratrice de l'OPH Alpes Isère Habitat (EPL)
M. Christian BREUZA	Administrateur de ELEGIA (GIE) Président du Groupement d'Employeurs ELEGIA (Association loi 1901) Directeur Général Délégué d'ISÈRE Aménagement (SPL) Directeur Général Délégué de TERRITOIRES 38 (SEM) Directeur Général de SARA Aménagement (SPLA) Directeur Général de SARA Développement (SEM)
Administrateurs	
M. Jean-Pierre BARBIER	Président Directeur Général de TERRITOIRES 38 (SEM) Président du GIE ELEGIA
Mme Anne GÉRIN	Administratrice de TERRITOIRES 38 (SEM) Administratrice de la SA HLM habitation des Alpes (PLURALIS) Administratrice de M TAG (SPL)
Mme Joëlle HOURS	Néant
M. Franck LONGO	Néant
M. Cyrille MADINIER	Administrateur de TERRITOIRES 38 (SEM)
Mme Annick MERLE	Administratrice de TERRITOIRES 38 (SEM), Administratrice du GIE ELEGIA, Vice-Présidente de MINATEC Entreprises (SEM)
M. Bernard PERAZIO	SFRTF, Tunnel Alpin de Fréjus
Mme Sophie ROMERA	Néant
M. Christophe SUSZYLO	Administrateur de MINATEC Entreprises (SEM)
Mme Christine GARNIER	Administratrice de Société ALEC (SPL) Administratrice de la Société GEG (SEM) Membre du Conseil de Surveillance de GreenAlp (SA)



Mandataires sociaux	Fonction/Mandat
M. Jean-Yves PORTA	Administrateur de TERRITOIRES 38 (SEM) Administrateur à la SPL M-TAG
M. Eric ROSSETTI	Administrateur de GRENOBLE HABITAT (SAIEM) Administrateur de ACTIS OPH DE LA REGION GRENOBLOISE (EPIC) Administrateur de SCEREA (SA) Administrateur SOC DAUPHINOISE POUR L'HABITAT – SDH (SA)
Mme Adrienne PERVÈS	Néant
M. Brahim CHERAA	Administrateur de INNOVATION (SPL), Administrateur de TERRITOIRES 38 (SEM), Administrateur du GIE ELEGIA
M. Sam TOSCANO	Administrateur de la Société SAGES (SA)
M. Olivier GOY	Néant
M. Robert DURANTON	Administrateur de TERRITOIRES 38 (SEM)

ANNEXE

A – TABLEAU DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 180 000	1 180 000	1 180 000	1 180 000	1 180 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	11 800	11 800	11 800	11 800	11 800
- à dividende prioritaire					
Nombre d'actions maximum à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTATS					
Chiffre d'affaires Hors Taxes	15 686 941	19 080 984	19 491 946	8 527 728	10 747 242
Résultat avant impôts, participation					
dot. amortissements et provisions	1 079 551	985 948	1 398 261	3 213 341	3 120 020
Impôt sur les bénéfices	33 369	28 735	10 598	36 319	104 377
Participation des salariés	0	-367	7713	7298	471
Dotations amortissements et provisions	988 878	864 903	1 354 079	3 068 806	2 712 447
Résultat net	57 304	92 677	25 871	100 918	302 725
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation					
avant dot. amortissements	89	81	117	269	256
et provisions					
Résultat après impôt, participation					
après dot. amortissements	5	8	2	9	26
et provisions					
Dividende distribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	0	0	10	22	22
Masse salariale	71 033	66 583	451 985	994 928	971 252
Sommes versées en avantages sociaux (ss, œuvres sociales ...)	28 652	29 471	200 651	419 709	410 551

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9746 - Direction Générale – Société d'économie mixte (SEM) Territoires 38 – Rapport d'activité annuel (exercice 2024)

Monsieur Luc Rémond, Maire, expose au Conseil municipal :

En application de l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires doivent se prononcer sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au Conseil d'administration, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société. S'agissant des collectivités actionnaires non directement représentées au Conseil d'administration, leur représentant au sein de l'assemblée spéciale assure la communication de leur rapport aux mêmes fins aux organes délibérants des collectivités et groupements qui en sont membres.

La production du rapport précité a pour objet de renforcer l'information et le contrôle

DE250925DG9746

1/2



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

du Conseil municipal sur la SEM Territoires 38, et de vérifier que
avec les orientations et les actions conduites par la Commune.

Après avoir rappelé les engagements de la collectivité, le rapporteur expose le bilan de l'exercice
écoulé et les perspectives de la société.

La commission Ressources et moyens, économie, intercommunalité et nouvelles technologies a
pris acte de ce rapport le 3 septembre 2025.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** de prendre acte de ce
rapport annuel de la Société d'économie mixte territoires 38 au titre de l'exercice 2024.

Le public en sera avisé par voie d'affichage en Mairie et lieux habituels pendant un mois.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

RAPPORT DE GESTION

SUR L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	4
PREMIÈRE PARTIE : RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	5
1. L'ACTIONNARIAT	5
2. LA GOUVERNANCE.....	8
3. LES DIRIGEANTS	8
4. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	9
5. LE PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ	10
6. LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE	11
7. LES CONTRÔLES EXTERNES	11
8. LES RÉMUNERATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX.....	11
DEUXIÈME PARTIE :	12
LA PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE	12
1 - PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS.....	12
2 - EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	12
Résultat de l'exercice	12
Compte de résultat de la société	13
Compte de résultat de la société – Partie « fonctionnement »	13
Compte de résultat de la société – Partie « opérations propres »	16
Soldes intermédiaires de gestion – Parties fonctionnement et opération propre	17
Ratios d'analyse financière – Parties fonctionnement et opération propre	18
3 - INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT	19
4 - DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT	20
5 - AFFECTATION DU RÉSULTAT	20
6 - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS	20
TROISIÈME PARTIE :	21
L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULÉ.....	21
1 - LE CHIFFRE D'OPÉRATIONS	21
2 - LES CONCESSIONS D'AMÉNAGEMENT	21
2.1 Les contrats de concession.....	21
2.2 Les dépenses d'aménagement.....	22
2.3 Les commercialisations.....	22
3 - LES MANDATS.....	23
4 - LES OPÉRATIONS EN COMPTE PROPRE	24
4.1 Les contrats	24
4.2 Les dépenses	24
5 - LES ÉTUDES / AMO	25
6 - LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT	25
7 - L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR	26

8 - LES ÉVÈNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	26
QUATRIÈME PARTIE : LES MANDATAIRES SOCIAUX	27
CINQUIÈME PARTIE : FILIALES ET PARTICIPATIONS	29
ANNEXE	33
A – TABLEAU DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ	33

PRÉAMBULE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée générale mixte en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte notamment de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31/12/2024, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

L'exercice social couvre 12 mois. Il commence le premier janvier.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

PREMIÈRE PARTIE : RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

TERRITOIRES 38

1 703 996 euros divisé en 224 210 actions.

ACTIONNAIRES ET ADMINISTRATEURS	%	Nb actions
Département de l'Isère, - Représenté au Conseil d'administration par : - Monsieur Jean-Pierre BARBIER, - Madame Anne-Sophie CHARDON, - Monsieur Robert DURANTON, - Madame Anne GÉRIN, - Monsieur Cyrille MADINIER, - Madame Sandrine MARTIN-GRAND, - Madame Annick MERLE, - Monsieur David QUEIROS. - Représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Pierre BARBIER.	46.00 %	103 143
Grenoble Alpes Métropole, - représentée au Conseil d'administration par : - Madame Françoise CHARAVIN, - Monsieur Alfio PENNISI, - Monsieur Jean-Yves PORTA. - Représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Yves PORTA.	14.31 %	32 085
Ville de Grenoble, - Représentée au Conseil d'administration par Madame Katia BACHER et Pierre-André JUVEN, - Représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Pierre-André JUVEN.	9.20 %	20 630
Ville d'Echirolles, - Représentée à l'Assemblée générale par Madame Laetitia RABIH.	1.83 %	4 098
Ville d'Eybens, - Représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Gilles BUGLI.	1.86 %	4 163
Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise (SMMAG) - Représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Laurent THOVISTE.	1.59 %	3 555
Ville de St-Egrève, - Représentée à l'assemblée générale par Monsieur Laurent AMADIEU.	0.97 %	2 176
Ville de Pont-de-Claix, - Représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Sam TOSCANO.	0.42 %	936
Ville de Vienne, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Thierry KOVACS.	0.40 %	898

Ville de Meylan, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Antoine JAMMES.	0.26 %	583
Ville de Saint-Martin-d'Hères, - Représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Brahim CHERAA.	0.21 %	468
Syndicat Intercommunal de la Zone Verte du Grésivaudan (SIZOV), - représenté au Conseil d'administration par Monsieur Thierry FEROTIN.	0.16 %	356
Symbhi, - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Fabien MULYK.	0.11 %	250
Ville de Sassenage, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Pierre SERRAILLIER.	0.08 %	187
Ville de Bourg d'Oisans, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Camille CARREL.	0.08 %	187
Ville de Voreppe, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Olivier GOY.	0.08 %	187
Ville de La Tronche - représentée au Conseil d'Administration par Monsieur Pierre DESPRES.	0.08 %	178
Ville de Fontaine, - représentée au Conseil d'Administration par Monsieur Laurent THOVISTE.	0.07 %	150
Communauté de communes entre Bièvre et Rhône, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Laurent TEIL.	0.07 %	150
Ville de Voiron, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Julien POLAT.	0.07 %	150
Ville de St-Marcellin, - représentée au Conseil d'administration par Monsieur Christian DREYER.	0.05 %	115
Ville de Claix, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Patrick ROUSSET.	0.04 %	100
Communauté de Communes Les Vals du Dauphiné, - représentée au Conseil d'administration par Monsieur Jean-Paul BONNETAIN.	0.04 %	89
Communauté d'Agglomération du Pays Voironnais, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Antoine CLOPPET.	0.03 %	74
Ville de Beaurepaire, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Béatrice MOULIN-MARTIN.	0.03 %	74
Commune de Pont de Chérucy, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Louis ANDREU.	0.03 %	70
Ville de Gresse-en-Vercors, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Marc BELLOT.	0.01 %	20
Ville de Valbonnais - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Quentin COEUR.	0.01 %	20
Ville de Villard de Lans - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Christophe ROBERT.	0.01 %	20
Ville de Chatte, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Daniel BERNARD.	0.00 %	10
TOTAL ACTIONNAIRES PUBLICS	78.11 %	175 122

Groupe Caisse des dépôts et consignations, - Représenté au Conseil d'Administration par Madame Corinne STEINBRECHER ; - Représenté à l'Assemblée générale par Madame Corinne STEINBRECHER.	11.20 %	25 101
Crédit Agricole Sud Rhône Alpes, - Représenté au Conseil d'Administration par Madame Edwige FOUQUET ; - Représenté à l'Assemblée générale par Madame Edwige FOUQUET.	3.47 %	7 778
Dexia Crédit Local, - Représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Pierre CREVITS.	2.34 %	5246
Caisse d'Epargne Rhône Alpes , - Représentée au Conseil d'Administration par Madame Géraldine ROLLAND - Représentée à l'Assemblée générale par Madame Géraldine ROLLAND.	1.37 %	3 067
Chambre de Commerce et d'Industrie de Grenoble - Représentée au Conseil d'administration par Monsieur Yvan MORYUSSEF ; - Représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Yvan MORYUSSEF.	0.50 %	1123
Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de l'Isère , - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Bertrand CONVERSO.	0.42 %	936
Chambre des Métiers de l'Isère , - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Christian ROSTAING	0.18 %	393
Chambre d'Agriculture de l'Isère , - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Claude DARLET.	0.16 %	350
Chambre de Commerce Nord Isère, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Thierry DELMAS.	0.11 %	250
MEDEF Isère, - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Pierre STREIFF.	0.11 %	240
SAFILAF, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Jean-Michel JAFFRIN.	0.46 %	1024
Alpes Isère Habitat, - représenté à l'Assemblée générale par Madame Claire DEBOST.	0.32 %	728
Société d'Habitation des Alpes – Pluralis , - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Didier MONNOT.	0.21 %	468
SDH, - représentée à l'Assemblée générale par Madame Patricia DUDONNE.	0.21 %	468
PROCIVIS Alpes Dauphiné, - représenté à l'Assemblée générale par Monsieur Didier MONNOT.	0.42 %	936
Action Logement Immobilier, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Koumaran PAJANIRADJA.	0.20 %	449
ACTIS, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Pierre PAYRARD.	0.06 %	125
Fédération des Promoteurs Immobiliers, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Vincent DAVY.	0.06 %	125
ADVIVO, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Nicolas BERTHON.	0.01 %	20
Société d'Exploitation Montagne et Loisirs du Grésivaudan -SEMLG , - représentée à l'Assemblée générale par Madame Régine MILLET.	0.08 %	187

SOLIHA Isère Savoie, - représentée à l'Assemblée générale par Monsieur Francis PILLOT.	0.04 %	74
TOTAL ACTIONNAIRES PRIVÉS	21.89 %	49 088
TOTAL GÉNÉRAL	100.00 %	224 210

La société est composée de :

- 51 actionnaires,
- 18 administrateurs.

2. LA GOUVERNANCE

Conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce, le Conseil d'administration a procédé au choix de l'une des deux modalités d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de commerce.

Par délibération en date du 13 juillet 2010, le Conseil d'administration a décidé d'opter pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

Par délibération en date du 10 février 2017, le Conseil d'administration a décidé d'unifier les fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

3. LES DIRIGEANTS

Le Département de l'Isère représenté par M. Jean-Pierre BARBIER a été désigné Président du Conseil d'administration, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Président	Représentant	Date du CA	Entrée en fonction	Départ
Département de l'Isère	Jean-Pierre BARBIER	28 septembre 2017	28 septembre 2017	

Par délibération en date du 28 septembre 2021, M. Jean-Pierre BARBIER a été renouvelé dans ses fonctions de Président et Directeur Général, pour la durée de son mandat électif.

Directeur Général	Date du CA	Entrée en fonction	Départ
M. Jean-Pierre BARBIER	28 septembre 2021	19 septembre 2017	

Conformément à l'article 18 des statuts, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

Directeur Général Délégué

Par délibération en date du 28 septembre 2021, le Conseil d'administration a renouvelé la désignation de M. Christian BREUZA dans ses fonctions de Directeur Général Délégué, décidé par le Conseil d'administration du 10 février 2017, jusqu'au terme du mandat du Président Directeur Général.

Directeur Général Délégué	Date du CA	Entrée en fonction	Départ
M. Christian BREUZA	28 septembre 2021	10 février 2017	

Conformément aux dispositions de l'article 18.5 des statuts, le Conseil d'administration a fixé, par délibération en date du 28 septembre 2021, les limitations de pouvoirs du Directeur Général Délégué qui s'exerceront selon les modalités suivantes.

Autorisation préalable du Directeur Général :

- Les projets de transaction (valant règlement amiable d'un litige) d'un montant supérieur à 100 000 €,
- Les placements financiers hors comptes à terme, SICAV monétaires et parts sociales de banques,
- La souscription de tout emprunt, contrat de crédit-bail et/ou tout remboursement anticipé de dettes contractées par la société, d'un montant supérieur ou égal à 500 000 €,
- Toute décision d'engagement de fonds propres de la société dans toute opération immobilière pour son compte propre (acquisition d'actifs et/ou de droits réels immobiliers),
- Pour les opérations d'aménagement, toute acquisition et toute cession de terrain ou d'immeuble et d'une manière générale toute opération constitutive de droit réel immobilier d'un montant supérieur ou égal à 5 000 000 € HT,
- Pour les opérations en compte propre, toute décision représentant un engagement, un coût ou une responsabilité, même potentielle, pour la société, d'un montant supérieur à 10% des fonds propres de la société,
- Tout marché de fournitures courantes et services, ou de prestations intellectuelles, d'un montant supérieur ou égal à 500 000 € HT,
- Tout marché de travaux d'un montant supérieur ou égal à 5 000 000 € HT,
- Toute prise ou renonciation d'engagement sous forme de caution, aval ou garantie.

Les mandats des mandataires sociaux sont listés en quatrième partie du présent rapport.

4. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les tableaux ci-dessous récapitulent les mandats des Commissaires aux comptes.

Nous vous informons qu'aucun des mandats des Commissaires aux comptes n'est parvenu à son terme, ayant été renouvelés par l'Assemblée Générale des actionnaires intervenue le 25 mai 2021 relative à l'approbation des comptes 2020.

Commissaires aux comptes	Durée du mandat	AGO					
		1	2	3	4	5	6
Titulaire : M. Jean-Marc BAUMANN KPMG SA	6 exercices	10/05/22	02/05/23	09/04/24	08/04/25		
Suppléant : M. SALUSTRO SALUSTRO REYDEL	6 exercices	10/05/22	02/05/23	09/04/24	08/04/25		

5. LE PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ

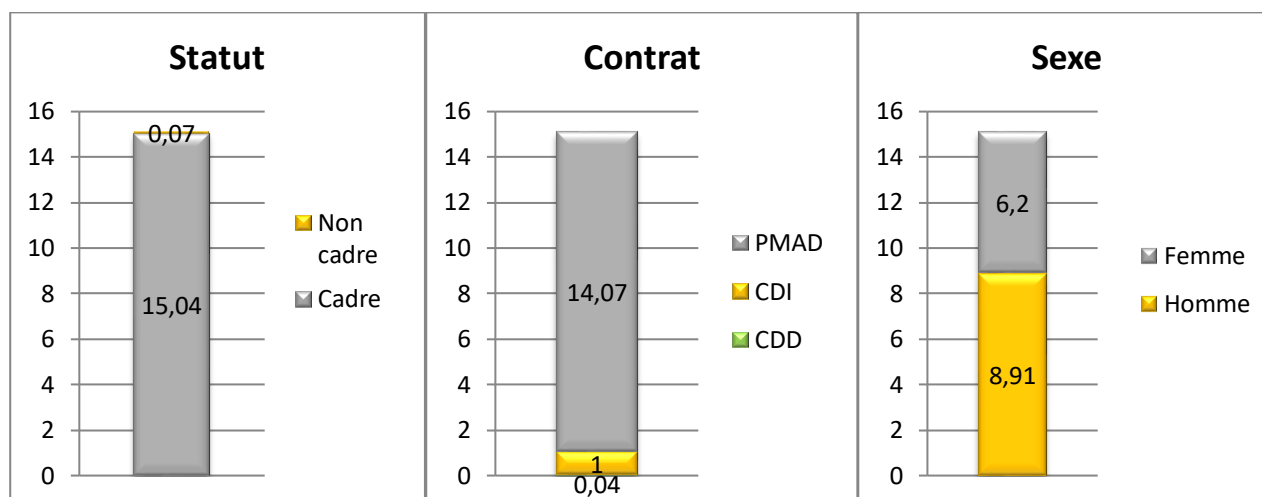
L'analyse de l'effectif de la société intègre le personnel mis à disposition (PMAD).

Pour l'exercice 2024, le nombre d'équivalent temps plein (ETP) est de 15,11 ETP, décomposé comme suit :

- 1 ETP des salariés TERRITOIRES 38,
- 14,11 ETP des salariés mis à disposition par le GE ELEGIA.

L'effectif salarié propre au 31/12/2024, hors les 2 mandataires sociaux, est de 1 poste. La société dispose d'effectifs mis à disposition par le Groupement d'Employeurs correspondant à 40 salariés.

Au 31 décembre 2024, la répartition des personnels (en ETP) par statut, type de contrat et sexe s'établit comme suit :



L'âge moyen de l'effectif est de 40 ans.

6. LES LOCAUX DE L'ENTREPRISE

Depuis le mois d'avril 2024, TERRITOIRES 38 partage ses locaux au sein du GIE ELEGIA situé dans l'immeuble LE ZENTO à GRENOBLE (38000) au 4 rue Léon Sestier.

7. LES CONTRÔLES EXTERNES

Au cours de l'exercice écoulé, aucun contrôle externe (URSSAF, Chambre Régionale des Comptes, Services fiscaux, etc.) n'a eu lieu.

8. LES RÉMUNERATIONS ET AVANTAGES DES MANDATAIRES SOCIAUX

Au cours de l'exercice écoulé, les administrateurs n'ont bénéficié d'aucun avantage, ni reçu aucune rémunération ou jeton de présence.

DEUXIÈME PARTIE :

LA PRÉSENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

1 - PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Nous vous proposons de vous présenter dans cette partie du rapport de gestion les résultats les plus significatifs, dans les domaines comptables et financiers.

En annexe des comptes annuels, figure le compte de résultat de la société ventilé par activité. Compte tenu de l'activité spécifique des SEM, cette présentation doit vous permettre une analyse pertinente de l'activité intrinsèque de notre société, dont les valeurs sont présentées dans la colonne « fonctionnement ».

Les autres colonnes vous permettent par ailleurs d'isoler les différents flux financiers propres à chacune des activités de la SEM.

Conformément aux normes comptables, on désignera par « Chiffre d'affaires comptable » la somme de la production vendue de biens (produits de cessions de charges foncières, produits à l'avancement sur opération de construction) et de la production vendue de services (rémunérations sur mandats et études).

Par convenance, on utilisera le terme de « Chiffre d'affaires » pour désigner la somme des rémunérations perçues par TERRITOIRES 38 (sur les opérations en compte propre, sur les concessions, les mandats et les études), les produits à l'avancement sur opération de construction et les éventuels autres produits.

2 - EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Résultat de l'exercice

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2024, les résultats économiques et financiers concernant la société et ses opérations sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires comptable HT s'établit à 9 124 619 euros, décomposé comme suit :
 - Production vendue de biens : 5 939 136 euros,
 - Production vendue de services : 3 185 483 euros,
- La production stockée à hauteur de – 2 154 842 euros ;
- Les subventions d'exploitations : 160 000 euros ;
- Les reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges pour 1 768 094 euros ;
- Les autres produits pour 4 187 euros ;
- Le total des produits d'exploitation s'élève à 8 902 058 euros ;

- Les charges d'exploitation de l'exercice s'élèvent à 8 833 006 euros ;
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 70 688 euros, dont 3 053 euros au titre de l'intéressement ;
- Le montant des charges sociales s'élève à 28 536 euros ;
- Le résultat d'exploitation est de 69 053 euros ;

Compte tenu d'un résultat financier de 343 441 euros, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à 412 493 euros.

Compte tenu des éléments ci-dessus, d'un résultat exceptionnel de 482 euros, de la régularisation de la participation 2023 de 36 euros et de l'impôt sur les bénéfices de 98 331 euros (dont une provision pour impôt différé sur les opérations propres en cours de réalisation de 76 euros et 244 697 euros de reprise de la provision d'impôt différés sur opérations livrées en 2024), le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 314 609 euros.

Au 31/12/2024, le total du bilan de la société s'élève à 40 993 772 euros.

Au cours de cet exercice, la société n'a pas contracté de nouvelles dettes financières à moyen et long terme.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R. 225-102 du Code de commerce.

Compte de résultat de la société

Les analyses qui suivent portent exclusivement sur les données issues des colonnes « fonctionnement » et « opération propre » du compte de résultat. Ces analyses doivent vous permettre d'évaluer la santé financière de notre société et de juger de son potentiel de développement.

Le montant total des produits d'exploitation perçu par la société s'établit à 6 493 803 euros pour l'exercice. Il intègre les honoraires perçus par TERRITOIRES 38 y compris les transferts de charges et les produits générés par les opérations pour compte propre.

Compte de résultat de la société – Partie « fonctionnement »

Les produits d'exploitation

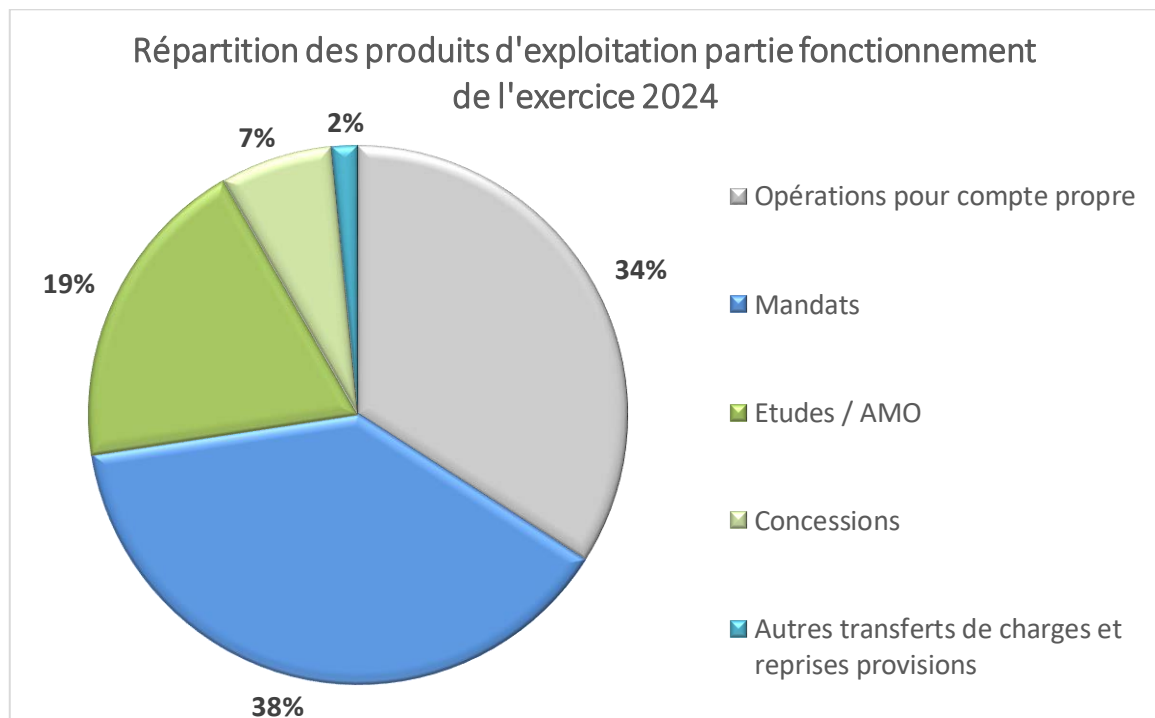
TERRITOIRES 38 intervient suivant 4 modes opératoires : les études/AMO, les mandats, les concessions d'aménagement et les opérations « en compte propre ». D'un point de vue comptable, seules les rémunérations sur les études, les rémunérations sur les mandats et les produits à l'avancement sur les opérations de construction sont considérées comme de la production vendue et intégrées à ce titre au chiffre d'affaires comptable. Lorsque TERRITOIRES 38 intervient dans le cadre d'une concession d'aménagement ou d'une opération en compte propre, la société impute ses charges en compte de fonctionnement (salaires et autres charges) et effectue un transfert de charges vers le compte de l'opération.

Au 31/12/2024, le montant total des produits d'exploitation s'établit 2 538 852 euros, avec la répartition suivante :

- Production vendue de biens : - 941 euros de rémunération sur AMO.
- Production vendue de services : 2 275 643 euros, décomposés comme suit :
 - o 976 652 euros de rémunération sur mandats,
 - o 812 318 euros sur les prestations de développement immobilier,
 - o 483 584 euros de rémunération sur études / AMO,
 - o 2 819 euros sur autres prestations de service.
- Transfert de charges et reprises de provisions : 261 273 euros, décomposés comme suit :
 - o 171 001 euros de rémunération sur concessions,
 - o 50 636 euros de rémunération d'honoraires sur opérations pour compte propre en contrat de promotion immobilière ou en aménagement privé,
 - o 39 636 euros d'autres transferts de charges correspondant à des charges supportées par la société et refacturées au GIE ELEGIA.
- Autres produits : 2 877 euros.

En conséquence, la rémunération globale perçue par la société s'établit à 2 538 852 euros pour l'exercice.

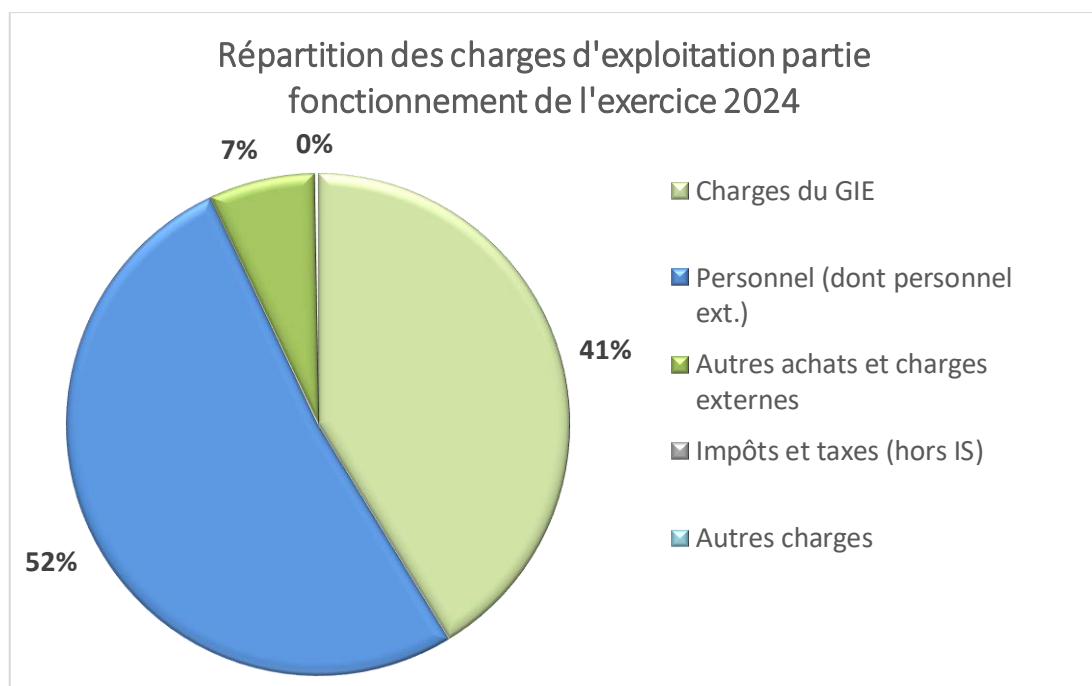
La rémunération globale est composée à 34% des rémunérations sur opérations pour compte propres, 38% de la rémunération issue des mandats, 19% des études et AMO, 7% de la rémunération issue des concessions d'aménagement et 2% des autres transferts de charges.



Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation comprennent les charges de personnel, les autres charges et achats externes, les dotations aux amortissements et provisions, ainsi que les impôts et taxes.

Au 31/12/2024, elles s'élèvent à 3 056 546 euros, décomposés comme suit :



Le premier poste de charges correspond aux charges de personnel : 1 580 087 euros, dont 99 224 euros de charges de personnel propres et 1 480 863 euros correspondant à celles du personnel mis à disposition.

Les principaux ratios de productivité 2024 s'établissent comme suit :

- o Rémunération globale / ETP : 99 K€,
- o Rémunération globale / Responsable d'opérations : 168 K€,
- o Charges de personnel* / Rémunération globale : 91%.

* Les charges de personnel sont retraitées de manière à intégrer en complément des salariés de la société et ceux mis à disposition par le Groupement d'employeurs, la part de charges de personnel refacturée par le GIE (733 343 euros représentant 10,62 ETP, soit 29% des charges de personnel du GIE).

Second poste des charges d'exploitation fonctionnement (41% en 2024), la contribution aux charges du GIE ELEGIA qui s'élève à 1 261 886 euros (soit 29% des charges du GIE).

Les « autres achats et charges externes » (hors charges du GIE et du personnel mis à disposition) comprennent les frais d'assurances, les honoraires (Commissaire aux comptes, expert-comptable, avocats, prestataires pour des prestations sous traitées sur les missions de programmation, etc.), les frais de publicité, de déplacement, de réception, les frais de recrutement ainsi que les frais bancaires. Ces charges de fonctionnement s'établissent à 206 412 euros pour l'exercice 2024.

Les impôts et taxes s'élèvent à 8 076 euros en 2024. Sont intégrées : la taxe d'apprentissage, la participation à la formation continue, la cotisation sur la valeur ajoutée, la cotisation foncière des entreprises (refacturée au GIE) et les droits d'enregistrement.

Les autres charges s'élèvent à 85 euros.

Ces charges d'exploitation représentent environ 120% du chiffre d'affaires.

Le résultat financier

Pour l'exercice 2024, le résultat financier s'élève à 343 441 euros. Le résultat financier de la société se compose ainsi :

- Intérêts des comptes bancaires de la société (64 852 euros) et des opérations (273 165 euros) ;
- Intérêts des comptes courants associés : 110 822 euros, provenant de la SCI Le Zento et des SAS ELEGIA Développement, ELEGIA Réalisations et ELEGIA Energies ;
- Dividendes des filiales : 110 936 euros, dont 55 791 euros correspondant à la remontée de marge du programme Pré Nouvel à Seyssins et 55 144 euros issus des marges des opérations propres réalisées par la SAS ELEGIA Réalisations ;
- Différentiel d'intérêts calculés sur les trésoreries des opérations en concessions et en mandats : - 102 655 euros ;
- Pertes des filiales incorporées au résultat de la Société à la suite de l'approbation de l'affectation du résultat par les AG des filiales (106 549 euros sur la SCCV du Dauphiné et 7 129 euros sur la SCCV CONTEMPORA).

Compte de résultat de la société – Partie « opérations propres »

TERRITOIRES 38 réalise des opérations pour compte propre qui génèrent du résultat pour la société. Elles sont de deux natures :

- Contrat de promotion immobilière pour la réalisation de nouveaux bâtiments : le chiffre d'affaires est comptabilisé au pourcentage de l'avancement des dépenses. Lorsqu'une opération est en phase étude, on bascule en production stockée les dépenses engagées ;
- Aménagement privé : le chiffre d'affaires est comptabilisé au prorata de l'avancement global calculé ainsi : avancement commercial x avancement technique. Les charges correspondantes sont constatées, les autres charges sont stockées.

Au global, le compte de résultat des opérations propres s'établit ainsi :

- Production vendue de biens : 5 318 951 euros,
- Production vendue de services : 909 841 euros,
- Production stockée : - 2 435 150 euros,
- Les produits d'exploitation s'élèvent ainsi à 3 954 951 euros,
- Les charges d'exploitation sont de 3 368 204 euros.

Le résultat d'exploitation généré s'établit à 586 747 euros.

Les opérations réalisées par TERRITOIRES 38 et les résultats générés (marges) en 2024 sont détaillés dans le tableau suivant :

K€	4040 CSTB	4101 ALEDIA Echirolles	4102 ILOT M	4103 ECOSIS	4104 Les Glairons	4106 ALEDIA Champagnier	4107 Armonia	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION :								
Productions vendue biens	-	-	2 547	2 772	-	-	-	5 319
Production vendue services	153	-	755	-	-	-	2	910
Montant net du chiffre d'affaires	153	-	3 302	2 772	-	-	2	6 229
Production stockée	-	-	-	2 442	7	-	-	2 435
Subvention d'exploitation	-	-	-	-	-	160	-	160
Reprises sur provisions	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres produits	-	1	-	-	-	-	-	1
TOTAL (I)	153	1	3 302	330	7	160	2	3 955
CHARGES D'EXPLOITATION :								
Autres achats et charges externes	153	-	3 178	21	6	-	1	3 359
Autres charges	-	9	-	-	-	-	-	9
TOTAL (2)	153	9	3 178	21	6	-	1	3 368
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-	-	124	309	0	160	1	587

Soldes intermédiaires de gestion – Parties fonctionnement et opération propre

En vue d'une analyse plus approfondie des chiffres que nous venons de vous présenter, nous avons souhaité vous préciser les principaux soldes intermédiaires de gestion, adaptés aux spécificités d'une SEM. Ceux-ci permettent notamment de comprendre la formation du résultat de la société et apportent un éclairage sur sa productivité.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'élève pour l'exercice à un montant 69 053 euros. Il mesure la performance économique de la société, c'est-à-dire celle que réalise sa seule exploitation, avant prise en compte de décisions politiques ou d'incidences fiscales qui n'affectent, elles, que le résultat final. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
EBE	376 893 €	867 234 €	625 478 €	201 215 €	69 053 €
Fonctionnement	-56 569 €	-15 259 €	-75 079 €	-582 110 €	-517 695 €
OP propres	433 462 €	882 493 €	700 556 €	783 325 €	586 747 €

Comparativement à l'EBE, le résultat d'exploitation (REX) intègre les dotations aux amortissements et provisions d'exploitation. Il s'établit à 69 053 euros pour l'exercice. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
REX	323 908 €	833 656 €	616 984 €	198 612 €	69 053 €
Fonctionnement	-109 554 €	-48 837 €	-83 573 €	-584 713 €	-517 695 €
OP propres	433 462 €	882 493 €	700 556 €	783 325 €	586 747 €

La capacité d'autofinancement (CAF), qui quantifie le potentiel de l'entreprise à dégager des ressources par son activité au cours de l'exercice, s'élève à 412 976 euros. L'évolution de cet indicateur sur les 5 derniers exercices est rappelée dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
CAF	464 922 €	907 263 €	675 660 €	881 042 €	412 976 €

Ratios d'analyse financière – Parties fonctionnement et opération propre

Nous complétons cette présentation par quelques ratios classiques d'analyse financière de rentabilité qui permettent :

- une comparaison sectorielle par rapport aux sociétés du même secteur d'activité,
- un suivi historique de la performance de la société.

Le chiffre d'affaires retenu pour le calcul des ratios est le total des produits d'exploitation des parties « fonctionnement » et « opérations propres », soit un montant de 6 493 803 euros pour 2024.

Le taux d'EBE ou taux de marge brute d'exploitation (EBE/Chiffre d'affaires), qui permet de mesurer la performance économique de l'entreprise, est de 1,06% pour l'exercice. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
Taux d'EBE	3,02%	2,48%	2,95%	1,17%	1,06%

Le taux de marge nette (Résultat net/Chiffre d'affaires), qui permet d'apprécier le résultat net généré par la société en termes de chiffre d'affaires, s'élève à 4,84%. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de marge nette	2,41%	2,35%	2,21%	4,48%	4,84%

Le taux de rentabilité financière (Résultat net/Capitaux propres), qui mesure la capacité des capitaux investis par les actionnaires à dégager du profit, s'établit à 3,6% pour l'exercice. L'historique de cet indicateur est rappelé dans le tableau suivant :

Exercice	2020	2021	2022	2023	2024
Rentabilité financière	4,73%	11,41%	6,13%	9,13%	3,60%

3 - INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions de l'article L 441-6-1 al.1 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 à la clôture de l'exercice, des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Factures reçues et émises en 2024 ayant connu un retard de paiement en cours de l'exercice

	Article D. 441 II.- 1° : Factures <u>reçues</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice						Article D. 441 II.- 2° : Factures <u>émises</u> ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre cumulé de factures concernées	744					377	155					191
Montant cumulé des factures concernées TTC	15 529 851,75	5 632 738,73	969 346,62	201 943,42	50 610,71	6 854 639,48	17 515 073,24	2 397 697,85	844 071,27	124 532,89	196 260,50	3 562 562,51
Pourcentage du montant total TTC des factures reçues dans l'année	69,38%	25,16%	4,33%	0,90%	0,23%	30,62%						
Pourcentage du montant total TTC des factures émises dans l'année							83,10%	11,38%	4,00%	0,59%	0,93%	16,90%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)						☐ Délais contractuels : (préciser) ☐ Délais légaux : (préciser)					

4 - DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge des dépenses non déductibles fiscalement.

5 - AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 314 608,69 euros de la manière suivante :

ORIGINE : Résultat bénéficiaire de l'exercice, soit 314 608,69 euros.

AFFECTATION : Dotation aux réserves

- Aux autres réserves, soit 314 608,69 euros.

Après affectation du résultat, les capitaux propres de la société s'élèvent à 8 743 641 euros.

6 - RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des quatre précédents exercices.

TROISIÈME PARTIE :

L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULÉ

L'activité opérationnelle de la société se mesure à partir :

- D'une part, des dépenses d'investissement (chiffre d'opérations) enregistrées lors de l'exercice sur les concessions d'aménagement et les mandats ;
- Et d'autre part, des commercialisations de charges foncières dans les concessions.

1 - LE CHIFFRE D'OPÉRATIONS

Le chiffre d'opérations de l'exercice 2024, constitué des dépenses d'acquisitions foncières, d'études et de travaux (hors rémunération de l'aménageur, frais financiers et frais divers) sur les concessions et les mandats, s'élève à 15 323 523 € HT.

L'historique et la répartition de cet indicateur sont détaillés dans le tableau suivant :

	Chiffre d'opérations (€ HT)				
	2020	2021	2022	2023	2024
TOTAL GENERAL	40 436 938	41 772 456	43 291 142	30 957 887	15 323 523
Concession	1 410 326	1 104 859	1 655 875	652 920	2 132 601
1 ACQUISITIONS	250 539	894 273	1 534 736	70 707	1 341
2 ETUDES ET HONORAIRES	51 963	3 441	22 834	97 352	126 596
3 TRAVAUX	1 107 824	207 145	98 306	484 862	2 004 664
Mandat	30 643 527	16 448 183	23 383 511	17 776 919	10 021 714
1 ACQUISITIONS	-	-	-	-	-
2 ETUDES ET HONORAIRES	2 775 149	1 605 229	1 626 269	2 069 896	3 092 604
3 TRAVAUX	27 868 378	14 842 954	21 757 242	15 707 022	6 929 110
Opération propre	8 383 086	24 219 413	18 251 755	12 528 048	3 169 208
1 ACQUISITIONS	12 557	2 557 610	2 257 021	1 564 628	2 608
2 ETUDES ET HONORAIRES	268 499	1 468 454	890 360	423 717	145 804
3 TRAVAUX	8 102 030	20 193 349	15 104 374	10 539 703	3 020 796

2 - LES CONCESSIONS D'AMÉNAGEMENT

2.1 Les contrats de concession

En 2024, TERRITOIRES 38 ne s'est pas vu confier après appel d'offres de nouveau contrat de concession.

2.2 Les dépenses d'aménagement

Pour 2024, les dépenses d'investissement sur les concessions s'élèvent à 2 132 601 € HT, décomposées comme suit :

	Constaté 2024
Acquisitions	1 341
Etudes et honoraires	126 596
Travaux	2 004 664
TOTAL	2 132 601

Les dépenses d'investissement portent sur les opérations suivantes :

Opérations	Montant
1166 St Martin Hères ZAC Neyrpic	2 083 792
947 SEYSSINS PRE NOUVEL ZONE NAb	48 809

2.3 Les commercialisations

2.3.a. Logements

En 2024, nous n'avons pas signé d'acte de vente ni de nouvelle promesse de vente.

2.3.b Commerces

En 2024, nous n'avons pas signé d'acte de vente ni de promesse.

2.3.c. Bureaux

En 2024, nous n'avons pas signé de nouvelle promesse ou d'acte de vente.

2.3.d Activités économiques

Les actes de ventes :

En 2024, nous avons signé un acte de vente :

	Concession	Quantité	Prix
Activités (ha)	ECOSIS	5,0	2 772 130
Total Activités (ha)		5,0	2 772 130

Les promesses de ventes :

En 2024, nous n'avons pas signé de promesse de vente.

2.3.e. Tableaux de synthèse

Actes de vente

Catégorie	Unité	Budget 2024	Atterrissage 2024	Situation au 31 décembre 2024	% d'exécution
Logements	Nombre	0	0	0	
Commerces	m² SP	0	0	0	
Bureaux	m² SP	0	0	0	
Activités économiques	Ha	4,9	5,0	5,0	103%
Logements	€	0	0	0	
Commerces	€	0	0	0	
Bureaux	€	0	0	0	
Activités économiques	€	2 715 130	2 772 130	2 772 130	102%
Total	€	2 715 130	2 772 130	2 772 130	102%

Promesses de vente

Catégorie	Unité	Budget 2024	Atterrissage 2024	Situation au 31 décembre 2024	% d'exécution
Logements	Nombre	0	0	0	
Commerces	m² SP	300	0	0	0%
Bureaux	m² SP	0	0	0	
Activités économiques	Ha	0,5	0,0	0,0	0%
Logements	€	0	0	0	
Commerces	€	36 600	0	0	0%
Bureaux	€	0	0	0	
Activités économiques	€	550 000	0	0	0%
Total	€	586 600	0	0	0%

Au 31/12/2024, le stock de promesses de vente s'élève à environ 1,5 M€ HT.

3 - LES MANDATS

En 2024, TERRITOIRES 38 s'est vu confier le nouveau mandat suivants représentant un total de rémunérations futures de 354 659 euros :

N°	Mandat	Mandant	Date de convention	Rémunération
2252	MR Construction d'un nouveau collège et de son équipement sportifs à Publier	Département de Haute Savoie	07/03/2024	354 659 € HT sur 5 ans

Pour 2024, les dépenses d'investissement sur les mandats s'élèvent à 10 021 714 € HT, décomposées comme suit :

	Constaté 2024
Acquisitions	-
Etudes et honoraires	3 092 604
Travaux	6 929 110
TOTAL	10 021 714

Les principales dépenses réalisées sur l'exercice portent sur les mandats suivants :

Opérations	Montant
2168 RRA Lycée Deschaux Sassenage	2 262 116
2181 Lycée de Romans RRA	2 019 508
2239 MR Lycée de Meximieux	1 824 576
2223 COMUE Restructuration Hall Ampère CSIU MSE	1 154 847
2205 Reprise étanchéité toiture école d'architecture	1 147 442
2209 Tramway Saint Julien	1 032 341
2213 Réalisation Nouvelle Unité de Production sur Presqu'île	286 946
2247-01 Extension Briffaut 1 à Valence	131 561
2240 CCAS Grenoble mise en accessibilité 45 bâtiments	43 947
2184-02 Assainissement SIEG	34 527

4 - LES OPÉRATIONS EN COMPTE PROPRE

4.1 Les contrats

En 2024, TERRITOIRES 38 n'a pas signé de nouveaux contrats de promotion immobilière et a signé une convention pour la réalisation de l'opération propres Jules Vallès à Saint-Martin-d'Hères avec ELEGIA Réalisations.

4.2 Les dépenses

Pour 2024, les dépenses d'investissement sur les opérations propres s'élèvent à 3 169 208 € HT, décomposées comme suit :

	Constaté 2024
Acquisitions	2 608
Etudes et honoraires	145 804
Travaux	3 020 796
TOTAL	3 169 208

Les dépenses ont été réalisées principalement sur les opérations suivantes :

Opérations	Montant
4102 CPI Le Zento	2 792 371
4107 CPI Clinique Vétérinaire	249 696
4106 CPI Aledia Champagnier	84 259
4105 CPI Sassenage Premium Lot 1	30 586
4103 Aménagement ECOSIS à Voreppe	9 300
4104 Aménagement du site Les Glairons à Saint-Martin-d'Hères	2 997

La construction du bâtiment Le Zento s'est terminée au cours du premier trimestre de l'année et a été livré en avril 2024.

5 - LES ÉTUDES / AMO

En 2024, TERRITOIRES 38 s'est vu confier les nouvelles opérations suivantes représentant un total de rémunérations futures de 271 336 euros :

N°	Mandat	Maître d'ouvrage	Date de convention	Rémunération
2253	ME préfiguration amgt parcelle AL 398 des Geymonds	Communauté de Commune du Massif du Vercors	19/07/2024	6 407 € HT sur 1 an
5301	AMO rénovation et réhabilitation thermique école Blanche Rochas Seyssins	Commune de Seyssins	27/03/2024	13 190 € HT sur 1 an
5302	AMO recrutement MOE projet de rénovation salle des fêtes	Commune de Chatte	30/04/2025	8 836 € HT sur 1 an
5303	PRG et AMO choix MOE rénovation espace culturel	Commune de Jarrie	21/08/2024	24 356 € HT sur 1 an
5304	PRG et AMO choix MOE rénovation cantine scolaire	Commune de Jarrie	21/08/2024	20 792 € HT sur 1 an
5305	Négociation foncière Le Rival SMH	Isère Aménagement	15/03/2024	3 960 € HT sur 1 an
5306	PRG construction neuve - pôle de vie Grivelière	Commune de Biviers	25/11/2024	27 318 € HT sur 1 an
5307	PRG restructuration bat existant - pôle de vie Grivelière	Commune de Biviers	26/11/2024	21 839 € HT sur 1 an
5308	PRG nouvelle gendarmerie de Vulbens	Syndicat du pays du Vuache	02/10/2024	17 797 € HT sur 1 an
5309	AMO construction d'une halle sportive	Commune du Grand Lemps	05/12/2024	37 796 € HT sur 1 an
5311	Assistance foncière Epape de la Bourbre	Epape de la Bourbre	26/07/2024	3 500 € HT sur 1 an
5312	Assistance foncière passage petite faune Notre Dame de l'Osier	Isère Aménagement	18/12/2024	38 900 € HT sur 1 an

6 - LES ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

7 - L'ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIÉTÉ ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

La société a poursuivi les orientations définies dans le plan stratégique 2018-2021 approuvé en mars 2018 notamment par un positionnement sur l'activité immobilière pour compte propre. La prise de participation dans la SAS ELEGIA Réalisations va en ce sens. Il nous faut également renforcer notre positionnement dans le domaine de la rénovation des bâtiments.

Il est également précisé que le budget prévisionnel 2025 approuvé par le conseil d'administration du 17 décembre 2024 est prévu positif avec un résultat de 86 K€ après impôts.

8 - LES ÉVÈNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, il convient de souligner les événements importants survenus entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi :

Néant

QUATRIÈME PARTIE : LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés au cours de l'exercice 2024 dans tout type de société anonyme par chacun des mandataires sociaux de la société, telle que cette information nous a été communiquée.

Mandataires sociaux	Fonction/Mandat
M. Jean-Pierre BARBIER	Président Directeur Général de la SEM TERRITOIRES 38 Président du GIE ELEGIA Administrateur de la SPL ISÈRE Aménagement
M. Christian BREUZA	Administrateur du GIE ELEGIA, Directeur Général Délégué de la SEM TERRITOIRES 38, Directeur Général Délégué de la SPL ISÈRE Aménagement, Directeur Général de la SPLA SARA Aménagement, Directeur Général de la SAEML SARA Développement.
Administrateurs	
Mme Katia BACHER	
Mme Françoise CHARAVIN	Administratrice de la SCP HLM
Mme Anne-Sophie CHARDON	Néant
M. Brahim CHERAA	Administrateur de la SPL INNOVATION, Administrateur de la SPL ISÈRE Aménagement, Administrateur du GIE ELEGIA.
M. Robert DURANTON	Administrateur de la SPL ISÈRE Aménagement
M. Yvan MORYUSSEF	
Mme Edwige FOUQUET	Administratrice de la SA DELTAGER, Administratrice de la SAS Foncières des Alpes, Administratrice de la SAS FINAURA Censeur de la SPL Sages Censeur de la SEM Chamrousse
Mme Anne GÉRIN	Administratrice d'Isère Aménagement (SPL), Administratrice de la SA HLM habitation des Alpes (PLURALIS), Administratrice de la SPL M TAG.

M. Pierre-André JUVEN	Administrateur de la SA SAGES, Administrateur de la SEM INNOVIA, Représentant à l'Assemblée Générale de la SPL ISÈRE Aménagement.
M. Cyrille MADINIER	
Mme Sandrine MARTIN-GRAND	Présidente Directrice Générale de la SPL ISÈRE Aménagement Administratrice du GIE ELEGIA Administratrice de l'EPL l'OPH Alpes Isère Habitat
Mme Annick MERLE	Administratrice de la SPL ISÈRE Aménagement Administratrice du GIE ELEGIA Vice-Présidente de la SEM MINATEC Entreprises
M. Jean-Yves PORTA	Administrateur de la SPL ISÈRE Aménagement Administrateur de la SPL M TAG
M. Alfio PENNISI	Néant
M. David QUEIROS	Néant
Mme Géraldine ROLLAND	Administratrice de GRAND BOURG HABITAT (OPH) Administratrice Les Energies de l'AIN (SEM LEA) Administratrice ALPES ISERE HABITAT (OPH) Administratrice ACTIS (OPH) Administratrice GRENOBLE HABITAT (SEM)
Mme Corinne STEINBRECHER	Administratrice SEM CRISTAL HABITAT Administratrice SEM GRENOBLE HABITAT Administratrice SEM TERACTION

CINQUIÈME PARTIE : FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau ci-dessous récapitule les prises de participations de la société :

Nom filiales	catégorie	partenaires	capital	% détenus par Territoires 38	Avances en compte courant consenties par Territoires 38 au 31/12/2024	Chiffre d'affaires	Résultat net de l'exercice	Année clôture
SAS Elegia Développement	Immobilier d'entreprises	Caisse Dépôt et Consignations, Crédit Agricole Sud RA, Caisse d'Epargne RA	6 000 000	51%	408 000	665 800	137 200	31/12/2023
SAS Elegia Energies	Ingénierie & Etude Techniques	Financement Régional OSER	50 000	51%	214 022	-	47 907	31/12/2023
SAS Elegia Réalisations	Construction immobilier	SARA Développement	500 000	85%	1 200 200	4 689 671	129 752	31/12/2023
SAS Dessaix Aménagement	Logements	Imaprim, 6ème Sens promotion	1 000	33%	-	-	8 518	31/12/2023
SAS ESEB	Economie de la construction	/	75 600	100%	-	471 514	-	31/10/2024
SCCV QUARTIER DESSAIX	Logements	Imaprim, 6ème Sens promotion, Altana Promotion	1 000	10%	834 179	-	1 086 034	31/10/2023
SCCV du Dauphiné	Logements	Bouygues Immobilier	1 000	49%	1 016 983	-	8 819	31/12/2023
SCCV Contemporanea	Logements	Safilaf	1 000	15%	227 857	-	44 618	31/12/2023
SCCV les Jardins de Prévert	Logements	Edifim	1 000	40%	-	11 579 289	1 019 313	31/10/2023
SCCV Silvae	Logements	Edifim	1 000	49%	79 842	-	-	31/12/2023
SCI Le Zento	Immobilier d'entreprises	Elegia Développement, Crédit Agricole	100 000	14%	329 886	-	56 288	31/12/2023

NB : Les comptes 2024 des filiales de Territoires 38 n'ont pas encore été arrêtés à l'exception de la SAS ESEB

Commentaires :

• SAS ELEGIA Développement :

Aucune opération n'a été livrée sur 2024 ou est en phase de travaux à ce jour.

La revente de la MSP Gières est en cours et interviendra sur le premier semestre 2025.

Les comptes 2024 n'ont pas encore été arrêtés à ce jour.

• SAS ELEGIA Energies :

La SAS a clôturé son 1^{er} exercice social au 31 décembre 2023, avec une perte de 47 K€, conforme au plan d'affaires. Les comptes 2024 n'ont pas encore été arrêtés à ce jour.

Récapitulatif des 4 opérations en cours sur la structure :

- Alédia Champagner : Panneaux mis en service en toiture depuis décembre 2023.
- Parvis – Voiron : Panneaux mis en service en toiture depuis juillet 2024. Production effective, en attente de signature du contrat de facturation à EDF OA.

- PLM – Meylan : Panneaux mis en service progressivement selon l’avancement du programme immobilier depuis janvier 2024. Production effective, en attente de signature du contrat de facturation à EDF OA.
- Diderot Labs – SMH : Panneaux installés en toiture en attente à ce jour d’une mise en service pour démarrer la production d’énergie.
- Isère ENR SAS : Filiale détenue à 49% avec comme associé majoritaire le Département de l’Isère dans le but d’héberger un ou plusieurs projets photovoltaïques dans le département. Un projet d’ombrières sur le parking du département est en cours de montage pour lequel les travaux débuteront sur 2025.

- **SAS ELEGIA Réalisations :**

La Société a clôturé son premier exercice social au 31 décembre 2023. Les comptes clos au 31 décembre 2024 n’ont pas encore été arrêtés.

Livrés sur l’exercice 2024 :

- Diderot Labs 1 à Saint-Martin-d’Hères : Réalisation d’un bâtiment mixte (tertiaire/labos et activités) pour la SCI DIDEROT Labs sous forme de CPI. Le bâtiment a été livré le 12 avril 2024.

En montage / commercialisation :

- Clos des sens - Cime de Vaulx à Vaulx Milieu : Réalisation de 35 maisons individuelles. Le foncier a été acquis. Le permis de construire a été obtenu et purgé de tout recours. L’opération est actuellement en commercialisation depuis juin 2024. Le début des travaux est attendu pour le deuxième semestre 2025. Une sous-opération concernant deux lots à bâtir sur ce programme est également en cours. A ce jour, un des deux lots est réservé pour une vente prévue pour novembre 2025.
- Horizon Alpin et Cœur de Bourg à Bourg d’Oisans : Réalisation de 2 bâtiments de logements en VEFA, dont un en réhabilitation. Les terrains sont sous promesse de vente. Le permis de construire a été obtenu et purgé de tout recours. L’opération est actuellement en commercialisation depuis juin 2024. Le début des travaux est attendu pour le deuxième semestre 2025.
- MSP Sassenage : Réalisation d’une maison de santé à Sassenage. Le permis est obtenu et purgé. La Commercialisation en cours. L’équilibre financier du dossier est fragile. La commercialisation est difficile. Des solutions sont en cours de discussion avec la commune et les praticiens.
- HYPARC 4 : Réalisation de bâtiment de bureaux, activité à Sassenage pour le compte d’un investisseur à déterminer. Le foncier est sous promesse de vente avec la métropole de Grenoble. Le permis est obtenu. La commercialisation en cours.
- Diderot Labs 2 : Réalisation d’un second bâtiment mixte (tertiaire/labos et activités) pour la SCI DIDEROT Labs sous forme de CPI. Le démarrage des travaux est prévu pour le premier semestre 2025 pour une livraison avant fin 2026. A ce stade, un BEFA avec un prospect major du bassin grenoblois a été signé pour environ 60% du bâtiment.
- Diderot Labs 3 : Réalisation d’un second bâtiment mixte (tertiaire/labos et activités) destiné à la revente par lot à des investisseurs externes. Le démarrage des travaux est

prévu pour la fin du premier semestre 2025 pour une livraison fin 2026 / début 2027. A ce stade, deux prospects sont à un stade avancé de contractualisation pour un total d'environ 60% du bâtiment.

A noter, d'autres programmes sont actuellement étudiés par ELEGIA Réalisations mais sont actuellement à des niveaux de montage moins avancés que les programmes décrits ci-dessus.

De manière générale, la commercialisation des programmes immobiliers a connu un fort ralentissement depuis 2023 dans un contexte économique compliqué, qui explique le décalage du lancement en travaux des opérations d'ELEGIA Réalisations. La situation économique du secteur de l'immobilier en France pourrait se desserrer progressivement à partir de mi-2025 grâce à la baisse des taux et des différents dispositifs incitatifs mis en place par la Loi de Finance.

- **SAS ESEB :**

La société ESEB a été acquise le 28/03/2024 par Territoires 38 qui en est dorénavant l'actionnaire unique. L'activité d'ESEB consiste en l'économie de la construction qui est complémentaire avec les activités du groupe ELEGIA. L'exercice comptable est clos au 31/10/2024.

- **SCCV du Dauphiné :**

L'opération est en cours de commercialisation, l'acquisition du terrain et le lancement des travaux ont lieu sur mai 2024. La livraison de l'opération est prévue pour le 3^{ème} trimestre 2026.

- **SCCV Contempora :**

Après un lancement commercial prometteur en mai 2023, l'opération connaît un fort ralentissement de la commercialisation, qui entraîne un décalage du lancement des travaux en 2024. Il est prévu une revente de nos parts sociales au co-promoteur SAFILAF afin de se désengager de l'opération.

- **SCCV les Jardins de Prévert :**

L'opération a été livrée en juin 2023. 40 K€ de dividendes ont été perçus sur l'exercice 2024, portant à 392K€ les dividendes reçus depuis le début de l'opération. Le solde d'environ 20 K€ sera perçu en 2025.

- **SAS DESSAIX Aménagement :**

La SAS a vendu le terrain à la SCCV QUARTIER DESSAIX en décembre 2022, et a levé tous ses engagements.

- **SCCV QUARTIER DESSAIX :**

Les travaux de la première tranche ont démarré au 1^{er} trimestre 2023. La commercialisation se poursuit, avec un rythme ralenti par le contexte économique. Des négociations se poursuivent pour la vente du local commercial, ainsi que la résidence Senior et l'hôtel.

- **SCI le ZENTO :**

Le bâtiment a été livré le 2 avril 2024 dans le cadre du CPI avec TERRITOIRES 38. Les lots encore vacants sont en cours de commercialisation.

- **SCCV SILVAE :**

Opération de co-promotion avec EDIFIM. Opération sous recours contentieux contre le permis de construire. Nous attendons une réponse du tribunal début 2025.

ANNEXE

A – TABLEAU DES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ

DATE D'ARRETE Durée de l'exercice	31/12/2024 12 mois	31/12/2023 12 mois	31/12/2022 12 mois	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 703 996	1 703 996	1 703 996	1 703 996	1 703 996
Nombre d'actions					
- ordinaires	224 210	224 210	224 210	224 210	224 210
- à dividende prioritaire					
Nombre d'actions maximum à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS et RESULTATS					
Chiffre d'affaires Hors Taxes	9 124 619	19 340 587	21 180 183	32 477 247	8 572 169
Résultat avant impôts, participation					
dot. amortissements et provisions	412 940	881 318	671 518	901 376	465 270
Impôt sur les bénéfices	98 331	109 245	193 344	47 150	111 337
Participation des salariés	36	-276	4 142	5 782	-348
Dotations amortissements et provisions	0	2 603	8 494	33 578	52 985
Résultat net	314 609	769 470	469 680	820 648	300 948
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation					
avant dot. amortissements	1,40	3,44	2,13	3,81	1,58
et provisions					
Résultat après impôt, participation					
après dot. amortissements	1,40	3,43	2,09	3,66	1,34
et provisions					
Dividende distribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	1	1	8	14	14
Masse salariale	70 688	81 819	328 441	757 816	755 590
Sommes versées en avantages sociaux (ss, œuvres sociales ...)	28 536	28 733	140 517	332 392	328 008

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9747 - Finances – Budget annexe « Voreppe Énergies Renouvelables » – Tarifs au 1^{er} octobre 2025

Monsieur Jean-Louis Soubeyroux, Conseiller municipal délégué aux nouvelles technologies, rappelle au Conseil municipal que le réseau « centre-ville » de chaleur bois énergie est opérationnel depuis novembre 2015. Le réseau « des Bannettes » a été mis en service en mars 2018.

Le réseau « centre ville » de chaleur est alimenté par :

- Une chaudière bois de 2 200 KW
- La chaudière bois de l'OPAC de 500 KW
- Les chaudières gaz de l'OPAC et de Pluralis (secours et pointes)

D'une longueur de **6,5 Km**, il dessert 36 sous-stations pour la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire, soit une puissance souscrite de **7 709 Kw**.

DE250925FI9747

1/2



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>



@voreppe



@VoreppeOfficiel

Ainsi **8 497 Mwh** ont été livrés sur la saison de chauffe 2024- 2025.

Le réseau « des Bannettes » de chaleur est alimenté par :

- Une **chaudière bois** de **500 KW**
- Une **centrale solaire thermique** de **100 KW**
- Les **chaudières gaz Avenue Chapays** (à point secours).

D'une longueur de **1,4 Km**, il dessert 16 sous-stations pour la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire, soit une puissance souscrite de **1 864 Kw**. Ainsi **2 552 Mwh** ont été livrés sur la saison de chauffe 2024-2025.

En 2024, au vu de l'évolution importante des coûts des combustibles et du coût d'exploitation de la chaufferie et du réseau de chaleur, une augmentation de 5 % a été appliquée au 1^{er} octobre 2024.

Il est aujourd'hui nécessaire de faire évoluer à nouveau les tarifs de 5 % à partir du 1^{er} octobre 2025, pour combler le déficit d'exploitation de l'exercice 2024 (présenté au budget primitif 2025) de 115 984,28 € et d'absorber les augmentations de l'ensemble des énergies.

Poste		Unité	Montant HT	Montant TTC
Consommation	R1	€/MWh	54,74	57,74
Abonnement	R2	€/KW	72,17	76,14
Part entretien maintenance P2	r21+r22		32,03	33,79
Part gros renouvellement P3	r23		4,33	4,57
Part investissement P4	r24		35,81	37,78

Le taux de TVA appliqué sur la facturation des termes R1 et R2 est de 5,5 %.(du fait de la qualité environnementale du réseau et dès lors que l'énergie utilisée est à 60 % d'origine renouvelable).

Après avis favorable de la Commission Ressources et moyens, économie, intercommunalité et nouvelles technologies du 3 septembre 2025 et avis favorable du Conseil d'exploitation de la régie Voreppe Énergies Renouvelables du 11 septembre 2025,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** d'adopter les nouveaux tarifs qui seront applicables au 1^{er} octobre 2025.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale.

- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9748 - Finances – Budget principal de la ville - Reprise de la provision

Monsieur Luc Rémond, Maire, rappelle que le Conseil municipal par délibération du 28 juin 2018 a sollicité l'Établissement Public Foncier Local du Dauphiné (EPFL.D) pour le portage foncier du bien immobilier ex-hôtel de la Gare sis 263 rue de Beauvillage et cadastré BH173.

Par acte authentique du 10 janvier 2019, ce bien a été acquis par l'EPFL.D pour un montant global de 640.000 € en vue d'être intégré à titre de réserve foncière à l'opération « Pôle d'échange Multimodal », et a fait l'objet d'une convention de portage n°2019-03 pour une durée de 6 ans.

Considérant l'incertitude du projet et le risque financier potentiel, la Commune a décidé de provisionner un montant de 600 000 € par écriture semi-budgétaire le 31/12/2019 sur l'article comptable 6875.020 Dotations aux provisions pour risques et charges exceptionnelles (M14).

DE250925FI9748

1/2



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

Les études et travaux de requalification foncière (démolition et courants 2020 dans le but de préparer un terrain prêt à l'emploi pour réaliser une opération de logements portant le **prix de revient final pour l'EPFL.D à 751 594,00 € HT.**

Le Conseil municipal du 23 novembre 2023 a autorisé l'EPFL.D à céder la parcelle BH 173 à la SDH sur la base d'un programme de 11 logements en accession sociale de type Bail Réel et Solidaire (BRS) avec un prix de sortie attractif permettant de répondre aux obligations au titre de la loi SRU pour montant de 345 972 € HT, ce qui génère un déficit foncier à la charge de la commune de 405 622 € HT.

L'EPFL a consenti à prendre en charge une partie de ce déficit à hauteur de 75 159 € HT (correspondant à une décote foncière).

Le solde à verser à l'EPFL.D, constitue la participation communale au **déficit de portage et d'un montant de 330 463 € « Subvention d'équipement »** d'aide à la construction de logements sociaux, à verser 3 annuités de 110 154 € en 2024 et 2025 puis 110 155 € en 2026.

De plus le Conseil municipal a autorisé le versement d'une participation financière avec la SDH d'un montant maximum de 35 000 €, à verser en 2 annuités équivalentes de 17 500 €.

Après avis favorable de la Commission Ressources et moyens, Economie, Intercommunalité et Nouvelles technologies du 3 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** de reprendre la provision de 600 000 €, sur l'article 7865 (reprise de provision), aux risques et charges financières par écritures semi-budgétaires selon le calendrier ci-dessous.

Extrait du compte de bilan : article comptable 15181 (provision pour risques)

	Crédit	Débit
Constitution de la provision	600 000,00 €	
Reprise partielle de provision exercice 2025		225 308,00 €
Reprise du solde de provision exercice 2026		374 692,00 €
	600 000,00 €	600 000,00 €

Les sommes seront inscrites au budget 2025 et 2026.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,

- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9749 - Ressources humaines – Modification du tableau des effectifs

Madame Anne Gérin, 1ère Adjointe chargée de la culture, de l'animation, de la démocratie locale, des ressources humaines, vice-présidente au Conseil départemental de l'Isère, expose au Conseil municipal :

Vu le Code Général des Collectivités,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le tableau des effectifs du 26 juin 2025,

DE250925RH9749

1/3



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

Vu l'information faite auprès des membres du CST,

Considérant les besoins de service,

Madame Anne Gérin propose :

Pôle Aménagement durable du Territoire et Urbanisme – Service Bâtiment

Suite à une fin de détachement, une procédure de recrutement a été mise en œuvre. Dans ce cadre et afin de permettre la mutation de l'agent, il est proposé :

- la création d'un poste titulaire d'agent de maîtrise principal à temps complet (technicien maintenance bâtiment).

Pôle Culture et Animation de la vie locale – Ecole de musique

Dans le cadre d'une mutation et d'un ajustement horaire, il est proposé :

- la création d'un poste titulaire du cadre d'emploi des assistants d'enseignement artistique à temps non complet 6 heures hebdomadaires / 20 heures, soit 30% (enseignant de violon).

Pôle Culture et Animation de la vie locale – Service sport et équipements sportifs

Dans le cadre de la gestion des plannings du samedi des agents de la caisse de la piscine, il est proposé de manière temporaire :

- la création d'un poste contractuel du cadre d'emploi des adjoints administratifs à temps non complet maximum 53 heures jusqu'au 30 juin 2026 (caisse piscine)

Pôle Social, Solidarités et Petite enfance – Service Petite enfance

Considérant les besoins de service, il est proposé :

- la création d'un poste titulaire à temps non complet 28h hebdomadaires soit 80% du cadre d'emploi des Éducateurs de jeunes enfants, des Assistants socio-éducatifs, et à défaut des Animateurs ou des Rédacteurs (Animateur Relais Petite enfance).

Pour faire suite à une mutation, il est proposé :

- la création d'un poste titulaire du cadre d'emploi des Puéricultrices à temps complet (Directeur de la crèche).

Pôle Social, solidarités et Petite enfance – Centre social

Dans le cadre d'un besoin et d'une mutation, il est proposé :

- la création d'un poste titulaire du grade d'auxiliaire de puériculture de classe normale à temps complet (Assistant enfance parentalité),
- la création d'un poste titulaire à temps non complet 80% du cadre d'emploi des Animateurs ou à défaut des Rédacteurs (Ludothécaire).

Pôle Education, Périscolaire, Jeunesse

Dans le cadre de besoins de service temporaires, il est proposé :

- la création d'un poste contractuel d'ATSEM à temps non complet 17,5 heures hebdomadaires soit 50% pour l'école maternelle Debelle (Indice majoré 367) pour l'année scolaire 2025/2026
- la création d'un poste contractuel d'adjoint technique à temps non complet 7,17 heures hebdomadaires soit 20,41% jusqu'au 3 juillet 2026 (surveillant de repas scolaire) en l'absence d'AESH mise à disposition par l'Education Nationale (Indice majoré 366)
- la création d'un poste contractuel d'adjoint administratif ou d'animation à temps non complet maximum de 6,3 heures soit 18% du 1^{er} octobre 2025 au 30 juin 2026 (accompagnant à la scolarité) selon les inscriptions (Indice majoré 366)
- la création d'un poste contractuel d'adjoint administratif ou d'animation à temps non complet maximum de 10,5 heures soit 30% du 1^{er} octobre 2025 au 30 juin 2026 (accompagnant à la scolarité) selon les inscriptions (Indice majoré 366)

Direction de la communication et des relations publiques

Dans le cadre d'un départ en retraite, il est proposé :

- la création d'un poste titulaire du cadre d'emploi des adjoints techniques à temps complet (Reprographe).

Les suppressions de postes nécessaires seront proposées au prochain CST.

Il est précisé que les crédits nécessaires à la création des postes sont inscrits au budget de la collectivité.

Après avis favorable de la Commission Ressources et moyens, Economie, Intercommunalité et Nouvelles technologies du 3 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** d'approuver cette délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9750 - Ressources humaines – Modification du RIFSEEP sur les retenues maladie ordinaire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.712-1 et L.714-4 et suivants,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu les délibérations du 18 mai 2009, du 14 décembre 2009, du 21 juin 2010 et du 18 décembre 2014 portant sur le régime indemnitaire de la commune,
Vu la délibération n°9383 du 15 décembre 2022 portant sur l'évolution du régime indemnitaire et la mise en place du RIFSEEP,
Vu l'article 189 de la loi n°2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 portant modification de la rémunération du fonctionnaire placé en congé de maladie ordinaire, telle que prévue à l'article L.822-3 du CGFP,
Vu le décret n°2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie,
Vu l'avis favorable du CST du 15 septembre 2025,
Considérant les impacts des nouvelles dispositions légales sur la rémunération des agents publics,

Madame Anne Gérin, Adjointe chargée de la culture, de l'animation, de la démocratie locale et des ressources humaines, vice-présidente au Conseil départemental de l'Isère expose au Conseil municipal :

Il est proposé d'apporter une modification à la délibération de mise en place du RIFSEEP selon les conditions suivantes :

D. Modulation de l'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)

2. Modulation de l'IFSE en fonction de l'absence

«De plus, en cas de congé de maladie ordinaire : l'IFSE sera supprimé pour 50% à compter du 16ème jour d'arrêt sur 12 mois glissant»

Cette disposition est supprimée et est remplacée par :

Seules s'appliqueront les dispositions légales en vigueur pour les retenues sur rémunération des agents publics en cas de congé de maladie ordinaire.

Date d'application

Cette modification de la mise en œuvre du RIFSEEP sera appliquée à compter du 1^{er} octobre 2025.

Toutes les autres dispositions de la délibération initiale du 15 décembre 2022 restent inchangées.

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

Après avis favorable de la Commission Ressources et moyens, économie, intercommunalité et Nouvelles technologies du 3 septembre 2025 et du Comité social territorial du 15 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** d'approuver cette délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9751 - Ressources humaines – Régime indemnitaire hors RIFSEEP – Filière Culturelle – Modification de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves sur les retenues maladie ordinaire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.712-1 et L.714-4 et suivants,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves instituée en faveur des personnels enseignants du second degré,



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 1993 fixant les taux de l'indemnité des élèves instituée en faveur des personnels enseignants du second degré,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la délibération n°9383 du 15 décembre 2022 portant sur l'évolution du régime indemnitaire et la mise en place du RIFSEEP,

Vu la délibération n°9385 du 15 décembre 2022 portant sur le régime indemnitaire hors RIFSEEP de la Filière Culturelle,

Vu la délibération du 25 septembre 2025 portant modification du RIFSEEP sur les retenues maladie ordinaire,

Vu l'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 portant modification de la rémunération du fonctionnaire placé en congé de maladie ordinaire, telle que prévue à l'article L.822-3 du CGFP,

Vu le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie,

Vu l'avis favorable du CST du 15 septembre 2025,

Considérant les impacts des nouvelles dispositions légales sur la rémunération des agents publics,

Madame Anne Gérin, Adjointe chargée de la culture, de l'animation, de la démocratie locale et des ressources humaines, vice présidente au Conseil départemental de l'Isère expose au Conseil municipal :

Il est proposé d'apporter une modification à la délibération de mise en place de l'ISOE selon les conditions suivantes :

I. Instauration de l'indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE)

B) Modulation de l'ISOE

« De plus, en cas de congé de maladie ordinaire : l'ISOE sera supprimée pour 50% à compter du 16ème jour d'arrêt sur 12 mois glissants. »

Cette disposition est supprimée et est remplacée par :

Seules s'appliqueront les dispositions légales en vigueur pour les retenues sur rémunération des agents publics en cas de congé de maladie ordinaire.

Date d'application

Cette modification de la mise en œuvre de l'ISOE sera appliquée à compter du 1^{er} octobre 2025.

Toutes les autres dispositions de la délibération initiale du 15 décembre 2022 restent inchangées.

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

Après avis favorable de la Commission Ressources et moyens, économie, intercommunalité et Nouvelles technologies du 3 septembre 2025 et du Comité social territorial du 15 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** d'approuver cette délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Jérôme GUSSY donne pouvoir à Jean-Claude DELESTRE
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9752 - Ressources humaines – Régime indemnitaire hors RIFSEEP – Filière Police municipale – Modification de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) sur les retenues maladie ordinaire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L.714-13,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>



@voreppe



@VoreppeOfficiel

DE250925RH9752

1/3

fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu la délibération n°9383 du 15 décembre 2022 portant évolution du régime indemnitaire et mise en place du RIFSEEP,

Vu la délibération n°9384 du 15 décembre 2022 portant évolution du régime indemnitaire hors RIFSEEP de la filière Police municipale,

Vu la délibération n°9657 du 12 décembre 2024 portant évolution du régime indemnitaire hors RIFSEEP et institution de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour la Filière Police municipale,

Vu la délibération du 25 septembre 2025 portant modification du RIFSEEP sur les retenues maladie ordinaire,

Vu l'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 portant modification de la rémunération du fonctionnaire placé en congé de maladie ordinaire, telle que prévue à l'article L.822-3 du CGFP,

Vu le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie,

Vu l'avis favorable du CST du 15 septembre 2025,

Considérant les impacts des nouvelles dispositions légales sur la rémunération des agents publics,

Madame Anne Gérin, Adjointe chargée de la culture, de l'animation, de la démocratie locale et des ressources humaines, vice-présidente au Conseil départemental de l'Isère expose au Conseil municipal :

Il est proposé d'apporter une modification à la délibération de mise en place de l'ISFE selon les conditions suivantes

2. Part fixe

B) Modulation

2. Modulation en fonction de l'absence

«De plus, en cas de congé de maladie ordinaire : l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) sera supprimée pour 50% à compter du 16ème jour d'arrêt sur 12 mois glissants.»

Cette disposition est supprimée et est remplacée par :

Par principe d'équivalence avec les autres filières, les agents de la filière police municipale verront s'appliquer la même retenue que les dispositions légales en vigueur pour les autres agents publics en cas de congé de maladie ordinaire, soit à la date du jour, 10% de l'ISFE après application du jour de carence, soit 2ème jour de l'arrêt maladie.

Date d'application

Cette modification de la mise en œuvre de l'ISFE sera appliquée à compter du 1^{er} octobre 2025.
Toutes les autres dispositions de la délibération initiale du 12 décembre 2024 restent inchangées.

Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

Après avis favorable de la Commission Ressources et moyens, économie, intercommunalité et Nouvelles technologies du 3 septembre 2025 et du Comité social territorial du 15 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, décide à **l'unanimité** d'approuver cette délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN – Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9753 - Espace Public – Approbation du plan de zonage et du règlement relatif aux eaux pluviales de la CAPV

Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville, expose au Conseil municipal que le Pays Voironnais a engagé une démarche visant à élaborer un plan de zonage et un règlement relatifs aux Eaux pluviales urbaines (EPU).

Ces derniers ont pour but de proposer un outil technique et juridique permettant de formaliser et d'harmoniser la politique de gestion des eaux pluviales sur l'ensemble du territoire du Pays Voironnais.

L'objectif général est ainsi d'accompagner l'évolution du territoire vers une gestion des eaux pluviales répondant aux enjeux suivants :

- limiter les risques pour les personnes et les biens (maîtrise des écoulements),
- préserver les milieux aquatiques (priorité donnée à l'infiltration, en respectant des principes de rétention),
- orienter les aménageurs et les particuliers dans leur projet d'aménagement



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

vers une meilleure gestion des eaux pluviales.

Pour mémoire, le zonage et le règlement des eaux pluviales ont fait l'objet de phases de concertation avec l'ensemble de communes du territoire ainsi que la plupart des acteurs concernés par ce sujet (associations écologiques, bureaux d'études, fédération de pêche, association syndicale hydraulique, syndicats gémapiens...).

Pour finaliser ce travail largement engagé, ces documents doivent passer par une phase d'enquête publique (prévue pour novembre 2025) avant délibérations finales du Conseil communautaire du Pays Voironnais et des conseils municipaux pour leur domaine de compétence respectif.

A ce titre, Madame Anne Platel rappelle que pour Voreppe, le règlement et le zonage d'eaux pluviales s'appliquera à l'intégralité de la commune, dans les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) relevant de la compétence GEPU (Gestion des eaux pluviales urbaines) du Pays Voironnais et dans les zones agricoles (A) et les zones naturelles (N) du Plan local d'urbanisme pour la compétence communale.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L5211-1, L2121-7 et suivants ;

Après avis favorable de la Commission transition écologique, aménagement de l'espace public, urbanisme, cadre de vie et mobilité du 1^{er} septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré, décide avec **1 abstention** :

- d'approuver le projet de zonage et le règlement d'eaux pluviales sur le périmètre de compétence communal (zones agricoles et naturelles) tel qu'annexés à la présente délibération,
- de formuler deux réserves sur le règlement :
 - Périmètre d'application - B.II.AUTORISATION D'URBANISME (page 19) : Étendre l'application aux Déclarations Préalables pour les clôtures, en plus des projets où les surfaces artificialisées supérieures à 40 mètres².
 - Article C.II.2.3.PRÉSERVATION DES AXES DE RUISSELLEMENTS (page 30) qui impose pour les clôtures une transparence aux écoulements (75% de vide) : Revoir la règle de transparence des clôtures et l'établir à 50% de vide (conformément à la modification n°4 du PLU).
- d'autoriser sa mise en enquête publique,
- d'autoriser le Président du Pays Voironnais à conduire pour le compte de la commune les différentes phases des procédures d'enquêtes publiques relatives au projet de zonage et de règlement d'eaux pluviales.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,

- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Etapas à suivre	
1	Le projet est-il soumis à la réglementation du zonage d'eaux pluviales ?
2	Quelle commune est concernée par le projet ?
3	Quelles sont les surfaces artificialisées du projet ?
4	Suis-je concerné par des zones de réglementation spécifique dans le cadre du projet ?
4	Quelle est la perméabilité du sol au niveau du projet ?
6	Choisir et mettre en œuvre les ouvrages de gestion des eaux pluviales

Cet outil est à destination du porteur de projet

Consulter le paragraphe du règlement du zonage d'eaux pluviales relatif au périmètre d'application

Renseigner dans l'outil la commune concernée par le projet

Renseigner dans l'outil les différentes surfaces du projet dans l'onglet "Dimensionnement_CEREG"

OUI : consulter le paragraphe correspondant du règlement du zonage d'eaux pluviales

NON : Les dispositions générales du règlement

Indiquer en mm/h ou m/s la perméabilité du sol dans l'emprise du projet

En fonction de la surface active du projet et de la perméabilité du sol, l'outil vous indique la gestion

: somme des surfaces artificialisées $\geq 40 \text{ m}^2$

ent du zonage d'eaux pluviales peuvent être appliquées

des eaux pluviales à appliquer dans le cadre du projet

Donnée à compléter par le porteur de projet

Calculé automatiquement

Nom du porteur de projet		
Références cadastrales des parcelles		
Commune concernée	VOREPPE	
Ratio de dimensionnement à appliquer	1,5	

Surface totale du foncier concerné par le projet	m²	
--	----	--

	Unité	Coefficient de ruissellement (CR)	Surface de chaque type
Surface artificialisée	m²		0
TOITURES			
Toiture végétalisée	m²	0,8	
Autres toitures	m²	1	
VOIE D'ACCES			
Voie d'accès en enrobé / béton	m²	1	
Voie d'accès en enrobé poreux	m²	0,7	
Voie d'accès en graviers	m²	0,5	
Voie d'accès en pavés engravillonnées	m²	0,5	
Voie d'accès en pavés engazonnés	m²	0,4	
Voie d'accès enherbée	m²	0,3	
STATIONNEMENT			
Stationnement en enrobé / béton	m²	1	
Stationnement en enrobé poreux	m²	0,7	
Stationnement en graviers	m²	0,5	
Stationnement en pavés engravillonnées	m²	0,5	
Stationnement en pavés engazonnés	m²	0,4	
Stationnement enherbé	m²	0,3	
AUTRES			
Terrasse tout type de matériau	m²	1	
Piscine (bassin)	m²	1	
Abords piscine	m²	1	
Autre surface imperméable	m²	1	
Autre surface semi-perméable	m²	0,5	
Surface de pleine terre	m²	0,2	0

Surface active	m²	0
----------------	----	---

Zones de règlementation spécifique	
L'infiltration est-elle autorisée ?	Oui
Projet compris dans le BV du Gorgeat	Non

Perméabilité des sols		
Perméabilité	mm/h	
	m/s	

PERMEABILITE TROP FAIBLE, INFILTRATION IMPOSSIBLE. APPLIQUER LES MESURES DEROGATOIRES AVEC DEBIT DE REJET REGULE

Surface d'infiltration		
A minima (FC = 12)	m²	0
Au maximum (FC = 1)	m²	0

Niveau N1 - PLUIES COURANTES		
Volume à infiltrer pour une pluie de 20mm	m³	0

Niveau N2 - PLUIES MOYENNES A FORTES		
Surface d'infiltration	m²	
Débit d'infiltration	L/s	MESURES DEROGATOIRES
Volume à infiltrer	m³	MESURES DEROGATOIRES
Durée de vidange	heure	#VALEUR !

MESURES DEROGATOIRES - PLUIES COURANTES A FORTES - Niveaux N1 et N2		
Débit régulé vers l'exutoire	L/s	1
Volume de rétention	m³	#DIV/0 !
Durée de vidange	heure	#DIV/0 !

Envoyé en préfecture le 01/10/2025

Reçu en préfecture le 01/10/2025

Publié le



ID : 038-213805658-20250925-DE250925AD9753-DE

Communauté d'agglomération du Pays Voironnais



Financiers :



ZONAGE D'EAUX PLUVIALES ET RÈGLEMENT À L'ÉCHELLE DU PAYS VOIRONNAIS

Règlement du zonage d'eaux pluviales



Juin 2024

LE PROJET

Client	Communauté d'agglomération du Pays Voironnais
Projet	Zonage d'eaux pluviales et règlement à l'échelle du Pays Voironnais
Intitulé du rapport	Règlement du zonage d'eaux pluviales

LES AUTEURS

**CEREG Haute-Savoie**

Bureau relais E3 - BATIMENT LE CHALLENGE

ZAE des Esserts - 3 rue de la Fonderie - 74140 DOUVAIN

Tel : 06 34 21 51 19 – a.poirier@cereg.com

Siège : **Cereg Ingénierie** – 399 rue Georges Seguy – Bâtiment B – 34080 MONTPELLIER

Tel : 04.67.41.69.80 - Fax : 04.67.41.69.81 - montpellier@cereg.com

www.cereg.com – SIRET 492 706 338 00034 – RCS Montpellier 492 706 338

APE : 7112B – TVA Intra-Com : FR46 492 706 338

Réf. Cereg - 2023-CI-000367

Id	Date	Etabli par	Vérifié par	Description des modifications / Evolutions
V1	Juin 2024	Thomas AZRAK	Adeline POIRIER	Version initiale
V2	Août 2024	Thomas AZRAK	Adeline POIRIER	Intégration des remarques faites lors de l'atelier du 26/06/2024
V3	Octobre 2024	Thomas AZRAK	Adeline POIRIER	Intégration des remarques de la CAPV

Certification



TABLE DES MATIÈRES

A. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE DU ZONAGE D'EAUX PLUVIALES.....	7
A.I. OBJET DU RÈGLEMENT.....	8
A.II. CADRE REGLEMENTAIRE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES.....	9
A.II.1. Cadre législatif national.....	9
A.II.1.1. Les codes.....	9
A.II.1.2. Les lois.....	12
A.II.2. Règlementation locale.....	13
A.III. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS CADRES.....	15
A.III.1. SDAGE.....	15
A.III.2. PGRI.....	16
A.III.3. SCoT de la Grande Région de Grenoble.....	16
B. PÉRIMÈTRE D'APPLICATION.....	17
B.I. TERRITOIRE GÉOGRAPHIQUE CONCERNÉ.....	18
B.II. AUTORISATION D'URBANISME.....	19
C. RÈGLEMENT.....	20
C.I. DÉFINITION DES EAUX ADMISES OU NON DANS LES OUVRAGES PLUVIAUX.....	21
C.I.1. Eaux admises par principe dans les ouvrages pluviaux.....	21
C.I.2. Eaux admises à titre dérogatoire.....	21
C.I.3. Eaux non admises dans le réseau.....	22
C.II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	23
C.II.1. Limiter les ruissellements.....	23
C.II.1.1. Désimperméabiliser et renaturer les sols.....	23
C.II.1.2. Préserver les surfaces d'infiltration.....	26
C.II.1.3. Préserver les zones d'intérêt spécifique.....	27
C.II.2. Interdiction de faire obstacle aux écoulements.....	29
C.II.2.1. Respect d'une distance de sécurité de 5 m de largeur.....	29
C.II.2.2. Maintien des axes d'écoulement à ciel ouvert.....	29
C.II.2.3. Préservation des axes de ruissellement.....	30
C.II.2.4. Respect des sections d'écoulement des collecteurs.....	30
C.II.2.5. Entretiens des cours d'eau et fossés.....	30
C.II.3. Obligation de maîtriser les pollutions entraînées par les eaux pluviales.....	31
C.II.3.1. Réduction des pollutions à la source.....	31
C.II.3.2. Ouvrage de traitement des pollutions.....	33
C.II.4. Gérer de manière intégrée les eaux pluviales.....	38
C.II.4.1. La gestion intégrée des eaux pluviales.....	38
C.II.4.2. Récupération de l'eau de pluie.....	39

C.II.4.3.	<i>Zones de réglementation spécifique.....</i>	<i>41</i>
C.II.4.4.	<i>Dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales.....</i>	<i>45</i>
C.II.5.	Obligation de laisser l'accès aux ouvrages.....	58
C.II.5.1.	<i>Contrôle des ouvrages de gestion des eaux pluviales.....</i>	<i>58</i>
C.II.5.2.	<i>Contrôle de la qualité des rejets.....</i>	<i>58</i>
C.II.5.3.	<i>Contrôle des opérations d'aménagement.....</i>	<i>59</i>
ANNEXES.....		60

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Application du zonage d'eaux pluviales selon le type de projet.....	19
Tableau 2 : Capacité d'infiltration et de filtration des polluants des sols.....	32
Tableau 3 : Adéquations entre les zones de vulnérabilités et les ouvrages de traitement.....	35
Tableau 4 : Impact économique de la réutilisation de l'eau de pluie (basé sur les données 2024).....	40
Tableau 5 : Capacité d'infiltration et de filtration des polluants des sols.....	47

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Surface à considérer dans la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA.....	11
Figure 2 : Schéma de l'équation du « zéro artificialisation nette ».....	25
Figure 3 : Exemples de message de sensibilisation.....	33
Figure 4 : Exemples de grilles.....	33
Figure 5 : Exemple d'un regard de décantation.....	34
Figure 6 : Exemple d'ouvrage de régulation.....	34
Figure 7 : Exemple d'ouvrage de régulation avec un système de surverse.....	35
Figure 8 : Exemple d'un fossé subhorizontal enherbé.....	36
Figure 9 : Exemple d'un bassin routier avec volume mort.....	36
Figure 10 : Conséquences de l'occupation des sols sur les eaux pluviales.....	38
Figure 11 : Exemples de solutions envisageables pour une gestion intégrée des eaux pluviales.....	38
Figure 12 : Co-bénéfices de la gestion intégrée des eaux pluviales.....	39
Figure 13 : Récupérateur d'eau de pluie aérien (gauche) ou enterré (droite).....	40
Figure 14 : Les différents niveaux de service.....	46
Figure 15 : Niveau de service N1.....	47
Figure 16 : Niveau de service N2.....	48
Figure 17 : Coefficient de correction de la pluviométrie à appliquer sur le territoire.....	48
Figure 18 : Niveau de service N3.....	50
Figure 19 : Mesures dérogatoires.....	52
Figure 20 : Coefficient de correction de la pluviométrie à appliquer sur le territoire.....	53
Figure 21 : Exemple de réduction de section.....	54
Figure 22 : Exemple d'ouvrage de régulation avec un système de surverse.....	55
Figure 23 : Exemple d'ouvrage de drainage de fond.....	55
Figure 24 : Exemple d'ouvrage de régulation.....	56

PRÉAMBULE

Du fait de l'urbanisation du territoire, les sols sont de plus en plus imperméabilisés. Cette imperméabilisation a plusieurs conséquences directes :

- Augmentation du risque inondation par ruissellement,
- Sous-alimentation des nappes phréatiques,
- Transport de pollution,
- Réduction de la biodiversité,
- Augmentation des îlots de chaleur,
- Etc.

C'est pourquoi ce zonage d'eaux pluviales s'inscrit dans une stratégie de **gestion intégrée des eaux pluviales**. Ce mode de gestion est basé sur le fonctionnement des sols naturels : l'infiltration des eaux pluviales dans le sol est favorisée, au plus près de l'endroit où tombe la pluie.

L'ensemble des règles qui suit est pensé de manière à, dans un premier temps, **éviter** sinon **réduire** et enfin dans un dernier recourt **compenser** l'impact des projets urbains sur la gestion des eaux pluviales.

A. CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE DU ZONAGE D'EAUX PLUVIALES



A.I. OBJET DU RÈGLEMENT

Le zonage d'eaux pluviales est un outil règlementaire qui s'inscrit dans une démarche prospective permettant **d'assurer la maîtrise des ruissellements et la prévention de la dégradation des milieux aquatiques par temps de pluie**. Cette maîtrise est basée sur la mise en place de prescriptions cohérentes à l'échelle du territoire de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais.

Conformément à l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT, ex-article 35 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992), le zonage d'eaux pluviales doit permettre de délimiter, après enquête publique :

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement [...] :

« 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel, et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. ».

Il s'agit, d'une part (3°), de prendre en compte les facteurs hydrauliques afin de **freiner la concentration des écoulements vers les secteurs aval et réduire le risque d'inondation par ruissellement**, et **d'assurer la préservation des zones naturelles d'expansion des eaux et des zones aptes à leur infiltration**. La participation des aménageurs et des gestionnaires des espaces agricoles est particulièrement attendue. Il s'agit, d'autre part (4°), de **lutter contre les impacts des pollutions** transitées par les réseaux pluviaux vers le milieu naturel ou engendrées par les dysfonctionnements des systèmes d'assainissement inhérents, et ainsi d'assurer la **protection des milieux naturels**. Cette disposition concerne particulièrement les gestionnaires de ces ouvrages.

Le zonage d'eaux pluviales est obligatoire d'après l'article L.2224-10 du CGCT, et ses éléments ont vocation à être intégrés au PLU selon les articles L.151-24 (règlement), R.151-52 et R.151-53 (annexe) du code de l'urbanisme.

Pour atteindre ces objectifs, le zonage doit permettre de :

- Intégrer la problématique des eaux pluviales dans l'aménagement du territoire en respectant au maximum le cycle de l'eau,
- Améliorer la gestion des eaux pluviales,
- Encourager la gestion intégrée des eaux pluviales.

Le règlement du zonage d'eaux pluviales de la CAPV ne se substitue pas aux réglementations générales et locales en vigueur concernant la gestion des eaux pluviales.

A.II. CADRE REGLEMENTAIRE DE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

A.II.1. Cadre législatif national

A.II.1.1. Les codes

Parallèlement aux exigences réglementaires imposées aux collectivités territoriales par le CGCT, le Code Civil, le Code de l'Urbanisme et le Code de l'Environnement imposent des obligations que doivent respecter tous les porteurs de projet (particuliers, collectivités, etc.).

L'ensemble de ces exigences réglementaires imposées aux collectivités et aux particuliers vont dans le même sens : celui de la maîtrise des eaux pluviales. Pour y parvenir, la collectivité peut, par le biais de son zonage d'eaux pluviales et des prescriptions qu'il contient, encourager et aider ses administrés à maîtriser l'impact des eaux pluviales. Toutefois, ceux-ci n'ont pas pour obligation de recourir à ce service public et peuvent gérer les eaux pluviales de leur parcelle sans se rejeter dans le réseau communal, dans le respect des obligations du Code Civil et du Code de l'Environnement.

Ainsi, il n'existe pas d'obligation générale de collecte ou de traitement des eaux pluviales par la collectivité. La collectivité peut donc, selon les cas, autoriser le déversement de tout ou partie des eaux pluviales dans le réseau public. Aussi, la collectivité peut être conduite à collecter et traiter ces eaux avant de les rejeter en aval de leur territoire.

La collectivité n'est pas tenue d'accepter les rejets qui, par leur quantité, leur qualité, leur nature ou leurs modalités de raccordement, ne répondraient pas aux prescriptions du présent zonage d'eaux pluviales.



Code Civil

Le statut général des eaux pluviales est posé par le Code Civil dont les dispositions s'appliquent à tous (particuliers, collectivités, etc.).

A l'article 640 : « Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés, à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »,

A l'article 641 : « Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds. Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur. »,

A l'article 681 : « Tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur les fonds de son voisin. ».

Le Code Civil stipule que le propriétaire ne doit pas empêcher l'écoulement naturel des eaux pluviales provenant d'une parcelle voisine située en amont, ni aggraver l'écoulement naturel des eaux pluviales vers les parcelles voisines situées en aval. Si ce principe n'est pas respecté, une compensation financière ou une obligation de réalisation de travaux peuvent être appliquées.



Code de l'Urbanisme

A l'article L. 421-6 : « Le permis de construire ou d'aménager ne peut être accordé que si les travaux projetés sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des sols, à l'implantation, la destination, la nature, l'architecture, les dimensions, l'assainissement des constructions et à l'aménagement de leurs abords et s'ils ne sont pas incompatibles avec une déclaration d'utilité publique. »,

A l'article R. 111-2 : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations. »,

A l'article L. 111-8 : « L'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux domestiques usées, la collecte et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que l'évacuation, l'épuration et le rejet des eaux résiduaires industrielles doivent être assurés dans des conditions conformes aux règlements en vigueur. »,

Le Code de l'Urbanisme précise les conditions de validation d'un projet lors de son passage devant le service instructeur. En effet, le projet doit s'assurer de respecter les prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales.



Code de la Santé Publique

A l'article L. 1331-1 : « La commune peut fixer des prescriptions techniques pour la réalisation des raccordements des immeubles au réseau public de collecte des eaux usées et des eaux pluviales. ».

L'ensemble des prescriptions techniques relatives à la gestion des eaux pluviales sont présentées dans le règlement du zonage d'eaux pluviales.



Code de l'Environnement

A l'article L.215-14 : « le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. »

De l'article L. 214-1 à L.214-6 :

L'eau est une ressource précieuse qui est dédiée à de nombreux usages. C'est pourquoi tout projet d'installations, d'ouvrages, de travaux ou d'activités (dit « IOTA ») ayant un impact sur l'eau et les milieux aquatiques est soumis à une procédure « au titre de la loi sur l'eau » ([art. L. 214-1 à L.214-6 du code de l'environnement](#)). Deux régimes existent :

- La déclaration, si les conséquences en matière environnementale sont modérées,
- L'autorisation, si ces conséquences sont de nature à compromettre la santé et la sécurité publiques, et à porter atteinte durablement aux équilibres naturels des écosystèmes aquatiques.

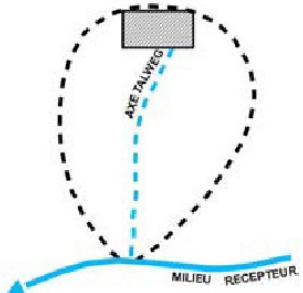
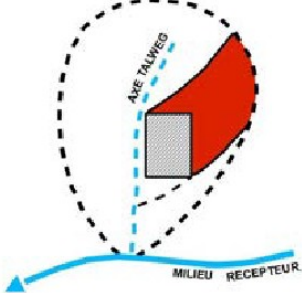
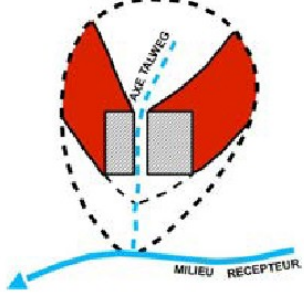
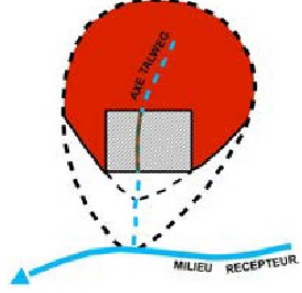
Pour savoir si votre projet est soumis à déclaration ou à autorisation, vous devez consulter la nomenclature « IOTA » annexée à l'article L.214-1 du code de l'environnement .

¹ https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000046519587

La rubrique 2.1.5.0 de cette nomenclature porte sur les rejets d'eaux pluviales :

« 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

- 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) ;
- 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D). »

Configuration géographique				
Analyse	a) L'emprise du projet n'intercepte pas d'écoulements naturels en provenance de l'amont : • projet en tête de versant, • projet en plaine alluviale.	b) L'emprise du projet intercepte des écoulements naturels en provenance de l'amont ruisselant en nappe : • projet sur un versant.	c) L'emprise du projet intercepte des écoulements naturels en provenance de l'amont ruisselant en nappe et est traversé par des écoulements concentrés (thalweg...) qu'il ne modifie pas : • projet sur un val préservé.	d) L'emprise du projet intercepte des écoulements naturels en provenance de l'amont ruisselant en nappe et est traversé par des écoulements concentrés (thalweg...) qu'il modifie : • projet sur un val modifié.
Surface totale à considérer	Emprise du projet	Emprise du projet ⊕ Surface du bassin versant naturel amont intercepté (ruissellement en nappe)	Emprise du projet ⊕ Surface du bassin versant naturel amont intercepté (ruissellement en nappe).	Emprise du projet ⊕ Surface du bassin versant naturel amont intercepté (ruissellement en nappe) ⊕ Superficie du bassin versant drainé par l'axe d'écoulement en amont du projet.

Source : Cereg

Figure 1 : Surface à considérer dans la rubrique 2.1.5.0 de la nomenclature IOTA

Un projet soumis à la « loi sur l'eau » doit également respecter le présent règlement.

A.II.1.2. Les lois



Loi ALUR

La **loi ALUR (ou Accès au Logement et Urbanisme Rénové) n°2014-366 du 24 mars 2014** définit des mesures relatives à la densification urbaines et aux stationnements des activités commerciales² :

- Les surfaces au sol des aires de stationnement sont abaissées au ¾ de la surface de plancher des bâtiments affectés au commerce,
- Les espaces paysagers en pleine terre, les surfaces réservées à l'auto-partage et les places de stationnement dédiées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduits de l'emprise au sol des surfaces affectées au stationnement,
- La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface.



Loi Biodiversité

La **loi n° 2016-1087 du 9 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages** vient compléter l'article L. 111-19 du code de l'urbanisme par trois alinéas ainsi rédigés :

« Pour les projets mentionnés à l'article L. 752-1 du code de commerce, est autorisée la construction de nouveaux bâtiments uniquement s'ils intègrent :

« 1° Sur tout ou partie de leurs toitures, et de façon non exclusive, soit des procédés de production d'énergies renouvelables, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit d'autres dispositifs aboutissant au même résultat » ;

« 2° Sur les aires de stationnement, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols. »



Loi Climat et résilience

L'artificialisation des sols est à l'origine de nombreuses problématiques environnementales telles que le changement climatique, le renforcement des îlots de chaleur, l'amplification des risques inondations, la perte de la biodiversité. Afin de répondre à celles-ci, la **loi Climat et résilience du 22 août 2021** fixe un objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon 2050.

L'artificialisation est définie dans l'article 192 de la loi Climat et résilience comme "l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage". Cette définition, générale, s'applique également à l'échelle des projets, par exemple dans le cadre des évaluations environnementales.

A l'échelle des documents de planification et d'urbanisme, l'artificialisation s'apprécie au travers d'une nomenclature des surfaces artificialisées (ex : sols imperméabilisés en raison du bâti) et non artificialisées (ex : sols végétalisés à usage sylvicole) annexée à l'article R. 101 du code de l'urbanisme.

Les collectivités territoriales sont dans l'obligation de réduire les surfaces artificialisées sur leur territoire, dans l'objectif d'avoir zéro artificialisation nette à l'horizon 2050.

Tous les sols qui ne sont pas des espaces naturels, agricoles ou forestiers ou perméables (parcs, jardins, etc.) sont considérés comme des surfaces artificialisées.

²Commerce soumis à l'autorisation d'exploitation commerciale prévue aux 1° et 4° du I de l'article L. 752-1 du code de commerce et à l'autorisation prévue au 1° de l'article L. 212-7 du code du cinéma et de l'image animée

 Loi ELAN

Depuis le 1^{er} janvier 2020, et l'entrée en vigueur de la **loi ELAN (Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique)**, l'étude géotechnique fait partie des diagnostics obligatoires à fournir lors d'une vente immobilière. Cependant, cette obligation ne s'applique pas à tous les projets.

L'article L132-5 du code de la construction et de l'habitation stipule :

« En cas de vente d'un terrain non bâti constructible, une étude géotechnique préalable est fournie par le vendeur. Cette étude est annexée à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente. En cas de vente publique, l'étude est annexée au cahier des charges. Elle reste annexée au titre de propriété du terrain et suit les mutations successives de celui-ci. Les ventes de terrains non bâtis destinés à la construction dans des secteurs où les dispositions d'urbanisme applicables ne permettent pas la réalisation de maisons individuelles n'entrent pas dans le champ d'application du présent article. ».

Ainsi, la loi ELAN impose la réalisation d'une étude géotechnique pour les terrains situés en zone retrait gonflement des argiles d'aléa moyen ou fort.

Il s'agit d'une étude G1 pour la vente d'un terrain à bâtir puis d'une étude G2 pour les constructions neuves, mais également les extensions, ou tous travaux qui impactent le système d'écoulement des eaux pluviales. Seules les extensions inférieures à 20 m² et désolidarisées du bâtiment existant sont exonérées d'étude de sol. Cette étude de sol G2 est à la charge du constructeur.

A.II.2. Règlementation locale

 Doctrine Direction Départementale des Territoires de Rhône Alpes

La doctrine de gestion des eaux pluviales est rattachée à la rubrique 2.1.5.0 de l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement. Lors de l'élaboration du projet, il convient de vérifier les dernières préconisations en vigueur. En mai 2024, les grands principes de gestion des eaux pluviales à suivre sont :

- **L'infiltration doit être privilégiée.** La gestion des eaux pluviales au plus près de la source étant un principe à encourager, l'infiltration in situ sera étudiée préalablement à toute autre technique,
- **Les techniques simples et fiables demandant un entretien limité sont à privilégier** : fossés et noues de collecte, de stockage et/ou d'infiltration... Un surstockage sur espaces verts, sur parking ou voirie n'est pas à exclure pour les pluies rares.

La doctrine donne également des préconisations précises comme :

- Des sondages représentatifs du sol et sous-sol, avec des mesures de perméabilité seront réalisés au droit des ouvrages prévus et démontreront la faisabilité (ou non) de l'infiltration,
- La fréquence d'inondation retenue sera justifiée vis à vis des enjeux présents, et notamment si elle est inférieure à la norme. Dans tous les cas, la sécurité des personnes et des biens devra être assurée lors des événements pluvieux exceptionnels (au moins Q100),
- Si l'infiltration est impossible, le débit de fuite doit être :
 - Proportionnel à l'occurrence de la pluie,
 - Justifié au regard des potentialités du milieu récepteur,
- L'orifice de fuite sera limité au minimum à 60 mm de diamètre afin d'éviter les phénomènes d'obstruction,
- Le volume de rétention pourra être défini par la « méthode des pluies » ou la « méthode des volumes »,
- Dans tous les cas où un déversoir est aménagé, celui-ci sera dimensionné au minimum pour un débit d'occurrence centennale et sa stabilité vis-à-vis des érosions sera démontrée.

Des prescriptions techniques supplémentaires pourront être imposées par le service en charge de la police de l'eau, en particulier si l'aval hydraulique du projet est particulièrement sensible au risque inondation.

Dans les cas de figure où les projets échappent à la Loi sur l'Eau (surface de l'opération augmentée du bassin versant intercepté < 1 ha ou bien rejet dans le réseau collectif), les communes, par l'intermédiaire de leur zonage d'eaux pluviales, doivent donc imposer des mesures compensatoires opposables aux tiers pour ce type d'opération.



Plan Local d'Urbanisme

Le règlement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut imposer des prescriptions sur les eaux pluviales opposables aux constructeurs et aménageurs dans le cadre de projet urbain à l'échelle d'une commune ou d'une intercommunalité.

En cas d'absence de PLU, les prescriptions à respecter proviennent du Règlement National de l'Urbanisme (RNU).

Le règlement du zonage d'eaux pluviales est compatible avec le règlement du PLU.



Risques naturels

L'affichage réglementaire des risques naturels est assuré par les plans de prévention des risques (PPR) et les documents valant PPR (arrêtés R111-3, PERI, PER, PSS). Ces documents sont majoritairement annexés aux documents d'urbanisme. Ils valent servitude d'utilité publique (SUP) et s'imposent donc à toutes les autorisations.

Cependant, la connaissance des risques peut évoluer et de nouvelles cartes des aléas peuvent être élaborées :

- Si la commune est couverte par une SUP, la carte des aléas produite complète la connaissance (au titre du R111-2 du code de l'urbanisme) mais ne substitue pas à la SUP,
- Si la commune n'est pas couverte par une SUP, la carte des aléas peut directement être prise en compte en urbanisme au titre du R111-2 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, ces documents sont en constante évolution pour prendre en compte les évolutions de doctrine et les retours d'expérience. C'est pourquoi il est conseillé aux porteurs de projet de contacter le service risque de la DDT de l'Isère.

En cas d'absence de SUP et de cartes d'aléas, une étude des pentes permet de déterminer sur les communes concernées les zones potentiellement soumises à des glissements de terrain.

A.III. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS CADRES

A.III.1. SDAGE

Le 18 mars 2022, le comité de bassin a adopté le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) qui fixe la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027 et a donné un avis favorable au programme de mesures (PDM) qui définit les actions à mener pour atteindre cet objectif. Ces documents sont entrés en vigueur le 4 avril 2022 suite à la publication au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'approbation du préfet du 21 mars 2022.

Le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée 2022-2027 donne deux objectifs concernant les eaux pluviales dans la disposition 5A-04 intitulée « Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées » :

- **Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols,**
- **Réduire l'impact des nouveaux aménagements** : « Tout projet doit viser a minima la **transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source** (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur (protection de la qualité des eaux souterraines, protection des captages d'eau potable...), à l'exception des dispositifs visant la rétention des pollutions. »

Dans le même sens, la disposition 8-05 préconise la limitation du ruissellement à la source et donne plusieurs leviers d'action :

- Limiter l'imperméabilisation des sols et l'extension des surfaces imperméabilisées,
- Favoriser les actions de désimperméabilisation quelle que soit leur échelle,
- Favoriser ou restaurer l'infiltration des eaux en milieu urbain comme en milieu rural,
- Favoriser le recyclage des eaux de toiture,
- Favoriser les techniques d'infiltration à la parcelle ou de stockage des eaux de ruissellement (chaussées drainantes, parking en nid d'abeille, toitures végétalisées...),
- Maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales, notamment en limitant l'apport direct des eaux pluviales au réseau,
- Préserver les éléments du paysage déterminants dans la maîtrise des écoulements, notamment au travers du maintien d'une couverture végétale suffisante et des zones tampons pour éviter l'érosion et l'aggravation des débits en période de crue, et restaurer les éléments du paysage dégradés dont le potentiel de contribution à la gestion du ruissellement est avéré,
- Préserver ou restaurer les fonctions hydrauliques des zones humides,
- Eviter le comblement, la dérivation et le busage des vallons dits secs qui sont des axes d'écoulement préférentiel des eaux de ruissellement.

Le SDAGE donne également des préconisations afin de **limiter le transport de pollutions au milieu naturel** : « En ruisselant sur les surfaces imperméabilisées des agglomérations, les eaux de pluie se chargent en polluants, en particulier en micropolluants (HAP, métaux lourds) et en matières en suspension sources de pollution microbiologique, voire parasitaire. Cette pollution par les eaux pluviales pose un problème pour l'atteinte du bon état des eaux et pour l'exercice d'usages sensibles (production d'eau potable, baignade, conchyliculture...). [...] La priorité est aujourd'hui de **favoriser la rétention à la source et l'infiltration pour limiter préventivement les ruissellements des eaux de pluie qui se chargent en polluants**. Ce type d'actions est à bénéfices multiples : limitation des pollutions, mais aussi du risque d'inondation lié au ruissellement, intégration dans des projets d'urbanisme visant le retour de la nature en ville et la lutte contre la chaleur urbaine, contribution à la recharge des nappes... En outre, ces actions constituent des mesures d'adaptation au changement climatique qui conduit à des étés plus chauds et secs et à des régimes de précipitations plus violents. »

Le présent zonage d'eaux pluviales s'inscrit dans la gestion des eaux pluviales préconisée par le SDAGE RM 2022-2027, favorisant une gestion de ces eaux à la source et par infiltration.

A.III.2. PGRI

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) fixe les objectifs de la prévention des inondations dans chaque bassin, il vise la réduction des conséquences négatives des inondations sur la santé humaine, l'activité économique, l'environnement et le patrimoine culturel.

Le PGRI Rhône Méditerranée 2022-2027 prône également une limitation du ruissellement à la source via la disposition D.2-4, dans laquelle il reprend les éléments du SDAGE décrits dans le paragraphe précédent.

A.III.3. SCoT de la Grande Région de Grenoble

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Grande Région de Grenoble donne, tout comme le SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027, des objectifs et des orientations.



Gestion des eaux pluviales

Afin de favoriser une gestion durable des eaux pluviales, les collectivités territoriales doivent :

- Prévoir l'intégration des dispositifs de gestion des eaux pluviales dès la conception des projets d'aménagement, architecturaux et paysagers,
- Privilégier une gestion des eaux pluviales à l'échelle de la parcelle en favorisant l'infiltration,
- Encourager la récupération des eaux pluviales,
- Privilégier une gestion des eaux pluviales en surface ou des ouvrages à l'air libre afin de faciliter l'infiltration et garder la mémoire de l'eau,
- Favoriser le recours aux solutions fondées sur la nature,
- Limiter l'imperméabilisation des sols.



Adaptation au changement climatique

Dans le but de s'adapter au changement climatique et réduire les îlots de chaleur, les documents d'urbanisme locaux doivent veiller à limiter l'imperméabilisation, préserver et développer la présence de l'eau au sein des espaces urbains, mais aussi à préserver et développer les plantations d'arbres, les espaces verts et la végétation au sein des espaces urbains.



Protection des zones humides

Afin de protéger les zones humides, les documents d'urbanisme locaux doivent rendre ces zones inconstructibles, y compris en zone urbaine. En cas de constructibilité autorisée à titre exceptionnel, ces documents doivent encadrer les capacités de construction pour éviter toute dégradation excessive de la zone humide. D'autres part, ces documents doivent également mettre en place des mesures permettant d'éviter l'imperméabilisation des sols, l'affouillement et l'exhaussement ainsi que le drainage.



Traitement de pollutions des eaux pluviales

Lorsqu'une source de pollution chronique des eaux pluviales a été identifiée, les collectivités doivent gérer ces eaux pluviales potentiellement polluées. Le choix des ouvrages de traitement doit être adapté au site et au projet, et cohérent avec l'état initial et les enjeux.



Prévention des risques naturels

Afin de prévenir et limiter les risques majeurs, les collectivités locales et les documents d'urbanisme doivent éviter d'aggraver les risques à l'aval en maîtrisant l'imperméabilisation des sols. Des mesures doivent également être mis en place pour réduire les impacts des apports supplémentaires d'eaux pluviales générés par l'imperméabilisation des sols.

B. PÉRIMÈTRE D'APPLICATION



B.I. TERRITOIRE GÉOGRAPHIQUE CONCERNÉ

Le zonage d'eaux pluviales s'applique à **l'intégralité des communes de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais**, dans les zones urbaines (U), les zones à urbaniser (AU), les zones agricoles (A) et les zones naturelles (N) des PLU de chaque commune. Ce zonage s'applique également sur les territoires de communes possédant une carte communale.

Le patrimoine de la CAPV en termes d'eaux pluviales est constitué des réseaux de collecte des eaux pluviales strictes situés dans les emprises publiques, soit les réseaux enterrés et aériens (fossés, caniveaux, ...), et des ouvrages de gestion des eaux pluviales : puits d'infiltration, bassins d'infiltration ou de stockage/restitution, noues, tranchées drainantes, ... En revanche, les réseaux enterrés et aériens ne collectant que des eaux de voirie ou qui gèrent uniquement des eaux de ruissellement ne font pas partie du patrimoine de la CAPV.

En dehors du domaine de compétence de l'agglomération, la gestion des eaux pluviales relève d'autres acteurs, notamment :

- Les eaux pluviales s'abattant sur des voiries : les services compétents sont alors les gestionnaires de voirie : le département de l'Isère concernant les voiries départementales, etc.,
- Les écoulements de la Morge, la Fure, la Roize et leurs affluents : le Syndicat Mixte des Bassins Hydrauliques de l'Isère (SYMBHI) est compétent en gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sur ces bassins versants,
- Les écoulements de l'Ainan et ses affluents : le Syndicat Interdépartemental d'Aménagement du Guiers et de Ses Affluents (SIAGA) est compétent en gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sur ce bassin versant,
- Les écoulements de la Bourbre et ses affluents : l'Epage de la Bourbre est compétent en gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations sur ce bassin versant,
- Dans la plaine de l'Isère sur les communes de La Buisse, Moirans, Saint-Jean-de-Moirans, Tullins et Voreppe : l'Union des Associations Syndicales de l'Isère, du Drac et de la Romanche qui regroupe douze associations syndicales dont trois sur le territoire de la CAPV, est gestionnaire des fossés et ouvrages de drainage en aérien.

B.II. AUTORISATION D'URBANISME

Le zonage d'eaux pluviales s'applique aux projets engendrant de nouvelles surfaces artificialisées :

- **Quel que soit l'exutoire des ouvrages de gestion des eaux pluviales** : le réseau d'eau pluvial collectif (aérien ou enterré), le milieu naturel ou le sous-sol (infiltration),
- Dès lors que la superficie des **surfaces artificialisées engendrées est supérieure ou égale à 40 m²**.

Pour tout projet inférieur à 40 m² de surface artificialisée, l'application du zonage d'eaux pluviales est recommandée. En revanche, lors de plusieurs projets de petites surfaces, le service instructeur se réserve le droit d'obliger l'application du zonage.

Les cas particuliers suivants sont à prendre en compte :

Type de projet	Application du zonage d'eaux pluviales	
	Projet nécessitant une autorisation d'urbanisme	Projet ne nécessitant pas d'autorisation d'urbanisme
Projet entraînant l'artificialisation de nouvelles surfaces Exemples : extension bâti, création d'annexe, terrasse, piscine, stationnement, accès, route, etc.	OBLIGATOIRE*	OBLIGATOIRE*
Projet consistant en une intervention sur une surface artificialisée existante NE RESPECTANT PAS le présent règlement Exemples : démolition-reconstruction, modification du revêtement de stationnement, accès, etc.	OBLIGATOIRE*	OBLIGATOIRE*
Projet consistant en une intervention sur une surface artificialisée existante RESPECTANT le présent règlement Exemples : démolition-reconstruction, modification du revêtement de stationnement, accès, etc.	NON CONCERNE	NON CONCERNE
Projet de modification du bâti existant, sans modification de l'emprise au sol Exemples : ravalement de façade, modification des volets, portes, fenêtres, toitures, surélévation du bâtiment sans modification de son emprise au sol	RECOMMANDEE	RECOMMANDEE
Projet de reconstruction à l'identique après sinistre	RECOMMANDEE	RECOMMANDEE

Tableau 1 : Application du zonage d'eaux pluviales selon le type de projet

C. RÈGLEMENT



C.I. DÉFINITION DES EAUX ADMISES OU NON DANS LES OUVRAGES PLUVIAUX

C.I.1. Eaux admises par principe dans les ouvrages pluviaux

Les **ouvrages pluviaux**, qu'ils soient enterrés (canalisation, cadre, bassin, etc.) ou aériens (noue, fossé, caniveau, bassin, etc.), ont **vocation à véhiculer les eaux provenant des précipitations atmosphériques** (pluie, neige, grêle) mais également, du fait des pratiques usuelles, les eaux d'arrosage.

L'ensemble de ces eaux rejoignent ces ouvrages par ruissellement sur les bâtis, les jardins, les voies publiques, privées, les cours d'immeuble, etc.

C.I.2. Eaux admises à titre dérogatoire

Les **eaux de vidange des piscines privées et publiques, des fontaines et des bassins d'ornement** à usage exclusivement domestique, sont **admises** dans le réseau **sous réserve du respect de l'ensemble des prescriptions techniques du présent règlement**, notamment en termes de débit et de qualité. En complément, il est demandé de s'assurer **que le pH des eaux rejetées est compris entre 5,5 et 9,5**. Cela nécessite **d'arrêter tout traitement a minima 10 jours avant la vidange**.

Concernant les **sources naturelles**, si ces eaux sont fortement chargées en calcaire, leur rejet dans les ouvrages pluviaux pourrait entraîner un risque de colmatage. Par conséquent, **en première solution, ces eaux doivent être rejetées dans le milieu naturel**. En cas d'incapacité avérée (justification à l'appui), une demande de dérogation peut être formulée auprès du service compétent. Une **convention spécifique sera alors conclue avec la collectivité**.

D'autres **conventions spécifiques** peuvent être conclues avec la collectivité pour organiser au cas par cas, le déversement :

- Après autorisation et sous le contrôle du service compétent de la CAPV,
- Si les eaux rejetées :
 - N'apportent aucune pollution bactériologique, phytosanitaires, physico-chimique et organoleptique dans les ouvrages et/ou dans le milieu récepteur,
 - Ne créent pas de dégradation aux ouvrages pluviaux, ni de gêne dans leur fonctionnement,

Un prétraitement adapté peut s'avérer nécessaire. Une justification technique devra être fournie au service compétent de la CAPV,

- Uniquement pour les eaux issues de :
 - Rabattement de nappe,
 - Chantiers,
 - Plateformes agricoles,
 - Procédé industriel.

Les paramètres physico-chimiques généraux des eaux admises à titre dérogatoire dans le réseau pluvial (eaux listées ci-dessus) devront être conformes à la classe d'état « Moyen » attendue des eaux de surface dans le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée. Par exemple, le pH devra être compris entre 5,5 et 9,5.

Les règles d'évaluation de l'état des eaux de surface sont définies au niveau national par un arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement.

La mise en œuvre de la Directive-cadre sur l'eau (DCE) s'effectue selon un cycle de gestion de six ans. Les objectifs à atteindre et les mesures à mettre en place sont mis à jour au terme de chaque cycle. Ainsi, l'arrêté du 25 janvier 2010 est modifié à chaque nouveau cycle. L'arrêté en vigueur à ce jour est l'arrêté du 9 octobre 2023³.

³ <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048347187>

C.I.3. Eaux non admises dans le réseau

Tous les autres types d'eau sont exclus :

- Les eaux usées, sauf effluent épurés de stations autonomes si écoulement pérenne,
- Toutes les eaux listées dans le paragraphe précédent (eaux de vidange des piscines publiques et privées, des fontaines et des bassins d'ornement, les sources, issues des chantiers, industrielles et agricoles, etc.) ne respectant pas le présent règlement, notamment en termes de débit et de qualité,
- Toutes les eaux listées dans le paragraphe précédent (eaux de vidange des piscines publiques et privées, des fontaines et des bassins d'ornement, les sources, issues des chantiers, industrielles et agricoles, etc.) ne respectant pas les seuils de l'état « Moyen » attendue des eaux de surface dans le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée pour les paramètres physico-chimiques généraux,
- Etc.

Sont strictement **INTERDITS** les déversements de matière solides, liquides ou gazeuse susceptibles d'être la cause directe ou indirecte :

- D'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement,
- D'une dégradation de ces ouvrages, ou d'une gêne dans leur fonctionnement,
- D'une nuisance envers la préservation de la qualité du milieu récepteur exutoires (rejets de produits toxiques, d'hydrocarbures, de boues, gravats, goudrons, graisses, déchets végétaux, etc.),
- D'une atteinte à l'environnement naturel, ou au confort du voisinage.

Ces matières devront être évacuées par des réseaux et moyens adaptés.

C.II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

C.II.1. Limiter les ruissellements

C.II.1.1. Désimperméabiliser et renaturer les sols

L'imperméabilisation des sols correspond au recouvrement d'un sol par un matériau imperméable (tel que l'enrobé ou le béton), qui réduit la capacité d'infiltration de l'eau.

Elle est différente de la notion d'artificialisation au sens de la loi Climat et Résilience (2) qui définit l'artificialisation « **comme l'altération durable** de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, **hydriques** et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage ».

L'imperméabilisation des sols engendre de nombreuses conséquences négatives : saturation et débordement des systèmes d'assainissement, moindre alimentation des nappes souterraines, augmentation des volumes ruisselés, aggravation des inondations et des îlots de chaleur en ville, etc.

A travers la disposition 5A-04, intitulée « Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées », le SDAGE du bassin Rhône Méditerranée 2022-2027 ambitionne la construction de villes « perméables ».

Le SDAGE ne s'oppose pas à l'urbanisation, mais donne des outils pour que construire ne perturbe pas le cycle naturel de l'eau. Parce qu'**un cycle naturel de l'eau perturbé, ce sont des conséquences non seulement au niveau environnemental, mais aussi pour la qualité de vie en ville.**

Ainsi, la disposition 5A-04 s'inscrit dans la dynamique de nombreuses politiques publiques (loi Alur, plan nature en ville...), cette disposition contribue à 3 orientations fondamentales du SDAGE : lutter contre les pollutions (OF5), prévenir les risques d'inondation (OF8) et anticiper les effets du changement climatique (OF0).

S'appuyant sur les dispositifs réglementaires en vigueur et s'inscrivant dans l'objectif général de non-dégradation de la ressource en eau et des milieux aquatiques, la disposition 5A-04 met d'abord en avant l'**évitement de l'imperméabilisation nouvelle des sols**, notamment lors de l'ouverture des zones à l'urbanisation. Cette phase est essentielle et préalable à toutes les autres actions. En parallèle, tout nouvel aménagement doit **réduire ses impacts sur le cycle de l'eau**. Enfin, si le scénario de développement des zones urbanisées retenu a des effets résiduels, la **compensation des effets de l'imperméabilisation** doit être recherchée à l'échelle des documents de planification.

La disposition 5A-04 s'adresse à tout maître d'ouvrage public ou privé. Toutefois, le SDAGE cible particulièrement les documents de planification d'urbanisme (SCoT et PLU) pour organiser cette désimperméabilisation à la bonne échelle. Il « incite à ce que les documents de planification d'urbanisme (SCoT et PLU) prévoient, en compensation de l'ouverture de zones à l'urbanisation, la désimperméabilisation de surfaces déjà aménagées. (...), **la surface cumulée des projets de désimperméabilisation visera à atteindre 150 % de la nouvelle surface imperméabilisée** ».

La DDT est l'interlocuteur des collectivités pour les aider à appliquer cette disposition.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse a établi un guide pour aider les collectivités compétentes en matière d'urbanisme ou de gestion des eaux ainsi que les porteurs de projet à concevoir des aménagements respectueux de l'écoulement naturel des eaux pluviales⁴.

⁴ <https://territoire-environnement-sante.fr/espace-documentaire/vers-la-ville-permeable-desimpermeabiliser-les-sols>

C.II.1.1.1. Pourquoi désimperméabiliser les sols ?

Un sol est considéré imperméable lorsqu'un matériau recouvrant la surface du sol réduit sa capacité d'infiltrer l'eau dans le sous-sol.

La désimperméabilisation des sols a pour objectif de rendre de nouveau perméable les sols afin de :

- Réduire les risques inondation en favorisant l'infiltration sur des surfaces perméables,
- Préserver les ressources naturelles en permettant l'alimentation des nappes phréatiques,
- Réintroduire la nature en ville et favoriser ainsi le développement de la biodiversité, tout en réduisant les îlots de chaleur.

C.II.1.1.2. Quels peuvent être les leviers pour désimperméabiliser les sols ?



Les leviers techniques

Ces leviers résident dans l'utilisation de solutions de gestion des eaux alternatives à l'usage du tout tuyau, qui peuvent être couplées à la réintroduction de la nature en ville.

Ainsi, la mise en œuvre d'une gestion intégrée et à la source des eaux pluviales favorise la désimperméabilisation.

L'ensemble de ces solutions sont disponibles dans le guide du porteur de projet présent en annexe de ce règlement. Davantage d'informations sur la gestion intégrée des eaux pluviales sont présentés dans le paragraphe C.II.4.1 La gestion intégrée des eaux pluviales en page 38 du présent règlement.



Les leviers opérationnels

Des outils d'aménagement et des dispositions peuvent être mises en place dans les plans locaux d'urbanisme afin de limiter l'imperméabilisation. Le zonage d'eaux pluviales du Pays Voironnais fait partie de ces leviers.

Des outils de l'aménagement (concession d'aménagement, cahiers des prescriptions architecturales, urbaines et paysagères, cahiers des charges de cession de terrain) peuvent également être mobilisés pour favoriser la désimperméabilisation en inscrivant dans la conception des projets des dispositions en faveur de l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle, de revêtements perméables des stationnements, ou encore d'espaces végétalisés.



Les leviers économiques

Lorsque des projets favorisent la désimperméabilisation et proposent la mise en œuvre d'ouvrages assurant une gestion intégrée et à la source des eaux pluviales, des aides peuvent être apportées au porteur de projet par l'agence de l'eau Rhône Méditerranée. Cette aide est accordée des collectivités publiques. Des informations détaillées sont disponibles sur le site de l'agence de l'eau⁵.

Il peut également y avoir des aides indirectes en fonction des objectifs et de la nature du projet (lutte contre l'effet îlot de chaleur urbain, restauration de continuité écologique, renaturation pour expansion des crues, végétalisation de toitures, friches urbaines en renouvellement, aménagement d'espaces publics, etc.).

L'objet principal de l'opération n'est pas uniquement la désimperméabilisation des sols, mais peut comporter d'autres volets qui peuvent mobiliser d'autres sources financières.

Les projets soumis au présent zonage d'eaux pluviales doivent mettre en œuvre une gestion intégrée et à la source des eaux pluviales.

⁵ https://www.eaurmc.fr/jcms/vmr_6992/fr/aide-ameliorer-la-collecte-des-eaux-usees-et-le-fonctionnement-des-reseaux-d-assainissement-par-temps-de-pluie

C.II.1.1.3. La renaturation des sols : une solution face au changement climatique

L'article L101-2-1 du code de l'urbanisme caractérise la renaturation d'un sol comme une action « de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé ». Elle constitue l'une des deux variables de l'équation du « zéro artificialisation nette ».



Source : Schéma issu du carnet hors-série de mars 2022 de l'agence d'urbanisme d'agglomérations de Moselle

Figure 2 : Schéma de l'équation du « zéro artificialisation nette »

La couverture végétale des sols joue un rôle dans la protection contre l'érosion hydrique de surface :

- La végétation permet de maintenir les sols grâce aux systèmes racinaires,
- La végétation peut exercer un effet favorable sur la sédimentation des particules, grâce à des processus de piégeage et de rétention d'une partie des sédiments érodés à l'intérieur d'un bassin versant,
- La végétation permet de lutter contre le ruissellement, en augmentant l'infiltration de l'eau.

Les projets doivent intégrer une végétalisation des sols non imperméabilisés, et ce y compris dans les zones agricoles.

Chaque opération de renaturation doit être pensée au vu des caractéristiques du site, du sol, du contexte climatique, et du niveau d'artificialisation avec trois principaux types d'intervention :

- Travail (principalement décompactage) sur les sols les plus dégradés,
- Végétalisation du site, qui vise généralement l'installation d'espèces locales pouvant faire concurrence aux espèces invasives et ligneuses,
- Entretien (mécanique ou non) plusieurs fois par an sans produits phytosanitaires.

C.II.1.2. Préserver les surfaces d'infiltration

Le ruissellement a longtemps été sous-estimé dans la gestion des inondations. Mais l'accroissement continu des surfaces imperméabilisées et artificialisées (rurales et urbaines), couplé à l'augmentation des pluies intenses du fait des changements climatiques, font aujourd'hui de la question des inondations par ruissellement un sujet qui prend de l'ampleur, pour un nombre croissant de territoires.

Le zonage d'eaux pluviales via le facteur de charge a pour vocation de mettre en cohérence les surfaces nouvellement artificialisées avec les emprises disponibles pour l'infiltration.

Le facteur de charge (FC) est le rapport entre la surface active (SA) raccordée à une surface d'infiltration (SI).

$$FC = \frac{SA}{SI}$$

A noter : une surface d'infiltration n'est pas forcément de la pleine terre. Il peut s'agir de stationnements en galets par exemple.

Les projets soumis au présent zonage d'eaux pluviales doivent respecter un facteur de charge d'au maximum 12.

Le facteur de charge est au minimum de 1 pour une surface n'infiltrant que la pluie qui tombe sur son emprise, sans apport extérieur (toiture végétalisée, revêtement perméable). Un ouvrage présentant un FC de 12 gère les eaux de ruissellement d'une surface 12 fois supérieure.

Exemple de calcul du facteur de charge dans le cadre d'un projet :

Pour un projet comprenant 100 m² de toiture, deux places de stationnement perméable d'une surface totale de 20 m² et une surface imperméable de 10 m² supplémentaires (terrasses, etc.). La surface totale du projet est donc de 130 m².

Si les deux places de stationnement perméables (20 m²) permettent l'infiltration de l'ensemble des eaux récoltées sur la surface projet (130 m²) alors le facteur de charge relatif à ce projet est de **6,5**.

$$FC = \frac{SA}{SI} = \frac{130}{20} = 6,5$$

C.II.1.3. Préserver les zones d'intérêt spécifique

→ Cf. Carte n°1 : Zones d'intérêts spécifiques à préserver

Les zones d'intérêt spécifique en plus d'être des milieux environnementaux riches, participent à la gestion des eaux pluviales, en particulier en limitant les ruissellements.

Les projets doivent donc veiller à préserver ces enjeux environnementaux :

- Zones humides,
- Réservoirs de biodiversité,
- Haies,
- Espaces boisés,
- Etc.

C.II.1.3.1. Cas particulier des zones humides

Selon la définition de l'article L.211-1 du code de l'environnement, « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Face à l'évolution du changement climatique, le SDAGE 2022-2027 conforte les approches préventives devant les approches curatives onéreuses et potentiellement mal adaptées : l'objectif est de ménager les milieux aquatiques et humides pour éviter que la situation ne se dégrade plutôt que de prendre des mesures curatives lourdes avant même que la situation ne le justifie. **Plus les milieux aquatiques et humides seront en bon état meilleurs seront leurs capacités d'adaptation écologique au changement climatique.** Ainsi la **préservation des zones humides** est au cœur du SDAGE Rhône Méditerranée.

Le SDAGE 2022-2027 dans sa disposition 6B-03 maintient le principe d'une valeur guide de « 2 pour 1 » relative aux mesures compensatoires en cas de destruction résiduelle sur une zone humide, après avoir cherché à éviter, puis à réduire tout impact :

- Une compensation minimale à hauteur de 100% de la surface détruite par la création ou la restauration de zone humide fortement dégradée, en visant des fonctions équivalentes à celles impactées par le projet. En cohérence avec la disposition 2-01, cette compensation doit être recherchée en priorité sur le site impacté ou à proximité de celui-ci. Lorsque cela n'est pas possible, pour des raisons techniques ou de coûts disproportionnés, cette compensation doit être réalisée préférentiellement dans le même sous bassin ou, à défaut, dans un sous bassin adjacent et dans la limite de la même hydro-écorégion de niveau 1,
- Une compensation complémentaire par l'amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées, situées prioritairement dans le même sous bassin ou dans un sous bassin adjacent et dans la limite de la même hydro-écorégion de niveau 3.

Ainsi, lorsque la réalisation d'un projet conduit à la disparition d'une surface de zones humides ou à l'altération de leurs fonctions, les mesures compensatoires prévoient la restauration de zones humides existantes dégradées voire fortement dégradées. Cette compensation doit viser une valeur guide de 200 % de la surface perdue. L'application de cette séquence doit toutefois être appliquée de façon proportionnée aux enjeux en présence.

Ainsi, la disposition 6B-03 s'applique de façon indiscutable dès lors que les impacts sur les zones humides sont significatifs. Le **seuil de 1000 m²** est défini par la nomenclature loi sur l'eau (rubrique 3.3.1.0 de l'article R214-1 du code de l'Environnement) comme la surface au-delà de laquelle les impacts sont suffisamment importants pour justifier que le projet soit déclaré auprès de l'administration. **Au-dessus de ce seuil, la disposition 6B-03 doit être appliquée.**

Si les zones humides impactées sont inférieures au seuil de 1000 m² et que le projet fait tout de même l'objet d'une instruction administrative (IOTA, ICPE ou déclaration d'utilité publique hors rubrique 3.3.1.0 de l'article R214-1 du code de l'Environnement), il revient au service instructeur d'apprécier la bonne proportionnalité des mesures compensatoires proposées.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse a établi une note technique pour accompagner la mise en œuvre des mesures compensatoires⁶.

⁶ <https://rhone-mediterranee.eaufrance.fr/planification-de-bassinschema-directeur-damenagement-et-de-gestion-des-eaux-sdage/guides-et-notes>

C.II.1.3.2. Pourquoi préserver les zones humides ?

Leurs fonctions hydrologiques, biogéochimiques et biologiques, bien connues et reconnues scientifiquement, font des zones humides des infrastructures naturelles essentielles : elles contribuent au fonctionnement et au bon état écologique des milieux aquatiques. Elles offrent aussi naturellement des services nécessaires ou utiles aux activités humaines dans les territoires qui les abritent :

- **Les zones humides réduisent les inondations et atténuent les sécheresses** : Les zones humides intérieures telles que les plaines d'inondation, les cours d'eau, les lacs et les marais fonctionnent comme des éponges, absorbant et stockant les précipitations en excès, et réduisant ainsi les inondations. Au cours de la saison sèche des climats arides, les zones humides libèrent l'eau stockée, retardant alors l'apparition des sécheresses et des pénuries d'eau,
- **Les zones humides absorbent et stockent naturellement le carbone** : Les tourbières, les mangroves et les herbiers marins stockent de grandes quantités de carbone. Les tourbières couvrent environ 3 % des terres de notre planète et retiennent près de 30 % de tout le carbone terrestre, soit deux fois plus que toutes les forêts du monde réunies. Les zones humides sont les puits de carbone les plus efficaces sur Terre. Les zones humides jouent un rôle important dans la stabilisation des émissions de GES et l'atténuation des impacts du changement climatique,
- **Une solution durable pour une eau de bonne qualité** : A proximité des rivières, l'amélioration naturelle de la qualité des eaux par les zones humides est favorisée par les échanges avec le cours d'eau et avec les eaux souterraines. Restaurer les zones humides et les cours d'eau est, avec la maîtrise des pollutions, le levier le plus puissant pour améliorer la qualité de l'eau. Le pouvoir d'épuration des zones humides permet annuellement une économie de traitement de l'eau potable estimée à 2 000 euros par hectare et par habitant. (MTES/SOeS, 2009),
- **Un environnement favorable à la biodiversité** : De nombreuses espèces animales et végétales dépendent des zones humides. Certaines vivent exclusivement dans ces milieux, d'autres y trouvent refuge, s'y nourrissent ou s'y reproduisent. Les différentes strates de la végétation offrent une grande variété d'habitats utilisés par la faune,
- **Un atout pour l'attractivité et le développement économique** : Un projet d'aménagement qui intègre l'eau dès le début permet de développer le territoire, de maîtriser les coûts et prévenir les risques. L'eau est indispensable pour les activités humaines et pour aménager le territoire. C'est aussi un atout pour son développement si on l'intègre dans toutes ses composantes naturelles, bien en amont des projets d'aménagement et d'urbanisme.

Les projets soumis au présent zonage d'eaux pluviales doivent être conçus en visant la non-dégradation des zones d'intérêt spécifique. Pour cela, il est nécessaire de mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser » ou séquence « ERC » pour assurer la meilleure prise en compte des enjeux environnementaux dès la phase de conception, puis tout au long de leur élaboration.

La mise en œuvre de la séquence « ERC » doit être décrite et justifiée auprès du service compétence de la CAPV.

De plus, il est interdit de drainer une zone humide.

Lorsqu'elles sont drainées ou brûlées, ces puits de carbone deviennent alors des sources de carbone, libérant dans l'atmosphère le gaz stocké pendant des siècles. Les émissions de CO₂ des tourbières drainées et brûlées représentent 10 % de toutes les émissions annuelles de combustibles fossiles.

Les maîtres d'ouvrage publics et privés doivent s'engager dans la restauration des zones humides en se faisant accompagner.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse a rédigé un livret sous la forme de fiches pratiques et illustrés de nombreux retours d'expériences, témoignages et chiffres clés présentant les multiples bénéfices liés à la préservation et à la restauration des zones humides ⁷.

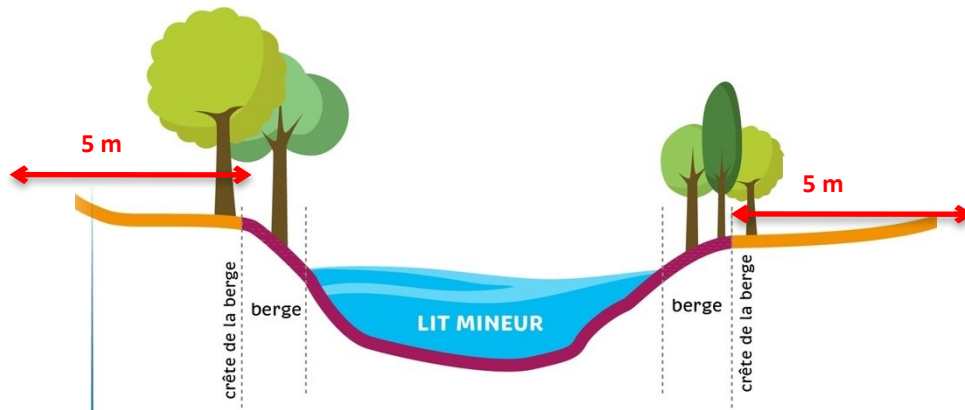
⁷ <https://bassinversant.org/ressources/et-si-les-zones-humides-etaient-un-atout-pour-mon-territoire/>

C.II.2. Interdiction de faire obstacle aux écoulements

C.II.2.1. Respect d'une distance de sécurité de 5 m de largeur

→ Cf. Carte n°2 : Axes d'écoulement – Bande de 5 mètres à respecter

Chacun des cours d'eau et fossés apparaissant sur la Carte n°2 « Axes d'écoulement – Bande de 5 mètres à respecter » annexée au présent règlement est affecté d'une bande tampon de **5 mètres de largeur à partir du haut de chaque berge**.



Dans cette emprise, il est **INTERDIT** :

- **De faire obstacle à l'écoulement.** Les aménagements doivent être **transparents hydrauliquement** c'est-à-dire qu'une clôture ou une enceinte doit être ajourée sur au moins 75 % de sa surface, de manière homogène, depuis le terrain naturel jusqu'à une hauteur minimum de 2 m. Il est demandé de privilégier les grillages à grosses mailles (5 cm de côté minimum),
- **Tout dépôt de déchets** (végétation, déchets de chantier, etc.),
- **Toute artificialisation** du sol : terrasse, route, etc.
- **L'usage de tout produit phytosanitaire et tout épandage.**

Ces dispositions ne se substituent pas aux diverses règles en vigueur concernant l'aménagement des abords de cours d'eau et fossés (PPRn, PPRi, PLU, etc.).

De plus, la restauration d'axes naturels d'écoulement, ayant partiellement ou totalement disparus, pourra être demandée par la collectivité, lorsque cette mesure sera justifiée par une amélioration de la situation locale. Par exemple, en cas d'intervention sur un fossé ou un cours d'eau présentant un état particulièrement dégradé.

C.II.2.2. Maintien des axes d'écoulement à ciel ouvert

De façon générale la conservation des ouvrages aériens enherbés (fossé) doit être privilégiée aux ouvrages enterrés (canalisation, cadre, etc.) et aux ouvrages bétonnés (canaux) et ce pour plusieurs raisons :

- Pour **ne pas aggraver le risque d'inondation** : contrairement à un ouvrage à ciel ouvert, une canalisation a une capacité d'engouffrement limitée : il est possible qu'à partir d'un certain débit l'eau ne rentre plus dans la canalisation, alors même que celle-ci n'est pas en charge. Le fossé intercepte donc mieux les écoulements.
- Pour **favoriser l'infiltration** : c'est une demande du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027. Les espaces enherbés permettent l'infiltration des eaux pluviales ce qui réduit les écoulements en surface et participe à la recharge des nappes phréatiques,
- Pour **conserver le traitement naturel des pollutions** : en plus de leur fonction de gestion des eaux pluviales sur le plan quantitatif, les fossés peuvent traiter les pollutions véhiculées par les eaux pluviales (lessivage des surfaces urbaines) par filtration, sédimentation et phytoremédiation,
- Pour **préserver la continuité écologique** et donc la circulation de la faune aquatique et terrestre.

La couverture et le busage des fossés sont interdits.

De plus, la réouverture (remise à ciel ouvert) d'axes d'écoulement, partiellement ou totalement enterrés, pourra être demandée par la collectivité, lorsque cette mesure sera justifiée par une amélioration de la situation locale. Par exemple, en cas d'intervention sur un fossé ou un cours d'eau où le tronçon enterré engendre des débordements réguliers.

Concernant le busage d'un axe d'écoulement pour donner accès à un terrain : le porteur de projet devra faire une demande de dérogation auprès du service compétent du Pays Voironnais afin de définir les modalités et les caractéristiques de l'ouvrage à mettre en œuvre.

C.II.2.3. Préservation des axes de ruissellement

Lorsque le projet est situé dans une zone susceptible de recevoir des ruissellements provenant de l'amont et que ces ruissellements ne sont pas collectés, il est interdit de faire obstacle à ces écoulements diffus ou de les dévier par la création de murets, de fossés, de talus, etc.

Les clôtures devront être transparentes aux écoulements (75% de vide).

Au sein d'un projet, il est également demandé de permettre aux eaux ruisselant sur les surfaces imperméables d'accéder directement aux surfaces perméables, en évitant au maximum la mise en place de bordures, trottoirs, etc.

C.II.2.4. Respect des sections d'écoulement des collecteurs

Les réseaux des différents concessionnaires et ouvrages divers ne devront pas être implantés à l'intérieur des ouvrages de gestion des eaux pluviales (canalisation, fossé, caniveaux, bassin, noue, etc., ...).

Les sections d'écoulement devront être conservées et aucune obstruction même partielle ne sera autorisée.

C.II.2.5. Entretien des cours d'eau et fossés

Le propriétaire riverain reste responsable de l'entretien de son cours d'eau :

- L'Etat ou la collectivité reste responsable de l'entretien du cours d'eau domanial dont il/elle est propriétaire,
- Le propriétaire privé riverain reste responsable de l'entretien du cours d'eau non domanial.

L'entretien régulier du cours d'eau par le propriétaire riverain est une contrepartie du droit d'usage afférant (article 644 du code civil, articles L.215-1 à 6 et L.215-14 du code de l'environnement) et du droit de pêche (article L.432-1 du code de l'environnement).

L'article L.215-14 du code de l'environnement précise : « **L'entretien régulier** a pour objet de **maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre**, de **permettre l'écoulement naturel** des eaux et de **contribuer à son bon état écologique** ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par **enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives**. »

Les déchets issus de cet entretien ne seront en aucun cas déversés dans les fossés et cours d'eau. Leur évacuation devra se conformer à la législation en vigueur. **Une attention particulière doit être portée aux espèces exotiques envahissantes pour éviter leur prolifération.**

Avant de se lancer dans tous travaux, il est nécessaire que le propriétaire privé se rapproche de la structure compétente en GEMAPI sur son territoire (SYMBHI, SIAGA, EPAGE de la Bourbre) afin de s'assurer des éventuelles démarches (plan de gestion, DIG, etc.) déjà entreprises par ces structures, mais aussi afin de définir les modalités d'intervention. Le service Police de l'eau de la Direction départementale des territoires de l'Isère (DDT 38) peut également être sollicité.

En effet, un cours d'eau forme un milieu naturel complexe. Toute intervention doit donc être préalablement réfléchie afin de ne pas risquer de détruire l'équilibre de cet écosystème. Il faut utiliser des méthodes adaptées qui ne soient pas agressives.

La DDT 38 a établi un guide pour l'entretien des cours d'eau disponible ici :

https://www.isere.gouv.fr/contenu/telechargement/40055/285154/file/guide+entretien_cours+eau_V4.pdf

C.II.3. Obligation de maîtriser les pollutions entraînées par les eaux pluviales

En milieu urbain, les flux générés par la pluie peuvent transporter vers les milieux récepteurs une partie des éléments polluants accumulés par temps sec et issus des diverses activités humaines.

Les eaux pluviales sont ainsi susceptibles de véhiculer deux types de pollution :

- Des pollutions chroniques : elles présentent généralement des concentrations faibles, mais répétées voir quasi continues dans le temps, et sur des surfaces importantes. Il s'agit des polluants dits classiques (macro polluants) et des micropolluants (substance synthétique ou naturelle, caractérisée par des effets toxicologiques importants même à concentration très faible dans l'environnement),
- Des pollutions ponctuelles ou accidentelles : elles sont caractérisées par des concentrations généralement plus importantes, mais aussi plus limitées dans le temps et/ou dans l'espace : zones urbaines fortement fréquentées, avec un trafic dense, des activités potentiellement polluantes.

C.II.3.1. Réduction des pollutions à la source

Le SDAGE Rhône Méditerranée 2022-2027 consacre une de ses grandes orientations à la lutte contre les pollutions domestiques et industrielles. Dans ce paragraphe, il est spécifié que : « En ruisselant sur les surfaces imperméabilisées des agglomérations, les eaux de pluie se chargent en polluants, en particulier en micropolluants (HAP, métaux lourds) et en matières en suspension sources de pollution microbiologique, voire parasitaire. Cette pollution par les eaux pluviales pose un problème pour l'atteinte du bon état des eaux et pour l'exercice d'usages sensibles (production d'eau potable, baignade, conchyliculture...). [...] **La priorité est aujourd'hui de favoriser la rétention à la source et l'infiltration pour limiter préventivement les ruissellements des eaux de pluie qui se chargent en polluants.** »

La gestion à la source des eaux pluviales constitue donc le premier levier pour limiter la pollution des eaux pluviales et par conséquent des milieux dans lesquels elles sont rejetées.



Traitement par le sol en place (ou amendé)

Les ouvrages de gestion intégrée (infiltration, rétention dans ouvrage enherbé, etc.) des eaux pluviales ont des capacités naturelles d'abattement de la pollution entraînée dans les eaux pluviales. Lorsqu'il possède des caractéristiques appropriées, le sol favorise à la fois les processus mécaniques de décantation et de filtration, les processus physico-chimiques d'adsorption depuis la phase dissoute, ainsi que différents processus de dégradation pour certains composés organiques.

Si le sol a une capacité d'infiltration trop élevée, il faut, en fond d'ouvrage, recréer une couche d'infiltration moins perméable qui pourra filtrer et dépolluer l'eau. Le tableau ci-après donne des ordres de grandeur de capacité d'infiltration pour différent type de sol. On pourra considérer une vitesse de 1.0×10^{-4} m/s comme limite à partir de laquelle la capacité de filtration des polluants par le sol est insuffisante et donc le risque de pollution de la nappe est trop élevé.

Lorsque la capacité d'infiltration des sols est supérieure à 10^{-4} m/s, le porteur de projet doit réduire la perméabilité du sol afin de limiter les risques de pollution. Cette mesure s'applique aux ouvrages d'infiltration collectant des surfaces où il y a un risque de pollutions (voirie, aire de stationnement, ...) et à tout projet situé dans un périmètre de protection rapproché ou éloigné d'un captage d'eau potable.

Compte tenu du rôle des matières organiques dans la rétention de la plupart des contaminants, il est préconisé d'avoir une épaisseur de 30 cm minimum de terre végétale au niveau des zones d'infiltration des eaux pluviales qu'il convient d'ensemencer pour éviter son érosion et favoriser la lutte contre les pollutions chronique et accidentelle.

Type de sol	Gravier sans sable ni éléments fins			Sable avec gravier, sable grossier à fin		Limon grossier à limon argileux			Argile limoneuse à argile homogène
K (m/s)	10 ⁻¹	10 ⁻²	10 ⁻³	10 ⁻⁴	10 ⁻⁵	10 ⁻⁶	10 ⁻⁷	10 ⁻⁸	> 10 ⁻⁹
K (mm/h)	360000	36000	3600	360	36	3.6	0.36	0.036	> 0.0036
Capacité d'infiltration	Excellente			Très bonne	Bonne	Moyenne	Très moyenne	Faible	Très faible
	INFILTRATION OBLIGATOIRE					INFILTRATION A PRIVILEGIER	INFILTRATION IMPOSSIBLE		
	Sol trop perméable, substitution à prévoir			Aucune adaptation à prévoir					

Tableau 2 : Capacité d'infiltration et de filtration des polluants des sols

Les ouvrages de gestion intégrée des eaux pluviales favorisant la décantation des matières en suspension, la filtration mécanique des particules (bandes enherbées/végétalisées, granulométrie du sol) et la bio épuration par les micro-organismes du sol, sont généralement efficaces contre les pollutions chroniques.

C'est notamment le cas des stationnements drainants, fossés, noues, tranchées d'infiltration, ainsi que des ouvrages de rétention enherbé (bassin).

Afin d'augmenter leur efficacité il est nécessaire de les positionner le plus en amont possible (à la source) pour que les flux de polluants ne se soient pas trop concentrés.



Gestion d'une pollution accidentelle dans les ouvrages de rétention-infiltration

Le risque de pollution accidentelle des sols et des nappes phréatiques par l'infiltration d'un polluant dangereux existe mais sa probabilité est cependant faible dans la plupart des situations. **La gestion de l'eau en surface est sécuritaire car elle permet de rendre visibles les éventuels dysfonctionnements et pollutions, permettant d'intervenir plus rapidement.**

Dans le cas où un polluant se déverse dans un ouvrage de rétention-infiltration des eaux pluviales (type noue ou espace-vert en creux), la pollution reste en général fixée dans les couches superficielles du sol. Le volume est retenu dans l'ouvrage et s'infiltré dans le sol avec des délais de transfert relativement long. Par exemple, en considérant une perméabilité effective du sol de 200 mm/h (5.6×10^{-5} m/s), la pollution s'enfoncera de 10 cm toutes les 30 min, soit 1 m en 5h.

Il faut profiter de ce temps de migration relativement lent pour intervenir. **Une procédure d'intervention de gestion de crise doit être prévue** : en un minimum de temps, il faut pouvoir confiner au mieux la pollution (kit de confinement, dispositifs absorbants type ballots de paille, etc.), procéder au pompage de ce qui n'est pas encore infiltré et organiser l'enlèvement (curage/excavation) des sols souillés qui doivent être envoyés en filière de traitement appropriée. Une convention peut être mise en place avec une entreprise de Travaux Publics prévoyant une durée maximale d'intervention (généralement 1 heure).

C.II.3.2. Ouvrage de traitement des pollutions

C.II.3.2.1. Traitement des macro-déchets

Les eaux pluviales transportent les macro-déchets provenant de pertes accidentelles ou volontaires dans l'environnement qui peuvent notamment être liées à une mauvaise gestion des ordures ménagères, aux dépôts sauvages et aux gestes d'abandon, qui constituent des sources potentielles de pollution pour les milieux aquatiques sous l'effet du vent, du transfert par ruissellement ou par les réseaux de collecte des eaux pluviales. Les mégots de cigarettes, les cotons-tiges et les textiles sanitaires font d'ailleurs partie des macro-déchets les plus retrouvés lors de plusieurs suivis réalisés dans les cours d'eau et sur les berges (Morritt et al., 2014 ; Bruge et al., 2018 ; Tramoy et al. 2019).

Ces macro-déchets sont susceptibles d'obstruer les ouvrages et d'être rejetés dans le milieu récepteur lors d'épisodes pluvieux.



Sensibilisation

Une première mesure est la **sensibilisation à la problématique des macro-déchets** visant à améliorer certains comportements et pratiques des citoyens et des professionnels (réduction des sources).

Elle peut prendre la forme de messages de sensibilisation à proximité des grilles et avaloirs afin d'informer la population que les déchets jetés sur la voirie et dans les caniveaux finissent dans nos rivières et mers.



Figure 3 : Exemples de message de sensibilisation



Grilles

A l'intérieur du réseau de collecte des eaux pluviales, un dégrillage peut être effectué au moyen de paniers positionnés dans les regards.

Pour les bassins aériens, les rejets, tant par surverse que par le pertuis de fond, seront équipés d'une grille à une maille permettant de retenir tout élément flottant susceptible de créer des obstructions en aval sur les réseaux.

Ces dispositifs doivent être accessibles facilement pour permettre un entretien régulier.



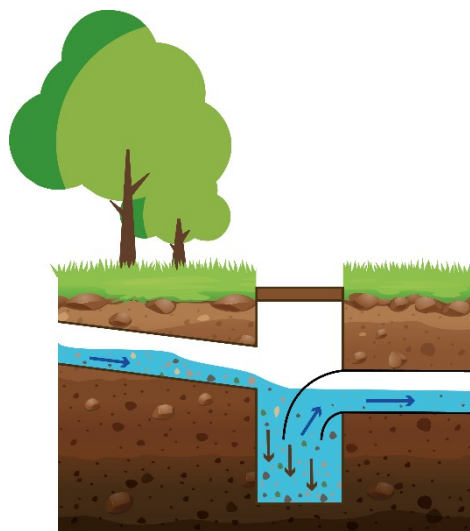
Figure 4 : Exemples de grilles

C.II.3.2.2. Projet présentant un risque de pollution faible (résidentiel)

Les projets présentant un faible risque de pollution des milieux récepteurs sont les aménagements résidentiels (lotissements, etc.) où le trafic routier est faible et la vitesse de circulation également.

Pour ces projets il est demandé de :

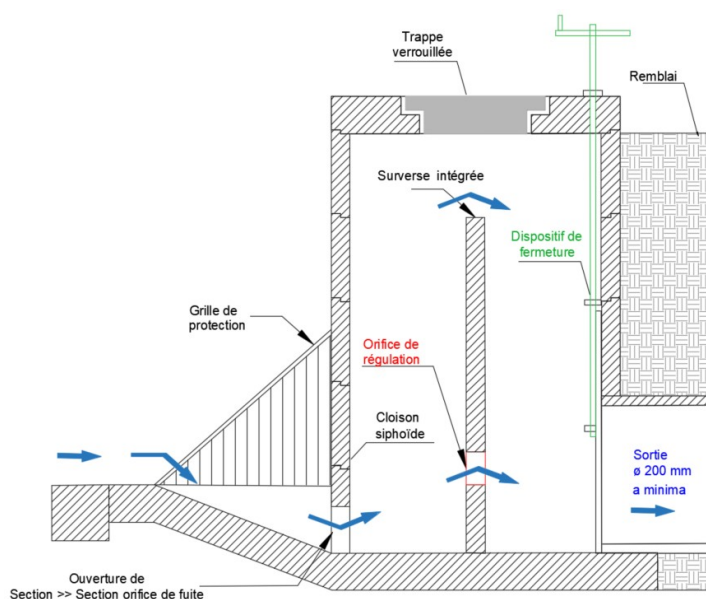
- Privilégier la mise en œuvre d'ouvrage de gestion des eaux pluviales à la source, enherbé et fonctionnant par infiltration,
- Si un réseau de collecte enterré est prévu, il doit intégrer des **regards de décantation** : il s'agit de favoriser le dépôt des sédiments et débris organiques au fond du regard. Pour cela, les canalisations entrant et sortant du regard sont positionnées à minima 50 cm au-dessus du fond du regard. Un entretien régulier des regards est recommandé. Ce regard doit être équipé d'un tampon (fermé) et non d'une grille pour éviter toute intrusion,



Source : Cereg

Figure 5 : Exemple d'un regard de décantation

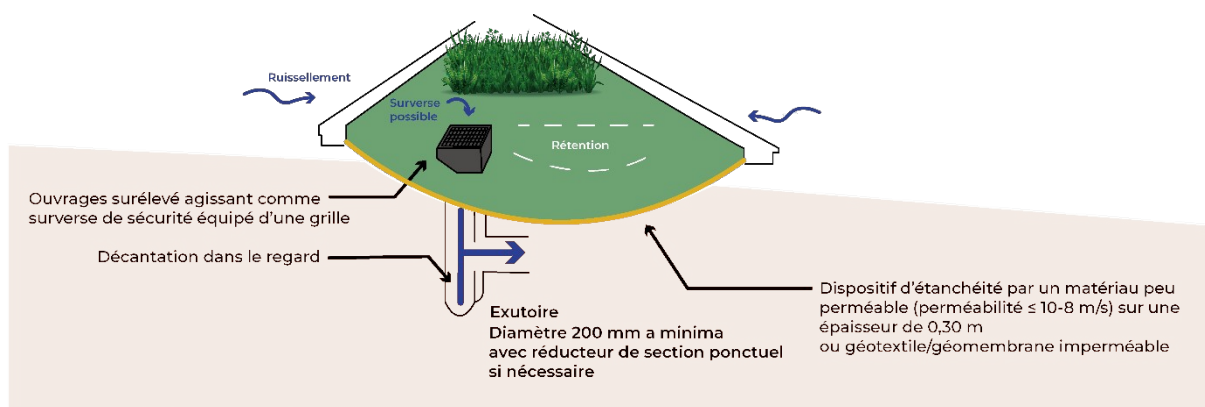
- Dans le cas où il est prévu un ouvrage type bassin avec un rejet à débit régulé vers le milieu récepteur, il doit intégrer un **dégrilleur** et un **ouvrage de vidange (sortie) présentant une cloison siphonide** pour piéger d'éventuels polluants non miscibles et moins denses que l'eau en sortie de l'ouvrage de rétention. Un **dispositif d'obturation** (type vanne murale) sera installé en sortie du bassin pour piéger les pollutions accidentelles. Ces pollutions devront être évacuées par pompage puis traitées conformément à la réglementation en vigueur.



Source : Cereg

Figure 6 : Exemple d'ouvrage de régulation

- Dans le cas d'une noue avec un rejet à débit régulé vers le milieu récepteur, elle doit intégrer une évacuation par une surverse :



Source : Cereg

Figure 7 : Exemple d'ouvrage de régulation avec un système de surverse

C.II.3.2.3. Projet présentant un risque de pollution fort (industriel, commercial, voirie)

Dans le cas d'un projet potentiellement générateur d'une pollution importante ou pour les sites où le risque de pollution accidentelle est fort (zone d'activité et industrielle, voirie à fort trafic, etc.), il est nécessaire de prévoir des ouvrages spécifiques pour traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées avant qu'elles ne rejoignent le milieu naturel.

Dans la mesure du possible, ces ouvrages devront être mutualisés à l'échelle d'un projet (zone d'activité ou industrielle) pour limiter les coûts et en faciliter l'entretien.



Ouvrage de confinement des pollutions accidentelles

Ces projets doivent intégrer un **ouvrage de confinement** ou un **volume mort créant une inertie à la propagation de la pollution** dimensionné pour laisser un temps d'intervention suffisant devra être mis en place.

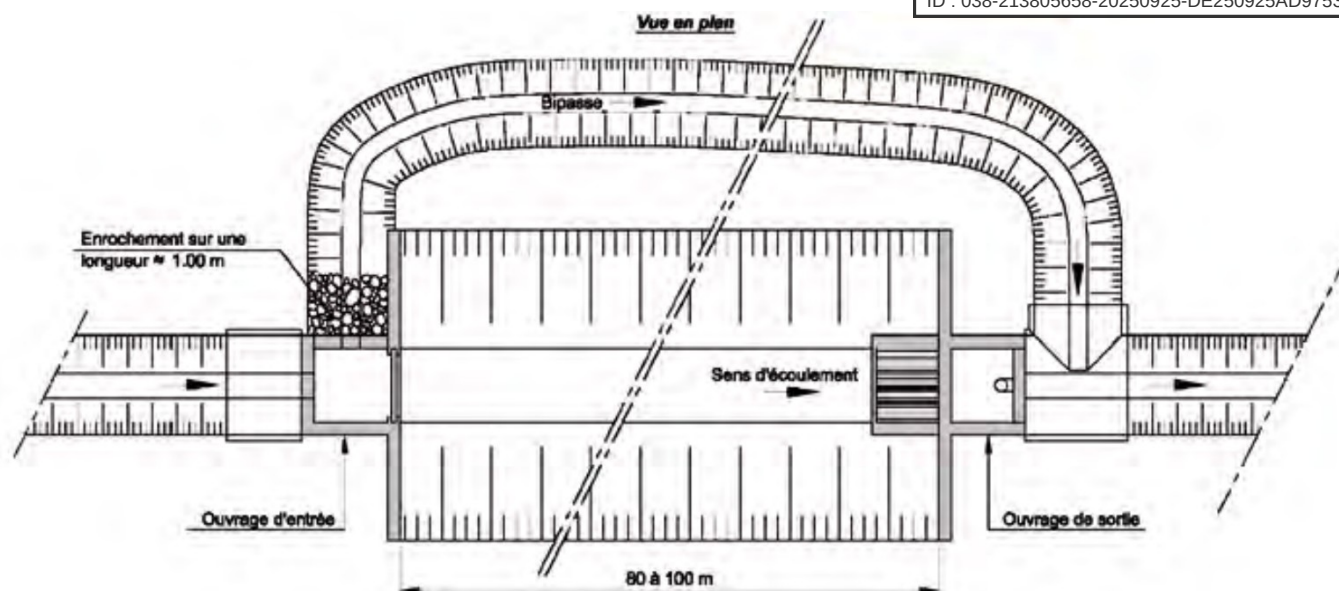
Plusieurs ouvrages plus ou moins techniques sont proposés par le Setra dans le domaine de l'assainissement des grandes infrastructures routières, comme les biefs de confinement et les bassins avec volume mort. Ils reposent sur le principe de pouvoir confiner une pollution accidentelle par temps sec et pour certains par temps de pluie, dans un volume dédié plus ou moins étanche.

Le choix des ouvrages de traitement de la pollution accidentelle et du niveau d'étanchéité à assurer s'effectue selon la vulnérabilité du milieu récepteur (eaux superficielles et/ou eaux souterraines).

Ouvrage	Zone peu ou pas vulnérable	Zone moyennement vulnérable	Zone fortement vulnérable	Zone très fortement vulnérable
Bief de confinement		X		
Fossé subhorizontal enherbé			X	
Bassin routier avec volume mort			X	X
Bassin routier de type sanitaire			X	X

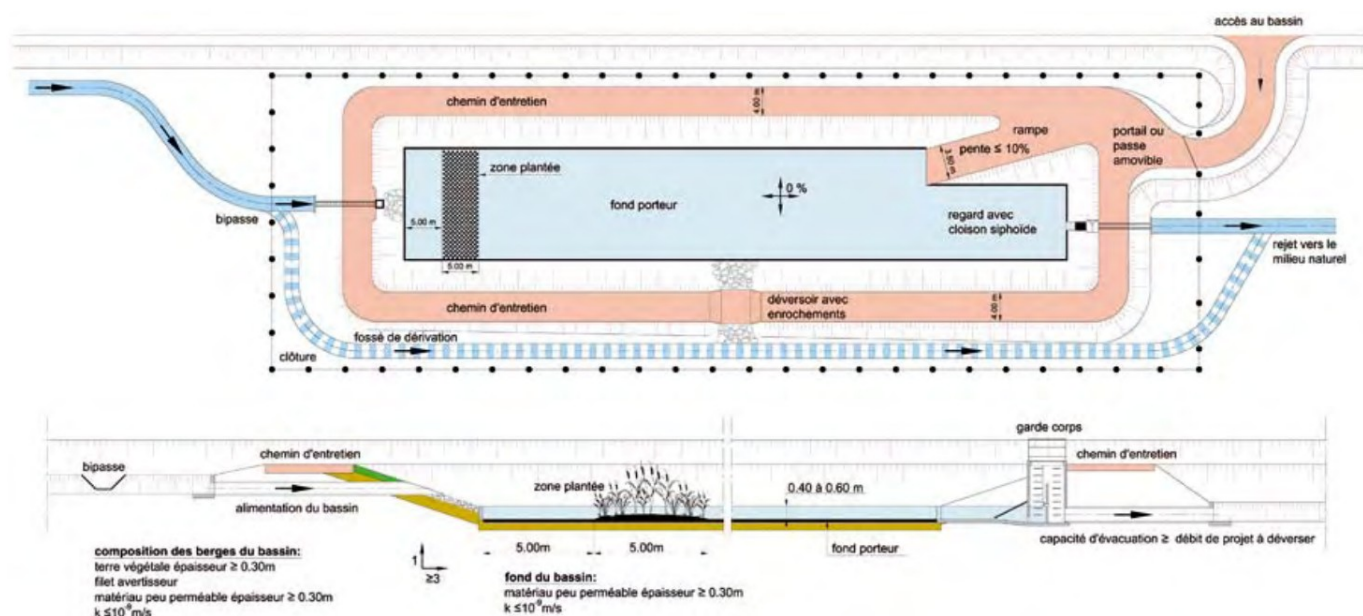
Source : Setra

Tableau 3 : Adéquations entre les zones de vulnérabilités et les ouvrages de traitement



Source : Setra

Figure 8 : Exemple d'un fossé subhorizontal enherbé



Source : Setra

Figure 9 : Exemple d'un bassin routier avec volume mort



Dispositifs compacts (industriels) de traitement des eaux pluviales

Une solution alternative aux ouvrages « classiques » basés sur l'infiltration et la nature est l'utilisation d'ouvrages préfabriqués « industriels ».

Il existe un certain nombre de dispositifs plus ou moins compacts, destinés à dépolluer les eaux pluviales avant leur rejet dans le milieu : parmi ceux-ci se trouve des filtres à sable, décanteurs, séparateurs à hydrocarbures, dessableurs-débourbeurs et autres solutions industrielles.

L'efficacité de traitement, c'est-à-dire le rendement épuratoire de ces systèmes, dépend des caractéristiques des eaux en entrée et notamment de leurs concentrations. Plus les eaux en entrée sont chargées en polluants, meilleur est l'abattement ; à l'inverse, en-dessous d'une certaine concentration, ces systèmes peuvent avoir un fonctionnement quasiment « transparent » vis-à-vis des eaux qui y transitent. Typiquement, **les séparateurs à hydrocarbures** sont conçus pour garantir une concentration résiduelle en hydrocarbures inférieure à 5 mg/L en sortie ; mais les concentrations dans les eaux pluviales, y compris en milieu routier, sont très fréquemment inférieures à cette valeur, ce qui rend de telles solutions **peu efficaces pour traiter la pollution chronique...**

Les séparateurs à hydrocarbures peuvent tout de même jouer un rôle en cas de pollution accidentelle, ou sur des stations-service, mais leur bon fonctionnement est conditionné à une **maintenance très régulière**. En cas de défaut d'entretien, ceux-ci sont susceptibles de réémettre dans l'environnement les polluants qu'ils avaient piégés jusqu'ici, conduisant à des « rendements épuratoires négatifs ».

La fourniture, la mise en place et l'entretien de ce type d'ouvrages sont coûteux.

Une procédure de gestion des pollutions ou un mode opératoire (période de jour ouvré et d'astreinte) doit être fourni au service compétent de la CAPV. Ce document doit notamment présenter la chaîne de transmission de l'information et l'annuaire des personnes à contacter.

Un outil de suivi des pollutions doit être mis en place : fiche de déclaration d'incident et/ou non-conformité, tableau de suivi, comptes rendus de diagnostics, indicateurs, etc.

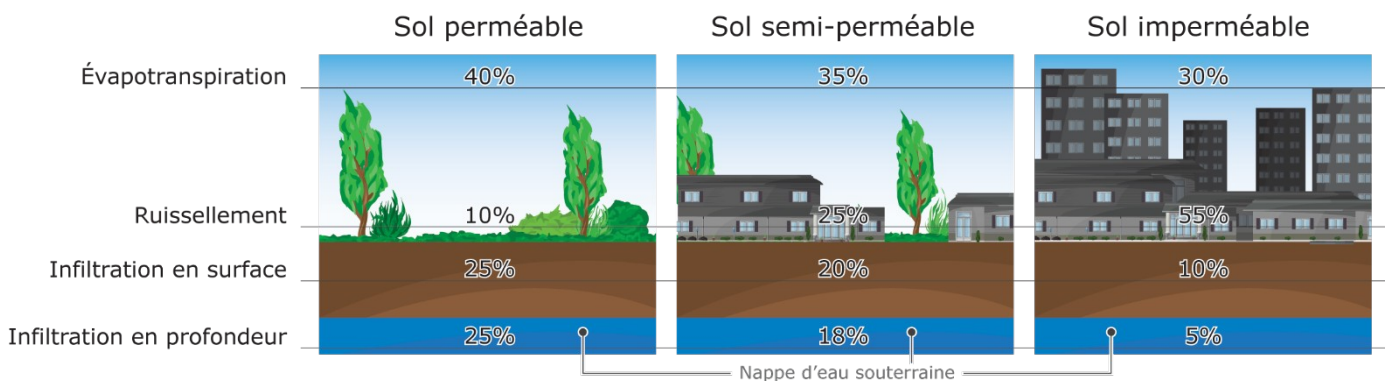
En cas de pollution accidentelle, le service compétent de la CAPV doit être alerté dans l'heure qui suit.

C.II.4. Gérer de manière intégrée les eaux pluviales

C.II.4.1. La gestion intégrée des eaux pluviales

Le changement climatique entraîne l'avènement d'évènements pluvieux extrêmes de plus en plus fréquemment, alternant avec des épisodes de sécheresse importante posant un problème de ressource en eau. C'est pourquoi la gestion des eaux pluviales doit aujourd'hui être pensée autrement afin de favoriser un maximum le stockage naturel de l'eau de pluie dans les nappes phréatiques.

La gestion des eaux pluviales proposée s'inspire du fonctionnement des sols naturels : **elle est basée sur l'infiltration des eaux dans le sol et l'évitement du « tout-tuyaux »**. La réalisation d'espaces au maximum perméables permet en effet l'infiltration des eaux dans le sol, la diminution du ruissellement en surface, et par conséquent des inondations à l'aval.



Source : OBVAJ

Figure 10 : Conséquences de l'occupation des sols sur les eaux pluviales

La **gestion intégrée des eaux pluviales** consiste à gérer celles-ci **à la source**. Un panel de solutions existe, à adapter en fonction de l'usage souhaité du site, de la nature du sol, etc.

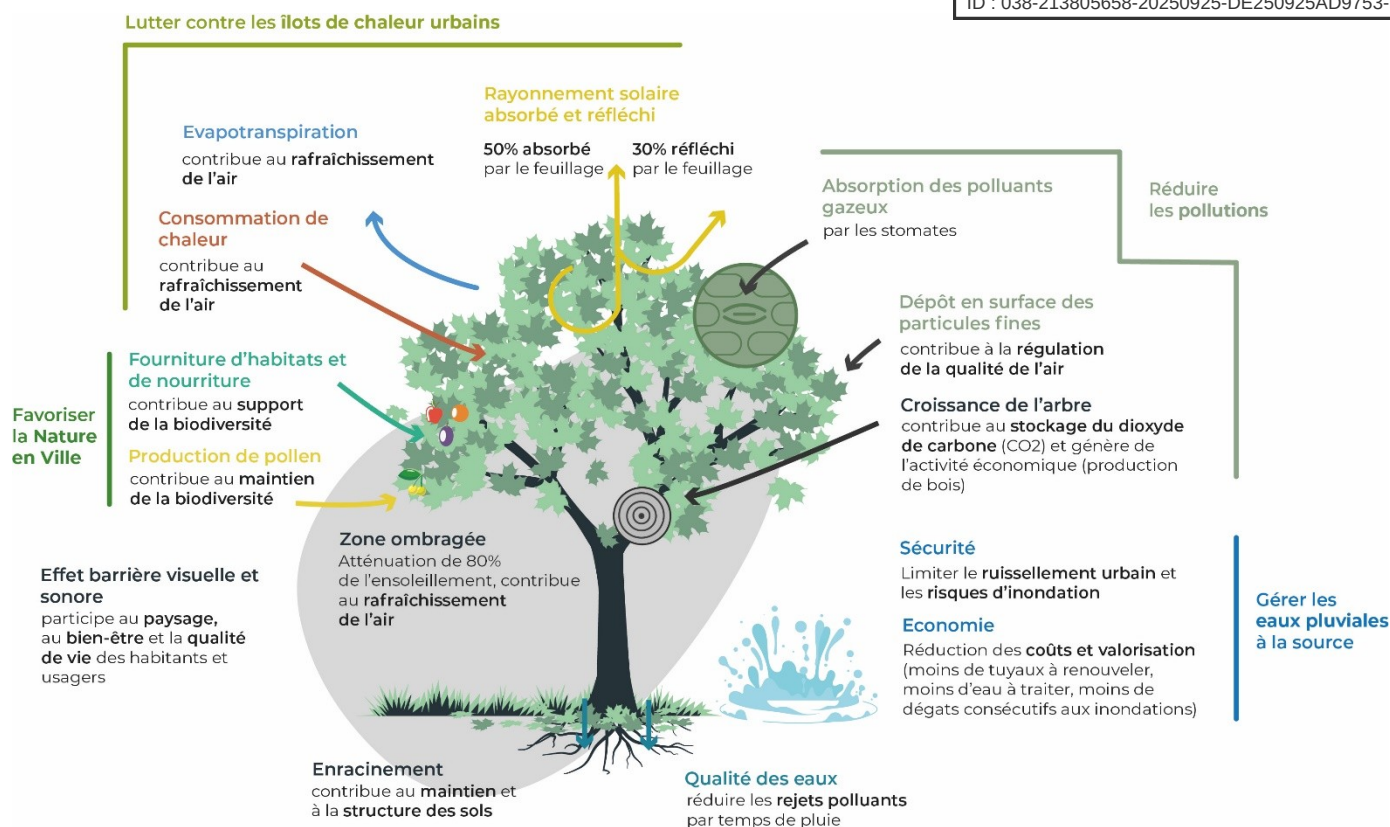


A gauche, stationnements perméables sur la commune de Voiron (38) et à droite, jardin de pluie et bassin de rétention sur la commune de Voreppe (38)

Figure 11 : Exemples de solutions envisageables pour une gestion intégrée des eaux pluviales

La gestion des eaux pluviales à la source permet également de favoriser le développement de la végétation, et de rafraîchir les zones urbaines.

Le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est l'infiltration des pluies courantes à fortes. Les règles de dimensionnement des ouvrages d'infiltration sont présentées C.II.4.4.1 Dimensionnement des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en page 45.



Source : Cereg

Figure 12 : Co-bénéfices de la gestion intégrée des eaux pluviales

C.II.4.2. Récupération de l'eau de pluie

La raréfaction de la ressource en eau engendrée par le changement climatique nécessite de revoir les usages de manière à réduire les prélèvements.

Selon l'Ademe⁸, « en France, l'eau du robinet provient à 66 % des nappes souterraines (sources, puits, forages) et à 34 % des eaux de surface (cours d'eau, lacs). »

« La consommation moyenne d'eau potable en France est de **148 litres par jour et par personne** ».

« Dans nos logements, l'eau potable est principalement utilisée pour des besoins d'hygiène :

- 39 % pour l'hygiène corporelle,
- 20 % pour la chasse d'eau des WC,
- 22 % pour le lavage du linge et de la vaisselle,
- 6 % pour la cuisine,
- 6 % pour le lavage de la voiture ou l'arrosage du jardin,
- 1 % seulement pour boire. »

Il apparait donc qu'environ 40% des besoins en eau des ménages peuvent être couverts par les eaux de pluie, telle que la réglementation en vigueur⁹ le permet à ce jour.

C'est pourquoi, il se pose aujourd'hui la question de la **valorisation des eaux pluviales**.

En effet, la récupération et la réutilisation de l'eau de pluie permet :

- D'économiser l'eau potable,
- De préserver les ressources en eau des rivières et des nappes phréatiques,

⁸ <https://agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers/eau-ressource-a-preserver>

⁹ La réglementation est définie par l'arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération de l'eau de pluie et à son usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments paru au journal officiel du 29 août 2008. Cet arrêté établit la liste des usages de l'eau de pluie autorisés.

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000019386409/?isSuggest=true>

- D'économiser l'énergie nécessaire au captage, au traitement et au transport de l'eau.

L'eau de pluie récupérée ne ruisselle pas, il y a donc moins d'érosion des sols et moins d'inondation.

A noter : L'eau de pluie est une eau non potable, car contaminée microbiologiquement (principalement lors du ruissellement de l'eau sur le toit et dans la cuve de stockage) et chimiquement (pesticides dans la pluie, métaux par ruissellement sur le toit, etc). Elle ne respecte pas les limites de qualité fixées par le code de la santé publique pour les eaux destinées à la consommation humaine (dites "eaux potables").

A titre d'exemple, il a été estimé ci-dessous la consommation en eau d'un ménage de 4 personnes pouvant être envisagée via la réutilisation des eaux pluviales :

- En considérant les données de l'ADEME au niveau national :
 - Une consommation de 148 litres / personne/ jour
 - En estimant que l'eau de pluie couvre 40 % les besoins en eau des ménages
- En considérant les données de la CAPV, au niveau local :
 - Chaque personne consomme en moyenne 30 m³/an,
 - En prenant un prix moyen de l'eau potable et de l'assainissement collectif de 3,4 € TTC le m³.

Pour un ménage de 4 personnes	Besoin en eau du ménage		Utilisation d'eau de pluie	
	Selon consommation ADEME	Selon consommation CAPV	Selon consommation ADEME	Selon consommation CAPV
Par jour	592 l/j	-	237 l/j	-
Sur une année	216 m ³ / an	120 m ³ / an	86 m ³ / an	48 m ³ / an
Coût associé (sans abonnement)	735 € TTC / an	408 € TTC / an	- 294 € TTC / an	- 163 € TTC / an

Tableau 4 : Impact économique de la réutilisation de l'eau de pluie (basé sur les données 2024)

Ainsi, la réutilisation des eaux pluviales permettrait une économie de 86 m³ d'eau par an.

Dans le cadre du zonage d'eaux pluviales, la mise en place d'une cuve de récupération des eaux pluviales (aérienne ou enterrée, individuelle ou collective) est fortement recommandée, afin de les utiliser pour des usages intérieurs et/ou extérieurs des bâtiments dans le respect de la réglementation en vigueur.

A titre d'exemple, pour un ménage de 4 personnes et sur la base de la consommation moyenne en France (source ADEME) :

- Une **cuve de récupération** des eaux de pluie de **3 m³** permet de couvrir les besoins en eau de pluie pendant **12 jours¹⁰** selon la consommation moyenne estimée par l'ADEME ou **22 jours** selon la consommation de la CAPV,
- Une **cuve de récupération** des eaux de pluie de **6 m³** permet de couvrir les besoins en eau de pluie pendant **25 jours** ou **45 jours** selon la consommation de la CAPV.

Cette cuve n'a pas vocation à réduire les apports au réseau, puisqu'elle est considérée pleine la majorité du temps, **son volume n'est donc pas compris dans le volume à infiltrer ou stocker** pour la gestion des eaux pluviales d'un nouveau projet. Mais cette eau peut alors être utilisée pour des usages extérieurs (arrosage, lavage de voiture...) ou intérieurs (WC, nettoyage du linge ou des sols, ...), selon la réglementation en vigueur.

Tout équipement de récupération d'eau de pluie raccordé au réseau d'assainissement collectif (c'est le cas si l'eau de pluie récupérée est utilisée à l'intérieur d'un bâti) doit faire l'objet d'une déclaration auprès du service en charge de l'assainissement au sein de la CAPV (cf. <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F31481>).



Figure 13 : Récupérateur d'eau de pluie aérien (gauche) ou enterré (droite)

¹⁰ Dans l'hypothèse où aucun épisode pluvieux ne la remplit à nouveau entre temps.

C.II.4.3. Zones de réglementation spécifique

Certaines zones du territoire ont des caractéristiques nécessitant une réglementation de gestion des eaux pluviales spécifiques :

- Zones soumises à un aléa : glissement de terrain, suffosion, effondrement et affaissement,
- Zones à proximité d'un captage d'alimentation en eau potable,
- Zones sensibles aux remontées de nappe,
- Zones soumises à l'aléa retrait gonflement des argiles,
- Sites considérés comme potentiellement pollués,
- Zone autour du Lac de Paladru,
- Bassin versant du ruisseau du Gorgeat sur la commune de Coublevie.

Les zones concernées sont présentées dans les cartes en annexe du présent règlement.

C.II.4.3.1. Aléas glissement de terrain, suffosion, effondrement et affaissement

→ Cf. Carte n°3 : Aléas glissement de terrain, suffosion, effondrement et affaissement



Pour les communes Saint-Blaise-du-Buis et Villages du Lac de Paladru (partie Le Pin) :

Ces communes ne disposent pas de cartes caractérisant les aléas glissement de terrain, suffosion, effondrement et affaissement.

C'est pourquoi, il est nécessaire de se référer à la cartographie des pentes du territoire.

L'infiltration des eaux pluviales est interdite sur des terrains présentant une pente supérieure ou égale à 15%.

Pour les projets s'inscrivant sur des terrains concernés par ces pentes, les volumes d'eau des niveaux de service N1 et N2 devront donc être gérés dans des ouvrages de rétention avec rejet à débit régulé vers le réseau communal ou le milieu naturel. Le dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales est décrit dans le paragraphe C.II.4.4.2 en page 52.



Pour les communes de Coublevie, Saint-Aupre et Voiron :

Ces communes disposent de carte d'aléas élaborées selon la méthodologie de qualification des aléas de 2016.

L'infiltration des eaux pluviales est interdite quel que soit le niveau d'aléa glissement de terrain, suffosion, effondrement et affaissement.

Pour les projets s'inscrivant sur des terrains concernés par ces aléas, les volumes d'eau des niveaux de service N1 et N2 devront donc être gérés dans des ouvrages de rétention avec rejet à débit régulé vers le réseau communal ou le milieu naturel. Le dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales est décrit dans le paragraphe C.II.4.4.2 en page 52.

Pour un aléa de glissement de terrain très faible **G0** à faible **G1 UNIQUEMENT, et si impossibilité technique dûment justifiée** (absence de réseau ou de cours d'eau à proximité immédiate), **un système par infiltration diffuse est admis** sous réserve :

- Qu'il soit adapté à la nature du terrain,
- Qu'il n'aggrave pas le risque d'instabilité,
- Qu'il ne concentre pas les infiltrations.

Toute infiltration concentrée (type puits perdu par exemple) est interdite.

Conformément au règlement des PPR post 2018, une justification technique est alors à fournir au service instructeur : étude géotechnique et d'infiltration ainsi qu'une attestation de non-aggravation des risques.

**Pour les autres communes du Pays Voironnais :**

Ces communes disposent d'une carte des aléas multirisques réalisée sur la base de l'ancienne doctrine de 2005 (ou avant).

L'infiltration des eaux pluviales est interdite quel que soit le niveau d'aléa glissement de terrain, suffosion, effondrement et affaissement.

Pour les projets s'inscrivant sur des terrains concernés par ces pentes, les volumes d'eau des niveaux de service N1 et N2 devront donc être gérés dans des ouvrages de rétention avec rejet à débit régulé vers le réseau communal ou le milieu naturel. Le dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales est décrit dans le paragraphe C.II.4.4.2 en page 52.

C.II.4.3.2. Périmètres de protection des captages AEP

→ Cf. Carte n°4 : Captages d'alimentation en eau potable

Le territoire de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais comprend de nombreux captages d'eau potable répartis sur l'ensemble du territoire.

La réglementation s'y appliquant est la suivante :

- Dans le **périmètre de protection immédiat** : l'**infiltration des eaux pluviales y est interdite**.
- Dans le **périmètre de protection rapproché** : l'**infiltration des eaux pluviales y est interdite**.

Pour les projets concernés, les volumes d'eau des niveaux de service N1 et N2 devront donc être gérés dans des ouvrages de rétention avec rejet à débit régulé vers le réseau communal ou le milieu naturel.

- Dans le **périmètre de protection éloigné** : **aucune contrainte particulière n'est à prendre en compte**. Le projet doit respecter le présent règlement du zonage d'eaux pluviales.

Dans les **périmètres de protection immédiat et rapproché**, l'**infiltration est interdite**. Le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est la rétention avec un rejet à débit régulé dans le milieu naturel ou le réseau d'eaux pluviales. Les règles de dimensionnements des ouvrages de rétention sont présentées C.II.4.4.2 Dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales en page 52.

Dans le **périmètre de protection éloigné**, le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est l'infiltration des pluies courantes à fortes. Les règles de dimensionnement des ouvrages d'infiltration sont présentées C.II.4.4.1 Dimensionnement des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en page 45.

Concernant les captages privés non cartographiés sur la carte n°4, l'infiltration des eaux pluviales est interdite dans le périmètre de 35 m autour du captage concerné, sauf justificatif technique émis par un organisme compétent (bureau d'étude, architecte) ou une autorisation délivrée par la CAPV.

C.II.4.3.3. Sensibilité aux remontées de nappe

→ Cf. Carte n°5 : Sensibilité aux remontées de nappe

Le territoire de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais est concerné par endroit à des remontées de nappe.

Dans ces zones, tout projet doit respecter le présent règlement du zonage d'eaux pluviales.

Les eaux pluviales doivent être gérées par infiltration dans des ouvrages peu profonds.

Si un ouvrage de gestion des eaux pluviales est susceptible d'être en contact avec la nappe, il est nécessaire de le lester afin d'éviter un soulèvement.

Dans les zones sensibles aux remontées de nappe, le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est l'infiltration des pluies courantes à fortes dans des ouvrages peu profonds. Les règles de dimensionnement des ouvrages d'infiltration sont présentées dans le paragraphe C.II.4.4.1 Dimensionnement des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en page 45.

C.II.4.3.4. Retrait gonflement des argiles

→ Cf. Carte n°6 : Retrait gonflement des argiles

Dans les zones concernées par un aléa faible de retrait gonflement des argiles, le projet doit respecter le présent règlement du zonage d'eaux pluviales.

En revanche, dans les zones concernées par un aléa moyen de retrait gonflement des argiles, une justification technique est à fournir afin de s'assurer que l'infiltration des eaux pluviales n'engendrera aucun dommage sur les ouvrages situés sur la parcelle, et à proximité.

Quelle que soit la classe de cet aléa, des mesures constructives spécifiques sont à appliquer. Elles sont présentées dans le guide du BRGM, intitulé « Construire en terrain argileux – La réglementation et les bonnes pratiques » disponible sur le site de la DDT 38¹¹ ou « Le retrait-gonflement des argiles – Comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ? »¹²

Dans les zones sensibles au retrait gonflement des argiles, le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est l'infiltration des pluies courantes à fortes dans des ouvrages conçus en respectant les mesures constructives évoquées ci-dessus. Les règles de dimensionnement des ouvrages d'infiltration sont présentées dans le paragraphe C.II.4.4.1 Dimensionnement des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en page 45.

C.II.4.3.5. Sites et sols pollués

→ Cf. Carte n°7 : Sites et sols pollués

Infiltrer les eaux pluviales au droit d'anciens sites industriels ou de friches polluées peut entraîner une dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Par défaut, l'infiltration est interdite dans un périmètre de 150 m autour des sites et sols potentiellement pollués du territoire (cf. Carte n°7 : Sites et sols pollués). Elle sera autorisée uniquement si le porteur de projet fournit une étude justifiant de l'absence de risque de contamination des eaux souterraines au service compétent de la CAPV.

Dans les anciens sites industriels ou friches polluées, l'infiltration est interdite. Le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est la rétention avec un rejet à débit régulé dans le milieu naturel ou le réseau d'eaux pluviales. Les règles de dimensionnement des ouvrages de rétention sont présentées C.II.4.4.2 Dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales en page 52.

¹¹ <https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Risques-majeurs/Collectivites/Risques-naturels/Retrait-gonflement-des-sols-argileux>

¹² https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/dppr_secheresse_v5td.pdf

C.II.4.3.6. Zone autour du Lac de Paladru

→ Cf. Carte n°8 : Zone de réglementation spécifique autour du Lac de Paladru

Pour les projets situés aux abords du Lac de Paladru, les eaux pluviales seront gérées par des ouvrages enherbés permettant de traiter les pollutions avant rejet. L'emprise du territoire concernée par cette mesure est présentée sur la Carte n°8 en annexe de ce règlement.

Dans la zone autour du Lac de Paladru, le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est l'infiltration des pluies courantes (niveau N1). Un ouvrage enherbé permettant de limiter la pollution du Lac de Paladru avant rejet doit être mis en œuvre. Les règles de dimensionnement des ouvrages d'infiltration sont présentées C.II.4.4.1 Dimensionnement des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en page 45.

C.II.4.3.7. Commune de Coublevie - Bassin versant du Gorgeat

→ Cf. Carte n°9 : Zone de réglementation spécifique – Bassin versant du Gorgeat

Les ouvrages de rétention des eaux pluviales, mis en œuvre sur la commune de Coublevie seront dimensionnés pour des pluies d'une période de retour minimum de 30 ans, excepté sur le bassin versant du Gorgeat où un dimensionnement pour une pluie d'une période de retour de 50 ans sera demandé. L'emprise du territoire concernée par cette mesure est présentée sur la Carte n°9 en annexe de ce règlement.

Dans le bassin versant du ruisseau du Gorgeat (commune de Coublevie), le principe retenu dans le cadre du zonage d'eaux pluviales est l'infiltration des pluies courantes à fortes (niveaux N1 et N2). L'occurrence de dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales doit être de **50 ans a minima**. Les règles de dimensionnement des ouvrages d'infiltration sont présentées C.II.4.4.1 Dimensionnement des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales en page 45.

C.II.4.4. Dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales

La gestion intégrée des eaux pluviales s'appuie sur trois niveaux de services permettant de discerner la gestion des pluies courantes, des pluies moyennes à fortes, et des pluies exceptionnelles. Une solution est proposée pour chacun des trois niveaux de service.

Il ne s'agit pas ici de dimensionner un ouvrage indépendant pour chaque niveau de service mais de :

- Concevoir un système de gestion des eaux pluviales intégré à l'échelle du projet,
- Capable de faire face à un ensemble de conditions pluviométriques.

Afin de s'assurer de la pérennité des ouvrages de gestion des eaux pluviales et de leur accessibilité pour les contrôles de conformité, il est demandé de positionner ces ouvrages dans les parties communes, ou à défaut au plus proche des parties communes.

De plus, ces ouvrages doivent être alimentés gravitairement (sans pompe de relevage) : ils doivent donc être positionnés en contre-bas des surfaces artificialisées qu'ils collectent. De même, le rejet vers l'exutoire (réseau, milieu) doit également se faire gravitairement.

De par les spécificités du territoire, l'infiltration des eaux pluviales est interdite dans certaines zones. Les informations relatives aux contraintes d'infiltration sont présentées dans le chapitre C.II.4.3 Zones de réglementation spécifique en page 41 de ce même règlement.

C.II.4.4.1. Dimensionnement des ouvrages d'infiltration des eaux pluviales

C.II.4.4.1.1. Niveaux de service

La stratégie de gestion des eaux pluviales proposée repose sur trois niveaux de service. Chaque niveau de service correspond à un type de pluie, auquel est associée une façon de gérer cette pluie :

- Niveau 1 : **PLUIES COURANTES**

Les pluies courantes sont des pluies comprises entre **0 mm et 20 mm** en 24h. Elles représentent 92 % des pluies.

Ce volume de pluies doit être géré à la source par infiltration.

- Niveau 2 : **PLUIES MOYENNES A FORTES**

Les pluies moyennes à fortes sont les pluies comprises entre **20 mm et 40 mm** en 24h. Elles représentent environ 7 % des pluies, 99 % des pluies sont donc inférieures à 40 mm en 24h.

Ce volume de pluies doit être géré par infiltration. En cas d'impossibilité technique, les eaux seront alors gérées par rétention avec rejet à débit régulé au réseau communal ou au milieu naturel. Les ouvrages de gestion des eaux pluviales seront dimensionnés pour une pluie de période de retour minimum de 30 ans sur l'ensemble du territoire.

- Niveau 3 : **PLUIES EXTREMES**

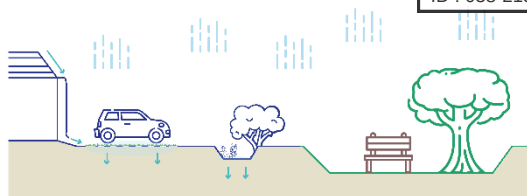
Les pluies extrêmes sont toutes les pluies supérieures à **40 mm** en 24h, soit 1 % des pluies. Ces pluies sont souvent à l'origine de ruissellements et débordements des ouvrages, qui doivent être contrôlés.

Pour la gestion de ces pluies, des **parcours à moindre dommage** doivent être identifiés de manière à permettre l'écoulement des eaux, en particulier dans des zones sans enjeux en temps de pluies telles que les cours d'eau, les parcs, les terrains de sport, etc.

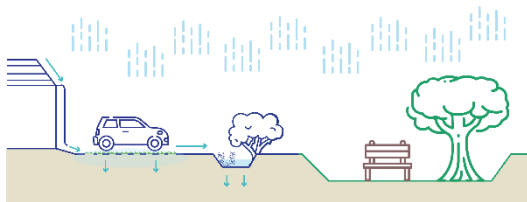
Il faut noter un changement stratégique de conception entre les niveaux 1/2 et 3. Pour le niveau de service 3, les débordements des ouvrages sont « acceptés », et les voiries et l'espace public sont « utilisés » pour évacuer les eaux avec des hauteurs et des vitesses compatibles avec la sécurité des personnes et des biens.

PLUIES COURANTES (N1)**Zéro rejet.**

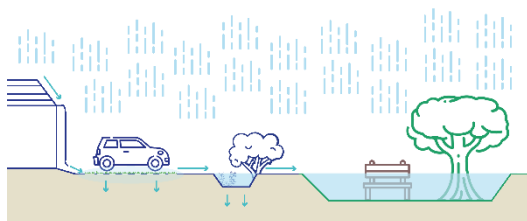
Gestion, infiltration à la source.

**PLUIES MOYENNES À FORTES (N2)****Zéro rejet.**

Gestion et infiltration.

**PLUIES EXTRÊMES (N3)****Gestion des inondations.**

Laisser passer l'eau, organiser l'inondation temporaire.



Source : Cereg

Figure 14 : Les différents niveaux de service

Le présent règlement impose la gestion des eaux pluviales par infiltration pour les pluies courantes à fortes (N1 et N2).

Cependant, certains sols ne permettent pas d'infiltrer du fait d'une perméabilité trop faible.

Pour que l'eau puisse s'infiltrer, la perméabilité du sol (K en m/s) doit être supérieure à 10^{-5} m/s. Avec une perméabilité plus faible que 10^{-5} m/s, l'infiltration de l'eau est difficile voire impossible.

Dans le cadre du zonage d'eaux pluviales de la CAPV, il est demandé :

- Si la capacité d'infiltration est comprise entre 10^{-1} et 10^{-5} m/s, le porteur de projet doit **infiltrer obligatoirement** les eaux pluviales (sauf zone d'interdiction),
- Si elle est comprise entre 10^{-5} et 10^{-6} m/s, **l'infiltration doit être privilégiée** et une solution intermédiaire peut être trouvée en accord avec le service compétent en GEPU de la CAPV,
- Si elle est inférieure à 10^{-6} m/s, le porteur de projet doit **faire une demande de dérogations au service compétent** du Pays Voironnais. La réglementation à respecter est décrite dans le paragraphe C.II.4.4.2 Dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales en page 52.

Pour vérifier la capacité d'infiltration au droit du futur ouvrage de gestion des eaux pluviales, il est recommandé de réaliser un essai de perméabilité (cf. guide du porteur de projet en annexe du présent règlement).

Type de sol	Gravier sans sable ni éléments fins			Sable avec gravier, sable grossier à fin		Sable très fin, limon grossier à limon argileux			Argile limoneuse à argile homogène
K (m/s)	10 ⁻¹	10 ⁻²	10 ⁻³	10 ⁻⁴	10 ⁻⁵	10 ⁻⁶	10 ⁻⁷	10 ⁻⁸	> 10 ⁻⁹
K (mm/h)	360000	36000	3600	360	36	3.6	0.36	0.036	> 0.0036
Capacité d'infiltration	Excellente			Bonne		Moyenne à faible			Faible à nulle
	INFILTRATION OBLIGATOIRE					INFILTRATION A PRIVILEGIER	INFILTRATION IMPOSSIBLE		
	Sol trop perméable, substitution à prévoir			Aucune adaptation à prévoir					

Tableau 5 : Capacité d'infiltration et de filtration des polluants des sols

De plus, dans les zones de réglementation spécifique où l'infiltration est interdite, l'ensemble des eaux pluviales interceptées doivent être acheminées vers un ouvrage de rétention avec un rejet à débit régulé vers le réseau pluvial ou le milieu naturel.

L'ensemble des caractéristiques permettant de déterminer le volume à stocker (débit de rejet, surface active, dimensionnement) est présenté dans le paragraphe C.II.4.4.2 Dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales en page 52.

C.II.4.4.1.2. N1 : Gestion des pluies courantes

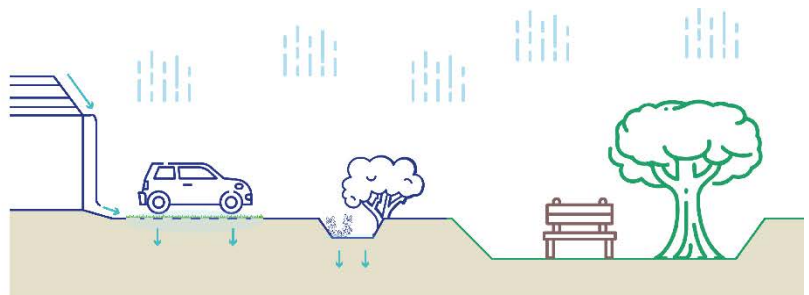
Le **niveau de service 1** constitue la **gestion des pluies courantes**.

Les 20 premiers millimètres de pluies sont gérés à la source par infiltration.

PLUIES COURANTES (N1)

Zéro rejet.

Gestion, infiltration à la source.



Source : Cereg

Figure 15 : Niveau de service N1

Un justificatif technique du dimensionnement et de l'aménagement des ouvrages de gestion des eaux pluviales doit être fourni au service compétent en GEPU du Pays Voironnais.

Le volume à infiltrer pour la gestion des pluies courantes est à déterminer à partir de :

$$\text{Volume à infiltrer (m}^3\text{)} = \text{Surface active nouvellement créée (m}^2\text{)} * 20 / 1000$$

Un **guide du porteur de projet** est fourni en annexe. Il présente les différentes informations qu'il faudra fournir à la CAPV pour justifier du dimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales du projet.

Le volume à infiltrer peut être réparti sur plusieurs types d'ouvrages (cf. guide du porteur de projet en annexe) :

- Espace vert en creux,
- Noue,
- Tranchée drainante,
- Stationnement perméable,
- Etc.

Toutes les eaux pluviales s'écoulant sur les surfaces artificialisées du projet doivent être interceptées par les ouvrages d'infiltration prévus.

C.II.4.4.1.3. N2 : Gestion des pluies moyennes à fortes

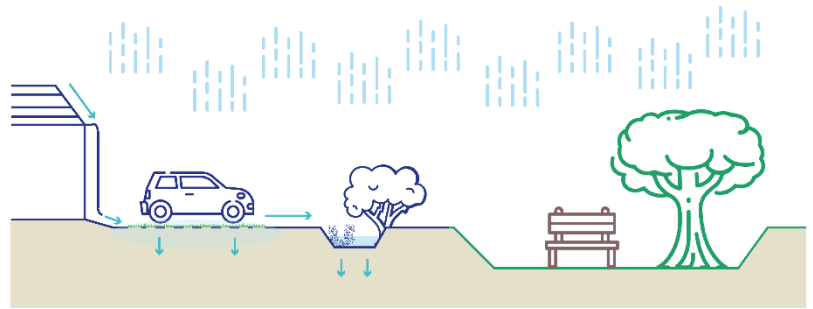
Le **niveau de service 2** constitue la **gestion des pluies moyennes à fortes**.

Ces pluies doivent être gérées par infiltration jusqu'à une occurrence 30 ans **sauf sur le bassin versant du Gorgeat (commune de Coublevie) où l'occurrence visée est 50 ans.**

Ce volume est à ajouter au volume à infiltrer pour la gestion des pluies courantes (niveau N1).

PLUIES MOYENNES À FORTES (N2)**Zéro rejet.**

Gestion et infiltration.



Source : Cereg

Figure 16 : Niveau de service N2

Un justificatif technique du dimensionnement et de l'aménagement des ouvrages de gestion des eaux pluviales doit être fourni au service compétent en GEPU du Pays Voironnais.

Le volume à infiltrer pour la gestion des pluies moyennes à fortes (niveau N2) est à déterminer à l'aide de :

- Les **coefficients de Montana pour l'occurrence 30 ans** (durée 6 minutes – 2 heures) de la **station pluviométrique de Grenoble-Saint Geoires**, située sur la commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoires (38) à environ 20 km de la CAPV. Celle-ci correspond à la station qui a la plus longue période d'observation autour du territoire (entre 1946 et aujourd'hui). Une analyse des pluies a démontré que la pluviométrie du territoire de la CAPV est plus importante que sur la commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoires. Par conséquent, afin que les coefficients de Montana correspondent au mieux aux données du territoire, un **coefficient de correction de la pluviométrie doit être appliqué sur l'ensemble des communes de la CAPV**. La répartition de ces différents coefficients de correction est présentée ci-dessous et sur la Carte n°12 en annexe du présent règlement.

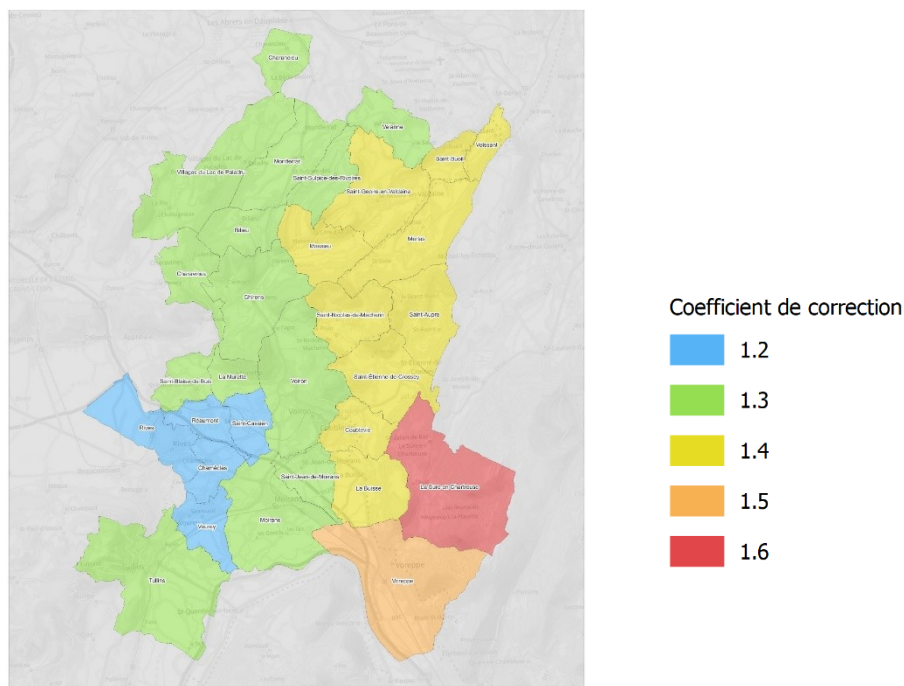


Figure 17 : Coefficient de correction de la pluviométrie à appliquer sur le territoire

- Le **volume à infiltrer pour le niveau N2 doit être déterminé à partir de la méthode des pluies**,
- La **durée de vidange doit être inférieure ou égale à 72h**. Sachant qu'il s'agit de la limite haute autorisée dans le cadre du zonage, le projet doit alors chercher à diminuer cette durée de vidange et par conséquent augmenter la surface d'infiltration.

Toutes les eaux pluviales s'écoulant sur les surfaces artificialisées du projet doivent être interceptées par les ouvrages d'infiltration prévus.

Cet ouvrage peut servir pour la gestion des eaux pluviales des niveaux N1 et N2. Si deux ouvrages distincts sont créés, l'ouvrage d'infiltration N1, une fois saturé, devra évacuer le sur-plus d'eau par surverse vers l'ouvrage d'infiltration N2.

Le porteur de projet, la structure ayant dimensionné les ouvrages de GIEP (bureau d'étude, architecte, géomètre, etc.) et l'entreprise de travaux doivent fournir un engagement écrit du respect de l'autorisation délivrée en termes de gestion des eaux pluviales.

C.II.4.4.1.4. N3 : Gestion des pluies extrêmes

→ Cf. Carte n°11 : Axes d'écoulement naturel et réseaux d'eaux pluviales

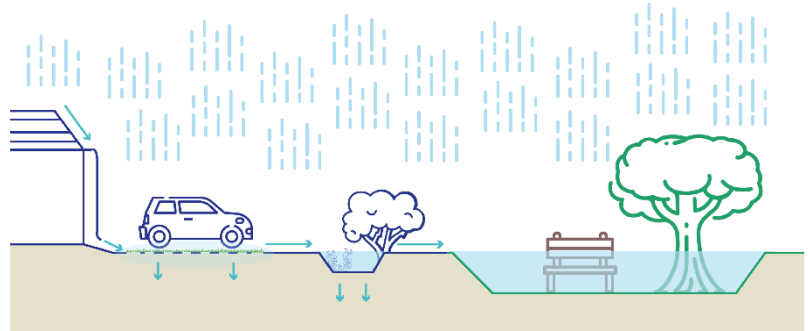
Le **niveau de service 3** consiste en la **gestion des pluies extrêmes**.

Les pluies extrêmes ne doivent pas générer de désordres dans l'emprise du projet, en amont et en aval.

PLUIES EXTRÊMES (N3)

Gestion des inondations.

Laisser passer l'eau, organiser l'inondation temporaire.



Source : Cereg

Figure 18 : Niveau de service N3

Pour ces événements pluvieux extrêmes, la plupart des ouvrages de rétention seront transparents puisqu'il est demandé de les dimensionner a minima pour 30 ans.

La gestion de ces débordements nécessite également de s'assurer que le milieu récepteur accepte ce surplus d'eau sans aggravation de la situation actuelle en aval : ceci passe par **l'identification du parcours à moindre dommage**. Un plan devra être transmis au service compétent.

Le parcours à moindres dommages comprend :

- Le chemin suivi par les ruissellements au sein du projet, y compris ceux provenant de l'amont,
- Les points bas où les eaux peuvent se stocker au sein du projet (inondation par une faible lame d'eau des espaces verts, parkings ou voirie),
- Le parcours des eaux de surverse après saturation des ouvrages de gestion des eaux pluviales sur le site et en aval.

Des espaces peuvent alors être pensés de manière à accepter une sur-inondation temporaire en cas de pluie extrême. Des dispositifs peuvent également être mis en place pour guider les écoulements :

- Ouvrages de diffusion des eaux,
- Système de surverse (exemple déversoir de sécurité). Cette surverse doit permettre de gérer les eaux pluviales jusqu'à une occurrence 100 ans,
- Ralentisseurs sur voirie,
- Batardeaux,
- etc.

Le porteur de projet doit identifier et tracer sur un extrait de la carte des axes d'écoulement fournies (carte n°11) :

- Les arrivées d'eaux en provenance de l'amont,
- Les écoulements au sein du projet,
- Le cheminement suivi par les eaux en aval du projet jusqu'à leur rejet dans l'axe d'écoulement le plus proche (situé en contrebas du projet).

En cas de difficulté à rejoindre un exutoire sans rencontrer d'obstacle, ou risque de créer une sur-inondation, il est nécessaire de se rapprocher du service compétent de la CAPV.

C.II.4.4.1.5. Mesures constructives pour les ouvrages d'infiltration

Réseau pluvial interne au projet

Le réseau de collecte des eaux pluviales (enterré et aérien) devra présenter une pente comprise entre 0,3 %, (soit 3 ‰) et 2%.

Si la capacité d'infiltration du sol est excellente ($> 10^{-4}$ m/s), le porteur de projet devra substituer les 50 premiers centimètres du sol afin d'obtenir une perméabilité comprise entre 10^{-4} et 10^{-5} m/s.

Distances à respecter

Sauf justificatif technique d'un organisme compétent (bureau d'études, architecte, etc.) ou avis de la cellule Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) du service Cycle de l'Eau de la CAPV, il est recommandé d'implanter l'ouvrage d'infiltration à plus de :

- 3 mètres des arbres de haute tige,
- 5 mètres des bâtiments, y compris riverains, sauf justification technique (engageant la responsabilité de son auteur) démontrant l'absence de risque pour la structure des bâtiments à proximité,
- 5 mètres des hauts de talus, ou plus si mentionné dans d'autres réglementations (PPR, PLU, etc.),
- 35 mètres des captages d'eau potable publics et privés.

Insertion paysagère

Pour une efficacité optimale et une bonne intégration paysagère, les ouvrages de gestion des eaux pluviales par infiltration doivent respecter les critères suivants :

- Ces ouvrages doivent être localisés en point bas du terrain, afin de collecter gravitairement toutes les eaux s'écoulant sur les surfaces artificialisées d'un projet. Il est fortement déconseillé de mettre en place des pompes de relevage qui nécessitent de l'entretien,
- L'implantation de ces ouvrages doit également prendre en compte la pente des terrains : ils doivent au maximum être réalisés parallèlement aux courbes de niveau et/ou en intégrant des redans pour éviter les pentes fortes et ainsi optimiser les volumes stockés,
- Le porteur du projet recherchera prioritairement à localiser les ouvrages dans les parties communes ou au plus proche afin d'en assurer la pérennité et en faciliter l'entretien,
- La pente des berges doit être faible : au maximum $1V/3H^{13}$,
- La profondeur devra être faible : au maximum 1 m. Pour **les bassins**, à partir d'une hauteur d'eau maximale dans l'ouvrage supérieure à 1 m, la mise en place d'une clôture autour du bassin est obligatoire : celle-ci doit être transparente aux écoulements (75% d'espaces vides). Si le bassin présente au moins deux berges de pente $1V/5H$, la clôture n'est pas obligatoire, quelle que soit la hauteur maximale d'eau dans l'ouvrage, des mesures doivent alors être prises de manière à sécuriser l'accès à la zone d'implantation de l'ouvrage : panneaux indicatifs, etc. Si la pente des berges est importante, le profil emboîté (marches d'escalier) devra être privilégié,
- Les berges et le fond doivent être végétalisés. Les racines et les rhizomes des végétaux assurent l'aération du sol et permettent de limiter le colmatage. Ils permettent de plus le développement d'une faune bactérienne susceptible de traiter les apports de polluants.
- Ces espaces sont considérés comme des espaces verts et doivent être entretenus sous risque d'être envahis par la végétation : tonte de la pelouse, fauchage périodique, ramassage de feuilles et détritiques, à l'image de l'entretien d'un jardin/espace vert,
- Une rampe d'accès jusqu'au fond du bassin sera mise en place afin d'assurer l'entretien mécanique.

Aujourd'hui, les bassins à ciel ouvert peuvent et doivent être conçus comme des **espaces multi-usages**, favorisant leur intégration dans le site et leur bon fonctionnement. En général, ils participent aisément à l'amélioration du cadre de vie : bassins d'agrément, espaces verts, terrains de jeux, etc.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales ne doivent pas devenir des pièges pour la faune. Pour cela, il est demandé de s'appuyer sur le guide établi par le Conseil Départemental de l'Isère et l'ASPAS qui sont disponibles sur le site de l'association Le Pic vert : <https://lepicvert.org/articles/item/ensemble-neutralisons-les-pieges-involontaires-pour-la-faune>

¹³ 1 longueur verticale pour 3 longueurs horizontales

C.II.4.4.2. Dimensionnement des ouvrages de rétention des eaux pluviales

C.II.4.4.2.1. Mesures dérogatoires

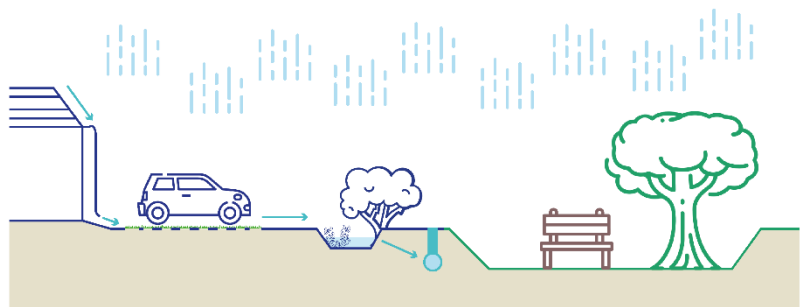
→ Cf. Carte n°12 : Contraintes d'infiltration

Une **dérogation** pourra être accordée par le service compétent de la CAPV lorsqu'un projet s'inscrit **dans une zone où l'infiltration est impossible ou interdite**. Cette demande de dérogation devra être dûment justifiée.

En fonction de la capacité d'infiltration du sol, une partie ou la totalité des pluies doivent être gérées par rétention avec rejet à débit régulé vers le réseau communal ou le milieu naturel.

DEROGATIONS EN CAS D'INFILTRATION IMPOSSIBLE OU INTERDITE

Rejet à débit régulé.
Gestion et rétention.



Source : Cereg

Figure 19 : Mesures dérogatoires

C.II.4.4.2.2. Débit de rejet

Le débit de rejet accepté est déterminé de manière à ce que le projet ne cause aucune aggravation en aval de celui-ci, il correspond donc au débit de ruissellement généré par des parcelles naturelles pour des pluies courantes.

Le débit de rejet autorisé dépend de la surface artificialisée du projet :

- Pour une surface artificialisée $\leq 2\,000\text{ m}^2$: le débit de rejet autorisé est fixe = 1 l/s maximum,
- Pour une surface artificialisée $> 2\,000\text{ m}^2$: le débit de rejet régulé = 5 l/s/ha artificialisé au maximum.

C.II.4.4.2.3. Dimensionnement

Un justificatif technique du dimensionnement et de l'aménagement des ouvrages de gestion des eaux pluviales doit être fourni au service compétent en GEPU du Pays Voironnais.

Le volume de rétention pour la gestion des pluies courantes (niveau N1) est à déterminer à partir de :

$$\text{Volume à infiltrer (m}^3\text{)} = \text{Surface active nouvellement créée (m}^2\text{)} * 20 / 1000$$

Le volume de rétention pour la gestion des pluies moyennes à fortes (niveau N2) est à déterminer à l'aide de :

- Les **coefficients de Montana pour l'occurrence 30 ans** (durée 6 minutes – 2 heures) de la **station pluviométrique de GRENOBLE-ST GEOIRS (indicatif : 38384001)**.

Une analyse des pluies a démontré que la pluviométrie sur le territoire de la CAPV est plus importante que sur la commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs. Par conséquent, afin que les coefficients de Montana correspondent au mieux aux données du territoire, un **coefficient de correction doit être appliqué sur l'ensemble des communes de la**

CAPV. La répartition de ces différents coefficients de correction est présentée ci-dessous et dans le guide du porteur de projet en annexe du présent règlement.

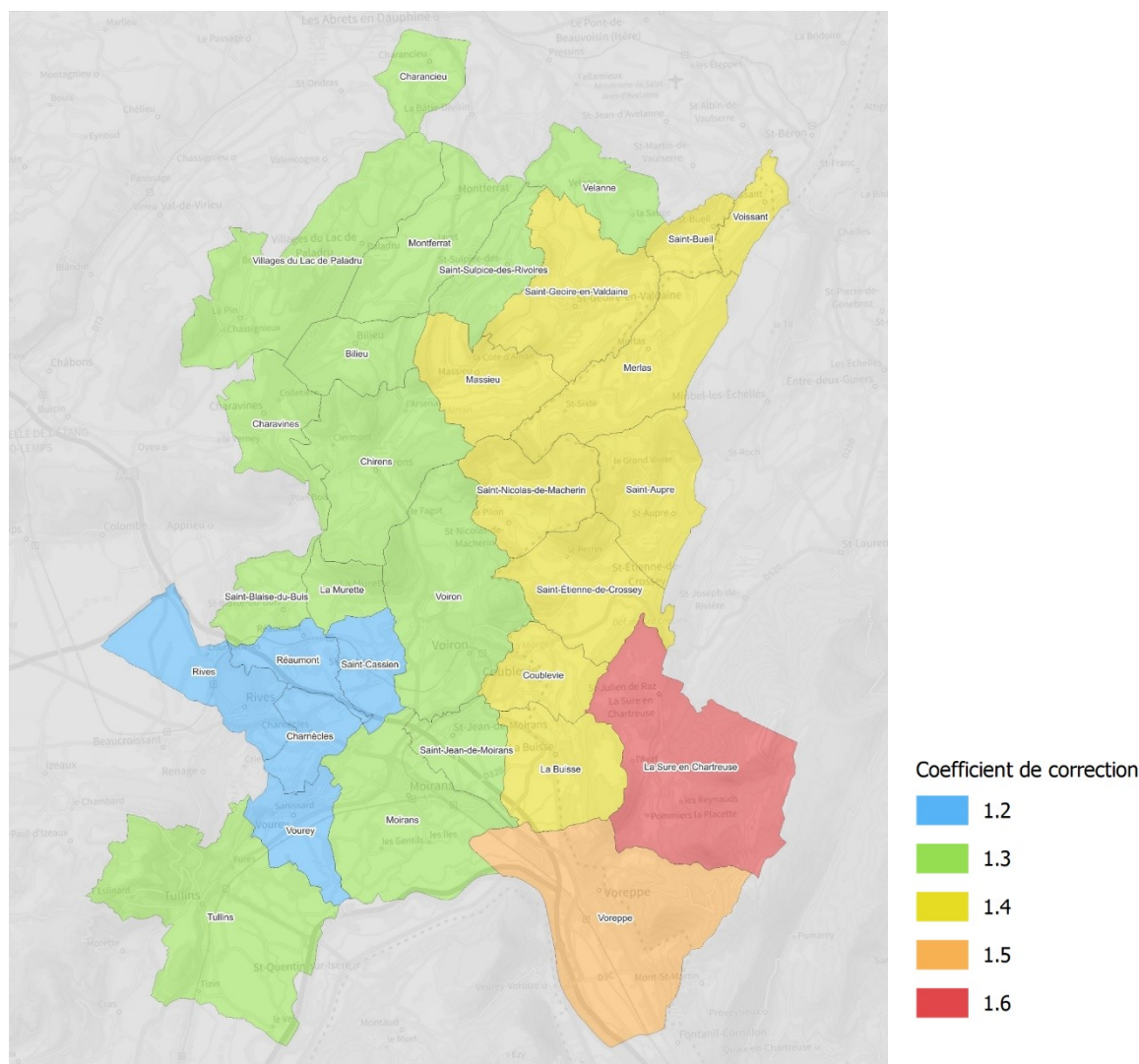


Figure 20 : Coefficient de correction de la pluviométrie à appliquer sur le territoire

- Le volume de rétention à gérer doit être déterminé à partir de la **méthode des pluies**,
- La **durée de vidange doit être inférieure ou égale à 72h**. Sachant qu'il s'agit de la limite haute autorisée dans le cadre du zonage, le projet doit alors chercher à diminuer cette durée de vidange et par conséquent augmenter la surface d'infiltration.

Toutes les eaux pluviales s'écoulant sur les surfaces artificialisées du projet doivent être interceptées par les ouvrages d'infiltration prévus.

Cet ouvrage peut servir pour la gestion des eaux pluviales des niveaux N1 et N2. Si deux ouvrages distincts sont créés, l'ouvrage de rétention N1, une fois saturé, devra évacuer le sur-plus d'eau par surverse vers l'ouvrage de rétention N2.

Le porteur de projet, la structure ayant dimensionné les ouvrages de GIEP (bureau d'étude, architecte, géomètre, etc.) et l'entreprise de travaux doivent fournir un engagement écrit du respect de l'autorisation délivrée en termes de gestion des eaux pluviales.

Cas d'une parcelle où des surfaces sont déjà artificialisées et sur laquelle de nouvelles surfaces artificialisées vont être créées :

- Si les **surfaces artificialisées existantes RESPECTENT le présent règlement** : seules les nouvelles surfaces artificialisées devront être prises en compte,
- Si les **surfaces artificialisées existantes NE RESPECTENT PAS le présent règlement** : la totalité des surfaces artificialisées (existantes et nouvelles) devront être prises en compte.

C.II.4.4.2.4. Mesures constructives pour les ouvrages de rétention

Réseau pluvial interne au projet

Le réseau de collecte des eaux pluviales (enterré et aérien) devra présenter une pente comprise entre 0,3 %, (soit 3 ‰¹⁴) et 2 ‰¹⁵.

Le diamètre des canalisations ne devra jamais être inférieur à 200 mm.

Si un réseau de collecte enterré est prévu, il doit intégrer des **regards de décantation** : il s'agit de favoriser le dépôt des sédiments et débris organiques au fond du regard. Pour cela, les canalisations entrant et sortant du regard sont positionnées à minima 50 cm au-dessus du fond du regard. Un entretien régulier des regards est recommandé.

De plus, il est recommandé de mettre en place des systèmes de clapets anti-retours afin de réduire les risques d'inondation aux abords de sa parcelle.

Distances à respecter

Sauf justificatif technique d'un organisme compétent (bureau d'études, architecte, etc.) ou avis de la cellule Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) du service Cycle de l'Eau de la CAPV, il est recommandé d'implanter l'ouvrage de rétention à plus de :

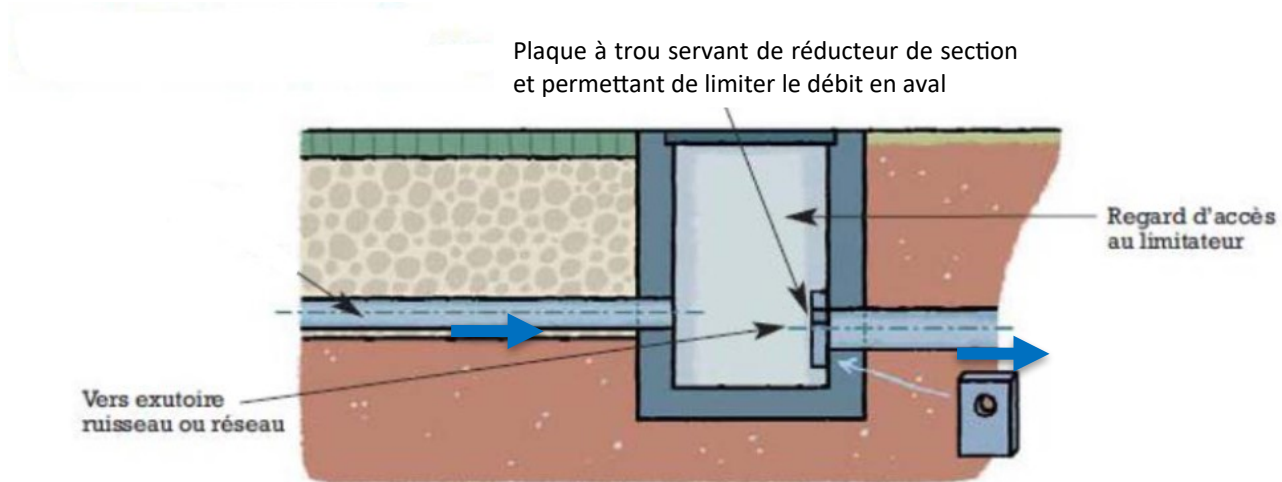
- 3 mètres des arbres de haute tige,
- 5 mètres des bâtiments, y compris riverains, sauf justification technique (engageant la responsabilité de son auteur) démontrant l'absence de risque pour la structure des bâtiments à proximité,
- 5 mètres des hauts de talus, ou plus si mentionné dans d'autres réglementations (PPR, PLU, etc.),
- 35 mètres des captages d'eau potable publics et privés.

Ouvrage de vidange

Pour des bassins de rétention de volume < 50 m³ :

Le respect d'un débit de fuite de 1 l/s nécessite la mise en œuvre d'un orifice de fuite de très faible diamètre : 20 mm.

Le diamètre minimal autorisé pour les canalisations étant de 200 mm, il s'agit de mettre en œuvre un **réducteur de section** pouvant consister en une plaque trouée (en acier galvanisé pour limiter les phénomènes de corrosion). Ce dispositif doit être installé dans un regard accessible afin d'en faciliter l'entretien.



Source : Grand Lyon

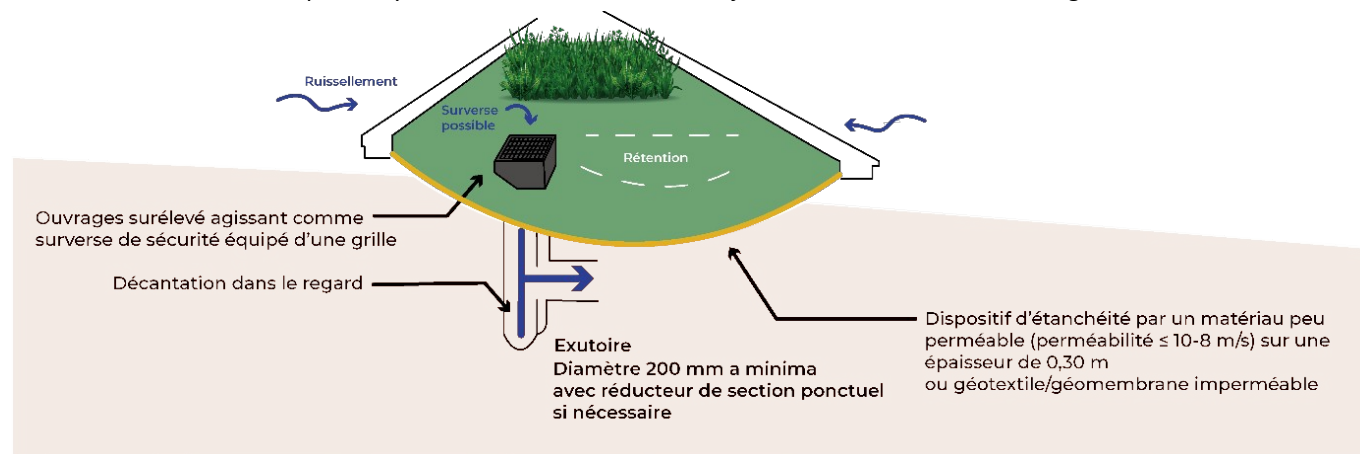
Figure 21 : Exemple de réduction de section

¹⁴Pente minimale des collecteurs

¹⁵Pente maximale des collecteurs

Afin d'éviter tout problème d'obstruction de cet orifice, il est demandé :

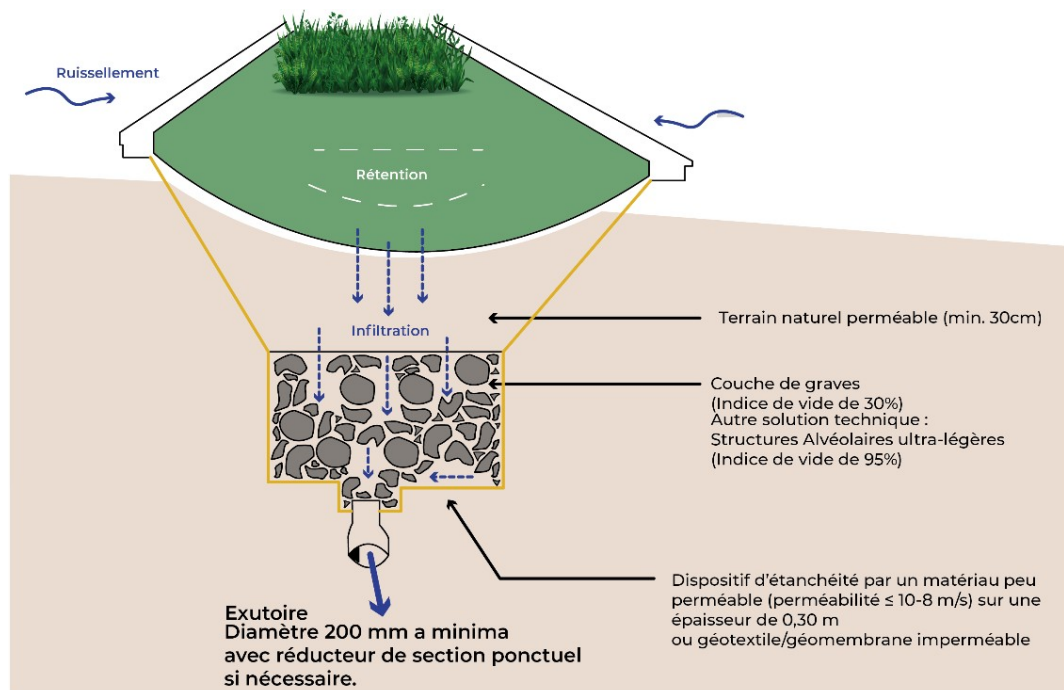
- De mettre un dégrilleur en amont de l'orifice et de protéger la tête amont de la grille,
- D'évacuer les eaux par un système de surverse avant de rejoindre la canalisation de vidange :



Source : Cereg

Figure 22 : Exemple d'ouvrage de régulation avec un système de surverse

- Soit par drainage en fond d'ouvrage, en particulier lorsque l'infiltration est interdite :



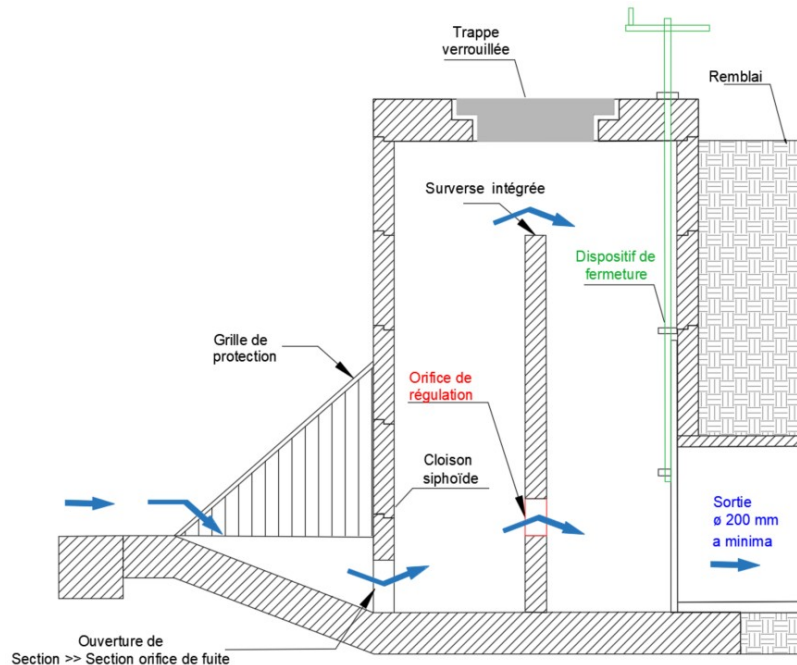
Source : Cereg

Figure 23 : Exemple d'ouvrage de drainage de fond

Pour des bassins de rétention de volume $\geq 50 \text{ m}^3$:

Toutes les mesures précédentes s'appliquent également à ce type de projet.

En complément, si un ouvrage de type bassin avec un rejet à débit régulé vers le milieu récepteur est prévu, il doit intégrer **une grille de protection** et un **ouvrage de vidange (sortie) présentant une cloison siphonide** ou plongeante pour piéger d'éventuels polluants non miscibles et moins denses que l'eau en sortie de l'ouvrage de rétention. Un **dispositif d'obturation** (type vanne murale) sera installé en sortie du bassin pour piéger les pollutions accidentelles. Ces pollutions devront être évacuées par pompage puis traitées conformément à la réglementation en vigueur.



Source : Cereg

Figure 24 : Exemple d'ouvrage de régulation

Pour des noues de diffusion :

Enfin, en cas de présence de surverse sur la parcelle, un écoulement diffus des eaux sera à privilégier afin de réduire les risques d'instabilité et d'éviter la concentration des infiltrations. En cas de difficultés, il est nécessaire de se rapprocher du service compétent de la CAPV.

**Insertion paysagère**

Pour une efficacité optimale et une bonne intégration paysagère, **les ouvrages de gestion des eaux pluviales par rétention** doivent respecter les critères suivants :

- Ces ouvrages doivent être localisés en point bas du terrain, afin de collecter gravitairement toutes les eaux s'écoulant sur les surfaces artificialisées d'un projet. Il est fortement déconseillé de mettre en place des pompes de relevage qui nécessitent de l'entretien,
- L'implantation de ces ouvrages doit également prendre en compte la pente des terrains : ils doivent au maximum être réalisés parallèlement aux courbes de niveau et/ou en intégrant des redans pour éviter les pentes fortes et ainsi optimiser les volumes stockés,
- Le porteur du projet recherchera prioritairement à localiser les ouvrages dans les parties communes ou au plus proche afin d'en assurer la pérennité et en faciliter l'entretien,
- La pente des berges doit être faible : au maximum $1V/3H^{16}$,
- La profondeur devra être faible : au maximum 1 m. Pour **les bassins**, à partir d'une hauteur d'eau maximale dans l'ouvrage supérieure à 1 m, la mise en place d'une clôture autour du bassin est obligatoire : celle-ci doit être transparente aux écoulements (75% d'espaces vides). Si le bassin présente au moins deux berges de pente $1V/5H$, la clôture n'est pas obligatoire, quelle que soit la hauteur maximale d'eau dans l'ouvrage, des mesures doivent alors être prises de manière à sécuriser l'accès à la zone d'implantation de l'ouvrage : panneaux indicatifs, etc. Si la pente des berges est importante, le profil emboîté (marches d'escalier) devra être privilégié,

¹⁶ 1 longueur verticale pour 3 longueurs horizontales

- Dans les zones où l'infiltration est IMPOSSIBLE : les berges et le fond doivent être végétalisés. Les racines et les rhizomes des végétaux assurent l'aération du sol et permettent de limiter le colmatage. Ils permettent de plus le développement d'une faune bactérienne susceptible de traiter les apports de polluants,
- Dans les zones où l'infiltration est INTERDITE, les berges et le fond doivent être parfaitement étanche par la mise en œuvre d'une géomembrane, d'argile, etc. Le dispositif d'étanchéité doit être ensuite recouvert d'une épaisseur de terre végétale suffisante pour permettre une végétalisation des berges et du fond,
- Afin d'assurer l'évacuation totale des eaux collectées et l'absence d'eau stagnante après vidange, un système de drainage devra être mis en place au point bas du projet,
- Ces espaces sont considérés comme des espaces verts et doivent être entretenus sous risque d'être envahis par la végétation : tonte de la pelouse, fauchage périodique, ramassage de feuilles et détritiques, à l'image de l'entretien d'un jardin/espace vert,
- Une rampe d'accès jusqu'au fond du bassin sera mise en place afin d'assurer l'entretien mécanique.

Aujourd'hui, les **bassins à ciel ouvert** peuvent et doivent être conçus comme des **espaces multi-usages**, favorisant leur intégration dans le site et leur bon fonctionnement. En général, ils participent aisément à l'amélioration du cadre de vie : bassins d'agrément, espaces verts, terrains de jeux, etc.

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales ne doivent pas devenir des pièges pour la faune. Pour cela, il est demandé de s'appuyer sur le guide établi par le Conseil Départemental de l'Isère et l'ASPAS qui sont disponibles sur le site de l'association Le Pic vert : <https://lepicvert.org/articles/item/ensemble-neutralisons-les-pieges-involontaires-pour-la-faune>

C.II.4.4.3. Entretien des ouvrages de gestion des eaux pluviales

Les ouvrages de gestion des eaux pluviales (infiltration et rétention) doivent faire l'objet d'un **entretien régulier à la charge du propriétaire**. L'évacuation des déchets issus de cet entretien devra se conformer à la législation en vigueur. **Une attention particulière doit être portée aux espèces exotiques envahissantes pour éviter leur prolifération.**

Le porteur de projet doit fournir à la CAPV un engagement écrit pour l'entretien des ouvrages, décrivant les modalités d'intervention.

C.II.5. Obligation de laisser l'accès aux ouvrages

Conformément à l'article L1331-11 du Code de la Santé Publique, les agents du service compétent de la communauté d'agglomération du Pays Voironnais (CAPV) ont accès aux propriétés privées pour effectuer leur mission de contrôle de conformité.

C.II.5.1. Contrôle des ouvrages de gestion des eaux pluviales

En vertu de l'article L.2226-1 du Code général des collectivités territoriales : « Le service de gestion des eaux pluviales urbaines assure le **contrôle du raccordement** des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales urbaines et du **respect des prescriptions** fixées en application du dernier alinéa de l'article L. 1331-1 du Code de la santé publique et par le zonage défini aux 3° et 4° de l'article L. 2224-10 du présent code ainsi que par les règlements en vigueur. Les modalités d'exécution de ce contrôle sont précisées par délibération du conseil municipal. »

Le service compétent de la CAPV ainsi que tout agent mandaté à cet effet par la CAPV sont en droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art.

Ce contrôle s'exerce :

- Sur les installations privées d'évacuation des eaux pluviales,
- Sur les ouvrages de gestion des eaux pluviales,
- Sur la partie publique du raccordement.

Le service compétent de la CAPV est en droit d'effectuer un contrôle de la conformité des projets au moment de la conception, au titre de la protection du réseau public et de la gestion des risques de débordement, mais également un contrôle de la réalisation avant la mise en service du raccordement.

Dans cet objectif, le service compétent de la CAPV doit être averti du démarrage d'un chantier par le porteur de projet.

C.II.5.2. Contrôle de la qualité des rejets

Le service compétent de la CAPV ainsi que tout agent mandaté à cet effet par la CAPV peuvent être amenés à effectuer, chez tout usager du service et à tout moment, tout prélèvement et contrôle qu'ils estiment utile pour le bon fonctionnement des installations.

Si les rejets ne sont pas conformes aux prescriptions réglementaires et à la législation en vigueur, les frais de contrôle et d'analyse ainsi que les frais annexes occasionnés sont à la charge de l'utilisateur.

Toutes mesures utiles pourront être prises en cas d'atteinte à la salubrité publique, à la préservation du milieu récepteur, à la sécurité du personnel et à la protection du patrimoine.

C.II.5.3. Contrôle des opérations d'aménagement

C.II.5.3.1. Contrôle en phase travaux

Le porteur du projet doit transmettre au service compétent de la CAPV l'ensemble des documents suivants, via le site internet de la CAPV, durant toute la durée des travaux :

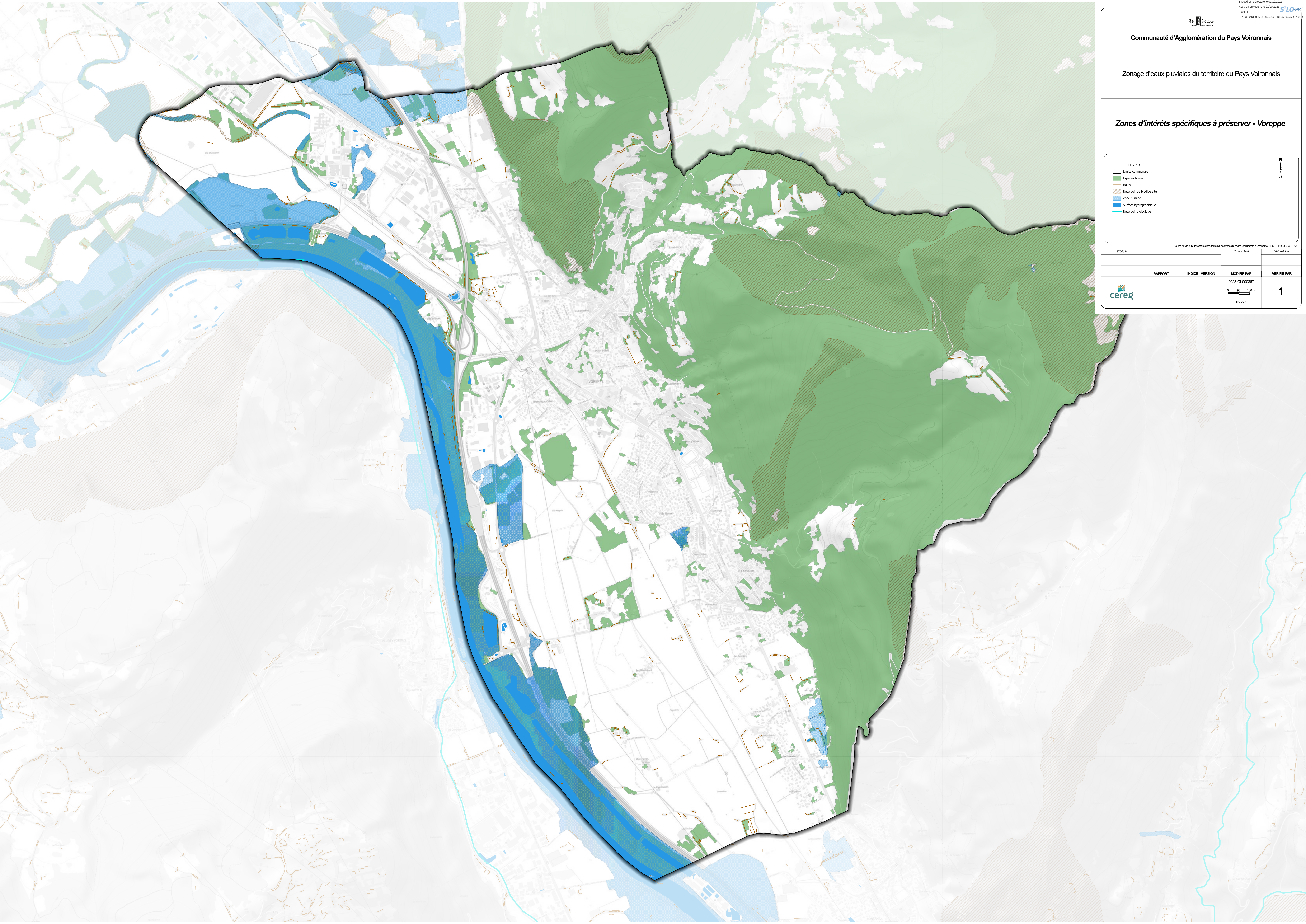
- Informer le service compétent de la CAPV du démarrage des travaux,
- En début de chantier :
 - Planning prévisionnel détaillé sur la totalité du chantier,
 - Photographies de la zone où doit être positionnée l'ouvrage de gestion des eaux pluviales.
- En cours de chantier :
 - A minima, toutes les semaines, photographies de l'avancement des travaux sur la zone où sera positionné l'ouvrage de gestion des eaux pluviales,
 - Photographies de l'avancement des travaux montrant les dimensions précises de l'ouvrage : profondeur, matériaux utilisés, etc.,
 - Photographies approchées et éloignées de l'ensemble des organes composant l'ouvrage de gestion des eaux pluviales.
- Carnet de photographies en fin de chantier :
 - Plan de recollement,
 - Photographies du rendu final avant fermeture de la tranchée,
 - Carnet de photographies reprenant l'ensemble des photographies.

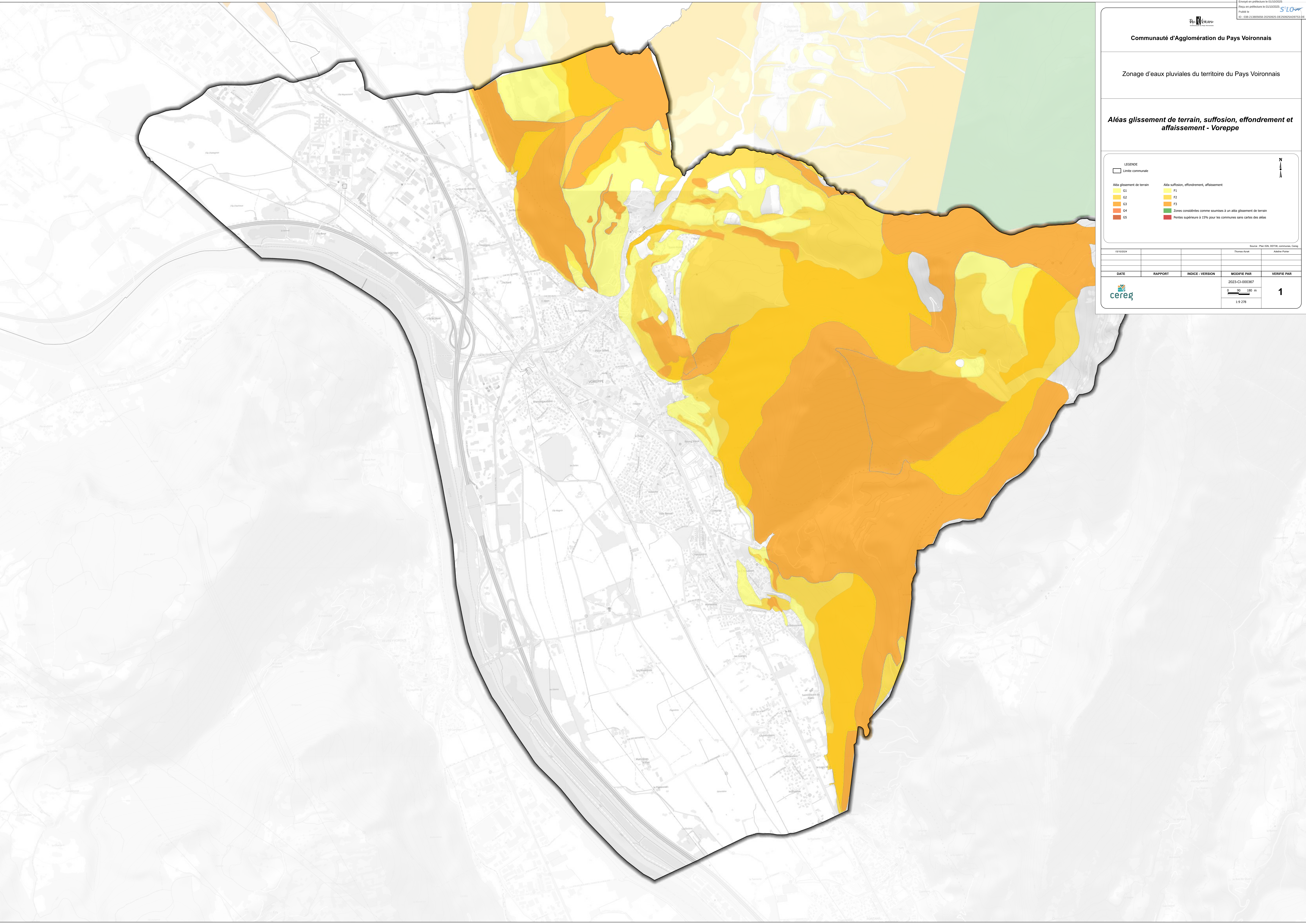
Le service compétent de la CAPV peut être amené à effectuer, chez tout usager du service et à tout moment, des contrôles afin de constater la bonne réalisation des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

Si les installations ne sont pas conformes aux prescriptions réglementaires et à la législation en vigueur, le service compétent peut demander la mise en conformité de l'ouvrage.

ANNEXES







Aléas glissement de terrain, suffosion, effondrement et affaissement - Voreppe

LEGENDE

▬ Limite communale

Aléas glissement de terrain

- G1
- G2
- G3
- G4
- G5

Aléas suffosion, effondrement, affaissement

- F1
- F2
- F3
- Zones considérées comme soumises à un aléa glissement de terrain
- Pentes supérieures à 15% pour les communes sans cartes des aléas

Source : Plan IGN, SDITM, communes, Cereg

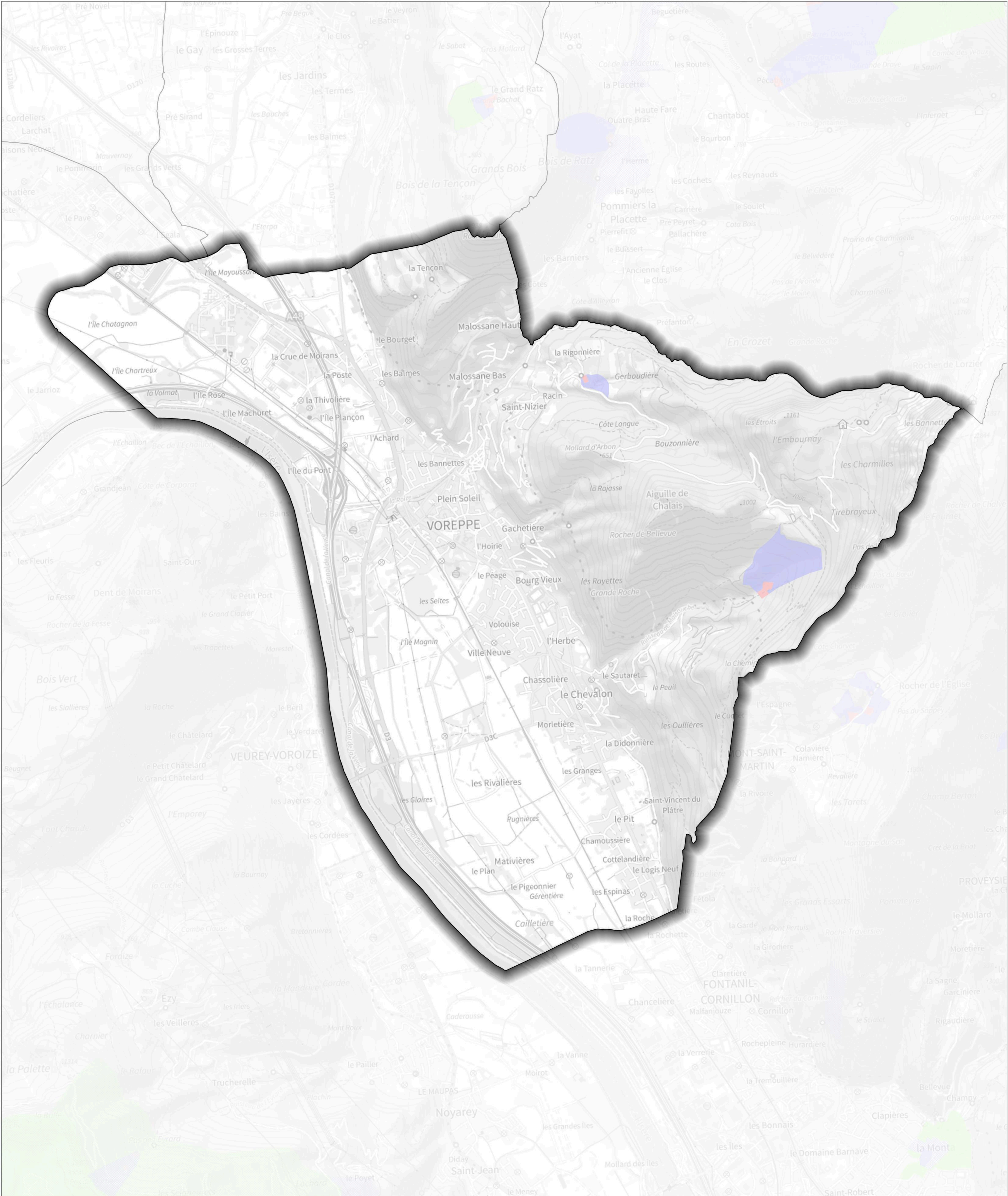
19/10/2024			Thomas Azzi	Adeline Poncey
DATE	RAPPORT	INDICE - VERSION	MODIFIE PAR	VERIFIE PAR
			2023-CI-000367	
			0 90 180 m	1
			1:9 278	



Communauté d'agglomération du Pays Voironnais

Zonage d'eaux pluviales du territoire du Pays Voironnais

Périmètres de protection des captages d'eau potable - Voreppe



Carte élaborée par Cereg en octobre 2024 | Source : Plan IGN, ARS

LEGENDE

Limite communale

Périmètre de protection

Périmètre de protection immédiat

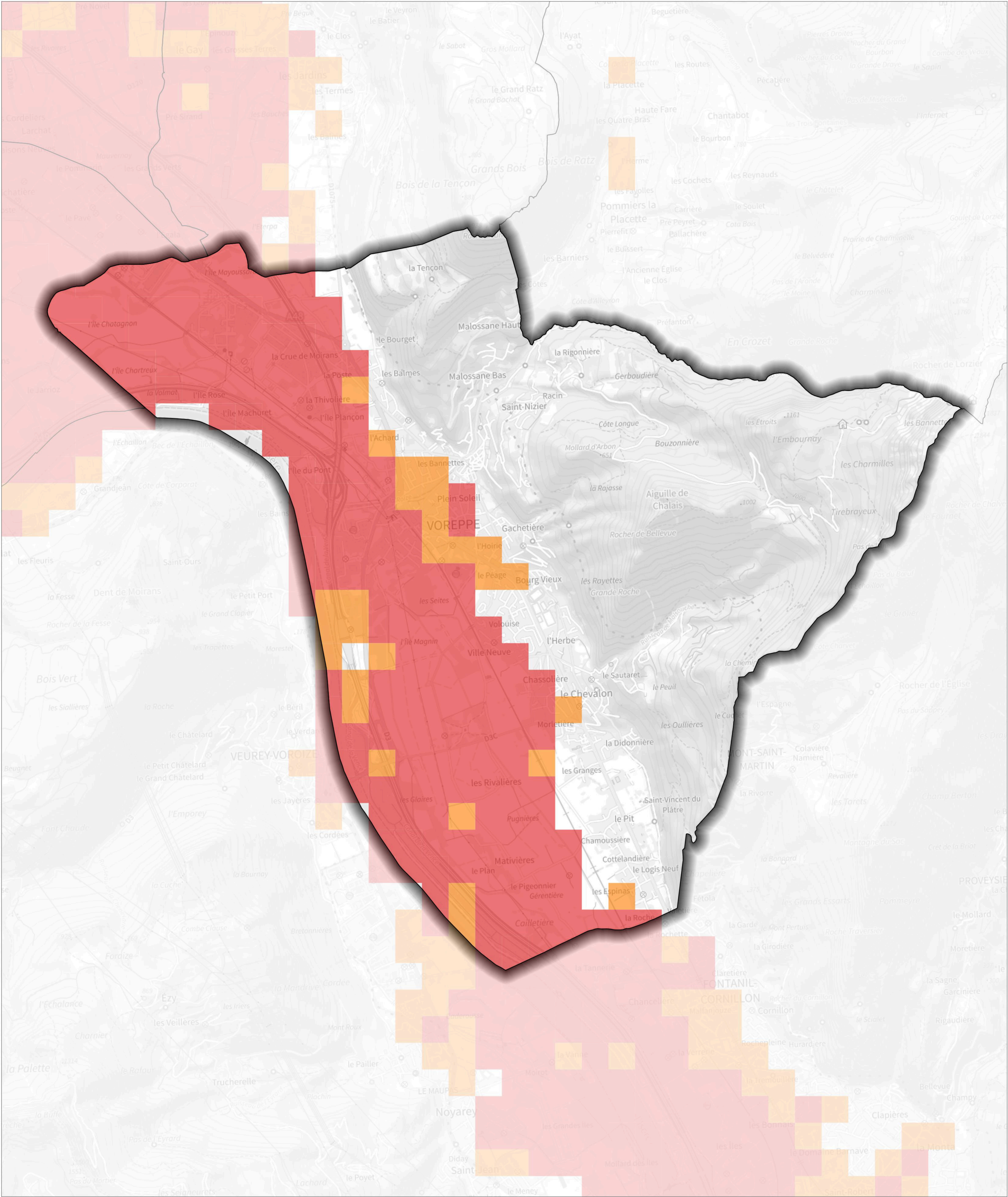
Périmètre de protection rapproché

Périmètre de protection éloigné




0 300 600 m

Communauté d'agglomération du Pays Voironnais
Zonage d'eaux pluviales du territoire du Pays Voironnais
Sensibilité aux inondations par remontée de nappe - Voreppe



Carte élaborée par Cereg en octobre 2024 | Source : Plan IGN, Géorisques

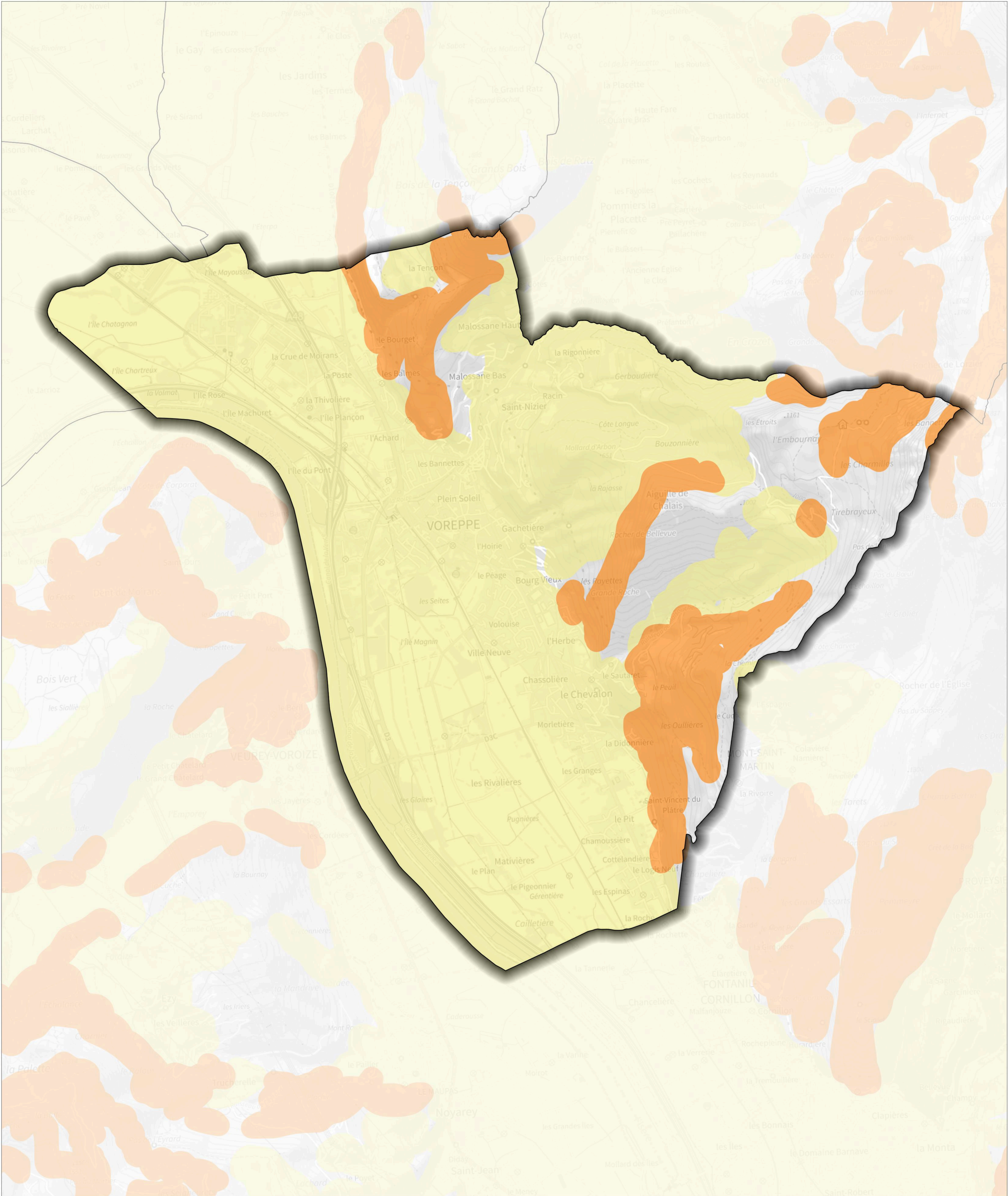
LEGENDE

-  Limite communale
-  Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
-  Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave




0 300 600 m

Communauté d'agglomération du Pays Voironnais
Zonage d'eaux pluviales du territoire du Pays Voironnais
Sensibilité au phénomène de retrait-gonflement des argiles - Voreppe



Carte élaborée par Cereg en octobre 2024 | Source : Plan IGN, Géoportail

LEGENDE

Limite communale

Aléa

Faible

Moyen

Fort




0 300 600 m

Sites et sols potentiellement pollués - Voreppe

LEGENDE

— Limite communale

— Route primaire

Sites SEVESO

- Non Seveso
- Seveso seul bas
- Seveso seul haut

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

- ★ Autorisation
- ★ Enregistrement
- ★ Autres régimes
- ◆ Autres rubriques
- ◆ Inventaire historique des sites industriels et activités de services (BASIAS)
- ◆ Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (BASOL)
- Regret potentiel PFAS
- Surface d'activités industrielles ou commerciales

Source : Plan IGN, Géologie

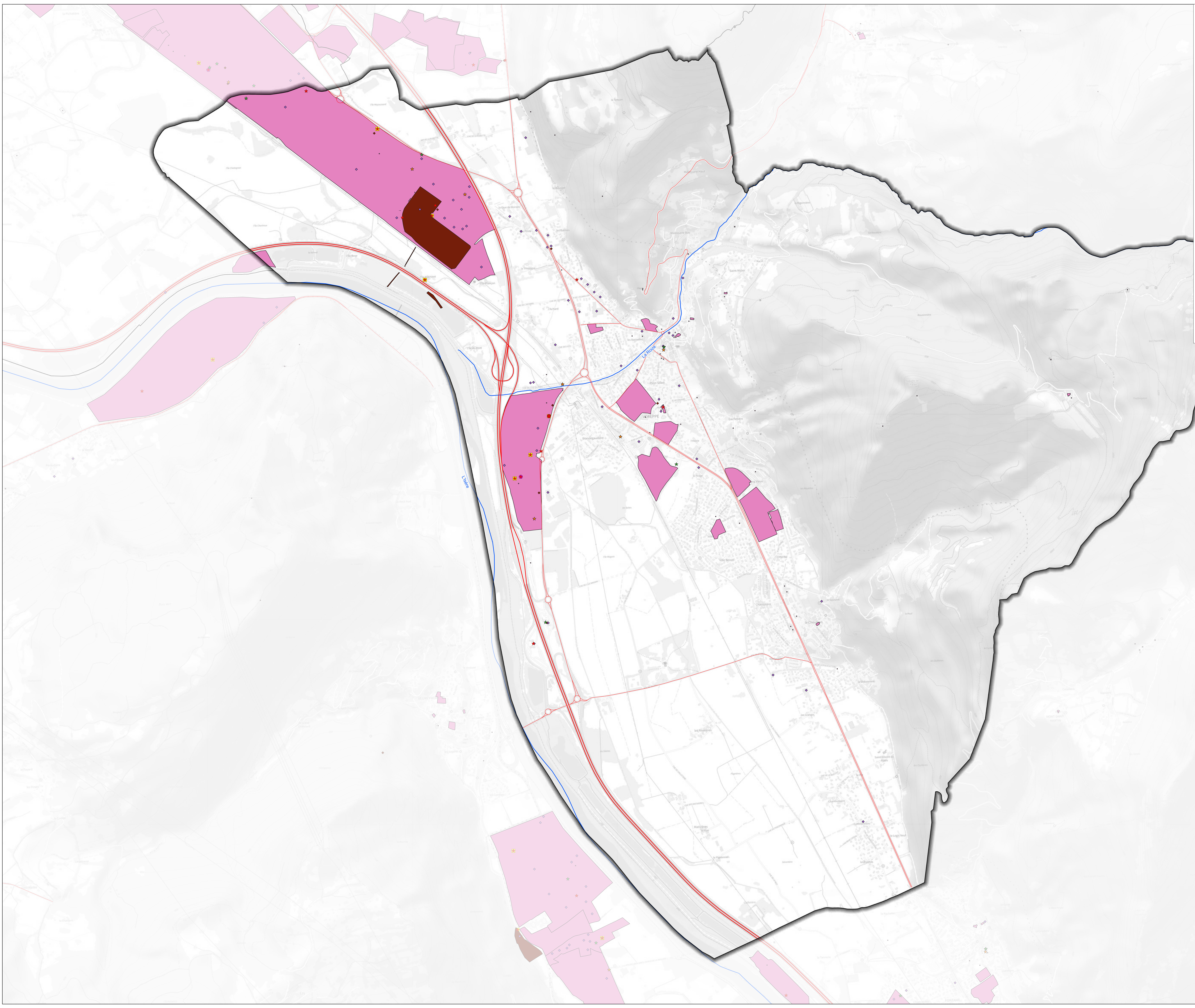
19/10/2024

Thomas Azou

Adeline Poncey

DATE	RAPPORT	INDICE - VERSION	MODIFIE PAR	VERIFIE PAR
			2023-CI-000367	
			0 90 180 m	1
			1:9 278	

cereg



Communauté d'agglomération du Pays Voironnais



ZONAGE D'EAUX PLUVIALES ET RÈGLEMENT À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE DU PAYS VOIRONNAIS (38)

Guide du porteur de projet



Juin 2024

LE PROJET

Client	Communauté d'agglomération du Pays Voironnais
Projet	Zonage d'eaux pluviales et règlement à l'échelle du territoire du Pays Voironnais (38)
Intitulé du rapport	Guide du porteur de projet

LES AUTEURS

	CEREG Haute-Savoie Bureau relais E3 - BATIMENT LE CHALLENGE ZAE des Esserts - 3 rue de la Fonderie - 74140 DOUVAINE Tel : 06 34 21 51 19 – a.poirier@cereg.com Siège : Cereg Ingénierie – 399 rue Georges Seguy – Bâtiment B – 34080 MONTPELLIER Tel : 04.67.41.69.80 - Fax : 04.67.41.69.81 - montpellier@cereg.com www.cereg.com – SIRET 492 706 338 00034 – RCS Montpellier 492 706 338 APE : 7112B – TVA Intra-Com : FR46 492 706 338
--	---

Réf. Cereg - 2023-CI-000367

Id	Date	Etabli par	Vérifié par	Description des modifications / Evolutions
V1	Octobre 2024	Thomas AZRAK	Adeline POIRIER	Version initiale

Certification



A. AIDE AU DIMENSIONNEMENT DES OUVRAGES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

A.I. LES ÉTAPES À SUIVRE

A.I.1. Documents à utiliser

- Le présent guide du porteur de projet,
- Le règlement du zonage d'eaux pluviales,
- Le plan détaillé de votre projet.

Vous pouvez faire appel à un organisme spécialisé compétent dans la gestion intégrée des eaux pluviales pour dimensionner et implanter vos ouvrages.

A.I.2. Les étapes à suivre pour définir les modalités de la gestion des eaux pluviales s'imposant à mon projet :

ETAPE 1 : Le projet est-il soumis à la réglementation du zonage d'eaux pluviales ?

Le **périmètre d'application** du règlement du zonage d'eaux pluviales est présenté dans le **paragraphe B. du règlement** du zonage d'eaux pluviales.

ETAPE 2 : Quelle commune est concernée par le projet ?

La station pluviométrique de GRENOBLE-ST GEOIRS (indicatif : 38384001), située sur la commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs (38) à environ 20 km de la CAPV est retenue comme la station de référence sur le territoire de la CAPV. Elle présente la plus longue période d'observation autour du territoire (entre 1946 et aujourd'hui) et elle est située sur le même versant du massif de la Chartreuse et du Vercors.

Une analyse des pluies a démontré que la pluviométrie sur le territoire de la CAPV est plus importante que sur la commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs. Par conséquent, afin que les coefficients de Montana correspondent au mieux aux données du territoire, un **coefficient de correction doit être appliqué sur l'ensemble des communes de la CAPV**. La répartition de ces différents coefficients de correction est présentée sur la carte en page suivante.

L'identification de la commune concernée par le projet permet de savoir quel **coefficient de correction de la pluviométrie doit être appliqué**.

Ce coefficient s'applique aux coefficients de Montana (durée 6 minutes – 2 heures) de la station de GRENOBLE-ST GEOIRS (indicatif : 38384001) pour la période de retour 30 ans. Les données les plus récentes sont à acquérir auprès de Météo-France.

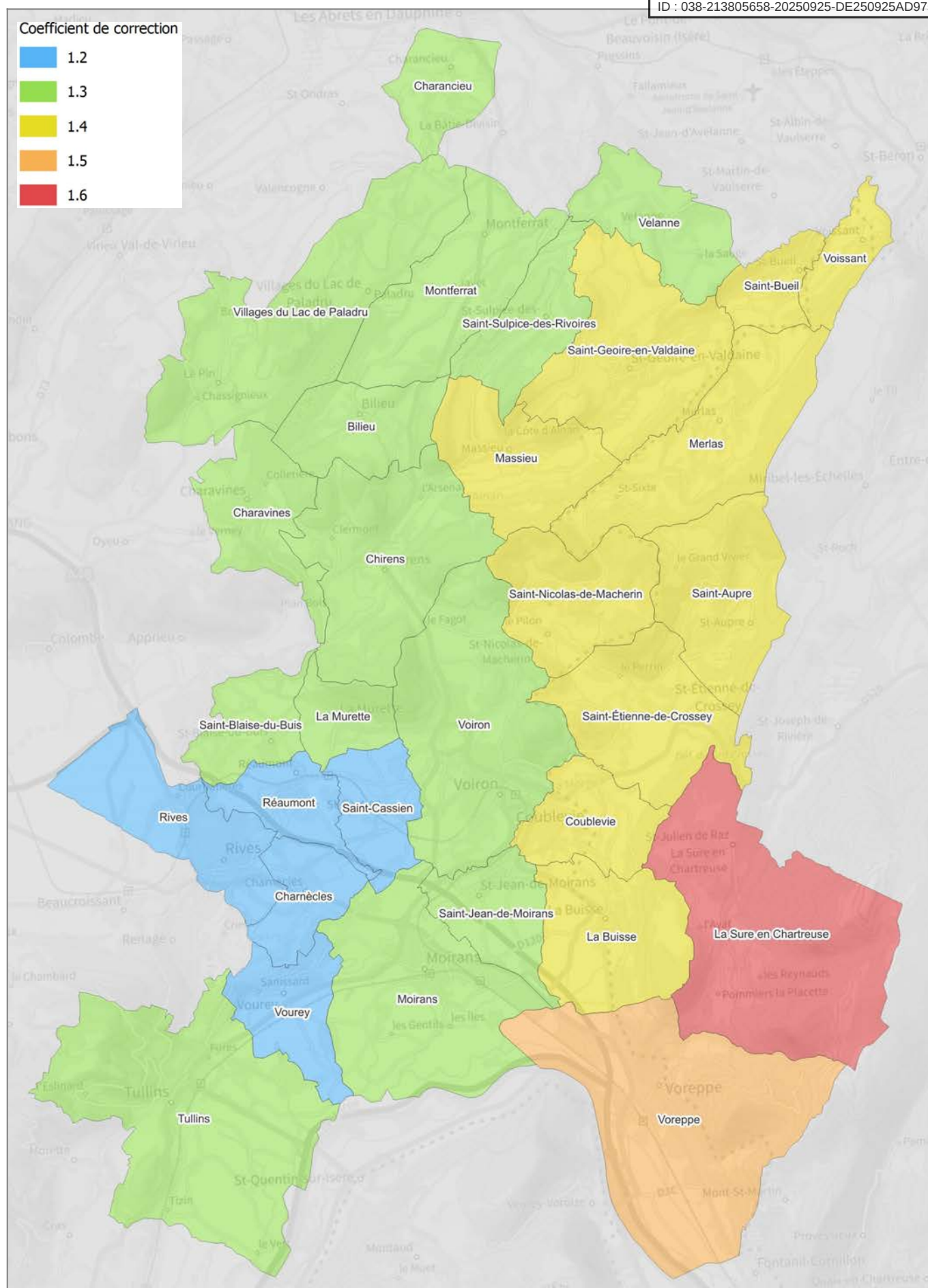


Figure 1 : Coefficient de correction de la pluviométrie à appliquer sur le territoire

ETAPE 3 : Quelles sont les surfaces artificialisées du projet ?

L'information des différentes surfaces aménagées dans le cadre du projet doit être fournie au service compétent en GEPU de la CAPV. Le format du tableau ci-dessous est à respecter.

Le détail de ces surfaces permet de définir :

- La surface artificialisée totale,
- La surface de pleine terre,
- La surface active correspond à la part de la surface du foncier qui génère des ruissellements.

Les coefficients de ruissellement présentés dans le tableau ci-dessous sont imposés par la CAPV pour le calcul de la surface active.

Les cases jaunes doivent être renseignées par le porteur de projet			
Surface totale du foncier concerné par le projet	m ²		
	Unité	Coefficient de ruissellement (CR)	Surface de chaque type
Surface artificialisée totale	m ²		= SOMME DES SURFACES DECRITES DANS CASES JAUNES CI-DESSOUS
TOITURES			
Toiture végétalisée	m ²	0.8	
Autres toitures	m ²	1	
VOIE D'ACCES			
Voie d'accès en enrobé / béton	m ²	1	
Voie d'accès en enrobé poreux	m ²	0.7	
Voie d'accès en graviers	m ²	0.5	
Voie d'accès en pavés engravillonnées	m ²	0.5	
Voie d'accès en pavés engazonnés	m ²	0.4	
Voie d'accès enherbée	m ²	0.3	
STATIONNEMENT			
Stationnement en enrobé / béton	m ²	1	
Stationnement en enrobé poreux	m ²	0.7	
Stationnement en graviers	m ²	0.5	
Stationnement en pavés engravillonnées	m ²	0.5	
Stationnement en pavés engazonnés	m ²	0.4	
Stationnement enherbé	m ²	0.3	
AUTRES			
Terrasse tout type de matériau	m ²	1	
Piscine (bassin)	m ²	1	
Abords piscine	m ²	1	
Autre surface imperméable	m ²	1	
Autre surface semi-perméable	m ²	0.5	
Surface de pleine terre	m ²	0.2	= SURFACE DU FONCIER - SURFACE ARTIFICIALISEE
Surface active	m ²		= SOMME (SURFACE DE CHAQUE TYPE * COEFFICIENT DE RUISELLEMENT)

Figure 2 : Informations à fournir au service compétent en GEPU de la CAPV

ETAPE 4 : Suis-je concerné par des zones de réglementation spécifique dans le cadre du projet ?

Les **zones de réglementation spécifique** sont présentées dans le **paragraphe C.II.4.3 du règlement** du zonage d'eaux pluviales.

- **OUI, le projet se situe dans une zone de réglementation spécifique** : il nécessaire de suivre le règlement s'y appliquant et décrit dans le paragraphe C.II.4.3 du règlement du zonage d'eaux pluviales.
- **NON, le projet est situé en dehors des zones de réglementation spécifique** : les dispositions générales du règlement du zonage d'eaux pluviales s'appliquent.

ETAPE 5 : Quelle est la perméabilité du sol au niveau du projet ?

La perméabilité du sol doit être défini sur l'emprise où l'ouvrage de gestion des eaux pluviales va être aménagé.

Pour que l'eau puisse s'infiltrer, la perméabilité du sol (K en m/s) doit être supérieure à 10^{-5} m/s. Avec une perméabilité plus faible que 10^{-5} m/s, l'infiltration de l'eau est difficile voire impossible.

Dans le cadre du zonage d'eaux pluviales de la CAPV, il est demandé :

- Si la capacité d'infiltration est comprise entre 10^{-1} et 10^{-5} m/s, le porteur de projet doit **infiltrer obligatoirement** les eaux pluviales (sauf zone d'interdiction),
- Si elle est comprise entre 10^{-5} et 10^{-6} m/s, **l'infiltration doit être privilégiée** et une solution intermédiaire peut être trouvée en accord avec le service compétent en GEPU de la CAPV,
- Si elle est inférieure à 10^{-6} m/s, le porteur de projet doit **faire une demande de dérogations au service compétent** du Pays Voironnais. La réglementation à respecter est décrite dans le paragraphe Erreur : source de la référence non trouvée Erreur : source de la référence non trouvée en page Erreur : source de la référence non trouvée.

Pour vérifier la capacité d'infiltration au droit du futur ouvrage de gestion des eaux pluviales, il est recommandé de réaliser un essai de perméabilité (cf. document du Graie en annexe).

Type de sol	Gravier sans sable ni éléments fins			Sable avec gravier, sable grossier à fin		Sable très fin, limon grossier à limon argileux			Argile limoneuse à argile homogène
K (m/s)	10 ⁻¹	10 ⁻²	10 ⁻³	10 ⁻⁴	10 ⁻⁵	10 ⁻⁶	10 ⁻⁷	10 ⁻⁸	> 10 ⁻⁹
K (mm/h)	360000	36000	3600	360	36	3.6	0.36	0.036	> 0.0036
Capacité d'infiltration	Excellente			Bonne		Moyenne à faible			Faible à nulle
	INFILTRATION OBLIGATOIRE					INFILTRATIO N A PRIVILEGIER	INFILTRATION IMPOSSIBLE		
	Sol trop perméable, substitution à prévoir			Aucune adaptation à prévoir					

Tableau 1 : Capacité d'infiltration et de filtration des polluants des sols

De plus, dans les zones de réglementation spécifique où l'infiltration est interdite, l'ensemble des eaux pluviales interceptées doivent être acheminées vers un ouvrage de rétention avec un rejet à débit régulé vers le réseau pluvial ou le milieu naturel.

L'ensemble des caractéristiques permettant de déterminer le volume à stocker (débit de rejet, surface active, dimensionnement) est présenté dans le paragraphe Erreur : source de la référence non trouvée Erreur : source de la référence non trouvée en page Erreur : source de la référence non trouvée du règlement.

ETAPE 6 : Définir et mettre en œuvre les ouvrages de gestion des eaux pluviales

Il est nécessaire de déterminer les volumes d'eaux pluviales à gérer pour :

- **Les pluies courantes (niveau N1) :**

$$\text{Volume à gérer (m}^3\text{)} = \text{Surface active nouvellement créée (m}^2\text{)} * 20 / 1000$$

- **Les pluies moyennes à fortes (niveau N2) :**

- Ce volume doit être déterminé en utilisant la méthode des pluies avec les données statistiques de pluviométrie évoquée précédemment : **coefficients de Montana pour l'occurrence 30 ans** (durée 6 minutes – 2 heures) de la **station pluviométrique de GRENOBLE-ST GEOIRS (indicatif : 38384001) en appliquant le coefficient correcteur de la commune concernée par le projet**
 - **La durée de vidange doit être inférieure ou égale à 72h.** Sachant qu'il s'agit de la limite haute autorisée dans le cadre du zonage, le projet doit alors chercher à diminuer cette durée de vidange et par conséquent augmenter la surface d'infiltration et/ou le volume de rétention.
- Pour rappel, dans le cas où une **dérogation a été accordée** par le service compétent en GEPU du Pays Voironnais, les eaux pluviales du projet sont gérées en rétention. Le projet doit respecter les débits de rejet suivants jusqu'à l'occurrence 30 ans :
 - **Pour une surface artificialisée $\leq 2\,000\text{ m}^2$: le débit de rejet autorisé est fixe = 1 l/s maximum,**
 - **Pour une surface artificialisée $> 2\,000\text{ m}^2$: le débit de rejet régulé = 5 l/s/ha artificialisé au maximum.**

Un justificatif technique du dimensionnement et de l'aménagement des ouvrages de gestion des eaux pluviales doit être fourni au service compétent en GEPU du Pays Voironnais.

Toutes les eaux pluviales s'écoulant sur les surfaces artificialisées du projet doivent être interceptées par les ouvrages de gestion prévus.

Le porteur de projet, la structure ayant dimensionné les ouvrages de gestion des eaux pluviales (bureau d'étude, architecte, géomètre, etc.) et l'entreprise de travaux doivent fournir un engagement écrit du respect de l'autorisation délivrée en termes de gestion des eaux pluviales.

Les mesures constructives sont décrites dans le règlement du zonage d'eaux pluviales.

Un même ouvrage peut servir pour la gestion des eaux pluviales des niveaux N1 et N2. Si deux ouvrages distincts sont créés, l'ouvrage gérant les pluies courantes (N1), une fois saturé, devra évacuer le sur-plus d'eau par surverse vers l'ouvrage gérant les pluies moyennes à fortes (N2).

B. LES DIFFÉRENTES SOLUTIONS DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

Dans le cadre du zonage d'eaux pluviales, il est préconisé de mettre en œuvre des ouvrages de gestion des eaux pluviales de types **solutions fondées sur la nature**. Ces solutions amorcent un système vertueux : les eaux ruissellent, s'infiltrent dans des espaces végétalisés de pleine terre et favorisent leur bon développement. Les plantes absorbent alors une quantité importante d'eau qu'elles vont consommer et évapotranspirer. Enfin, le système racinaire des plantes rend le sol moins compact et donc plus perméable favorisant une meilleure infiltration aidant le rechargement des nappes phréatiques. Ces solutions fondées sur la nature sont donc le point de départ de la restauration du cycle naturel de l'eau.

Les bénéfices sont multiples. Vous pouvez ainsi aménager vos villes et villages pour favoriser le développement de la biodiversité via des corridors écologiques et offrir un cadre de vie agréable en créant des espaces de loisirs et de bien-être, tout en luttant contre les îlots de chaleur urbains.

Ces solutions fondées sur la nature peuvent prendre des formes multiples pour des usages variés. Certaines de ces solutions sont présentées ci-dessous.

Il est conseillé de consulter les sites suivants pour de plus amples informations ou des exemples de réalisations :

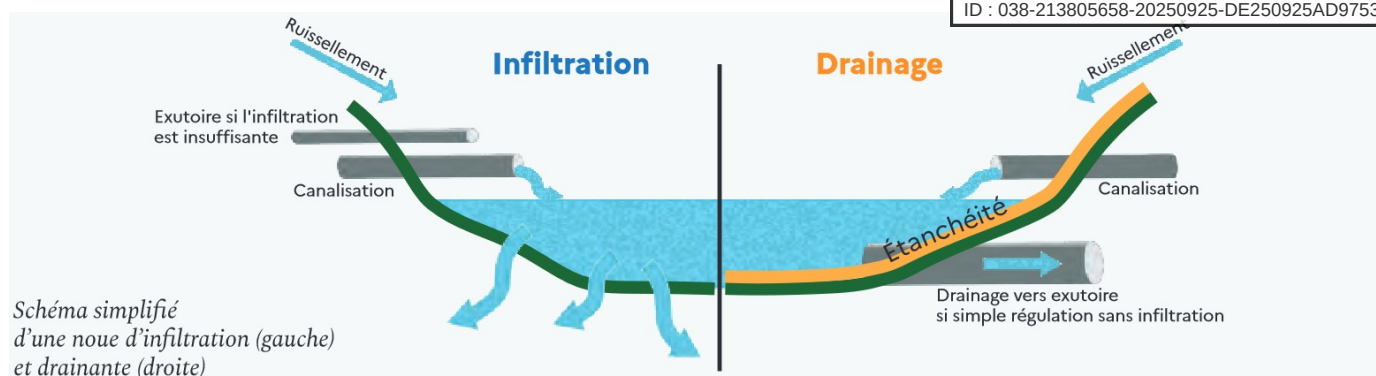
- <https://www.adopta.fr/>
- <https://www.adopta.fr/solutions-fondees-sur-la-nature/>
- https://www.loireforez.fr/wp-content/uploads/2020/01/GUIDE_EAUX_PLUVIALES_BD.pdf
- https://www.grandlyon.com/fileadmin/user_upload/media/pdf/eau/assainissement/20220208_eauxpluviales_ouvrages.pdf

B.I. LA NOUE VÉGÉTALISÉE

DESCRIPTION

Une noue végétalisée est un large fossé, peu profond, présentant des rives à pentes douces. Son profil est courbe, triangulaire ou trapézoïdale. Le linéaire épouse le terrain naturel en s'adaptant au relief. Les noues ou les fossés traditionnels permettent l'écoulement et le stockage de l'eau à l'air libre.

L'eau est collectée soit par l'intermédiaire de canalisations (ex : récupération des eaux de toiture), soit directement après ruissellement sur les surfaces adjacentes. L'eau est évacuée soit par infiltration dans le sol et évaporation, soit vers un exutoire avec rejet à débit régulé (réseau d'eaux pluviales ou milieu naturel).



Source : Cerema

Figure 3 : Schéma simplifié d'une noue d'infiltration (gauche) et drainante (droite)



Source : Cereg

Figure 4 : Exemples de noues végétalisées existantes sur le territoire de la CAPV

Avantages	Inconvénients
• Réduction des débits à l'aval • Dépollution des eaux pluviales (filtration par le sol) • Intégration paysagère • Développement de la biodiversité • Alimentation des nappes souterraines (préservation de la ressource en eau) • Exutoire pas forcément nécessaire • Coût de mise en œuvre peu élevé • Convient aux projets individuels et collectifs	• Emprise foncière pouvant être assez importante • Entretien et nettoyage régulier

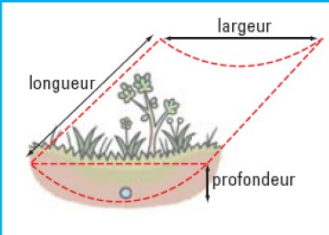
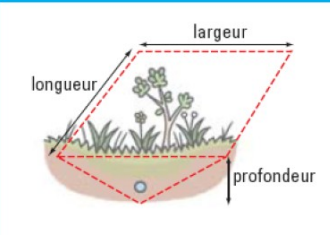
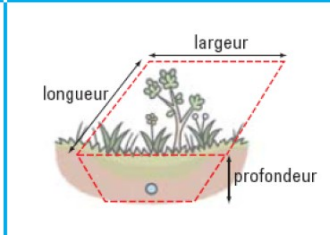
Tableau 2 : Avantages et inconvénients des noues végétalisées

DIMENSIONNEMENT

La surface d'infiltration d'une noue correspond à la surface au miroir (projection horizontale de l'ouvrage) :

$$S_{\text{infiltration}} = \text{Longueur} \times \text{Largeur}$$

Pour estimer le volume pouvant être stocké dans la noue, la formule varie en fonction de la forme de l'aménagement. Trois formules permettant le calcul du volume de stockage pour les noues courbe, triangulaire et trapézoïdale respectivement sont données ci-dessous :

Section courbe	Section triangulaire	Section trapézoïdale
		
Ces formules permettent de calculer le volume de stockage dans ces 3 cas :		
longueur x Largeur x profondeur x (3,14/4)	longueur x (largeur/2) x profondeur	longueur x profondeur x (largeur+base)/2

Source : Grand Lyon

Figure 5 : Calcul du volume pouvant être stocké dans l'ouvrage

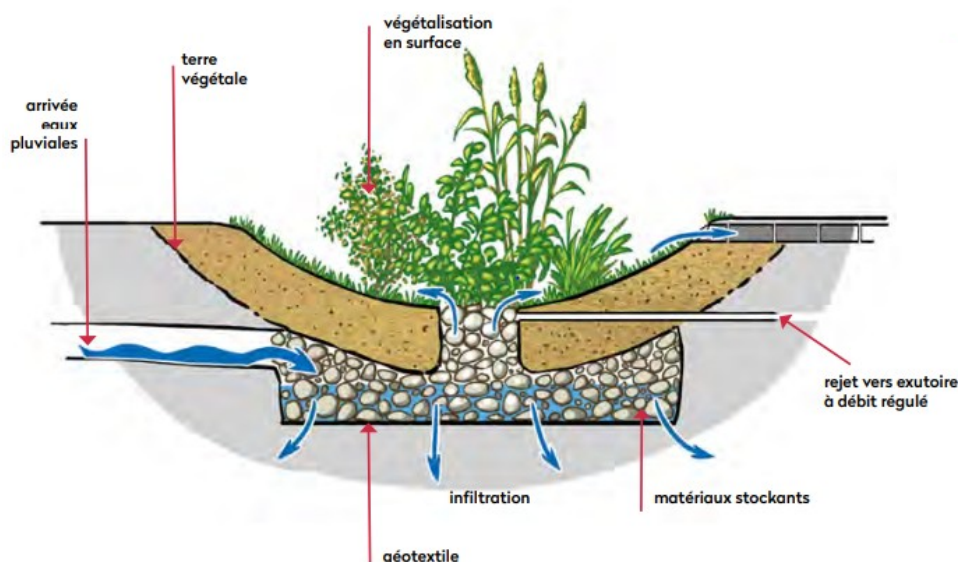
Pour obtenir davantage d'informations sur les noues végétalisées, il est possible de consulter la fiche dédiée d'ADOPTA, association qui accompagne les acteurs publics et privés de l'aménagement à la gestion durable et intégrée des eaux pluviales. Un lien vers le site Wikhydro est également mis à disposition.

- https://www.adopta.fr/wp-content/uploads/2023/02/Adopta-Technique-01_compressed.pdf,
- [http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/index.php/Noue_\(HU\)](http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/index.php/Noue_(HU)).

B.II. LE JARDIN DE PLUIE OU PARC INONDABLE

DESCRIPTION

Le jardin de pluie est un espace vert, ouvert au public, capable d'intercepter le ruissellement des eaux pluviales. Les eaux pluviales s'infiltrent naturellement dans le sol. Le jardin de pluie peut éventuellement être légèrement en creux pour une meilleure captation des eaux.



Source : Communauté d'agglomération Loire Forez

Figure 6 : Schéma simplifié d'un jardin de pluie

Avantages	Inconvénients
• Dépollution des eaux pluviales (filtration par le sol) • Intégration paysagère, espace multi-usages • Développement de la biodiversité • Alimentation des nappes souterraines (préservation de la ressource en eau) • Exutoire non nécessaire • Coût de mise en œuvre peu élevé • Facilité de mise en œuvre • Convient aux projets individuels et collectifs	• Emprise foncière pouvant être assez importante • Entretien régulier

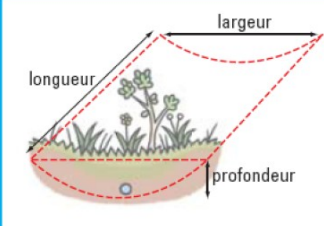
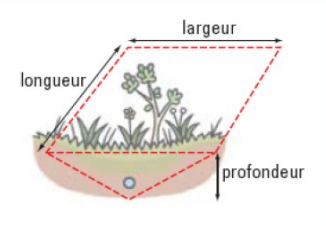
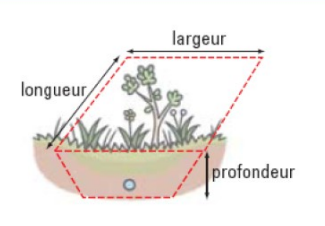
Tableau 3 : Avantages et inconvénients des jardins de pluie

DIMENSIONNEMENT

L'estimation de la surface d'infiltration d'un jardin de pluie / parc inondable ne prend pas en compte les talus mais uniquement le fond horizontal. Il s'agit de prendre une marge de sécurité pour rendre compte du risque de colmatage après quelques années de fonctionnement :

$$S_{\text{infiltration}} = S_{\text{fond du bassin}}$$

Pour estimer le volume pouvant être stocké dans un jardin de pluie, la formule varie en fonction de la forme de l'aménagement. Trois formules permettant le calcul du volume de stockage pour les noues courbe, triangulaire et trapézoïdale respectivement sont données ci-dessous :

Section courbe	Section triangulaire	Section trapézoïdale
		
Ces formules permettent de calculer le volume de stockage dans ces 3 cas :		
longueur x Largeur x profondeur x (3,14/4)	longueur x (largeur/2) x profondeur	longueur x profondeur x (largeur+base)/2

Source : Grand Lyon

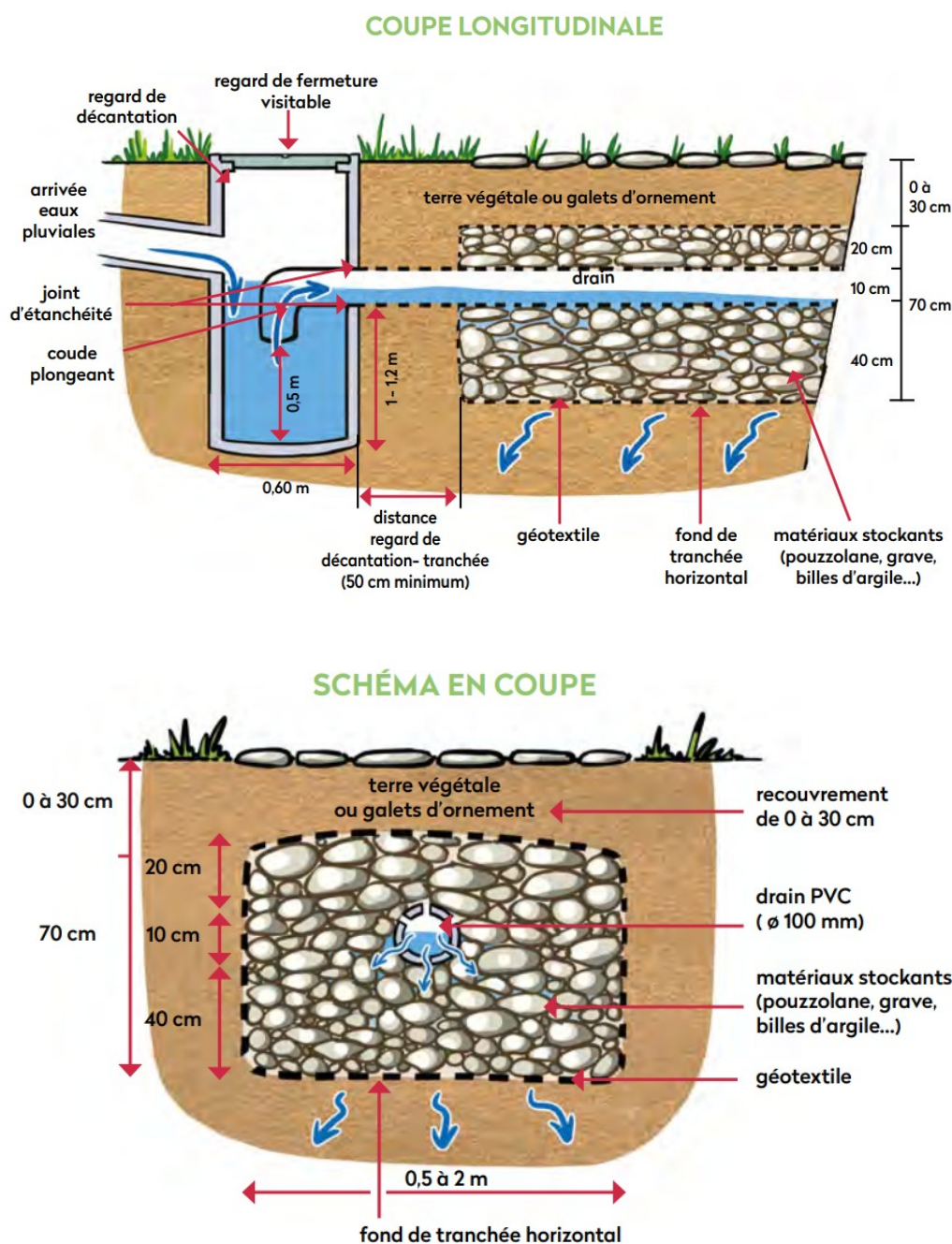
Figure 7 : Calcul du volume pouvant être stocké dans l'ouvrage

B.III.LA TRANCHEE INFILTRANTE OU DRAINANTE

DESCRIPTION

Ces ouvrages superficiels, peu profonds et peu larges, ressemblent à des fossés comblés. Facile à réaliser et d'un coût abordable, ils contiennent des matériaux poreux tels que du gravier ou des galets.

L'eau de pluie collectée par ruissellement ou par des canalisations est évacuée, après stockage provisoire, par infiltration dans le sol ou grâce à un drain, vers un exutoire (réseau de collecte, bassin de rétention ou rivière). Dans le cas d'une tranchée drainante le débit de rejet doit respecter le règlement du zonage d'eaux pluviales



Source : Communauté d'agglomération Loire Forez

Figure 8 : Schéma simplifié d'une tranchée drainante infiltrantes

Avantages	Inconvénients
• Réduction des débits à l'aval • Dépollution des eaux pluviales (filtration par le sol) • Intégration paysagère, notamment en milieu urbain • Alimentation des nappes souterraines (préservation de la ressource en eau) • Faible emprise foncière • Exutoire pas forcément nécessaire • Coût de mise en œuvre peu élevé • Convient aux projets individuels et collectifs • Peut être associée à d'autres techniques d'infiltration des eaux pluviales	• Risque de colmatage • Entretien régulier

Tableau 4 : Avantages et inconvénients des tranchées drainantes ou infiltrantes

DIMENSIONNEMENT

L'estimation de la surface d'infiltration d'une tranchée infiltrante prend en compte uniquement la moitié des parois verticales. Le fond de ces ouvrages étant rapidement colmaté, il n'est pas considéré :

$$S_{\text{infiltration}} = \frac{S_{\text{parois verticales}}}{2}$$

Pour estimer le volume pouvant être stocké dans la tranchée infiltrante (ou drainante), il faut tenir compte du pourcentage de vide :

$$\text{Volume de stockage} = \text{Pourcentage de vide} \times \text{Longueur} \times \text{Largeur} \times \text{Profondeur}$$

Pour obtenir davantage d'informations sur les tranchées infiltrantes (ou drainantes), voici ci-après un lien vers une fiche d'ADOPTA, association qui accompagne les acteurs publics et privées de l'aménagement à la gestion durable et intégrée des eaux pluviales. Un lien vers le site Wikhydro est également mis à disposition.

- https://www.adopta.fr/wp-content/uploads/2023/02/Adopta-Technique-02_compressed.pdf
- [http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/index.php/Tranch%C3%A9e de stockage et d%27infiltration des eaux pluviales \(HU\)](http://wikhydro.developpement-durable.gouv.fr/index.php/Tranch%C3%A9e_de_stockage_et_d%27infiltration_des_eaux_pluviales_(HU))

B.IV. LES REVÊTEMENTS PERMÉABLES

DESCRIPTION

Le revêtement de surfaces avec des matériaux poreux (enherbés, engravillonnés, pavés, enrobé poreux, ...) permet l'infiltration des eaux pluviales dans le sol. Une structure réservoir peut être associée pour le stockage de l'eau avant une infiltration progressive.

Une structure poreuse constitue une solution alternative au revêtement traditionnel. Elle limite l'imperméabilisation des sols et donc le ruissellement par temps de pluie et s'intègre bien à des aménagements simples comme les chemins piétonniers, les parkings, les voiries légères, les pistes cyclables ou encore les entrées de garage et les terrasses.



Source : Cereg

Figure 9 : Exemples de revêtements perméables existants sur le territoire de la CAPV

Avantages	Inconvénients
• Réduction des eaux de ruissellement • Dépollution des eaux pluviales • Intégration paysagère, notamment en milieu urbain • Alimentation des nappes souterraines (préservation de la ressource en eau) • Convient aux projets individuels et collectifs • Faible emprise foncière • Surface multi-usages	• Risque de colmatage • Coûteux • Pas applicable sur les terrains en pente forte

Tableau 5 : Avantages et inconvénients des revêtements perméables

DIMENSIONNEMENT

La surface d'infiltration d'un revêtement perméable correspond à la surface de ce revêtement :

$$S_{\text{infiltration}} = \text{Longueur} \times \text{Largeur}$$

Un revêtement perméable n'a pas forcément une capacité de stockage associée. Si tel est le cas, c'est qu'une tranchée d'infiltration (ou drainante) est aménagée sous ce revêtement. Le volume de stockage peut être estimé à partir de la formule présentée dans le paragraphe précédent sur les tranchées (cf. B.III).

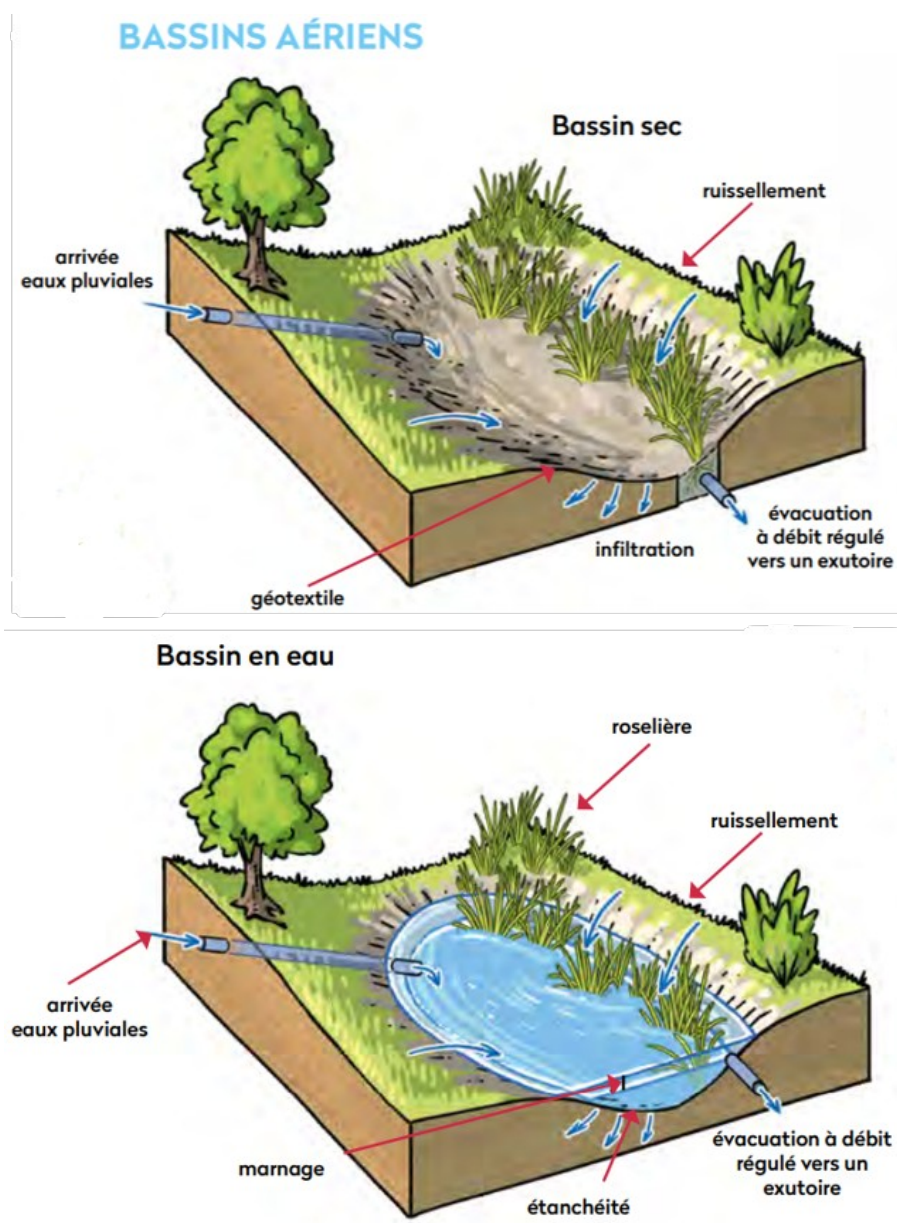
B.V. LE BASSIN D'INFILTRATION OU RÉTENTION

Les bassins sont des ouvrages de stockage, de décantation et d'infiltration ou rétention.

Différentes configurations peuvent être rencontrées :

- Les **bassins à ciel ouvert**, excavations naturelles ou artificielles, avec ou sans digues, pouvant être **partiellement en eau** de façon permanente par remontée de nappe et ponctuellement par les pluies,
- Les **bassins enterrés**, réalisés en béton ou utilisant des éléments préfabriqués comme des canalisations surdimensionnées.

Le Pays Voironnais souhaite privilégier les bassins à ciel ouvert qui doivent être conçus comme des espaces multi - usages, afin de favoriser leur intégration dans le site et leur bon fonctionnement. En général, ils participent aisément à l'amélioration du cadre de vie : bassins d'agrément, espaces verts, terrains de jeux, etc.



Source : Communauté d'agglomération de Loire Forez

Figure 10 : Schémas simplifiés d'un bassin de rétention/infiltration avec et sans eau



Source : Graie

Figure 11 : Exemple de bassins existants sur Voreppe : usage stationnement à gauche et en partie en eau à droite

Avantages	Inconvénients
• Réduction des débits à l'aval • Dépollution des eaux pluviales (notamment par décantation) • Intégration paysagère • Peut-être multi-usages • Si bassin d'infiltration : alimentation des nappes souterraines (préservation de la ressource en eau)	• Importante emprise foncière • Coûteux • Nécessité d'une sécurisation du site si fortes profondeur/pentes • Entretien régulier nécessaire • Contraintes sur la qualité des eaux collectées : système de dégrilleur amont voire prétraitement...

Tableau 6 : Avantages et inconvénients des bassins de rétention/infiltration

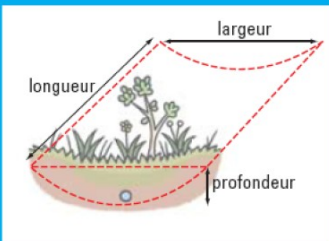
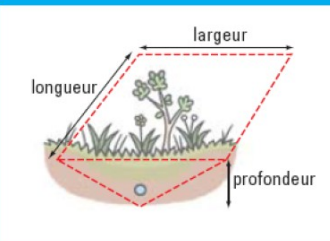
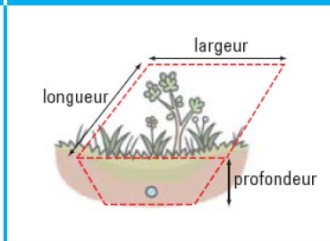


DIMENSIONNEMENT

L'estimation de la surface d'infiltration d'un bassin d'infiltration ne prend pas en compte les talus mais uniquement le fond horizontal. Il s'agit de prendre une marge de sécurité pour rendre compte du risque de colmatage après quelques années de fonctionnement :

$$S_{\text{infiltration}} = S_{\text{fond du bassin}}$$

Pour estimer le volume pouvant être stocké dans un bassin d'infiltration ou de rétention, la formule varie en fonction de la forme de l'aménagement. Trois formules permettant le calcul du volume de stockage pour les noues courbe, triangulaire et trapézoïdale respectivement sont données ci-dessous :

Section courbe	Section triangulaire	Section trapézoïdale
		
Ces formules permettent de calculer le volume de stockage dans ces 3 cas :		
$\text{longueur} \times \text{Largeur} \times \text{profondeur} \times (3,14/4)$	$\text{longueur} \times (\text{largeur}/2) \times \text{profondeur}$	$\text{longueur} \times \text{profondeur} \times (\text{largeur} + \text{base})/2$

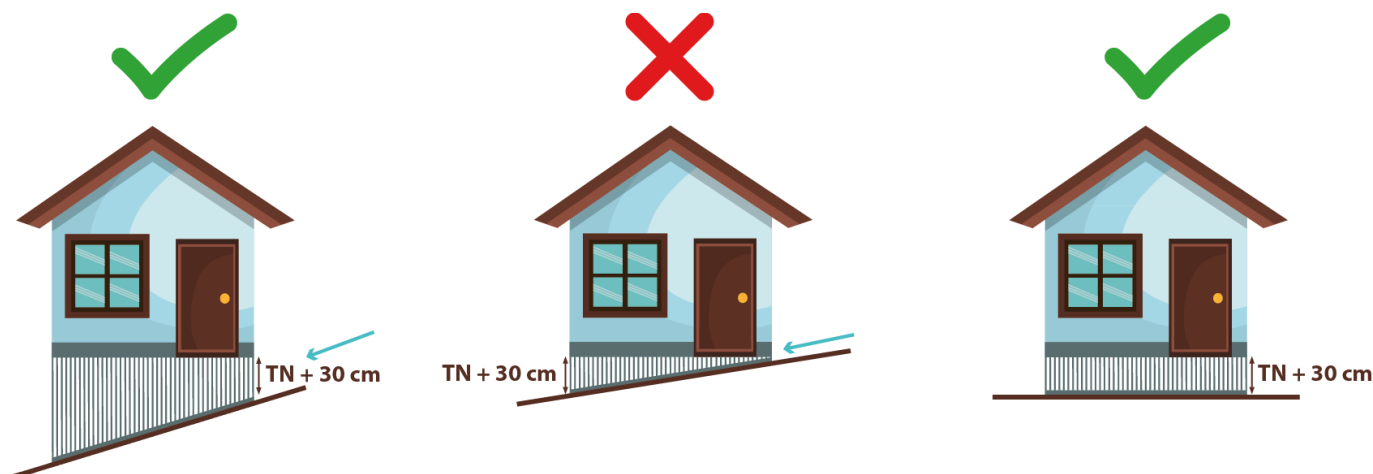
Source : Grand Lyon

Figure 12 : Calcul du volume pouvant être stocké dans l'ouvrage

C. BONNES PRATIQUES

Afin d'éviter l'inondation de son habitation, plusieurs bonnes pratiques peuvent facilement être mises en place par les différents acteurs du territoire :

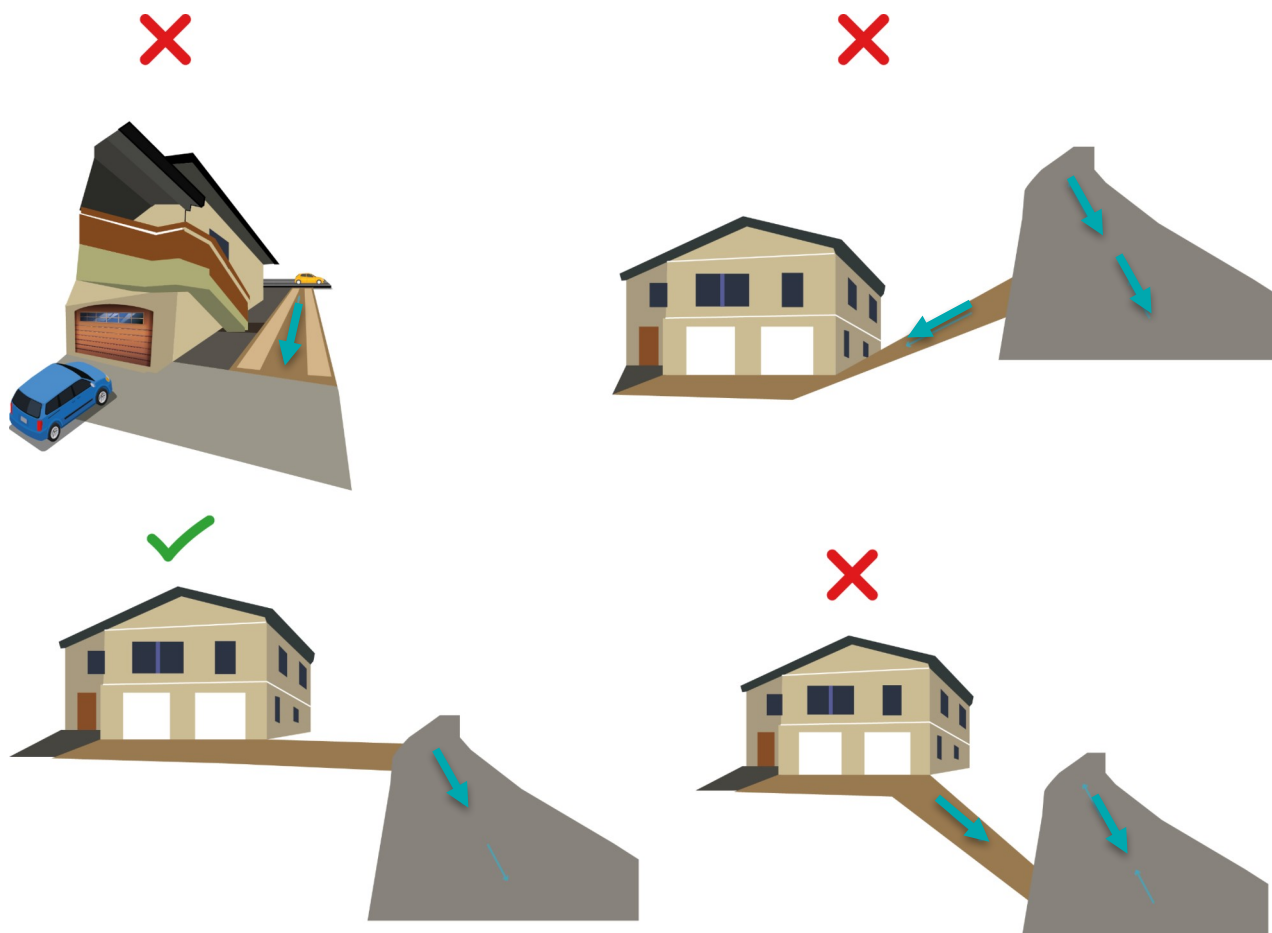
- **Surélever de 30 cm le premier planche du bâti** afin d'éviter l'entrée des eaux de ruissellement,



Source : Cereg

Figure 13 : Rehaussement du premier plancher

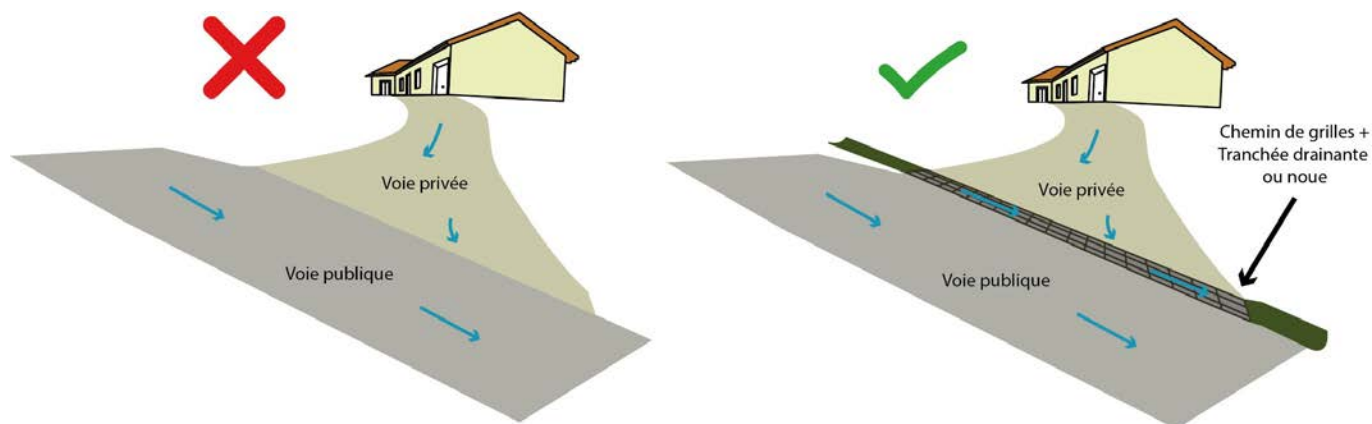
- **Ne pas disposer les entrées des bâtiments dans les axes d'écoulement,**



Source : Cereg

Figure 14 : Eviter les voies d'accès dans le sens des écoulements

- **Mettre en place un chemin de grille associé à une tranchée d'infiltration (ou drainante) en limite de propriété**, afin d'intercepter les eaux ruisselant sur les surfaces artificialisées de la parcelle avant qu'elles atteignent les voiries publiques ainsi limiter les désordres sur les parties publiques,



Source : Cereg

Figure 15 : Eaux ruisselant sur les voies d'accès publiques et privées

- **Ne pas positionner les équipements sensibles (équipements électriques, etc.) en sous-sol ou au niveau du terrain naturel** afin d'éviter qu'ils soient endommagés en cas de ruissellement et/ou inondation,
- Pour l'agriculture : **Travailler du sol perpendiculaire à la pente** afin de limiter l'érosion des sols par ruissellement.

D. FOIRE AUX QUESTIONS



Cadre réglementaire

Quelles mesures sont à respecter entre la réglementation du zonage des eaux pluviales et la réglementation du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre de projet public ?

Les règlements du Plan Local d'Urbanisme et du zonage des eaux pluviales sont compatibles. La **mesure la plus contraignante** des deux règlements doit être suivi.



Dispositif de gestion des eaux pluviales

Pourquoi faut-il prendre des précautions si la capacité d'infiltration des sols est forte ?

Lorsque l'eau pluviale s'infiltre très rapidement dans le sol, il est possible que des polluants ne soient pas filtrés et que la nappe soit alors polluée.

Pourquoi la pente du terrain est-elle un paramètre important ?

Par le phénomène de gravité, plus la pente du terrain est forte plus l'eau aura tendance à ruisseler plutôt que de s'infiltrer dans le sol. Dans le même temps, il est difficile de mettre en œuvre des ouvrages de gestion des eaux pluviales sur des secteurs à fortes pentes. Dans le cas de terrain pentu, des terrassements importants devront être réalisés pour favoriser le stockage de l'eau préférentiellement dans le point bas de la parcelle.

A partir de combien de temps des moustiques se développent dans les bassins de rétention des eaux pluviales ?

Selon EID Méditerranée, service public ayant pour mission principale le contrôle des espèces nuisantes de moustiques proliférant dans les zones humides à submersion temporaire, le cycle de vie biologique des moustiques démarre dans les milieux aquatiques. Ce n'est qu'après **5 à 7 jours** que les larves émergent et deviennent des moustiques adultes.

Le temps de vidange des bassins demandé dans le cadre du zonage des eaux pluviales est de 72h. Si le dispositif de rétention fonctionne correctement, la prolifération des moustiques est par conséquent impossible.

Comment intégrer la mise en place d'espaces végétalisés au cœur de surfaces artificialisées imperméables ?

Pour une bonne gestion intégrée des eaux pluviales, il est nécessaire les eaux qui tombent sur la surface artificialisée imperméable soient dirigées par ruissellement (gravitaire) vers les espaces végétalisés pour s'infiltrer ensuite dans le sol.

Existe-t-il des espèces végétales plus favorables à l'évapotranspiration et l'infiltration ?

Certaines espèces végétales sont en effet plus favorables à l'évapotranspiration et à l'infiltration que d'autres espèces. Néanmoins, une mixité de végétation dans les espaces verts est nécessaire. En effet, la diversité d'espèces végétales favorise un développement racinaire différent et par conséquent un meilleur fonctionnement biologique du sol, une meilleure évapotranspiration et une meilleure perméabilité de l'aménagement.

Favoriser la végétation en ville permet également de réduire les îlots de chaleur dans les villes et assure un meilleur confort de vie au quotidien.

Les solutions fondées sur la nature peuvent-elles générer des nuisances ?

Lors de la mise en place de solutions fondées sur la nature, des nuisances telles que des coassements de batraciens ou une augmentation de la population d'insectes peuvent être observés mais sont la conséquence directe du retour de la nature en ville. Les avantages apportés par le développement de la biodiversité en ville compensent très largement ces différentes nuisances.

Afin de réduire ces nuisances, une distance minimale entre les zones humides et les bâtiments peuvent être appliquée. De plus, les chambres des logements peuvent être positionnées dans les secteurs les moins exposés à ces nuisances (source GRAIE).

Si les dispositifs d'infiltration ou de rétention sont mal réalisés, la stabilité des bâtiments peut-elle être menacée ?

D'une manière générale, les fondations des bâtiments sont conçues pour être dans un sol susceptible de contenir une certaine quantité d'eau et il n'y a donc généralement aucun risque à infiltrer l'eau de la toiture à proximité immédiate du bâtiment.

Néanmoins pour éviter tout risque, un espace d'au moins 5 mètres entre l'ouvrage d'infiltration et le bâtiment est recommandé (GRAIE).

Une distance plus faible peut être autorisée par le service compétent en GEPU de la CAPV si un organisme compétent (bureau d'études, etc.) fournit un justificatif technique.

En absence d'entretien, la fonction des ouvrages de gestion des eaux pluviales peut-elle être détériorée ?

Afin d'assurer la pérennité des ouvrages de gestion des eaux pluviales, un entretien régulier est nécessaire.

Pour éviter toute détérioration de ces ouvrages, les opérations d'entretien doivent être prévues et budgétées dès la mise en œuvre du projet. Un carnet d'entretien peut notamment être rédigé afin de définir les responsabilités et les fréquences d'entretien.

Le porteur de projet doit fournir à la CAPV un engagement écrit pour l'entretien des ouvrages, décrivant les modalités d'intervention.

Est-ce que je peux bénéficier d'aides financières pour la mise en place de dispositif de récupération des eaux de pluies dans le cadre de mon projet ?

En mai, 2024, la communauté d'agglomération du Pays Voironnais propose aux particuliers une aide de 50 € pour toute mise en place d'une cuve de récupération des eaux de pluie.

La CAPV est néanmoins très engagée en matière de récupération des eaux de pluie sur le territoire. Par conséquent, cette aide peut être amenée à évoluer dans le futur.

**Composition du dossier de demande auprès de la communauté d'Agglomération du Pays Voironnais****Quels sont les documents à fournir au service instructeur ?**

Pour permettre à la communauté d'agglomération du Pays Voironnais d'instruire le dossier de gestion des eaux pluviales d'un projet, le porteur de projet doit transmettre :

- La **justification technique du dimensionnement et de l'aménagement des ouvrages de gestion des eaux pluviales**,
- Une **notice descriptive** précisant les types d'ouvrages utilisés et les localiser sur un plan de masse assorti de coupes permettant de visualiser la faisabilité du projet. Les mesures prises afin d'assurer la surveillance et l'entretien des ouvrages doivent également apparaître.
- Un plan de localisation des écoulements en amont du projet, dans son emprise et en aval jusqu'à l'axe d'écoulement le plus proche ou l'exutoire identifié. Les mesures prises afin d'éviter une aggravation des conditions d'écoulement des eaux en aval doivent également être détaillées (surverse sur la parcelle, noue de dissipation, etc.).
- En cas de demande de dérogation, tout élément technique justifiant de l'impossibilité de respecter le règlement du zonage d'eaux pluviales.

Existe-t-il un contrôle pendant et à la fin de la réalisation des travaux du projet ?

En vertu de l'article L.2226-1 du Code général des collectivités territoriales : « Le service de gestion des eaux pluviales urbaines assure le **contrôle du raccordement** des immeubles au réseau public de collecte des eaux pluviales urbaines et du **respect des prescriptions** fixées en application du dernier alinéa de l'article L. 1331-1 du Code de la santé publique et par le zonage défini aux 3° et 4° de l'article L. 2224-10 du présent code ainsi que par les règlements en vigueur. Les modalités d'exécution de ce contrôle sont précisées par délibération du conseil municipal. »

Le service compétent de la CAPV ainsi que tout agent mandaté à cet effet par la CAPV sont en droit de contrôler la conformité d'exécution des réseaux privés par rapport aux règles de l'art.

Ce contrôle s'exerce :

- Sur les installations privées d'évacuation des eaux pluviales,
- Sur les ouvrages de gestion des eaux pluviales,
- Sur la partie publique du raccordement.

Le service compétent de la CAPV est en droit d'effectuer un contrôle de la conformité des projets au moment de la conception, au titre de la protection du réseau public et de la gestion des risques de débordement, mais également un contrôle de la réalisation avant la mise en service du raccordement.

Dans cet objectif, le service compétent de la CAPV doit être averti du démarrage d'un chantier par le porteur de projet.

E. ANNEXE : GUIDE DU GRAIE SUR LA CAPACITE D'INFILTRATION DES SOLS

Ce guide est également disponible ici :

https://www.graie.org/graie/graiedoc/reseaux/pluvial/TA_FreinsAvantages/capacite_infiltration_sept20VF.pdf

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9754 - Espace Public – Coupe et mise à la vente de bois sur les parcelles D, E, F et H du plan de gestion de l'Office national des forêts (ONF)

Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville, rappelle au Conseil municipal que les parcelles communales boisées bénéficient du régime forestier et sont intégrées à un plan de gestion élaboré par l'Office national des forêts (ONF), qui en est le gestionnaire.

De plus, il est rappelé que la mise en œuvre des ventes et exploitations groupées découle de la loi sur le développement des territoires ruraux qui vise notamment à développer les contrats d'approvisionnement et ainsi consolider la fourniture des entreprises de premières transformations du bois.

Par délibération du 29 octobre 2015, la Commune a donné son accord sur le projet d'aménagement de la forêt communale pour la période 2016-2035. Ce projet a été approuvé par arrêté du Préfet de Région en date du 12 mai 2016. Par le biais de ce plan de gestion, l'ONF gère et entretient les bois communaux. Ce plan de gestion



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

caractérise les forêts en fonction de leurs enjeux (biodiversité, protection, production) et propose des actions qui y répondent. Dans ce cadre, l'ONF propose chaque année à la Commune de réaliser les actions prévues par ce plan.

Il est prévu pour 2026 la vente du bois des parcelles D, E, F et H, situées au abords du monastère de Chalais. Il est donc proposé d'approuver l'assiette de la coupe et la mise en vente de bois de ces parcelles, pour une surface d'environ 10 ha.

Pour cette opération, le volume total estimé est de 315 m³. La commercialisation prévue est une vente sur pied.

Vu le Code forestier et notamment les articles L211-1, L212-1 et L212-2 ;

Vu l'arrêté d'aménagement n°FR84-2 du Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes du 12 mai 2016 portant approbation du document d'aménagement de la forêt communale de Voreppe pour la période 2016-2035 ;

Vu le courrier de l'ONF en date du 05 juin 2025 proposant à la Commune la désignation et la mise à la vente du bois des parcelles D, E, F et H ;

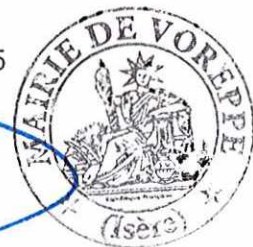
Après avis favorable de la Commission transition écologique, aménagement de l'espace public, urbanisme, cadre de vie et mobilité du 1^{er} septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** :

- d'autoriser la coupe et la vente du bois sur les parcelles D, E, F et H du plan de gestion,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Madame Anne Platel, à signer tous les actes et effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9755 - Espace Public – Validation de l'Avant projet (AVP) et convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la ville et le SMMAG – Rue des Martyrs

Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville, rappelle au Conseil municipal que le Pays Voironnais a adopté un schéma vélo le 27 avril 2021 avec l'objectif fixé d'atteindre 6 % de part modale vélo d'ici 2025 sur le territoire.

Madame Anne Platel informe l'assemblée que le Pays Voironnais a transféré au SMMAG ses compétences « mobilités urbaines » et « infrastructures vélo » au 1er janvier 2025.

Pour atteindre cet objectif, le schéma vélo est notamment composé de 8 liaisons majeures. L'axe objet de la présente convention est l'itinéraire 7 « Moirans - Voreppe » du Schéma cycle du Pays Voironnais, qui emprunte la Rue des Martyrs et vient se connecter au niveau de l'Avenue Henry Chapays. Les déplacements ont



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

besoin d'être sécurisés et identifiés afin d'assurer une continuité entre le Centre Bourg de Voreppe et Centr'Alp.

Le projet consiste :

- Sur la rue des Martyrs :
 - de créer un trottoir côté Nord/Est,
 - de créer une piste en sortie du pont de Fontanieu et d'une bande cyle monodirectionnement coté Sud/Ouest dans le sens Centr'Alp → Voreppe,
 - de formaliser la présence de cycles sur chaussée dans le sens Voreppe → Centr'Alp
- Sur la contre Allée dite "de la Thivollière" :
 - d'aménager un contre sens cyclable
 - de reprendre les îlots de traversée de la RD1075 pour intégrer les vélos à la traversée

L'opération relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage :

- La commune de Voreppe : compétente en matière de voirie et d'aménagements d'espaces publics ;
- Le SMMAG : compétent en matière d'organisation des services et infrastructures relatifs aux mobilités actives et compétent sur les voies vertes et pistes cyclables séparées de la voirie et identifiées sur son schéma vélo.

Compte tenu de l'unicité de l'opération et de la complexité à laquelle conduirait la réalisation de travaux concomitants sous plusieurs maîtrises d'ouvrage distinctes à l'intérieur d'un même périmètre, les parties ont souhaité recourir aux modalités de maîtrise d'ouvrage unique qui permet, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages publics, que ces maîtres d'ouvrages désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans le cadre d'une convention (article L.2422-12 du Code de la commande publique).

Afin de simplifier l'organisation des travaux et le versement des financements, il est convenu que le SMMAG soit désigné maître d'ouvrage unique de l'opération d'aménagement.

Le maître d'ouvrage unique se voit confier les missions suivantes :

- Pilotage, suivi et instruction des études ;
- Conduite technique, administrative et financière des opérations ;
- Règlement des factures, acomptes, situations de travaux et solde des travaux ;
- Direction, contrôle et réception des travaux ;
- Gestion financière et comptable de l'opération selon les règles de la comptabilité publique ;
- Obtention de toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Conclusion du ou des marchés nécessaires à la réalisation des opérations, ainsi que la gestion technique, administrative et financière liée à l'exécution de ces marchés ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la période de garantie de l'ensemble des ouvrages ;
- Engagement de toute action en justice et défense dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans les opérations.

D'une manière générale, le SMMAG se voit confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité jusqu'à l'extinction des garanties attachées aux opérations. La commune sera étroitement associée à chaque étape des opérations.

Le montant total estimé (avant bon de commande) du projet global est estimé à 272 494 € HT soit 326 993 € TTC.

Le total des opérations, qui relève de la compétence de la ville de Voreppe, objet de la présente convention est estimé (avant bon de commande) à 79 167 € HT, soit 95 000 € TTC.

Le montant à la charge de la ville de Voreppe pourra varier du fait du coût réel des travaux dont le montant exact sera confirmé lors de l'établissement du décompte général définitif.

Après avis favorable de la Commission transition écologique, aménagement de l'espace public, urbanisme, cadre de vie et mobilité du 1^{er} septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibère décide avec **6 abstentions** :

- de valider l'avant-projet ainsi que l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux pour l'opération sur l'ouvrage susvisé tel qu'annexé à la présente délibération,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou en cas d'empêchement, Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville à signer :

→ Ladite convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, aménagement cyclable sur la Rue des Martyrs, telle qu'annexée à la présente délibération, avec le Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise,

→ Les actes et faire tout ce qui doit être fait dans le cadre de la mise en œuvre de la présente délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe

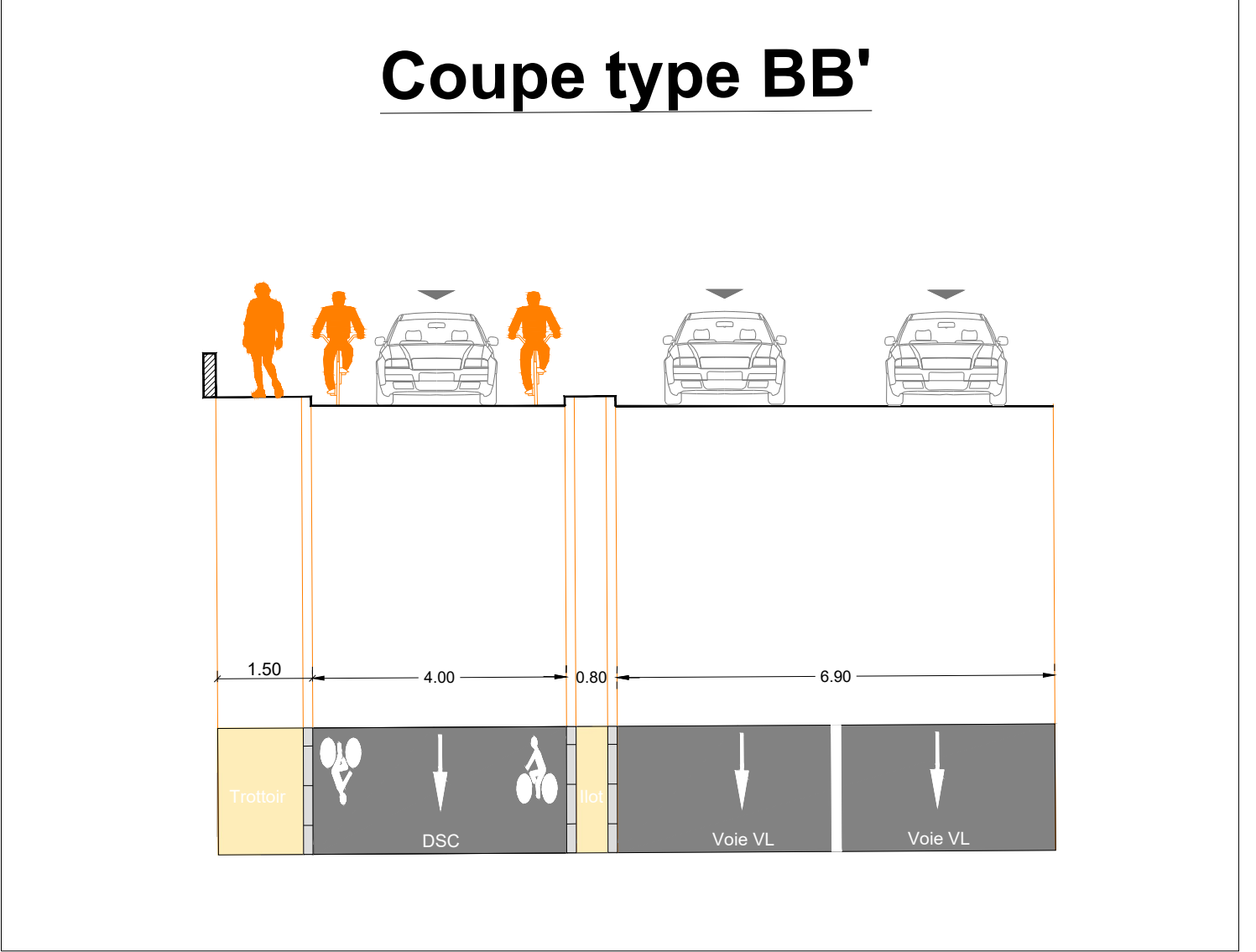
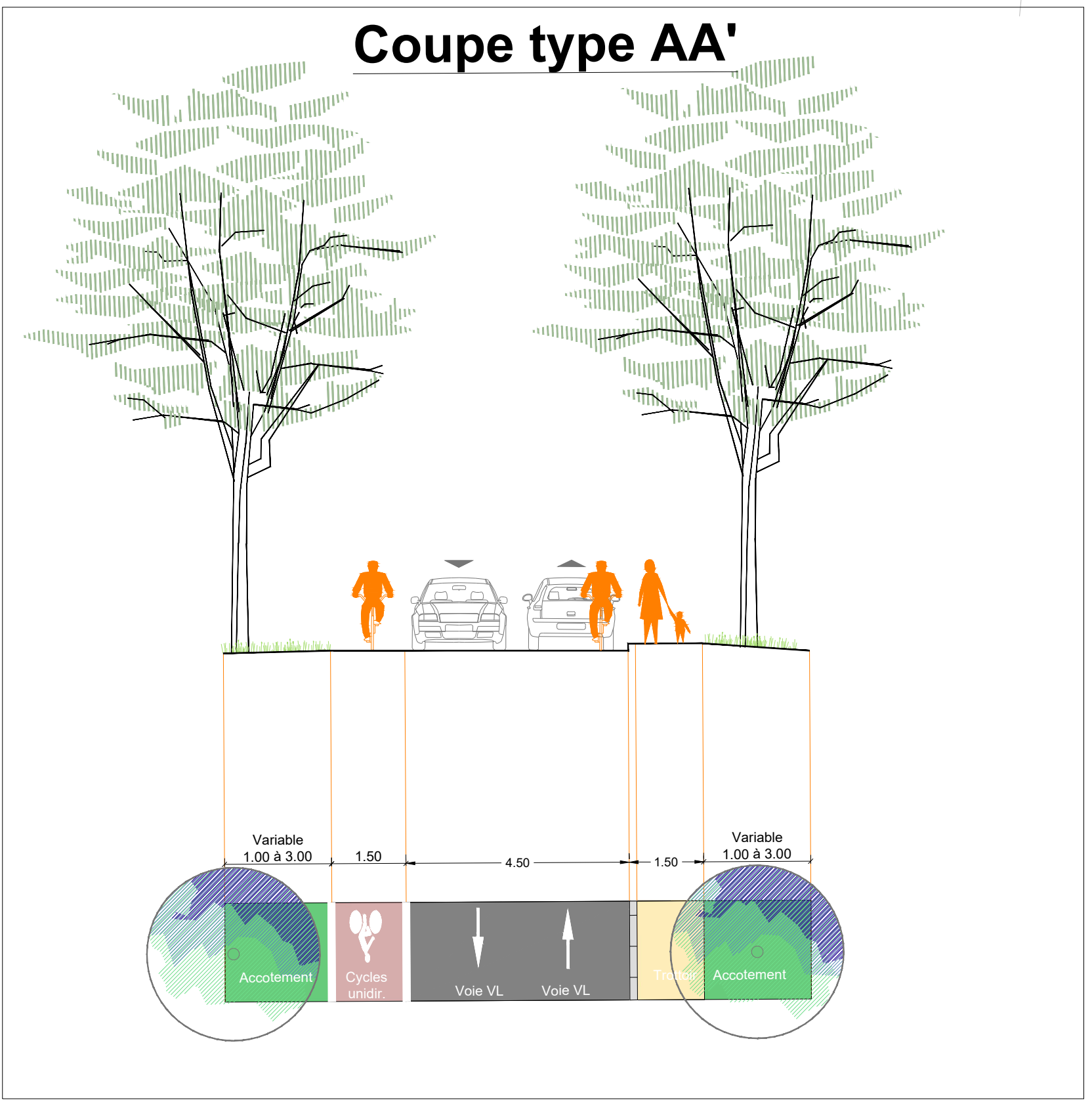
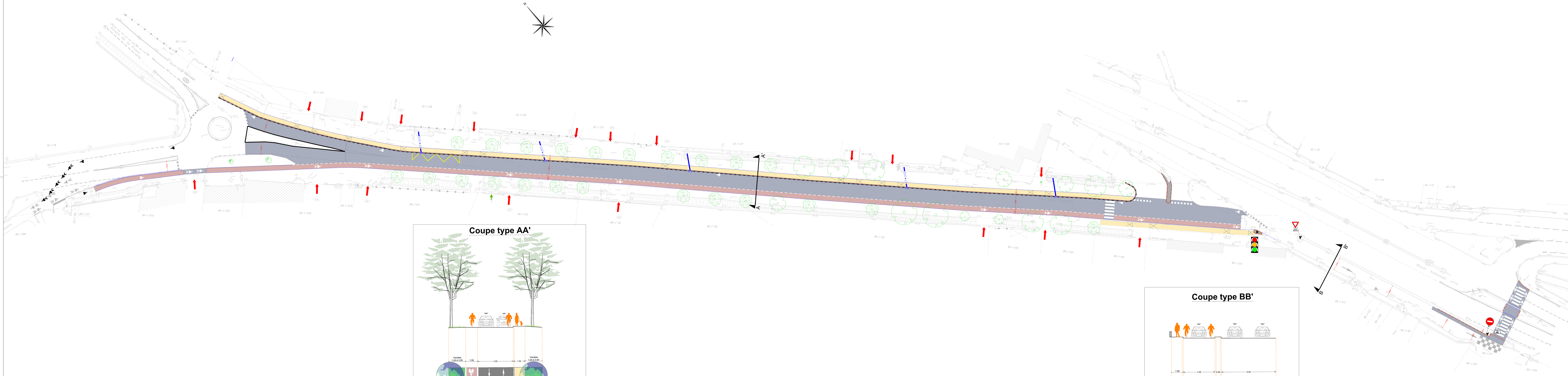


La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,

- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

LEGENDE	
	EXISTANT
	Entrée chaudière - garage et accès véhicules
	Seul piéton
MATÉRIAUX	
	Voie en enrobé
	Bande cyclable en enrobé granulé
	Trottoir - Enrobé
	Espaces verts
	Arbre projeté
	Arbre existant conservé
SIGNALISATION HORIZONTALE	
	Marquage Voie Verte
	Marquage travée cycle
	Marquage piste cyclable
	Passage Piéton
	Bande Piéto
	Marquage Arrêt Bus
NIVELLEMENT	
	Point de nivellement projet
	Perle
EAUX PLUVIALES	
	Grille TS200
	Canalettes PVC Ø300
BORDES	
	Carreux CS1
	Bordure T2
	Bordure T1





Envoyé en préfecture le 01/10/2025

Reçu en préfecture le 01/10/2025

Publié le

ID : 038-213805658-20250925-DE250925AD9755-DE



Aménagements cyclables Voironnais – MS6 – Rue des Martyrs

AVP définitif

22.05.25

Déclinaison opérationnelle du schéma cycles du Pays Voironnais

Envoyé en préfecture le 01/10/2025

Reçu en préfecture le 01/10/2025

Publié le

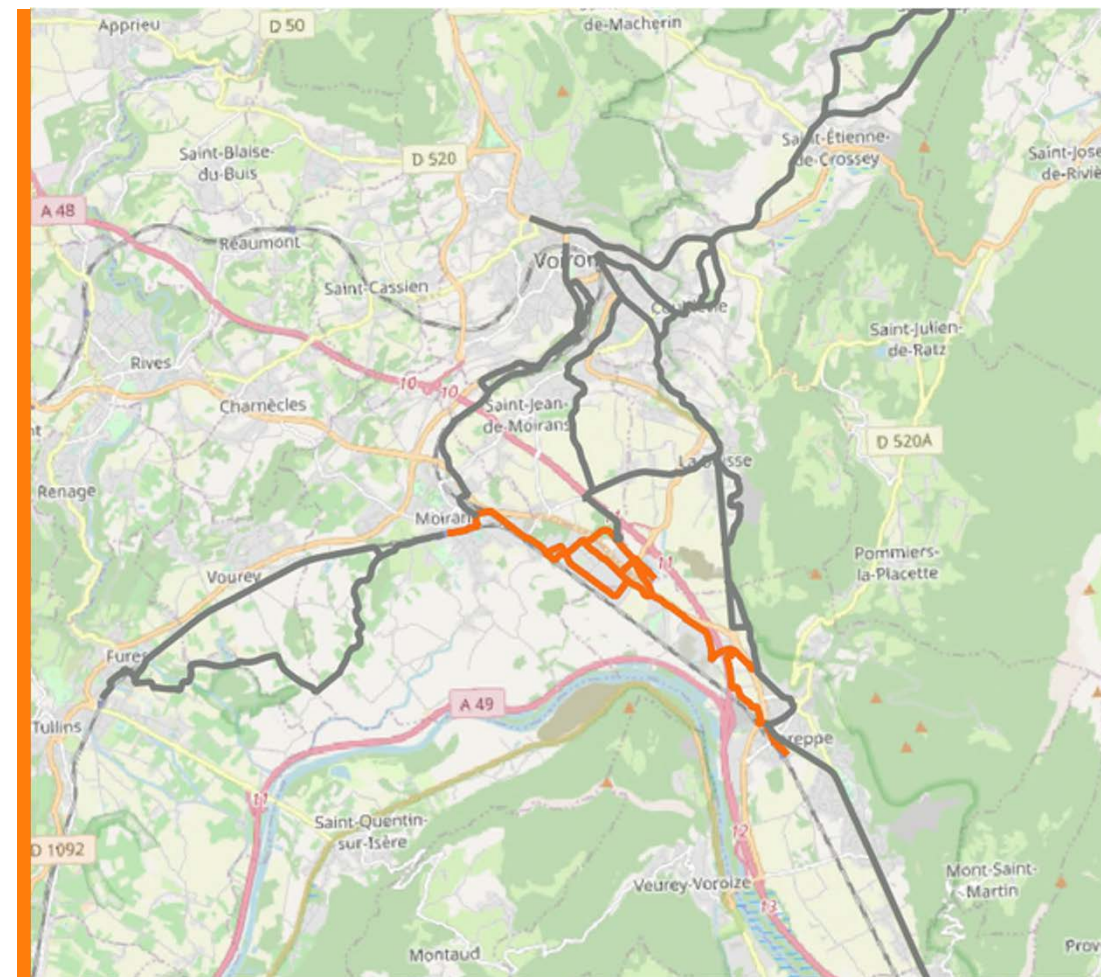


ID : 038-213805658-20250925-DE250925AD9755-DE

Rue des martyrs (Itinéraire 7)

Coordonnées :

- **Léa VUAGNAT** : Cheffe de projet Infrastructures, Mobilités & Socio Economie
Tél : 06.33.73.64.94 Email : léa.vuagnat@sce.fr
- **Antoine DEBRAY** : Chargé de projets Infrastructures Transport Mobilité
Email : antoine.debray@sce.fr



Sommaire

- 01.** Contexte et périmètres d'étude
- 02.** Présentation des aménagements
- 03.** Points particuliers
- 04.** Estimation financière



sce

Aménagement
& environnement

01.

Contexte et périmètres d'étude

Rue des Martyrs



Un traitement provisoire est attendu pour la traversée de la RD520E en attendant le projet de requalification mené par le département.

02.

Présentation des aménagements

Plans d'aménagement

CF pièce jointe

Envoyé en préfecture le 01/10/2025

Reçu en préfecture le 01/10/2025

Publié le

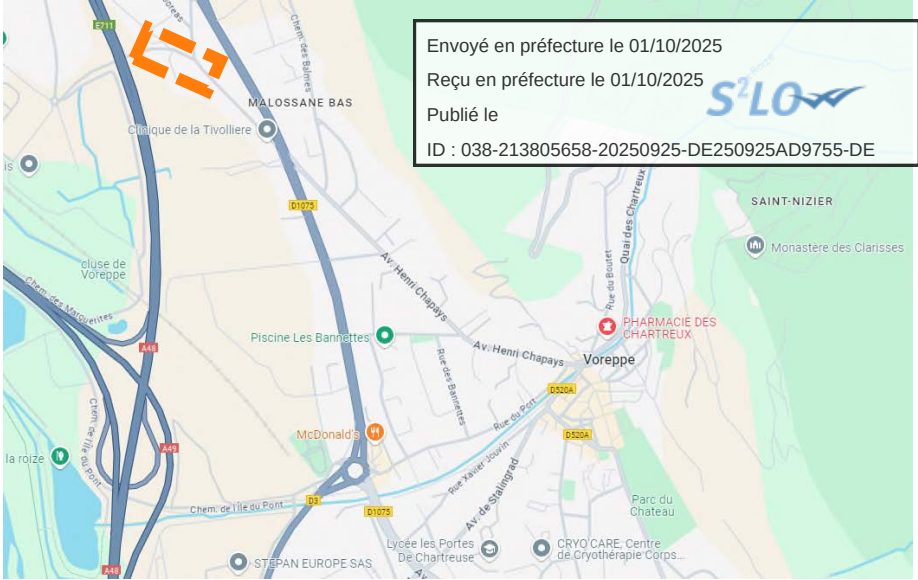


ID : 038-213805658-20250925-DE250925AD9755-DE

Rue des Martyrs, Voreppe

Raccord avec le pont de Fontanieu

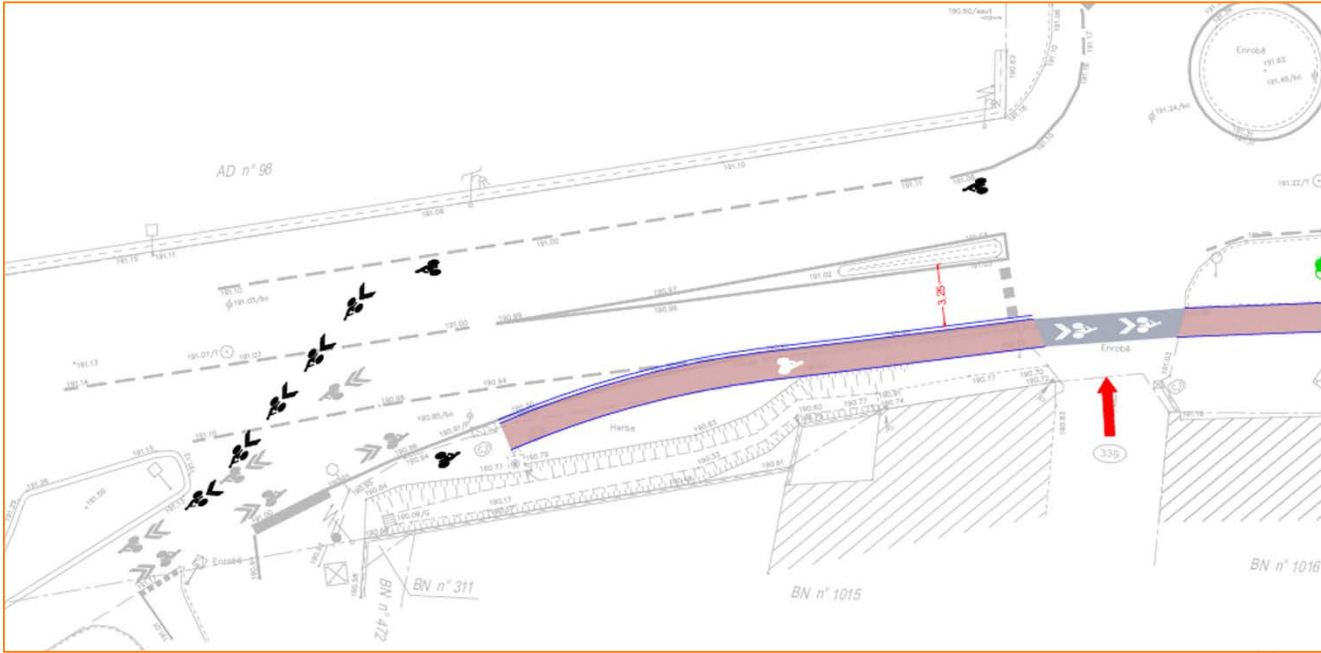
Proposition d'aménagement :
○ Création d'une piste puis bande cyclable en sortie du pont de Fontanieu;



EXISTANT



PROPOSITION



Rue des Martyrs, Voreppe

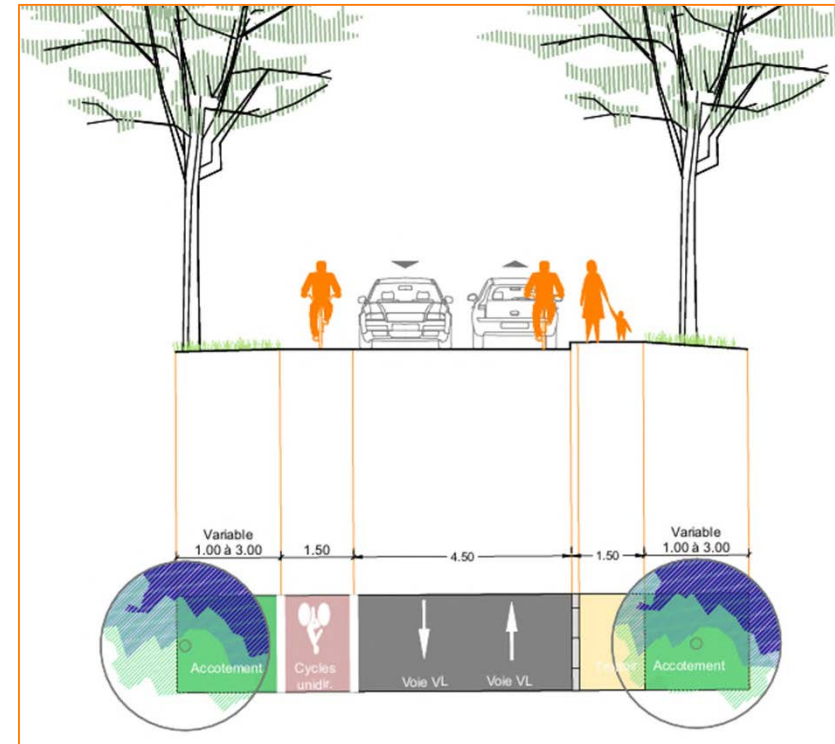
Proposition d'aménagement :

- Création d'un trottoir au nord de la chaussée
- Création d'une bande cyclable dans le sens montant (au sud de la chaussée)
- Reprise du tapis d'enrobé de la chaussée (actuellement très dégradé)
- Gestion des EP : profil de chaussée en toit et ajout de grille + raccord aux fossés existants côté trottoir

EXISTANT



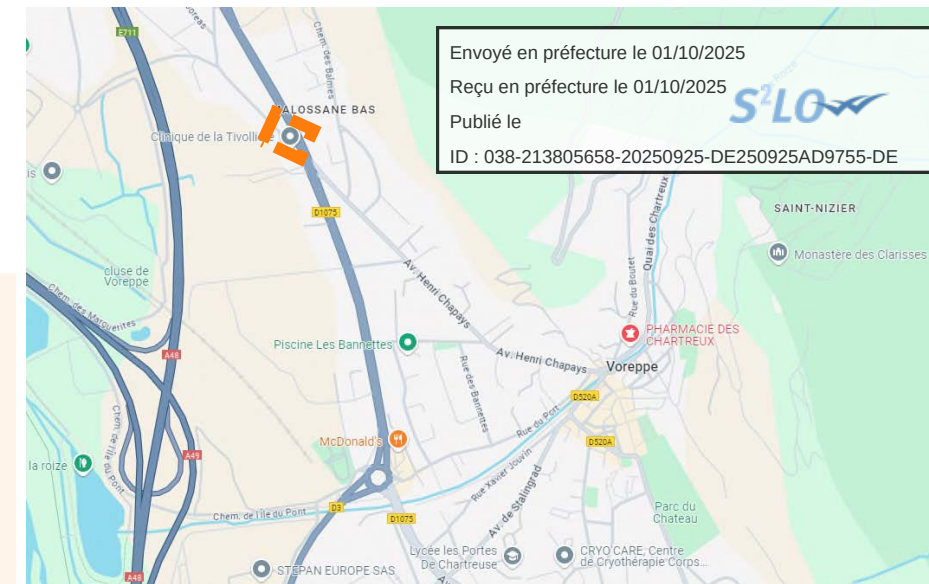
PROPOSITION



Traversée de la RD1075, Voreppe

Proposition d'aménagement :

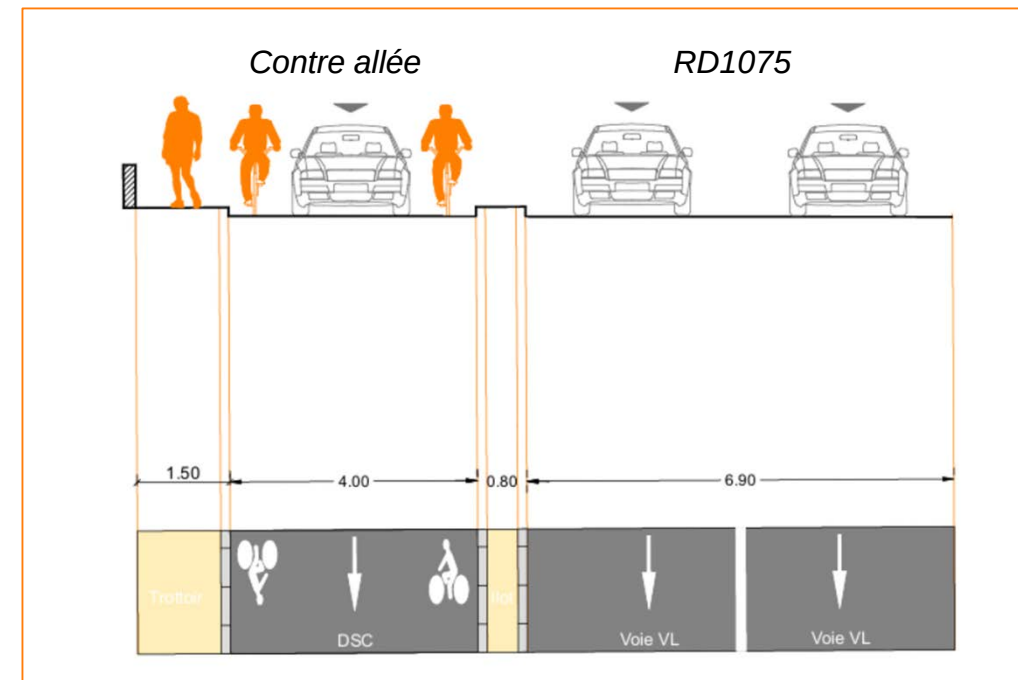
- Traitement provisoire du carrefour en attendant l'aménagement définitif du département
- Aménagement d'un contre-sens cyclable sur la contre allée
- Reprise des ilots de traversée de la RD1075 pour intégrer les vélos à la traversée existante
- Changement des signaux SLT de traversée (R12=> R12M)



EXISTANT

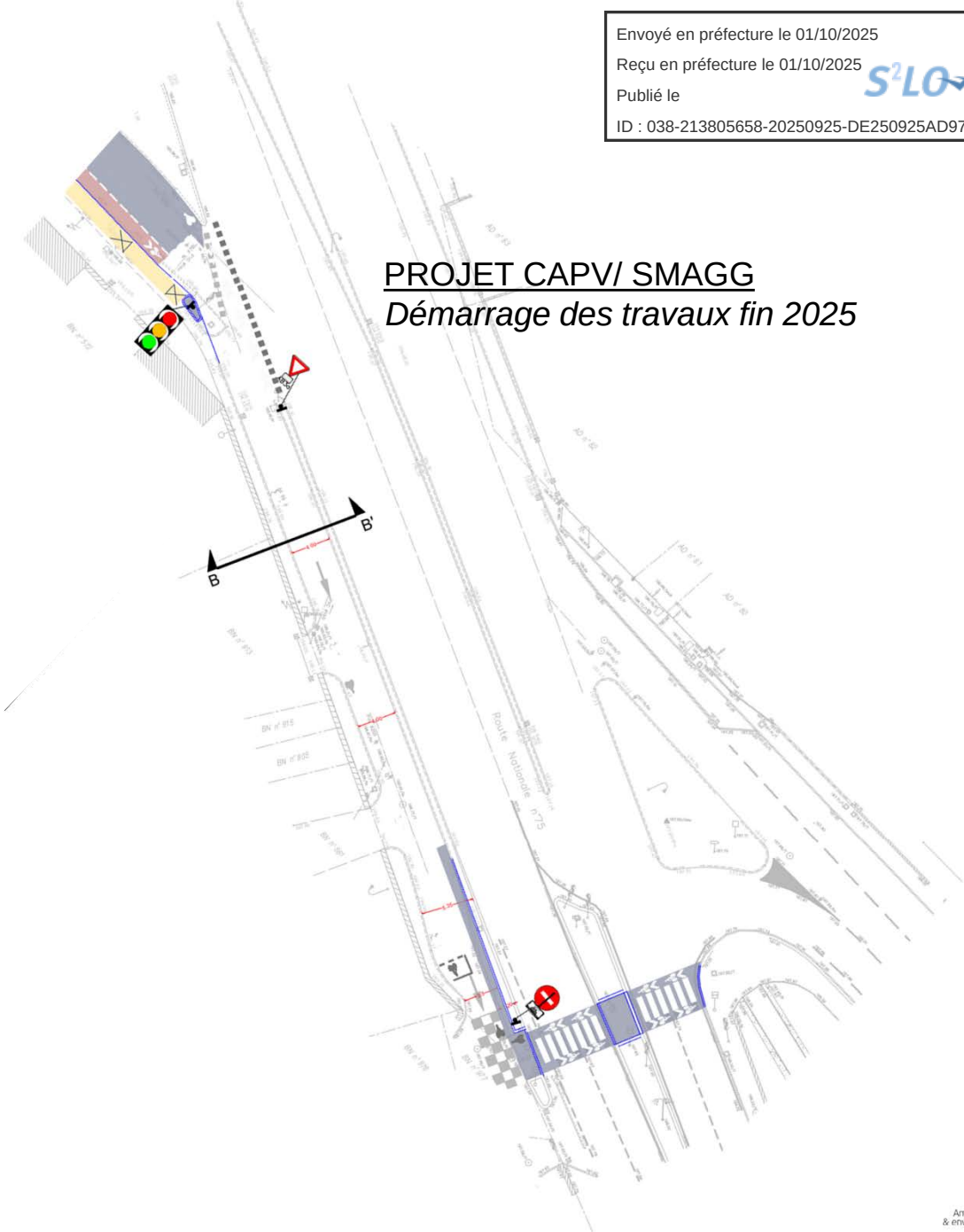
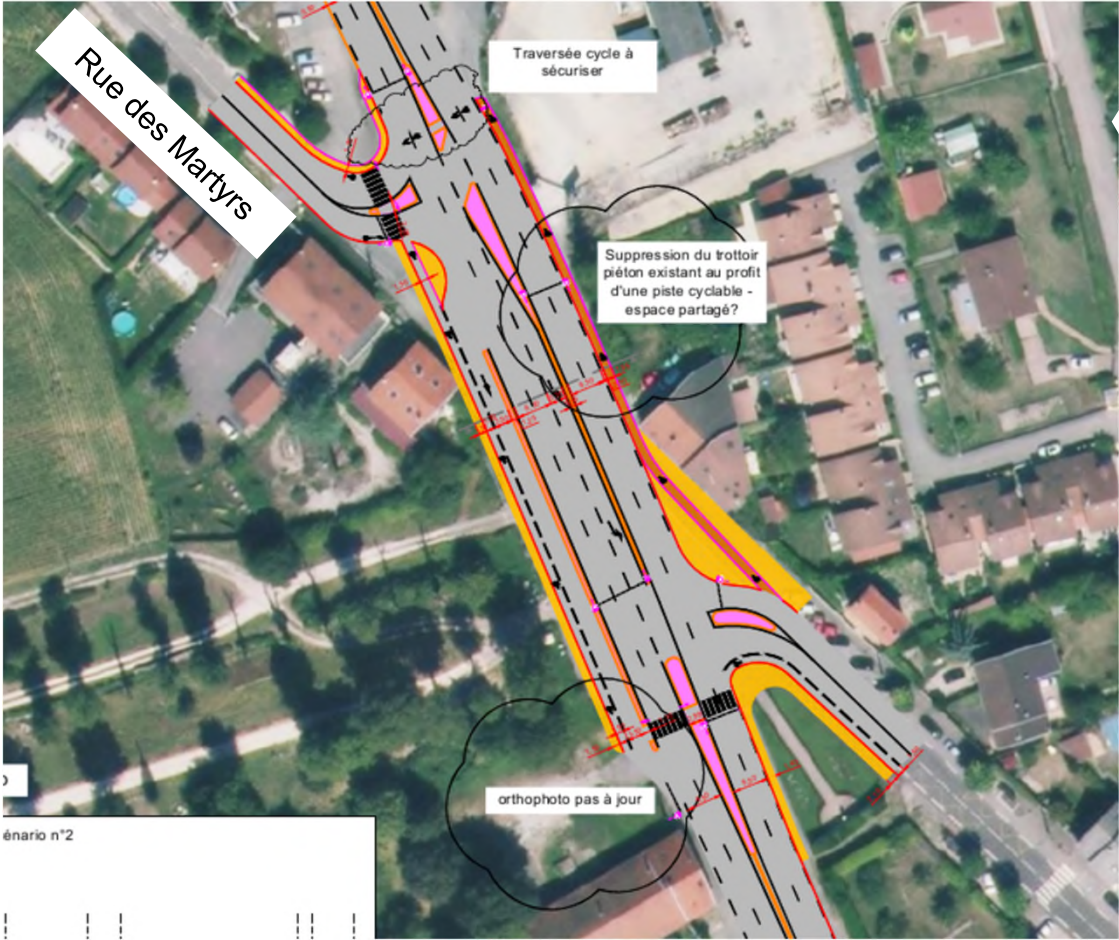


PROPOSITION



Traversée de la RD1075, Voreppe

PROJET DU DEPARTEMENT
Horizon de réalisation des travaux non défini



Envoyé en préfecture le 01/10/2025
Reçu en préfecture le 01/10/2025
Publié le
ID : 038-213805658-20250925-DE250925AD9755-DE



03.

Points particuliers

Points particuliers

Point particulier	
Eclairage	Pas de sujet. A noter que les mats existants seront désormais situés en pied de bande cyclable.
Foncier	Sujet sur la parcelle BN n°977
Stationnement	Pas de sujet
Circulation	Pas de sujet
Fonction urbaine	Pas de sujet
Végétaux	Pas de sujet
Réseaux	<i>Déclaration travaux en cours</i>

Revêtement & principe de structure

	Séquence	Matériaux en place	Matériaux projet
Voreppe	Rue des Martyrs	Enrobé noir	Reprise de l'enrobé en place et ajout d'enrobé clair sur la bande cyclable
	Traversée de la RD1075	Enrobé noir	Reprise de l'enrobé en place

Chaussée = enrobé noir



Traversée = résine ocre



Bande cyclable = enrobé clair



Planning et acteurs

- Validation des études en cours au 1^{er} semestre 2025
 - Préparation des travaux et démarrage des travaux 2^{ème} semestre
 - Finalisation des travaux au 1^{er} semestre 2026
-
- Maitrise d'ouvrage : CAPV/ SMMAG
 - Maitrise d'ouvrage trottoir : ville de Voreppe
 - Maitrise d'œuvre : SCE
 - Entreprise travaux : Colas

04.

Estimation financière

Estimation financière

Estimation financière AVP

Hors réseaux souterrain

Estimation financière susceptible d'évoluer lors de la réalisation du DQE définitif avec l'entreprise travaux

Dont environ 95 000€ TTC sous maîtrise d'ouvrage de la ville de Voreppe

MS6-Rue des Martyrs		Envoyé en préfecture le 01/10/2025 Reçu en préfecture le 01/10/2025 Publié le ID : 038-213805658-20250925-DE250925AD9755-DE
PRIX GENERAUX (PREPARATION & RECEPTION)		19 867 €
DEGAGEMENT DES EMPRISES, TRAVAUX PREPARATOIRES		44 664 €
RESEAUX SECS		0 €
RESEAUX HUMIDES/ ASSANISSEMENT		7 079 €
RESEAU AEP		0 €
TERRASSEMENTS		51 945 €
MAÇONNERIE-BORDURES		74 130 €
REVETEMENTS		61 957 €
MOBILIER ET CLOTURE		0 €
ECLAIRAGE PUBLIC		0 €
ESPACES PAYSAGERS		1 012 €
SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE		8 618 €
SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE		3 221 €
TOTAL HT en EUROS		272 494 €
T.V.A à 20% en EUROS		54 499 €
TOTAL TTC en EUROS		326 993 €



sce

Aménagement
& environnement

sce.fr

GROUPE KERAN



Syndicat Mixte
des Mobilités
de l'Aire Grenobloise



AMENAGEMENTS LIES AU DÉVELOPPEMENT DES MOBILITES DURABLES SUR RUE DES MARTYRS À VOREPPE (cycles, piétons)

Projet - Convention de transfert de Maîtrise d'ouvrage de la ville de Voreppe au Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Le Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise dénommé SMMAG, représenté par son Président en exercice, Sylvain LAVAL, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération N° 2DL220199 du 2 février 2023, d'une part

La ville de Voreppe, représentée par son Maire Luc REMOND, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération N° DELXXX, d'autre part

PRÉAMBULE

Les travaux d'aménagement de la rue des Martyrs sur la commune de Voreppe ont pour objectif de mailler deux itinéraires du schéma vélo du Pays Voironnais, et permettre une meilleure connexion entre le Bourg de Voreppe et Centr'Alp pour les usagers des modes de déplacements "actifs" (cycles et piétons).

Cet aménagement doit permettre de faciliter et de sécuriser les flux piétons et cycles le long de la rue des Martyrs ainsi que la traversée de la RD1075 au niveau de son intersection avec l'Avenue Henry Chapays.

En matière d'équipements publics il est prévu :

- Sur la rue des Martyrs :
 - de créer un trottoir côté Nord/Est,
 - de créer une piste en sortie du pont de Fontanieu et d'une bande cycle monodirectionnement coté Sud/Ouest dans le sens Centr'Alp → Voreppe,
 - de formaliser la présence de cycles sur chaussée dans le sens Voreppe → Centr'Alp
- Sur la contre Allée dite "de la Thivollière" :
 - d'aménager un contre sens cyclable,
 - de reprendre les îlots de traversée de la RD1075 pour intégrer les vélos à la traversée

Il s'agit à présent d'engager les prochaines phases opérationnelles.

Ce projet se situe rue des Martyrs sur la commune de Voreppe dont le SMMAG souhaite assurer l'aménagement dans le cadre de la compétence schéma cycle.

L'itinéraire 7 (Moirans / Voreppe) du schéma cycle du Pays Voironnais emprunte la rue des Martyrs et vient se connecter au niveau de l'avenue Henry Chapays de l'itinéraire 5 (La Buisse /Voreppe / Le Fontanil). Les déplacements sur ce secteur ont besoin d'être sécurisés et clairement identifiés afin d'assurer une continuité entre le Centre Bourg de Voreppe et Centr'Alp.

L'opération relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage :

- La commune de Voreppe : compétente en matière de voirie et d'aménagements d'espaces publics,
- le SMMAG : compétent en matière d'organisation des services et infrastructures relatifs aux mobilités actives, compétent sur les voies vertes et pistes cyclables séparées de la voirie et identifiées sur son schéma vélo. Il est aussi compétent en matière d'organisation des transports en commun.

Compte tenu de l'unicité de l'opération et de la complexité à laquelle conduirait la réalisation de travaux concomitants sous plusieurs maîtrises d'ouvrage distinctes à l'intérieur d'un même périmètre, les parties ont souhaité recourir aux modalités de maîtrise d'ouvrage unique qui permet, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages publics, que ces maîtres d'ouvrages désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération dans le cadre d'une convention (article L.2422-12 du Code de la commande publique).

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les conditions de la délégation de la maîtrise d'ouvrage et les modalités de répartition financière entre le SMMAG et la ville de Voreppe conformément à l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

Le projet consiste en la création des aménagements décrits succinctement en préambule. Le plan des opérations est annexé à la présente convention.

Les opérations relevant de la compétence de la ville de Voreppe et qui font l'objet de la présente convention sont mentionnées ci après :

- Création d'un trottoir
- Création des équipements de collecte et de gestion des eaux pluviales de Voirie rendus nécessaires par la création du trottoir.

Par la signature de cette convention, la ville de Voreppe autorise le SMMAG à intervenir pour la réalisation des travaux liés au projet sur l'ensemble de son domaine public.

La réalisation de ces travaux se fera dans le cadre du marché SMMAG n°2025-70, notifié le 25/10/23 sous la procédure d'appel d'offre.

ARTICLE 2 - DÉSIGNATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE PRÉVU

Afin de simplifier l'organisation des travaux et le versement des financements, il est convenu que le SMMAG soit désigné maître d'ouvrage unique de l'opération d'aménagement.

ARTICLE 3 - MISSIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage unique se voit confier les missions suivantes :

- Pilotage, suivi et instruction des études ;
- Conduite technique, administrative et financière des opérations ;
- Règlement des factures, acomptes, situations de travaux et solde des travaux;
- Direction, contrôle et réception des travaux,
- Gestion financière et comptable de l'opération selon les règles de la comptabilité publique,
- Obtention de toutes les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux ;
- Conclusion du ou des marchés nécessaires à la réalisation des opérations, ainsi que la gestion technique, administrative et financière liée à l'exécution de ces marchés ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la période de garantie de l'ensemble des ouvrages ;
- Engagement de toute action en justice et défense dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre et prestataires intervenant dans les opérations.

D'une manière générale, le SMMAG se voit confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité jusqu'à l'extinction des garanties attachées aux opérations.

La commune sera étroitement associée à chaque étape des opérations.

ARTICLE 4 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature par la dernière partie contractante et prendra fin au terme des garanties liées aux opérations objets de la convention, et du versement du solde des flux financiers.

ARTICLE 5 - MODALITÉS FINANCIÈRES

Répartition financière

Le montant total du projet global est estimé à **272 494 € HT, soit 326 993 € TTC**

Le total des opérations, qui relève de la compétence de la ville de Voreppe, objet de la présente convention, est estimé (avant bon de commande) à **79 167 € HT, soit 95 000€ TTC** déduction faite des recettes que le SMMAG aura pu obtenir sur l'opération.

Le SMMAG avancera l'ensemble des dépenses afférentes aux opérations et sera remboursé par la commune qui financera l'intégralité des opérations relevant de sa compétence, citées en objet. Déduction faite des recettes que le SMMAG aura pu obtenir sur l'opération mentionnée.

La ville de Voreppe sera redevable envers le SMMAG de la totalité de cette somme.

Régime budgétaire et comptable

Le SMMAG retracera dans ses comptes, un crédit dans la limite du coût prévisionnel des travaux soit **326 993 € TTC**.

Le SMMAG est autorisé à inscrire au compte 458 :

- en dépenses :

un crédit dans la limite du coût prévisionnel des travaux prévu à l'article 5 « Modalités Financières »,

soit 95 000€ TTC

- en recettes :

le montant de la contribution du mandant prévue à l'article 5, **soit 95 000€ TTC**

FCTVA et TVA

Il est rappelé que la Commune et le SMMAG se chargent, chacun pour les sommes qui leur reviennent, de récupérer la TVA par le biais de fonds de compensation. Les sommes dues au titre de la convention sont réglées par la Commune sur la base de montants toutes taxes comprises (TTC).

Modalités de paiement des travaux réalisés

Le mandatement des travaux sera assuré par le SMMAG dans les délais réglementaires.

Tout intérêt moratoire, qui serait dû par le SMMAG pour défaut de mandatement dans les délais en vigueur, sera à sa charge.

Modalités de paiement de la part de la ville de Voreppe

La ville de Voreppe sera redevable envers le SMMAG conformément aux dispositions de l'article 5 "Modalités Financières" d'une somme dont le montant sera celui des sommes réellement acquittées par le SMMAG pour les travaux.

Le versement correspondant sera effectué de la façon suivante :

- le solde, à l'achèvement des travaux, sur présentation de l'état des travaux exécutés, d'un récapitulatif des dépenses exposées, d'un procès-verbal de réception exempt de toutes réserves et de remise en gestion des ouvrages.

Les règlements par la ville de Voreppe devront intervenir dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de l'avis de mise en recouvrement.

Gestion des écarts financiers (économie ou dépassement du montant estimé du coût des travaux)

En cas de modifications des coûts prévisionnels, le maître d'ouvrage unique informera l'autre maître d'ouvrage. Il fournira tout élément justificatif et proposera le cas échéant des solutions alternatives ou des justifications sur les écarts financiers constatés.

Les parties conviendront d'un commun accord et par écrit, de la réponse à apporter en s'appuyant sur les modalités de paiement des participations.

En cas d'évolutions substantielles des coûts prévisionnels, la maîtrise d'ouvrage désignée fournira tout élément justificatif et proposera le cas échéant des alternatives. Les parties conviendront alors ensemble de la réponse à apporter, notamment sur :

- l'abandon de la modification de programme ;
- la réduction du programme sur un autre poste ;
- l'évolution du programme et/ou du calendrier de réalisation ;
- l'attribution éventuelle de financements complémentaires ;
- l'abandon du projet avant le démarrage des travaux.

Si le montant des travaux définitif dépasse de plus de 15% le montant estimatif TTC de l'opération, un avenant à la convention devra être signé par les parties.

Après l'achèvement de la totalité des travaux, le maître d'ouvrage unique de l'opération fournira un bilan financier définitif et une régularisation sera réalisée sur la base des factures présentées. Ces éléments feront l'objet d'une notification de clôture d'opération.

ARTICLE 6-- APPEL DE FONDS -DOMICILIATION

Le paiement sera effectué par virement bancaire à :

Bénéficiaire	Établissement Agence	Code Établissement	Code Guichet	N° de compte	Clé
Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise	BDF Grenoble	30001	00419	C380 0000000	75

Domiciliation de la facturation

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

Commune de VOREPPE	1 place Charles de Gaulle 38340 Voreppe
Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise	10, rue HEBERT 38000 GRENOBLE

ARTICLE 7 – RÉCEPTION DES TRAVAUX

7.1 Réception

Avant que ne s'effectuent les opérations préalables à la réception, une visite sera organisée entre la commune de Voreppe et le SMMAG afin de permettre à celle-ci de soulever, le cas échéant, des observations qui seront consignées dans un constat contradictoire, daté et signé par les parties.

Sur le périmètre des ouvrages à remettre au maître d'ouvrage concerné, le maître d'ouvrage unique gère et assure les opérations de réception (y compris la levée des réserves) ce après consultation et accord formel des parties concernées.

7.2 Responsabilité

Le maître d'ouvrage unique, répond des dommages résultant du non-respect des obligations mises à sa charge au titre de la présente convention, de ses fautes, négligences imprudences ou de celles des personnes dont elle doit répondre ou des biens qu'elle a sous sa garde.

ARTICLE 8 – REMISE DES OUVRAGES

A l'issue de la réception des travaux et/ou de la levée des réserves, le maître d'ouvrage unique doit remettre à l'autre partie, le(s) ouvrage(s) objet de la présente convention et décrits à l'article 1 de la présente convention.

A cette fin, il lui notifie la réception de(s) ouvrage(s) relevant de sa compétence et lui propose la remise de l'ouvrage.

Un procès-verbal constatant la remise de l'ouvrage est alors établi contradictoirement par les parties. Sera joint audit PV, l'ensemble des éléments suivants :

- les dossiers des ouvrages exécutés (DOE),
- les dossiers d'intervention ultérieure sur ouvrage (DIUO)
- tous documents utiles à l'exploitation et à la maintenance des ouvrages
- la copie du/des PV de réception,

Les maîtres d'ouvrage concernés ayant participé aux OPR (opérations préalables à la réception) et accepté les levées de réserves, ne peuvent aucunement refuser la remise de l'ouvrage dès lors que ce dernier est susceptible d'être mis en service dans sa configuration définitive.

ARTICLE 9– OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

L'ensemble des documents réalisés par les titulaires des marchés publics passés pour la réalisation de l'opération déléguée (programme, étude de conception et autres) devront être transmis à leur demande à l'ensemble des parties à la présente, lesquelles disposeront des mêmes droits et obligations que le maître d'ouvrage commun quant à leur utilisation.

Toute publication ou communication sur cette opération fera mention du SMMAG et de la commune de Voreppe en tant que maître d'ouvrage par tout moyen approprié (présence des logos des partenaires financeurs sur les publications, panneaux...).

ARTICLE 10 – GARANTIES

Le maître d'ouvrage unique assurera le pilotage des travaux éventuels de parachèvement ou de levées de réserves dans le cadre du délai de garantie de parfait achèvement des travaux jusqu'à la remise de l'ouvrage.

A compter de la remise de l'ouvrage, le maître d'ouvrage concerné exerce pleinement sa responsabilité de propriétaire de l'ouvrage et de gestionnaire du domaine public et en assure la garde, la surveillance, le fonctionnement et l'entretien.

Les garanties afférentes aux travaux et ouvrages réalisés lui sont transférées.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Assurance responsabilité civile professionnelle : chaque maître d'ouvrage concerné par la présente convention déclare être titulaire d'une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle.

Le maître d'ouvrage unique souscrira, au cas où il en aurait l'obligation, une police d'assurance responsabilité civile professionnelle pour son compte et celui des maîtres d'ouvrage qu'il représente.

Le maître d'ouvrage unique fournira aux parties une copie du dit contrat..

Le maître d'ouvrage unique fait son affaire de la souscription éventuelle des polices d'assurance couvrant les risques mis à sa charge au titre de la présente convention

ARTICLE 12 - AVENANT

Toute modification à apporter à la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - LITIGE

En cas de différend sur l'application ou l'interprétation des stipulations de la convention, les parties conviennent de tout mettre en œuvre pour trouver une solution amiable. En cas d'échec, tous les litiges liés à l'application ou l'interprétation de la présente convention relèveront de la compétence du tribunal administratif de Grenoble.

SIGNATURES

Fait en autant d'exemplaires que de parties, soit en 2 exemplaires

A Grenoble, le _____
Pour le Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire
Grenobloise,

Président
Sylvain LAVAL

A Voreppe, le _____
Pour la ville de Voreppe

Maire
Luc REMOND

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9756 - Foncier – Mise à jour du tableau de classement de la voirie communale

Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville, rappelle que par délibération n°9561 en date du 21 mars 2024, le Conseil municipal a approuvé le plan et les tableaux de classement de la voirie communale, incluant les voies communales, les chemins ruraux, et les voies vertes.

Depuis cette approbation, il a été constaté une erreur de classement sur une portion de chemin au Logis neuf, et des acquisitions foncières au profit la Commune ont été réalisées sur des voies stipulées « à acquérir » au tableau de classement.

- Pour ce qui concerne l'erreur de classement : elle concerne la portion du Chemin du Logis Neuf qui dessert les parcelles AW 317 - 319 qui a été classée à tort en chemin d'exploitation.

Après vérification, cette emprise doit être intégrée à la voirie communale : Vc 86c partant de la Vc 86b jusqu'à l'intersection des parcelles AW317-319.



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

- Tableau corrigé comme suit :

n°	nom	statut	SDC, n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)
Vc 86c	Logis Neuf (ch de	Voie communale			Vc 86b	Intersection parcelles n°AW 317-319	34

- Concernant les acquisitions réalisées par la Commune : le tableau de classement comportait une liste d'acquisitions foncières à effectuer pour un passage en domaine public.

Ont ainsi été régularisées :

- Vv01(de la RD1075 à la Rue Hector Berlioz) : Acquisition des emprises de la Vv01b pour le prolongement de la voie verte du Chevalon

- Tableau corrigé comme suit :

n°	Nom	statut	SDC, n°	début	fin	longueur (m)
Vv 01	à nommer	voie verte		RD 1075	Rue Hector Berlioz	107

- Vc 131 : Acquisition des emprises de l'Allée des Maires (de Vc 06a à parcelle BH1055)

- Tableau corrigé comme suit :

n°	nom	statut	SDC, n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)
Vc 131	Maires (all) des	Voie communale nouvelle			Vc 06a	BH 1055	102

Après avis favorable de la Commission transition écologique, aménagement de l'espace public, urbanisme, cadre de vie et mobilité du 01 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** :

- d'approuver les modifications apportées au tableau de classement des voies ci-annexé,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville, à engager toutes les procédures et signer toutes les pièces nécessaires à la poursuite de ce dossier.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 01	Port (rue du	Voie communale	1	630	RD 520e	RD 1075	630	B3-C3
vc 01a	Sure (ch de la	Voie communale	1a	150	vc 01	BL 578	150	C3
vc 02	Communes (ch des	Voie communale	2	470	voie ferrée	BN 877	240	B2 zoom 1
vc 02b	Communes (ch des	Voie communale nouvelle			vc 02	vc 102	335	B2 zoom1
vc 03	Rubette (ch de la	Voie communale	3	510	RD 1075	cr 06	570	A3-A2
vc 04a	Boutet (rue du	Voie communale	4	570	RD 520a	RD 520a	580	B3
vc 04b	Malossane (ch de	Voie communale	4	730	RD 520a	Cr 53	805	B3-B4
vc 04c	Sources (ch des	Voie communale	4a	80	vc 04b	AH 554	80	B3
vc 05a	Docteur Jacquin (quai	Voie communale	5	240	vc 05b vc 33	RD 520a	240	B3-C3 zoom 3
vc 05b	Racin (rte de	Voie communale	5	1 640	vc 33 vc 05a	vc 05c	1 700	B3-B4
vc 05c	Chalais (rte de	Voie communale	5	4 640	vc 05b	AN 36	4 770	B4-C6
vc 05d	Clet (ch du	Voie communale	5a	600	vc 05b	cr 19 cr 75	600	B4-C4
vc 06a	Hoirie (rue de l'	Voie communale	6	400	RD 1075	RD 520a	400	C3-C4
vc 06b	Gachetière (rue de	Voie communale	6	760	RD 250a	cr 23a	760	C4
vc 06c	Lac Bleu (rue du	Voie communale	6a	140	vc 06b	AP 13	140	C4
vc 06d	Château Vieux (rue du	Voie communale	6b	120	vc 06b	cr 26	160	C4

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 07a	Bourg Vieux (rue de	Voie communale	7	1 130	RD 520a	vc 76	1 160	C4-D4
vc 07b	Hector Berlioz (rue	Voie communale	7	880	vc 76	vc 10	900	D4
vc 08a	Morletière (rue de	Voie communale	8	160	RD 1075	RD 3c	160	D4
vc 08b	Peuil (rue du	Voie communale	8	360	RD 1075	cr 69 cr 25	360	D4
vc 08c	Dolomieu (imp	Voie communale nouvelle			vc 08b	AV 192	30	D4
vc 09a	St Vincent du Platre (ch de	Voie communale	9	280	RD 1075	cr 78	280	E5
vc 09b	Pit (ch du	Voie communale	9	240	RD 1075	vc 09c vc 15	245	E4-E5
vc 09c	Pigeonnier (ch du	Voie communale	9	900	vc 09b vc 15	cr 40	1 115	E4
vc 10	Didonnière (ch de	Voie communale	10	580	RD 1075	cr 33	574	E4-D5
vc 11	Cailletière (ch de	Voie communale	11	1 400	RD 3c	vc 09c	1 430	E3-E4
vc 11a	Mativières (ch des	Voie communale	11a	280	vc 11	cr 39	270	E4
vc 11b	Plan (imp du	Voie communale nouvelle			vc 11	AY 217	135	E4
vc 12a	Chevaliers (ch des	Voie communale	12a	100	RD 520a	vc 12b	100	C4
vc 12b	Péage (rue du	Voie communale	12	100	RD 520a	vc 12a	100	D4
vc 12c	Bouvardière (rue de	Voie communale	12	600	RD 1075	voie ferrée	600	C4-D4
vc 13	Grande Rue	Voie communale	13	230	RD 520a	pl. Debelle	230	B3-C3 zoom 3

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 14	Herbe (rue de l'	Voie communale	14	240	RD 1075	vc 07a	240	D4
vc 14a	Erables (all des	Voie communale	14a	70	vc 14	AP 480 AP 489	90	D4 zoom 5
vc 15	Chamoussière (ch de	Voie communale	15	940	vc 09 b vc 09c	limite Fontanil Cornillon	940	E4-F5
vc 16	Bouvaret (ch de	Voie communale	16	1 000	vc 18a	RD 3c	1 010	D3-D4
vc 17a	Echaillon (rue de l'	Voie communale	17	150	RD 520e	vc 130	140	B3
vc 17b	Achard (ch de l'	Voie communale	17	330	RD 1075	vc 56 cr 83	330	B3
vc 18a	Beauplan (ch de	Voie communale	18	1 300	RD 3c	vc 12c pont voie ferrée	1 315	E3-D3
vc 18b	Seïtes (ch des	Voie communale	18	800	vc 12c vc 18a	vc 113 vv 08	800	D3-C3
vc 18c	Gare (rue de la	Voie communale nouvelle			vc 18b	RD 1075	195	C3
vc 19	Nardan (rue de	Voie communale	19	560	RD 1075	RD 520a	585	C3 zoom 3
vc 19a	Lacordaire (rue	Voie communale	19a	175	vc 19	RD 520a	175	C3 zoom 3
vc 20	Balmes (ch des	Voie communale	20	1 120	RD 520e	cr 05	870	B3-A3
vc 21	Magnaneries (ch des	Voie communale	21	400	RD 1075	vc 78	415	D4
vc 21a	Carteux (rue des	Voie communale	21a	210	vc 21	cr 36	267	D4
vc 22	Xavier Jouvin (rue	Voie communale	22	480	RD 1075	RD 3a	500	C3
vc 23	Rivalières (ch des	Voie communale	23	860	RD 3c	vc 11	860	E4

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 24a	Poste (rte de la	Voie communale	24a	200	RD 1075	vc 24c	240	B3
vc 24b	Pont Fontanieu (rue	Voie communale	24b	300	vc 24c	vc 51	340	B3-B2
vc 24c	Martyrs (rue des	Voie communale	24	630	RD 1075	A 48	675	B3-B2
vc 24d	Résistance (rue de la	Voie communale	24	550	A48	RD 1085	510	B2-A2
vc 25	Catherine Barde (rue	Voie communale	25	30	vc 13	vc 32	35	B3 zoom 3
vc 26	Charnècle (rue de	Voie communale	26	190	vc 13	vc 29	175	B3 zoom 3
vc 26b	Ecluse (voie de l'	Voie communale nouvelle			vc 26	parking de l'écluse	12	B3 zoom 3
vc 27	Porte Saint-Laurent (rue	Voie communale	27	90	vc 05a	vc 34	90	B3 zoom 3
vc 27a	Patasson (rue	Voie communale	27a	30	vc 27	BK 31	35	B3 zoom 3
vc 28	Château (rue du	Voie communale	28	140	vc 13	vc 31	130	C3 zoom 3
vc 29	Mouille Sol (rue	Voie communale	29	125	vc 30	vc 26	125	B3 zoom 3
vc 30	Docteur Rome (rue	Voie communale	30	100	vc 26	vc 35b	115	B3 zoom 3
vc 31	Pallaches (rue des	Voie communale	31	95	vc 32	vc 35b	95	B3 zoom 3
vc 32	Chapelle (rue de la	Voie communale	32	50	vc 30	vc 28	50	B3-C3 zoom 3
vc 33	Pré Boulat (ch du	Voie communale	33	100	RD 520a	vc 05a vc 05b	120	B3
vc 34	Tupinières (rue des	Voie communale	34	120	vc 27	vc 35b	120	B3 zoom 3

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 35a	Lambournay (rue	Voie communale	35	120	vc 05a	vc 30, vc 34, vc 35b	120	B3 zoom 3
vc 35b	Porte des Pallaches (rue	Voie communale	35	50	vc 30, vc 34, vc 35a	vc 35c cr 20	50	B3 zoom 3
vc 35c	Père Nublat (rue du	Voie communale	35	80	vc 35b cr 20	cimetière	80	B3 zoom 3
vc 36	Vigier (rue	Voie communale	36	45	vc 05a	vc 26	45	B3 zoom 3
vc 37	Gigot (ch du	Voie communale	37	260	RD 520a	pont du Gigot en limite de la Sure en Chartreuse	1 305	B3-B4
vc 38	Isle (rue de l'	Voie communale	38	125	RD 520a	vc 13	125	B3-C3 zoom 3
vc 39	Pognient (rue	Voie communale	39	80	vc 13	vc 40	80	B3-C3 zoom 3
vc 40	Moulins (rue des	Voie communale	40	110	vc 13	vc 38	110	C3 zoom 3
vc 41	Basse (rue	Voie communale	41	80	RD 520a	vc 40	80	C3 zoom 3
vc 42	Pêcherie (rue de la	Voie communale	42	40	vc 40	vc 39	40	C3 zoom 3
vc 43	Carré (rue du	Voie communale	43	25	vc 40	vc 41	40	C3 zoom 3
vc 44	Remparts (rue des	Voie communale	44	120	vc 13	vc 13	120	C3 zoom 3
vc 45	Plein Soleil (rue de	Voie communale	45	360	RD 520a	vc 19	360	C3 zoom 3
vc 45a	Cerisiers (all des	Voie communale	45a	50	vc 45	BI 110	50	C3 zoom 3
vc 45b	Fusains (all des	Voie communale	45b	30	vc 45	BI 441	30	C3 zoom 3
vc 45c	Scierie (rue de la	Voie communale	45c	70	vc 45	vc 19	70	C3 zoom 3

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 46	Bannettes (rue des	Voie communale	46	290	RD 520g	vc 01	290	B3-C3
vc 46a	Saint Ours (rue de	Voie communale	46a	300	RD 520g	vc 46	300	B3-C3
vc 47	Perrés de Roize (ch des	Voie communale nouvelle			vc 114	BM 718	80	C3 zoom 4
vc 48	Louis Vicat (rue	Voie communale	48	300	vc 02	vz 49b cr 02	300	B2
vc 49	Louis Armand (rue	Voie communale	49	230	vc 50 vc 51	vc 52	300	B2
vc 50	Aristide Berges (rue	Voie communale	50	1 380	limite Moirans	vc 49 vc 51	1 480	B2-A2
vc 51	Emile Romanet (rue	Voie communale	51	740	vc 49 vc 50	BN 498	930	B2
vc 52	Vaucanson (rue	Voie communale	52	370	vc 51	vc 49	370	B2
vc 53	Marguerites (ch des	Voie communale	53	950	vc 24b	vc 53b	690	B2-B3
vc 53a	Marguerites (ch des	Voie communale nouvelle			vc 02	cr 52b	545	B2
vc 54a	Boréas (ch de	Voie communale	54	0	vc 24a	RD 1085	280	B3
vc 54b	Boréas (ch de	Voie communale	54	720	RD 1085	vc 03	440	B2-A2
vc 55	Plassarot (rue du	Voie communale	55	280	RD 520e	AH 282	110	B3
vc 56	Iles (ch des	Voie communale	56	600	RD 1075	vc 17b	600	C3-B3
vc 56a	Raoul Blanchard (rue	Voie communale	56a	200	vc 56	vc 101	190	C3
vc 57	Tilleuls (rue des	Voie communale	57	350	RD 520g	vc 01	350	B3-C3

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 58	Buissières (ch des	Voie communale	58	190	RD 520e	AH 364	195	B3
vc 59	Jacquinière (ch de la	Voie communale	59	150	RD 3a	vc 22	85	C3 zoom 4
vc 60	Petits Jardins (rue des	Voie communale	60	60	RD 520a	vc 45	60	C3 zoom 3
vc 61	Tissages (rue des	Voie communale	61	180	vc 19	vc 06a	208	C3
vc 62	Igor Stravinsky (rue	Voie communale	62	330	RD 520a	AP 576	290	C4
vc 62a	Rajasse (rue de la	Voie communale	62a	85	vc 62	RD 520a	85	C4
vc 62b	Pissotte (rue de la	Voie communale	62b	125	RD 520a	vv 10	160	C4
vc 63	Brandegaudière (rue de	Voie communale	63	370	RD 3	vc 100	370	C3 zoom 4
vc 64	Alambic (rue de l'	Voie communale	64	120	vc 100	vc 63	140	C3 zoom 4
vc 65	Charvet (rue	Voie communale	65	80	vc 64	vc 63	70	C3 zoom 4
vc 65a	Blanc-Lagoutte (imp	Voie communale nouvelle			vc 65	BM 267	23	C3 zoom 4
vc 66	Montaud (rue de	Voie communale	66	130	vc 63	vc 64	130	C3 zoom 4
vc 67	Béal (rue du	Voie communale	67	230	vc 100	Vc 91	170	C3
vc 68	Ile Magnin (ch de l'	Voie communale	68	400	RD 1075	cr 46	115	C3
vc 69	Jacques Prévert (rue	Voie communale	69	820	vc 12c	vc 122 vv 25	830	D3-D4
vc 70	André Malraux (rue	Voie communale	70	810	vc 69	vc 75	895	D3-D4

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 70a	Jean de la Fonfaine (imp	Voie communale	70a	90	vc 70	BH 219	90	D4 zoom 9
vc 71	Emile Gilioli (rue	Voie communale	71	250	vc 70	vc 70	295	C4
vc 72	Charles Gabriel Pravaz (rue	Voie communale	72	100	vc 70	vc 12c	90	D4
vc 73	Jean Moulin (rue	Voie communale	73	410	vc 70	vc 75	410	D4 zoom 10
vc 74	Volouise (rue de	Voie communale	74	140	vc 73	vc 69	152	C4-D4
vc 75	Maréchal Leclerc (rue du	Voie communale	75	460	vc 69	vc 21a	509	D4
vc 75a	Arthur Rimbaud (imp	Voie communale	75a	100	vc 75	vc 75a BH468	140	D4
vc 76	Malsouche (ch de	Voie communale	76	370	RD 1075	vc 76b	380	D4 zoom 6
vc 76b	Sautaret (ch du	Voie communale nouvelle			vc 76	cr 25	95	D4 zoom 6
vc 77	Rayettes (ch des	Voie communale	77	250	vc 07a	cr 23b	205	C4-D4
vc 78	Chassolière (rue de	Voie communale	78	600	RD 1075	RD 3c	610	D4
vc 79	Beyle Stendhal (rue	Voie communale	79	360	vc 78	vc 08a	360	D4
vc 80	Jacques Brel (rue	Voie communale	80	370	vc 78	vc 79	370	D4
vc 81	Pierre et Marie Curie (rue	Voie communale	81	230	vc 08a	BC 255	235	D4
vc 81a	Champollion (rue	Voie communale	81a	90	vc 81	vc 79	100	D4
vc 82	Ciments (ch des	Voie communale	82	60	vc 07b	vc 82b vc 82a	60	D4 zoom 7

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 82a	Carrières (ch des	Voie communale	82a	100	vc 07b	vc 82 vc 82b	120	D4 zoom 7
vc 82b	Sautaret (ch du	Voie communale	82	120	vc 82 vc 82a	vc 08b	120	D4 zoom 7
vc 83	Granges (ch des	Voie communale	83	450	RD 1075	vc 84	450	E4
vc 84	Cheminet (ch du	Voie communale	84	1 170	RD 3c	vc 09c	1 180	D4-E4
vc 86a	Cottelandière (ch de	Voie communale	86	160	vc 15	RD 1075	160	E5
vc 86b	Logis Neuf (ch de	Voie communale	86	140	RD 1075	cr 78	140	E5
vc 86c	Logis Neuf (ch de	Voie communale			Vc 86b	Intersection parcelles n°AW 317-319	34	E5
vc 87	Espinas (ch des	Voie communale	87	200	RD 1075	AX 191	200	E5-F5
vc 88	Not (ch de la	Voie communale	88	720	vc 09c	vc 120 limite Fontanil Cornillon	720	E4-F4
vc 89	Victor Cassien (rue	Voie communale	89	380	vc 100	vc 116	380	C3
vc 90	Jongkind (ch	Voie communale	90	600	vc 101	vc 126	590	C3
vc 91	Pervenches (rue des	Voie communale	67	0	BE 255	BE 412	113	C3
vc 92	Henri Dunant (imp	Voie communale nouvelle			vc 23	cr 37	27	E4
vc 93	Sainte Claire (ch	Voie communale nouvelle			vc 05b	cr 76	170	B4
vc 94	Jules Renard (ch de	Voie communale nouvelle			vc 05c	finit sur AI 247	315	B4
vc 95	à nommer	Voie communale nouvelle			vc 05c	cr 76	255	B4

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 96	Réfon (ch du	Voie communale nouvelle			vc 108b	cr 72	140	B4
vc 97	Bourget (ch du	Voie communale nouvelle			vc 20	cr 08	80	B3
vc 98	Gué de Roize (ch du	Voie communale nouvelle			vc 04b	cr 59	85	B4
vc 99	Groupe Raymond (ch du	Voie communale nouvelle			vc 37	cr 60	102	B4
vc 100	Palluel (rte de	Voie communale nouvelle			rd 1075	RD 3	627	C3
vc 101	Ile du Pont (ch de l'	Voie communale nouvelle			RD 1075	vc 102	2 510	C3-B2
vc 101a	Ile du Pont (ch de l'	Voie communale nouvelle			vc 101	piste cyclable	20	C3
vc 101b	Ile Rose (ch de l'	Voie communale			vc 101	cr 84	40	C2
vc 102	Digues (ch des	Voie communale nouvelle			vc 02b	limite Moirans	580	B2-B1
vc 103	Roche Morin (ch de la	Voie communale nouvelle			vc 07a	cr 22	55	D4 zoom 5
vc 104	Dominique Villars (rue	Voie communale nouvelle			vc 70	vc 73	50	D3-D4 zoom 10
vc 105	Grande Roche (rue de la	Voie communale nouvelle			vc 07a	vc 06b	480	C4
vc 106	Airelles (allée des	Voie communale nouvelle			vc 107	sur AP 825	97	C4
vc 107	Fougères (allée des	Voie communale nouvelle			vc 07a	AP 862	26	C4
vc 108a	Jean Monnet (ch	Voie communale nouvelle			vc 05b	cr 71a	165	B4
vc 108b	Jean Monnet (ch	Voie communale nouvelle			vc 05b	cr 71b	275	B4

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 109	d'Aprvil Edouard (imp	Voie communale nouvelle			vc 33	Reg 109 (AK 16/AK 18)	90	B3 zoom 2
vc 110	Joseph Sarret (rue	Voie communale nouvelle			vc 26	vc 29	25	B3 zoom 3
vc 111	Maréchal de Lattre de Tassigny (rue	Voie communale nouvelle			vc 19	vv 14 BI 470	138	C3 zoom 3
Vc 112	Simone Veil (av	Voie communale nouvelle			RD 1075	RD 520a	198	C4
vc 113	Beauvillage (rue de	Voie communale nouvelle			vc 100	vc 18b	300	C3
vc 114	Blockhaus (ch des	Voie communale nouvelle			vc 100	RD 1075	250	C3 zoom 4
vc 115	René Cassin (ch	Voie communale nouvelle			vc 15	cr 43	135	E5
vc 116	à nommer	Voie communale nouvelle			RD 3	BE 177	370	C3-C4
vc 117	Tivolière (Contre-allée la	Voie communale nouvelle			vc 24c	RD 1075	75	B3
vc 118	Jacquins (all des	Voie communale nouvelle			vc 70a	BH 943	85	D4 zoom 9
vc 119	de Foucauld Charles (imp	Voie communale nouvelle			vc 70	vc 119 BH 437	130	D4 zoom 9
vc 120	Mondragon (rue de	Voie communale nouvelle			vc 15	vc 88	775	F5-F4
vc 121	Glairons (ch des	Voie communale nouvelle			vc 02	cr 80	218	B2
vc 122	Gentianes (all des	Voie communale nouvelle			vc 75	vc 69, vv 25	260	D4
vc 123	Hortensias (allée des	Voie communale nouvelle			vc 07a	AP 862	20	C4
vc 124	Halage (ch de	Voie communale nouvelle			vc 126, vc 125	BM 777	175	C2

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 125	Mariniers (ch des	Voie communale nouvelle			vc 124, vc 126	BM 729	250	C3
vc 126	Ile Gabourd (rue de l'	Voie communale nouvelle			RD 3	vc 124 vc 125	260	C4
vc 127	Termes (ch des	Voie communale nouvelle			RD 520a	AH 572	50	B3
vc 128	Guynemer (imp	Voie communale nouvelle			vc 78	cr 58	127	D4
vc 129	à nommer	Voie communale nouvelle			vc 05b	cr 70	80	B3-B4 zoom 2
vc 131	Maires (all des	Voie communale nouvelle			vc 06a	BH 1055	102	C3-C4

50 660 pour DGF 63 754

DGF total avec 2 770 m. voies vertes 66 524

Voie communale à acquérir

vc 47b	Perrés de Roize (ch des	Voie communale à acquérir			vc 47	BM 719	52	C3 zoom 4
vc 55b	Plassarot (rue du	Voie communale à acquérir	55		vc 55	vc 20	200	B3
vc 85	Bascule (ch de la	Voie communale à acquérir	85	450	RD 1075	vc 84	385	E4

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vc 91a	Pervanches (rue des	Voie communale à acquérir			vc 91	sur BE 412	25	C3
vc 127a	Termes (ch des	Voie communale à acquérir			vc 127b	AH 573	78	B3
vc 127b	Termes (ch des	Voie communale à acquérir			vc 127	vv 27	72	B3
vc 131	Maires (all des	Voie communale à acquérir			vc 06a	BH 1055	90	C3-C4
vc 138	Marguerite Hure (rue	Voie communale à acquérir			vc 19	BI 584	120	C3
vc 139	Souvenir Français (rue du	Voie communale à acquérir			vc 18b, vc 12c	BH 816	190	D4 zoom 9
1 122								
Voie communale à transférer								
vc 53b	Marguerites (ch des	Voie communale à transférer	53		vc 53	cr 52b	95	B3
vc 130	Juin 1940 (contre-allée	Voie communale à transférer			RD 520g	RD 1075	288	B3
Voie dans ZA à transférer								
vz 49b	Louis Armand (rue	voie à transférer ?			vc 49	vc 48 cr 02	223	B2
vz 50b	Aristide Bergès (rue	voie à transférer ?			vc 50	RD 1085	27	A2
vz 50c	Aristide Bergès (rue	voie à transférer ?			vc 50	RD 1085	24	A2
vz 50d	Aristide Bergès (rue	voie à transférer ?			vc 50	vc 24d	36	B2

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
vz 125a	Mariniers (imp des	voie à transférer ?			vz 125b	BM 923	83	C3
vz 125b	Mariniers (ch des	voie à transférer ?			vc 125	BE 500	380	C3-C4
vz 132	Pommarin (rue du	voie à transférer ?			limite Moirans	limite Moirans	460	A1
vz 133	Louis Neel (rue	voie à transférer ?			vc 50	vc 48	630	B2
vz 134	Irene Joliot Curie (rue	voie à transférer ?			RD 1085	AD 621	675	A2
vz 135	Ile Plançon (ch de l'	voie à transférer ?			vc 51	BN 985	205	B2
vz 137	Yvette Cauchois (rue	voie à transférer ?			vz 133	vc 49	220	B2
							3 346	
total à acquérir ou transférer							4 468	
Changement de statut								
vv 05		voie à classer en vv	vc 22a	190	RD 1075	BI 506	105	C3 zoom 4
vv 06		voie à classer en vv	vc 59		vv 05	vc 22	40	C3 zoom 4
vv 08		voie à classer en vv	vc 18	160	vc 18b	vc 18c	140	C3
reg 02abcd		Voie à déclasser en cr	vc 2				300	B2

Voies Communales de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	nom	statut	anc. n° 1988	long. 1988	début	fin	longueur (m)	plan
reg vc 03a		Voie à déclasser en cr	vc 3	270	cr 04a	cr 04c	220	A2
cr 04a		Voie à déclasser en cr	vc 3		RD 1085	reg vc 03a cr 04b	20	A2
cr 04c		Voie à déclasser en cr	vc 3		reg vc 03a cr 04b	limite communale	30	A2
cr 33		Voie à déclasser en cr	vc 10		vc 10	cr 33	20	D5
cr 05		Voie à déclasser en cr	vc 20		vc 20	Cr 05 (AE 204)	55	A3
cr 23b		Voie à déclasser en cr	vc 77		vc 77	cr 23b (AP 437)	45	D4
cr 46a		Voie à déclasser en cr	vc 68		vc 68	vc 18b	285	C3
cr 52b		Voie à déclasser en cr	vc 53		vc 53b	cr 52b	165	B3
reg vc 20		Voie à déclasser de fait	vc 20		cr 05a	RD 1075	195	A3
rd 520g		Voie à déclasser de fait	vc 47	300	RD 520°	RD 1075	300	B3
				1370			-1 920	
			1988	52 260	annoncés	52 030	en réalité	

Voies Vertes de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	anc. n°	début	fin	longueur (m)	plan
vv 01	à nommer	voie verte		RD 1075	Rue Hector Berlioz	107	D4
vv 02	à nommer	voie verte		vc 01	RD 1075	450	C3
vv 02a	à nommer	voie verte		vv 02	vc 01	62	C3
vv 03	à nommer	voie verte		RD 520a	BI 513	138	C3 zoom 3
vv 03b	à nommer	voie verte		vc 22	BI 513	20	C3
vv 04	à nommer	voie verte		vc 22	vv 03	10	C3 zoom 3
vv 05	à nommer	voie verte	vc 22a	RD 1075	BI 506 vv 06	105	C3 zoom 4
vv 06	à nommer	voie verte	vc 59	vv 05	vc 22	40	C3 zoom 4
vv 07	à nommer	voie verte		RD 1075	RD 3a	220	C3
vv 08	Maladière (allée de la	voie verte	vc 18	vc 18b	vc 18c	140	C3
vv 09	à nommer	voie verte	vc 06	RD 1075	vc 06a	115	C3
vv 10	à nommer	voie verte		vc 62b	vc 06b	35	C4
vv 11	à nommer	voie verte		vc 05b	vc 05b	120	B3 zoom 2
vv 12	à nommer	voie verte		RD 520a	vc 04b	80	B3 zoom 2
vv 13	à nommer	voie verte		vc 71	vc 69	55	C4
vv 15	à nommer	voie verte		vc 26	parking de l'écluse	17	B3 zoom 3

Voies Vertes de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	anc. n°	début	fin	longueur (m)	plan
vv 16	à nommer	voie verte		BK 466	place Debelle	10	B3 zoom 3
vv 18	à nommer	voie verte		RD 3c	passerelle sur ruis. de la Volouise AZ 720	95	D4
vv 19	à nommer	voie verte		vc 79	vc 79	175	D4
vv 20	à nommer	voie verte		vv 19	vc 81	37	D4
vv 21	à nommer	voie verte		vv 19	vc 81	35	D4
vv 22	à nommer	voie verte	vc 08	RD 1075	vc 08b	100	D4
vv 23a	à nommer	voie verte		vv 70	vc 73 / BH 551	233	D4
vv 23b	à nommer	voie verte		vc 70	vc 75	105	D4
vv 24	à nommer	voie verte		vc 14a	AP 264	41	D4 zoom 5
vv 26	à nommer	voie verte		vc 75	BD 366	58	D4
vv 28	à nommer	voie verte		vc 75	square Gossiny	40	D4 zoom 10
vv 29	à nommer	voie verte		vc 73	square Gossiny	16	D4 zoom 10
vv 30	à nommer	voie verte		vc 73	vc 75a	66	D4 zoom 10
vv 31	à nommer	voie verte		vc 70	ruis. de la Volouise BH 104	45	D4

2 770

Voies Vertes de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	anc. n°	début	fin	longueur (m)	plan
Voie à acquérir							
vv 01b	à nommer	voie verte à acquérir		vv 01	vc 07b	38	D4
vv 14	à nommer	voie verte à acquérir		RD 3a	vc 19	220	C3 zoom 3
vv 17	Pré de la Chapelle (all du	voie verte à acquérir		vc 112	vc 06a	215	C3-C4
vv 24b	à nommer	voie verte à acquérir ?		vv 24	vc 14	13	D4 zoom 5
vv 25	à nommer	voie verte à acquérir		vc 69 vc 122	vc 21	74	D4
vv 27	à nommer	voie verte à acquérir		vc 127b	vc 04b	60	B3
vv 32	à nommer	voie verte à acquérir		BH 365	vc 69 vc 122	28	D5
						610	

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
cr 01	Digues (cr des	chemin rural	chemin	bon	904160, 6470453	905153, 6469750	1 245	B2-C3
cr 02	Rails (cr des	chemin rural	chemin	bon	904692, 6470676	905003, 6470449	385	B2
cr 03	Auberge du Pot Bleu (cr de l'	chemin rural	chemin	bon	905468, 6470781	905366, 6470753	110	B3
cr 04a	Fontabert (cr de	chemin rural	tronçon	bon	904772, 6471342	904771, 6471356	20	A2
cr 04c	Fontabert (cr de	chemin rural	tronçon	bon	904877, 6471455	904768, 6471676	285	A2
cr 05	Balmes (cr des	chemin rural	tronçon	moyen	905698, 6471256	905502, 6471769	550	A3
cr 06	Rubette (cr de la	chemin rural	tronçon	bon	904944, 6471534	904844, 6471692	190	A2
cr 07	Geais (ch des	chemin rural	impasse	bon	906600, 6471174	906887, 6471290	325	A3
cr 08	Bourget (cr du	chemin rural	tronçon	moyen	905853, 6471033	905901, 6471179	155	B3
cr 09	Malossane Haut (cr de	chemin rural	chemin	bon	905799, 6471888	906600, 6470911	1 770	B3-A3
cr 10	Tençon (cr de la	chemin rural	tronçon	moyen	906224, 6471989	906696, 6471646	860	A3-B3
cr 10b	Tençon (cr de la	chemin rural	tronçon	mauvais	906975, 6471693	906731, 6471668	260	A3
cr 11	Col de Tençon (cr du	chemin rural	tronçon	bon	906696, 6471646	907111, 6471671	455	A3-A4
cr 12	Pommier (cr de	chemin rural	chemin	bon	907724, 6471102	908460, 6470832	830	A4-B4
cr 13	Gerboudière (cr de	chemin rural	chemin	bon	908467, 6470642	909343, 6470703	1 240	B4-B5
cr 14	Espinasse (cr de l'	chemin rural	chemin	mauvais	908462, 6470824	908772, 6470437	550	B5
cr 16	Bouzonnière (cr de	chemin rural	chemin	mauvais	908541, 6470604	908779, 6470488	275	B5
cr 16a	Bouzonnière (cr de	chemin rural	chemin	mauvais	908268, 6470607	908026, 6470507	290	B4-B5

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
cr 17	Montgelas (cr de	chemin rural	impasse	mauvais	907424, 6470536	908122, 6470424	750	B4
cr 18	Rajasse (cr de la	chemin rural	impasse	moyen	907210, 6470000	907987, 6469789	1 120	B4-C4
cr 19	Cote Longue (cr de	chemin rural	chemin	bon	907155, 6470004	908287, 6470379	1 700	B4
cr 20	Château-Gaillard (cr de	chemin rural	chemin	bon	906976, 6469420	906815, 6469878	583	C4
cr 22	Roche Morin (cr de la	chemin rural	chemin	moyen	907650, 6468264	907734, 6468324	120	D4
cr 23a	Gachetière (cr de	chemin rural	tronçon	bon	907397, 6468977	907577, 6468587	467	C4
cr 23b	Rayettes (cr des	chemin rural	tronçon	bon	907840, 6467995	907626, 6468455	535	D4
cr 25	Vicat (cr	chemin rural	tronçon	bon	907928, 6467785	907842, 6467885	140	D4
cr 26	Malatras (cr de	chemin rural	tronçon	bon	907317, 6469201	907620, 6469075	420	C4
cr 27	Mont St Martin (cr de	chemin rural	chemin	bon	908075, 6467672	908961, 6466977	1 415	D4-E5
cr 28	Lac Bleu (cr du	chemin rural	impasse	bon	907076, 6469478	907278, 6469379	260	C4
cr 29	St Martin à Chalais (sentier de	chemin rural	tronçon	bon	909064, 6466993	910012, 6468994	2 535	E5-C6
Cr 30	Chevalon (cr du	chemin rural	chemin	moyen	908489, 6468348	909794, 6469447	3 190	D5-C5
cr 30b	Chevalon (cr du	chemin rural	chemin	mauvais	908971, 6469081	908937, 6469050	50	C5
cr 31	Pas de l'Ane (cr du	chemin rural	chemin	moyen	909544, 6469597	910458, 6469117	1 908	C5-C6
cr 32	(nom donné plus tard)	chemin rural	chemin	moyen	909107, 6468825	908487, 6468349	1 055	C5-D5
cr 33	Didonnière (cr de	chemin rural	tronçon	moyen	908252, 6467363	908554, 6466934	600	D5-E5

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
cr 33a	Cellier (cr du	chemin rural	impasse	moyen	908213, 6467508	908260, 6467380	140	D5
cr 34	Ouillères bas (cr des	chemin rural	tronçon	moyen	908598, 6467369	908554, 6466934	589	D5-E5
cr 35	Beau Plan (cr de	chemin rural	impasse	moyen	906910, 6467912	906819, 6467875	99	D4
cr 36	Carteux (cr des	chemin rural	impasse	moyen	907076, 6468036	906930, 6467921	207	D4
cr 37	Rivalières (cr des	chemin rural	impasse	moyen	906891, 6466890	906821, 6466900	68	E4
cr 38	Pont Bossu (cr du	chemin rural	chemin	bon	905757, 6467950	906403, 6468135	674	D3
cr 39	Mativières (cr des	chemin rural	impasse	moyen	906715, 6466416	906630, 6466434	94	E4
cr 40	Pigeonnier (cr du	chemin rural	tronçon	moyen	906989, 6465928	906672, 6465940	330	F4
cr 41	Cayenne (cr de	chemin rural	tronçon	bon	906083, 6467166	907370, 6465339	2 385	E3-F4
cr 42	Glaires (cr des	chemin rural	impasse	moyen	906620, 6466741	906407, 6466382	525	E4-E3
cr 43	Epinas (cr des	chemin rural	impasse	moyen	908035, 6466072	907962, 6466020	90	E4
cr 44	en Buisse (cr de	chemin rural	tronçon	moyen	906696, 6471646	906333, 6472030	570	A3
cr 46a	Ile Magnin (cr de l'	chemin rural	tronçon	bon	906717, 6468921	906562, 6468682	295	C3-D3
cr 46b	Ile Magnin (cr de l'	chemin rural	impasse	bon	906307, 6468549	906551, 6468671	415	C3-D3
cr 47a	Pierre Louvière (cr de	chemin rural	tronçon	moyen	908136, 6469948	908064, 6470061	140	B4
cr 47b	Pierre Louvière (cr de	chemin rural	tronçon	moyen	908065, 6470074	908077, 6470244	254	B4

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
cr 48	Bannettes (cr des	chemin rural	chemin	moyen	910881, 6469796	911238, 6470455	760	B6
cr 50	Mondragon (cr de	chemin rural	tronçon	bon	907654, 6465480	907371, 6465341	315	F4
cr 51	Ecoutes (cr des	chemin rural	tronçon	moyen	908440, 6466465	908756, 6466355	855	E5
cr 52a	Marguerites (cr des	chemin rural	tronçon	bon	903429, 6470617	904327, 6470631	910	B1-B2
cr 52b	Marguerites (cr des	chemin rural	tronçon	bon	904802, 6470353	905403, 6470122	720	B2-B3
cr 53	Malossane bas (cr de	chemin rural	tronçon	mauvais	906930, 6471279	907040, 6471052	255	B4-A3
cr 56	Pugnières (cr de	chemin rural	chemin	moyen	906970, 6466349	907016, 6466960	835	E4
cr 57	Voie Ferrée (cr de la	chemin rural	chemin	moyen	907153, 6466700	907154, 6467436	1 000	D4-E4
cr 58	Bouvaret (cr de	chemin rural	impasse	moyen	907142, 6467770	907037, 6467733	105	D4
cr 59	Gué de Roize (ch du	chemin rural	tronçon	bon	907076, 6470980	907225, 6471058	175	B4
cr 60	Groupe Raymond (ch	chemin rural	chemin	bon	907318, 6470960	907493, 6470719	350	B4
cr 61	Barrage (cr du	chemin rural	tronçon	bon	907304, 6471055	907289, 6471074	25	A4
cr 62	Roize (cr de la	chemin rural	tronçon	bon	907982, 6471210	907566, 6470878	625	B4-A4
cr 62b	Roize (cr de la	chemin rural	chemin	moyen	907850, 6471154	907797, 6471108	75	A4
cr 63	Hayes (cr des	chemin rural	chemin	mauvais	907982, 6471156	907988, 6471047	325	A4
cr 64	Chalais (cr de	chemin rural	tronçon	bon	908328, 6470369	909325, 6469762	1 970	B4-B5

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
cr 64b	Chalais (cr de	chemin rural	tronçon	bon	909341, 6469750	909447, 6469671	290	B5
cr 64c	Chalais (cr de	chemin rural	tronçon	bon	909478, 6469638	909553, 6469589	95	B6
cr 65	Bellevue (cr de	chemin rural	tronçon	bon	909464, 6469521	909263, 6469394	245	C5
cr 66	Tirebrayeux (cr de	chemin rural	chemin	moyen	909807, 6469453	909929, 6469797	595	C6-B6
cr 66a	Tirebrayeux (cr de	chemin rural	tronçon	mauvais	909761, 6469529	909845, 6469477	125	C5-C6
cr 67	Peuil (ch neuf du	chemin rural	chemin	bon	908079, 6467884	908488, 6468347	900	D4-D5
cr 68	Grande Roche (cr de	chemin rural	chemin	bon	907838, 6467990	908076, 6467885	660	D4 zoom 6
cr 68a	Malsouche (cr de	chemin rural	chemin	bon	907920, 6467994	907982, 6468051	85	D4 zoom 6
cr 68c	Grande Roche (cr de	chemin rural	tronçon	bon	907791, 6467962	907829, 6467962	40	D4 zoom 6
cr 69	Peuil (chemin Vieux du	chemin rural	tronçon	bon	907933, 6467781	908072, 6467672	290	D4
cr 69a	Peuil (chemin Vieux du	chemin rural	tronçon	moyen	908072, 6467672	908076, 6467881	235	D4
cr 69b	Carrières (cr des	chemin rural	tronçon	bon	907934, 6467636	907994, 6467719	110	D4 zoom 7
cr 70	Racin (anc ch de	chemin rural	tronçon	bon	906900, 6470332	907023, 6470427	165	B4
cr 71a	Jean Monnet (cr	chemin rural	tronçon	bon	907025, 6470435	907095, 6470511	175	B4
cr 71b	Jean Monnet (cr	chemin rural	tronçon	mauvais	907297, 6470583	907176, 6470578	122	B4
cr 72	Référon (cr du	chemin rural	tronçon	moyen	907494, 6470636	907301, 6470602	227	B4

Cheminements de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
cr 73	Chalais (Ancienne voie de	chemin rural	chemin	mauvais	907529, 6470670	907788, 6470609	275	B4
cr 73a	Rigonnaière (cr de	chemin rural	chemin	fermé	907608, 6470730	907565, 6470656	85	B4
cr 75	Clarisses (cr des	chemin rural	chemin	bon	907419, 6470538	907154, 6470006	620	B4
cr 76	Sainte Claire (cr de	chemin rural	tronçon	bon	907158, 6470251	907195, 6470242	40	B4
cr 77a	Veronnaière (cr de la	chemin rural	chemin	moyen	906835, 6469959	906987, 6469874	205	B4 zoom 3
cr 77b	Veronnaière (cr de la	chemin rural	chemin	bon	907128, 6469976	906995, 6469874	195	B4
cr 78	Vieux (ch	chemin rural	chemin	moyen	908102, 6467270	908422, 6465948	1 495	D4-E5
cr 79	Virage (cr du	chemin rural	chemin	moyen	908979, 6466803	908989, 6466766	40	E5
cr 80	Glairons (cr des	chemin rural	chemin	bon	904275, 6470939	903246, 6471721	1 300	B2-A1
cr 81a	Chaussée (cr de la	chemin rural	chemin	bon	906007, 6469565	905888, 6469552	120	C3
cr 81b	Chaussée (cr de la	chemin rural	impasse	bon	905838, 6469539	905468, 6469442	405	C4
cr 82	Holande (cr de l'	chemin rural	impasse	bon	905805, 6468561	905764, 6468946	465	C3-D3
cr 83	Achard (cr de l'	chemin rural	impasse	bon	905565, 6470178	905479, 6470064	187	B3-B4 zoom 1
cr 84	Ile Rose (cr de l'	chemin rural	tronçon	mauvais	905138, 6470001	905014, 6469925	145	C2
52 754								

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
Désaffectation en parcelle communale								
reg 02a		désaffectation en parcelle	tronçon	disparu	904337, 6470683	904284, 6470629	80	B2
reg 02d		désaffectation en parcelle	tronçon	disparu	904194, 6470539	904139, 6470461	100	B3
reg 04		désaffectation en parcelle	tronçon	disparu	904151, 6470504	903982, 6470626	230	B2
reg 05a		désaffectation en parcelle	tronçon	disparu	903722, 6470471	903696, 6470616	150	B1
reg 22		désaffectation en parcelle	chemin	moyen	906103, 6469428	906126, 6469446	28	C3 zoom 4
reg 30b		désaffectation en parcelle	chemin	mauvais	909129, 6468555	909145, 6468574	25	C5
reg 30c		désaffectation en parcelle	impasse	mauvais	909191, 6468741	909267, 6468656	115	C5
reg 45		désaffectation en parcelle	chemin	mauvais	907498, 6470629	907431, 6470543	160	B4
reg 82		désaffectation en parcelle	tronçon	mauvais	905804, 6468560	905693, 6468466	155	D3
							-1 043	
Désaffectation en chemin d'exploitation pour les chemins courts, en impasse, sans intérêt spécifique (accès à une croix ou lieu remarquable) et non fréquentés								
ce 04b		désaffectation en CE	impasse	disparu	903956, 6470676	903880, 6470819	160	B2
ce 05c		désaffectation en CE	impasse	moyen	903686, 6470667	903642, 6470747	100	B1

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
ce 19b		désaffectation en CE	chemin	mauvais	908385, 6470257	908483, 6470190	125	B5
ce 19c		désaffectation en CE	impasse	mauvais	908493, 6470175	908589, 6470050	160	B5
ce 21		désaffectation en CE	chemin	mauvais	908409, 6470280	908522, 6470267	115	B5
ce 54		désaffectation en CE	impasse	mauvais	906750, 6470792	906677, 6470836	95	B3
ce 74		désaffectation en CE	impasse	mauvais	907799, 6470611	908032, 6470732	305	B4
ce 85a		désaffectation en CE	impasse	mauvais	909354, 6468678	909298, 6468863	395	C5
ce 85b		désaffectation en CE	chemin	mauvais	909308, 6468627	909614, 6468364	420	C5
ce 86		désaffectation en CE	chemin	mauvais	908699, 6468332	908975, 6468433	436	C5-D5
ce 86b		désaffectation en CE	impasse	mauvais	908960, 6468385	909077, 6468398	122	C5
ce 87		désaffectation en CE	impasse		909099, 6467916	908663, 6468067	500	D5
ce 88		désaffectation en CE	impasse		908608, 6467379	908646, 6467735	380	D5
							-3 313	
Vente à finaliser								
reg 02c		désaffectation et vente	tronçon	moyen	904230, 6470575	904195, 6470539	50	B2
Reg 71a		désaffectation et vente ?	chemin	disparu	907031, 6470445	907097, 6470506	95	B4

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
reg 77a		désaffectation et vente	tronçon	disparu	906823, 6469891	906869, 6469947	75	B4 zoom 3
reg 109		désaffectation et vente	impasse	moyen	906773, 6470297	906774, 6470313	15	B3 zoom 2
							-235	
Régularisation et transfert								
reg 01a		régularisation transfert ?	tronçon	mauvais	905414, 6469514	905382, 6469529	35	C3
reg 01b		régularisation transfert	tronçon	disparu	905382, 6469529	905339, 6469567	60	C3
reg 02b		régularisation transfert	tronçon	disparu	904278, 6470623	904243, 6470587	50	B2
reg 03c		régularisation transfert	tronçon	disparu	904964, 6471478	904906, 6471464	60	A2
reg 04a		régularisation transfert	tronçon	disparu	903982, 6470626	903962, 6470666	45	B2
reg 05b		régularisation transfert	tronçon	disparu	903696, 6470616	903688, 6470656	40	B1
reg 17		régularisation transfert	tronçon	disparu	905482, 6470168	905409, 6470127	85	B3
reg 17a		régularisation transfert	tronçon	disparu	905259, 6470040	905183, 6470016	80	B3-C2
reg 38a		régularisation transfert ?	tronçon	disparu	905682, 6467932	905648, 6467928	35	D3 zoom 12
reg 38b		régularisation transfert	tronçon	disparu	905552, 6467921	905648, 6467928	96	D3 zoom 12
reg 38c		régularisation transfert ?	tronçon		905550, 6467919	905531, 6467917	20	D3 zoom 12

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
reg 38d		régularisation transfert ?	tronçon	disparu	905531, 6467917	905522, 6467916	10	D3 zoom 12
reg 38e		régularisation transfert ?	tronçon	disparu	905522, 6467916	905444, 6467909	77	D3 zoom 12
reg 55		régularisation transfert	tronçon	disparu	905252, 6470957	905159, 6471028	120	B2
reg 81		régularisation transfert	impasse	mauvais	905465, 6469454	905415, 6469307	160	C3
reg 84a		régularisation transfert	tronçon	disparu	905465, 6468628	905387, 6468612	80	D3 zoom 11
reg 84b		régularisation transfert ?	tronçon		905387, 6468612	905333, 6468601	56	D3 zoom 11
							-1 109	
Régularisation avec vente à finaliser								
reg 40		régularisation et vente ?	tronçon	disparu	906587, 6465927	906503, 6465883	95	F4
reg 41		régularisation et vente ?	tronçon	disparu	906157, 6466421	906136, 6466228	200	E3
reg 41a		régularisation et vente ?	tronçon	disparu	906136, 6466228	906940, 6465346	1 205	E3-F4
							-1 500	
							régularisation	-2 609

Chemins ruraux de Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	type	Etat	début	fin	longueur (m)	plan
Acquisition à finaliser								
cr 46b	Ile Magnin (cr de l'	régularisation acquisition	tronçon	bon	906383, 6468500	906352, 6468510	33	C3-D3
cr 47a	Pierre Louvière (cr de	régularisation acquisition	tronçon	moyen	908125, 6469947	908135, 6469955	15	B4
							48	
Échange à finaliser								
reg vc 03a	vc 03a Rubette (imp de la	échange	tronçon		cr 04a	cr 04c	-220	A2
cr 04b	Fontabert (cr de	chemin rural à créer	tronçon	à créer	904771, 6471356	904877, 6471455	220	A2
reg 30a		échange	tronçon	mauvais	908650, 6468398	908697, 6468345	-75	D5
cr 30a	Chevalon (cr du	chemin rural à créer	tronçon	moyen	908648, 6468400	908695, 6468341	160	D
reg 68		échange	impasse	mauvais	907981, 6468027	907967, 6467967	-68	D4 zoom 6
reg 68b		échange	tronçon	mauvais	907829, 6467962	907878, 6467957	-50	D4 zoom 6
cr 68b	Grande Roche (cr de	chemin rural à créer	tronçon	bon	907831, 6467964	907838, 6467990	30	D4 zoom 6
							93	

Domaine public ou parcelles non affectés à la circulation à régulariser Voreppe (version mise à jour septembre 2025)

n°	Nom	statut	m² env.	plan
DP 1	Vc 89 Victor Cassien (rue Vc 116	vente	685	C3
DP 2	vc 81 Pierre et Marie Curie (rue	vente	65	D4 zoom 8
DP 3	Dominique Villars (square	vente	435	D4 zoom 10
DP 4	vc 101 Ile du Pont (ch de l'	vente	440	C3
DP 5	Péage (le	vente	270	C4
			1 895	
Parcelle communale				
reg 48		transfert	595	E3-D3
Bien sans maître				
reg 53b		vente	26	B3 zoom 1
reg 121		régularisation transfert ?		B2

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9757 - Espace Public – Finances – Fixation des tarifs - Redevance d'occupation du domaine public - Réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville, rappelle au Conseil municipal que dans le cadre de la mise en œuvre de la redevance d'occupation du domaine public par les différents concessionnaires sur la Commune, il convient de délibérer sur les tarifs afin de fixer les tarifs d'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité.

Il est porté à connaissance du Conseil municipal les règles relatives au calcul des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux de transports et de distribution d'électricité, avec la formule ci-dessous :

$$PR = (0,381 \times P - 1204) \text{ € } \times 1,5570$$

avec PR, le plafond de redevance due par l'occupant du domaine ;

DE250925AD9757

1/2



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

avec 0,381 et 1204 des termes fixes ;
avec P, la population de la commune au 1^{er} janvier 2025, soit 10 143 habitants.

La revalorisation pour 2025 est de 1,5570.

A titre indicatif, le montant de la redevance pour l'année 2025 est estimé à 4 196 €.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article R2333-105 ;

Après avis favorable de la Commission transition écologique, aménagement de l'espace public, urbanisme, cadre de vie et mobilité du 1^{er} septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** :

- de calculer la redevance en prenant le seuil de la population totale de la commune issu du recensement en vigueur au 1^{er} janvier 2025,
- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de valorisation définie par les articles du Code général des collectivités territoriales visés ci-dessus, soit un taux de revalorisation de 57,50 % applicable à la formule de calcul,
- de revaloriser ce montant chaque année par délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9758 - Espace Public – Finances – Fixation des tarifs - Redevance d'occupation du domaine public - Réseaux publics de distribution de gaz

Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la ville, rappelle au Conseil municipal que dans le cadre de la mise en œuvre de la redevance d'occupation du domaine public par les différents concessionnaires sur la Commune, il convient de délibérer sur les tarifs afin de fixer les tarifs d'occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz.

Il est porté à connaissance du Conseil municipal les règles relatives au calcul des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz, avec la formule ci-dessous :

$$PR = [(0,035 \times Ld) + 100 \text{ €}] \times 1,42$$

avec PR, le plafond de redevance due par l'occupant du domaine ;

DE250925AD9758

1/2



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

avec Ld, la longueur (en mètre) des canalisations de distributions, soit 66 400 mètres, avec 100, un terme fixe.

La revalorisation pour 2025 est de 1,42.

A titre indicatif, le montant de la redevance pour l'année 2025 est estimé à 2 554€.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article R2333-114 ;

Après avis favorable de la Commission transition écologique, aménagement de l'espace public, urbanisme, cadre de vie et mobilité du 1^{er} septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** :

- de calculer la redevance en fonction du linéaire de réseau de distribution exprimé en mètres, arrêté au 31 décembre 2024,
- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de valorisation définie par les articles du Code général des collectivités territoriales visés ci-dessus, soit un taux de revalorisation de 42 % applicable à la formule de calcul,
- de revaloriser ce montant chaque année par délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9759 - Espace Public – Finances – Fixation des tarifs - Redevance d'occupation du domaine public - Réseaux publics de télécommunications

Madame Anne Platel, Adjointe chargée de l'urbanisme et de la qualité de la Ville, rappelle au Conseil municipal que dans le cadre de la mise en œuvre de la redevance d'occupation du domaine public par les différents concessionnaires sur la Commune, il convient de délibérer sur les tarifs afin de fixer les tarifs d'occupation du domaine public par les ouvrages de télécommunications.

Il est porté à connaissance du Conseil municipal les règles relatives au calcul des redevances pour occupation du domaine public par les ouvrages de télécommunications, avec la formule ci-dessous :

$$PR = (\text{longueur des réseaux souterrains} \times \text{prix souterrain}) + (\text{longueur des réseaux aériens} \times \text{prix aérien}) + (\text{surface de l'emprise au sol} \times \text{prix emprise au sol})$$

avec PR, le plafond de redevance due par l'occupant du domaine ;

DE250925AD9759

1/2



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

avec, pour l'année 2025 :

- 48,95 € par kilomètre d'artères souterraines ;
- 64,87 € par kilomètre d'artères aériennes ;
- 32,44 € par mètre² d'emprise au sol.

Cette redevance sera basée sur le réseau suivant :

- artères souterraines : 112,126 kilomètres
- artères aériennes : 26,094 kilomètres
- emprises au sol : 1,50 mètres²

A titre indicatif, le montant de la redevance pour l'année 2025 est estimé à 7 196,89 €.

Vu le Code des postes et des télécommunications électroniques, et notamment les articles R20-51 et R20-52 ;

Après avis favorable de la Commission transition écologique, aménagement de l'espace public, urbanisme, cadre de vie et mobilité du 1^{er} septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** :

- de calculer la redevance en fonction du linéaire de réseau de communications électroniques exprimé en kilomètres et en mètre², arrêté au 31 décembre 2024,
- de fixer le montant de la redevance pour occupation du domaine public au taux maximum prévu selon la règle de valorisation définie par les articles du Code des postes et des télécommunications électroniques,
- de revaloriser ce montant chaque année par délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9760 - Associations – Attribution des subventions projets 2025

Madame Anne Gérin, 1^{ère} Adjointe chargée de la culture, de l'animation, de la démocratie locale, des ressources humaines, vice-présidente au Conseil départemental de l'Isère expose au Conseil municipal, que la Ville de Voreppe souhaite apporter un soutien financier aux associations qui en font la demande en tenant compte de la qualité de leur action au quotidien, tant pour l'intérêt social que revêt leur activité que pour leur implication dans l'animation de la vie locale et le dynamisme du territoire.

Les montants proposés pour l'année 2025 sont les suivants :



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>



@voreppe



@VoreppeOfficiel

DE250925AV9760

1/2

- Subventions relatives à un projet spécifique :

Nom de l'association	Projet	Proposition
Foulées Voreppines	12h de Voreppe	300,00 €
La série	Les Foulées de Voreppe	300,00 €
Pays Voironnais Volleyball	Volley Solidarité	500,00 €
Arc Voreppins	Réfection cible ESEP	750,00 €
Attrape-Coeurs	Concert : Les femmes chantent	700,00 €
Gars de Roize	Week-end solidaire : atelier IME	200,00 €
Corepha	Divers Animations églises 2025	500,00 €
Amicale des portes de Chartreuse	Exposition Journées européennes du patrimoine (JEP)	300,00 €

Après avis favorable de la Commission culture, animation, sport associations et relations internationales du 4 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** d'autoriser Monsieur le Maire à attribuer les subventions aux associations selon la répartition figurant dans la délibération.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9761 - Jeunesse – Subventions aux clubs sportifs dans le cadre des animations estivales 2025

Madame Nadine Benvenuto, Adjointe chargée des solidarités, de la politique de la ville, de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse rappelle au Conseil municipal que les associations se mobilisent afin de proposer aux jeunes de Voreppe, un certain nombre d'activités socioculturelles et sportives gratuites, en juillet et en août.

Pour permettre le fonctionnement de ces animations et soutenir leur développement, une subvention municipale est allouée aux associations impliquées dans la mise en place de ce programme d'été.

Une convention signée entre la Ville et chaque association participante fixe le montant de cette subvention en fonction du volume d'activité développé et des frais engagés par les clubs en matière d'encadrement.

Pour mémoire, les taux horaires sont fixés comme suit :

DE250925EJ9761

1/3



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>

 @voreppe

 @VoreppeOfficiel

Stage été	Taux Horaire : 24 €/heure
Spécificité stage été parapente	Taux Horaire 1) Vol : 20 €/heure 2) Temps complémentaire : 10 €/heure dans la limite de 2 sessions de 3h00 pour 8 équipages (moniteurs) + 2 × 1,5 heures complémentaire (comprenant transport et préparation) Soit 510 € la session de vol pour 8 enfants.
Activ'été	Taux Horaire: 18 €/heure 1,5 heures/session.

Après examen des bilans transmis par les clubs, les montants proposés sont les suivants :

- Stages Été clubs

Stage été - clubs	Subventions
BMX	288 €
Badminton	288 €
Tennis	432 €
Gym - La vaillante	144 €
Parapente - Arcs en ciel	1020 €
TOTAL	2 172 €

- Activ'Été

Activ'été - clubs	Subventions
CITT- Tennis de table	243 €
Country	27 €
Patchwork	54 €
Volley-voreppe	54 €
Boules Lyonnaises	108 €
TOTAL	486 €

Soit un montant total de subvention de 2 658 € réparti comme suit :

- 2 172 € pour les stages été
- 486 € pour les Activ'Eté

Après avis favorable de la Commission éducation, périscolaire jeunesse du 9 septembre 2025.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à **l'unanimité** d'autoriser le versement de ces subventions aux associations concernées.

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
du CONSEIL MUNICIPAL
RÉUNION du 25 SEPTEMBRE 2025**

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 septembre à 19h00, les membres du Conseil municipal de VOREPPE, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique à la mairie de Voreppe, sous la présidence de Monsieur Luc RÉMOND, Maire.

Date de convocation : 19 septembre 2025

Étaient présents :

Luc RÉMOND - Anne GÉRIN - Jérôme GUSSY - Christine CARRARA - Nadine BENVENUTO - Anne PLATEL - Jean-Claude DELESTRE - Jean-Claude CANOSSINI - Marc DESCOURS - Jean-Louis SOUBEYROUX - Monique DEVEAUX - Nadia MAURICE - Danièle MAGNIN - Dominique LAFFARGUE - Angélique ALO-JAY - Cyril BRUYERE - Joris FERRAUD-CIANDET - Fabienne SENTIS - Laurent GODARD - Damien PUYGRENIER - Guillaume BRAS

Avaient donné procuration pour voter :

Olivier GOY donne pouvoir à Anne GERIN
Olivier ALTHUSER donne pouvoir à Angélique ALO-JAY
Charly PETRE donne pouvoir à Anne PLATEL
Nadège DENIS donne pouvoir à Nadine BENVENUTO
Lucas LACOSTE donne pouvoir à Christine CARRARA
Louise CHOUVELLON donne pouvoir à Dominique LAFFARGUE
Sandrine CARBONARI donne pouvoir à Nadia MAURICE
Cécile FROLET donne pouvoir à Fabienne SENTIS

Étaient absents :

Secrétaire de séance : Jean-Claude CANOSSINI

9762 - Jeunesse – Règlement intérieur de l'accompagnement à la scolarité et actualisation des tarifs

Madame Nadine Benvenuto, Adjointe chargée des solidarités, de la politique de la ville, de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse propose au Conseil municipal de valider le nouveau règlement intérieur de l'accompagnement à la scolarité qui précise le fonctionnement du dispositif, les engagements des différents acteurs.

L'accompagnement à la scolarité est un dispositif destiné aux enfants des établissements de Voreppe et aux jeunes voreppins scolarisés dans un établissement secondaire hors Voreppe, en difficultés scolaires, de la grande section maternelle à la terminale.

En lien avec la pratique, il est également proposé d'apporter des ajustements aux tarifs déterminés par la délibération n°9664 du 12 décembre 2024. La présente délibération annule et remplace la délibération n°9664.



Hôtel de Ville
1 place Charles de Gaulle
CS 40147
38341 Voreppe cedex

Tél 04 76 50 47 47
Fax 04 76 50 47 48

voreppe@ville-voreppe.fr
<https://www.voreppe.fr>



@voreppe



@VoreppeOfficiel

DE250925EJ9762

1/2

Les tarifs sont ainsi fixés comme suit :

- 1/ Concernant les séances individuelles ou collectives, les montants sont les suivants :
 A noter que, comme pour les élèves de primaire et collégiens, il est proposé d'ajouter pour les lycéens un tarif pour deux séances par semaine.

Séances individuelles/collectives	1 séance par semaine		2 séances par semaine	
	Tarif par trimestre	Tarif annuel	Tarif par trimestre	Tarif annuel
Élèves de primaire et collégiens	10,25 €	30,75 €	12,30 €	36,90 €
Lycéen	12,30 €	36,90 €	14,75 €	44,25 €

- 2/ Concernant les stages et ateliers, il est proposé d'appliquer un tarif par demi-journée sur la base de la formule de calcul suivante : $QF \times 0,002462 + 0,61415$, en fixant un tarif plancher à 2,50 € et un tarif plafond à 6,50 €. Soit le tableau ci-dessous

QF	Tarif par demi-journée
$QF < 765$	2,50 €
$765 \leq QF < 2389$	$QF \times 0,002462 + 0,61415$
$QF \geq 2389$	6,50 €

Exemples par QF :

QF	Tarif par demi-journée
QF 300	2,50 €
QF 900	2,83 €
QF 2000	5,50 €

Ces tarifs seront applicables au 1^{er} octobre 2025.

Par ailleurs, il convient d'envisager par principe une réévaluation des tarifs chaque année à la même date et dans la limite de l'inflation par décision administrative.

Après avis favorable de la Commission éducation, périscolaire et jeunesse du 9 septembre 2025,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité d'autoriser le versement de ces subventions aux associations concernées.

- de valider le règlement intérieur de l'accompagnement à la scolarité
- d'autoriser Monsieur le Maire à approuver les modifications des tarifs de l'accompagnement à la scolarité

Voreppe, le 30 septembre 2025

Luc Rémond
Maire de Voreppe



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.
 Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :
 - à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
 - 2 mois après l'instauration du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Règlement intérieur de l'accompagnement à la scolarité

1. Présentation du dispositif

L'Accompagnement à la scolarité est un service destiné aux enfants et aux jeunes, de la grande section de maternelle à la terminale, qui rencontrent des difficultés dans leur scolarité.

Le dispositif est assuré par un coordonnateur et une équipe d'intervenants bénévoles ayant pour mission d'accompagner l'enfant et le jeune dans le développement de ses potentiels d'apprentissage, en tenant compte des particularités et des besoins de ce dernier. Ce dispositif se veut complémentaire des actions mises en place par l'Éducation Nationale. Il repose sur l'adhésion et la collaboration de toutes les parties : enfants/ jeunes, parents, équipes pédagogiques.

2. Fonctionnement

L'accompagnement à la scolarité peut être proposé sous un format :

- de séances individuelles ou collectives selon les matières et niveaux, et en dehors des vacances scolaires : à raison d'une séance d'une heure, une à deux fois par semaine
- d'ateliers ou stages à thématiques pendant les vacances scolaires

Un contrat définit les conditions de l'accompagnement entre les parties, il comprend l'acceptation du présent règlement.

3. Modalités et dossier d'inscription

Les inscriptions se font sur demande directe des parents ou sur orientation de l'équipe éducative. Elles doivent s'effectuer auprès du service jeunesse par les parents jeunesse.epj@ville-voreppe.fr. Les familles sont informées chaque année de l'ouverture de la campagne d'inscription.

Un entretien en présence des parents et du jeune concerné sera mené afin de déterminer les besoins, les possibilités et modalités d'accompagnement. Les parents devront fournir une attestation d'assurance civile ou extrascolaire.

Un contrat d'engagement sera établi pour valider l'inscription.

4. Tarifs et moyens de paiement

La tarification du service est fixée par délibération du Conseil Municipal, consultable sur le site de la ville : <https://www.voreppe.fr/accompagnement-la-scolarite>.

Le règlement s'effectue à la signature du contrat d'engagement et avant le début des séances.

- Par chèque bancaire à l'ordre de la Régie de recettes
- En espèces (auprès du Pôle Éducation Périscolaire et Jeunesse)

Le montant est calculé en fonction du nombre de trimestres concernés au moment de l'inscription.
En cas de démarrage en cours de trimestre, le tarif appliqué est celui du trimestre complet.

5. Engagements des parties

La réussite du dispositif repose sur un engagement réciproque de toutes les parties.

Les parents s'engagent à :

- rencontrer le bénévole à la première séance pour les nouveaux
- assurer la présence régulière de leur enfant aux séances de l'accompagnement à la scolarité.
- informer les animateurs bénévoles de toute absence ou tout retard de leur enfant, ils veillent également à avertir le coordinateur.
- informer le coordinateur et le bénévole de l'évolution de la situation scolaire de leur enfant : à communiquer sur les difficultés, les évolutions et les progrès de leur enfant.
- respecter le bénévole et à reprendre tout comportement irrespectueux avec son enfant

Les enfants/ jeunes s'engagent à :

- adhérer à la proposition de l'action de l'accompagnement à la scolarité.
- exprimer leurs souhaits et difficultés à l'animateur bénévole.
- être présent à toutes les séances.
- respecter le bénévole (règle de politesse) et ses consignes.
- s'investir dans le fonctionnement des séances et du groupe le cas échéant.

Le bénévole s'engage à :

- proposer un accompagnement adapté aux besoins de l'enfant.
- échanger avec les parents, équipes enseignantes, coordinateur dans l'intérêt de l'évolution de l'enfant.
- informer immédiatement les parents de l'absence de l'enfant, ainsi que du coordinateur
- respecter la confidentialité des renseignements concernant la famille.
- participer à l'évaluation des progrès de l'enfant en fin d'année scolaire.

6. Non-respect des engagements des parties

a) En cas de non-respect des engagements des parties - notamment absences répétées, insultes ou menaces - il sera mis fin à la proposition d'accompagnement par le coordonnateur sans restitution des règlements.

b) En cas d'arrêt des séances sur décision de la famille, il ne sera procédé à aucune restitution des règlements.

c) En cas d'arrêt des séances sur décision de la ville pour des motifs autres que ceux cités au 6.a, il sera procédé à la restitution des règlements perçus pour les trimestres non débutés.

Exemple : départ du bénévole et impossibilité de trouver un remplaçant.

